QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11841 — MERCREDI 23 FÉVRIER 1983



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 39
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'Algérie s'efforce de maîtriser la croissance démographique

LIRE PAGE 6

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Clarification entre Paris et Moscou

La visite de M. Cheysson à Moscou se solde-t-elle par un succès ou par un échec ? Les membres de la délégation française avaient tendance à penser, lundi 21 février, à l'issue de la rencontre du ministre des relations extérieures avec M. Andropov, que le problème ne se pose pas en ces termes. Et sans doute — pourquoi les officiels auraient-ils toujours tort ? — avaient-ils raison.

Pour parler de succès, il eût fallu que MM. Andropov et Gromyko modifient la position soviétique sur les euromissiles, ce qui était exclu à ce stade du marchandage. Pour parler d'échec, il eût fallu que M. Cheysson se rallie dans une certaine mesure aux positions soviétiques ou, à tout le moins, élude le débat. Ce qui n'a pas eu lieu. Alors ? Alors, plutôt que d'échec ou de succès, parlons de la salutaire clarification des relations franco-soviétiques. Aussi bien dans ses conversations avec M. Gromyko qu'avec M. Andropov, M. Cheysson n'a pas cherché à masquer les divergences qui opposent Paris et Moscou en se réfugiant dans la langue de bois de l'amitié entre les peuples ; il a au contraire profité de son séjour en U.R.S.S. pour dresser un bilan net et clair des relations entre les deux pays, dans un langage dépourvu de toute ambiguïté.

Du moment qu'on avait décidé d'aborder les vrais problèmes et non pas de célébrer des rites, il était normal que la franchise domine. En reprenant dans ses conversations les principes que M. Mitterrand avait développés le mois dernier devant le Bundestag, M. Cheysson a officiellement informé les dirigeants soviétiques des positions françaises en matière de sécurité européenne : l'apparition des SS-20 a modifié un équilibre nucléaire américano-soviétique que le Kremlin avait lui-même proclamé au moment des négociations SALT-2 ; en prétendant conserver demain autant de SS-20 que la France et la Grande-Bretagne possèdent de missiles eurostratégiques, les Soviétiques veulent préserver une certaine marge de supériorité.

M. Andropov n'a pas été ébranlé par cette logique, et ce n'est pas étonnant. Il en ira de même au moins tant que ne seront pas connus les résultats des élections ouest-allemandes du 6 mars. Ce n'est pas un secret que Moscou compte sur l'élection de M. Vogel pour atteindre son objectif prioritaire : la suspension *ad vitam eterman* du déploiement en Europe des Pershing-II et des missiles de croisière. Les autres chapitres des discussions franco-soviétiques étaient peut-être moins cruciaux, mais ils ont été traités dans le même esprit. M. Cheysson a condamné une nouvelle fois l'invasion de l'Afghanistan, incitant Moscou à rechercher plus sérieusement cette solution politique que les dirigeants soviétiques prétendent appeler de leurs vœux ; il a aussi évoqué l'intolérable limitation des droits de l'homme et des libertés syndicales en Pologne, n'obtenant pour toute réponse que l'affirmation qu'il s'agit là d'une affaire strictement intérieure à la Pologne.

Le dialogue n'a paru s'établir qu'à propos du Proche-Orient — encore que les divergences paraissent sérieuses sur les projets de règlement — et des relations bilatérales. A propos de ce dernier sujet, M. Cheysson a beaucoup insisté sur la nécessité de rééquilibrer les échanges commerciaux, très déficitaires depuis deux ans pour Paris. Des promesses d'ordre général ont été faites. Reste à savoir si elles seront suivies d'effet ou si Moscou considère que ce volet essentiel de la coopération franco-soviétique dépend de conditions politiques qui ne sont pas réunies pour l'instant.

(Lire page 4.)

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT ET LA SITUATION EN ISRAËL

L'O.L.P. reprend à son compte le plan soviétique de règlement

Le Conseil national palestinien devait rendre publiques ce mardi après-midi 22 février les résolutions au cours de sa session d'Alger.

Selon notre envoyé spécial, l'une des résolutions proclame le « soutien » de l'O.L.P. au plan Brejnev, qui préconise, entre autres, la reconnaissance par l'organisation palestinienne du *« droit de tous les États de la région, y compris celui d'Israël, de vivre en paix ».* Le congrès palestinien entérine en outre le plan de Fès, sans pour autant rejeter formellement le plan Reagan, jugé toutefois « insuffisant » pour constituer la base d'un règlement équitable.

De notre envoyé spécial

Alger. — En échange de la reconnaissance de ses droits nationaux, y compris celui d'établir un Etat indépendant, le peuple palestinien, représenté par l'O.L.P., reconnaîtra le droit de tous les Etats de la région, y compris celui d'Israël, de vivre en paix ; à cet effet, une conférence internationale se tiendra sous l'égide de l'ONU. Tel est, en langage décodé, le sens de la résolution que devait adopter le Conseil national palestinien au cours d'une séance publique, ce mardi 22 février, en début d'après-midi.

C'est du moins le sens que donnent les principaux dirigeants du Fath au texte qui proclame le « *soutien* » des représentants palestiniens au plan Brejnev (1). Celui-ci proposait, il y a deux ans, un règlement de paix sur les bases ci-dessus énoncées. Une fois de plus, le « *Parlement* » des fedayin se serait prononcé d'une manière implicite en faveur d'un compromis que la communauté internationale appréciera diversement.

D'autres projets de résolutions élaborés en commission, et dont les textes n'avaient pas encore été rendus publics ce mardi matin, témoignent de la victoire des « *modérés* » sur leurs adversaires « *radicaux* ». Le plan de Fès est adopté. Le plan Reagan n'est pas rejeté catégoriquement, mais jugé insuffisant pour constituer une base valable d'un règlement équitable, nous expliquait M. Abou Ayad, l'un des principaux dirigeants du Fath, qui ajoutait : « *Le plan américain comporte indéniablement des aspects positifs, notamment le gel des colonies de peuplement dans les territoires occupés.* » Le principe d'une confédération jordano-palestinienne — prôné par le chef de la Maison Blanche — est endossé. Le dialogue ébauché avec l'Egypte n'est pas condamné, et il sera poursuivi dans la mesure où cette dernière prendrait ses distances avec les accords de Camp David. Le comité exécutif de l'O.L.P. est chargé d'établir des contacts avec toutes « *les forces démocratiques et progressistes* » en Israël. L'alliance stratégique avec la Syrie sera consolidée ; les bonnes relations avec tous les autres pays arabes seront développées.

ÉRIC ROULEAU.

(1) En avril 1981, le C.N.P. s'était limité à « saluer » le plan Brejnev et non à l'approuver.

(Lire la suite page 4.)

Je suis fier de l'enquête menée par la commission Kahane

nous déclare le président Navon

Trois personnes ont été arrêtées lundi 21 février par les policiers chargés d'enquêter sur l'attentat à la grenade de Jérusalem, qui a coûté la vie, le 10 février, au militant pacifiste Emile Greenzweig. La police a pu identifier les suspects, grâce à des films de télévision tournés au cours des violentes manifestations qui avaient précédé l'attentat. Le rabbin Meir Kahanah, chef d'un groupuscule activiste d'extrême droite, le Kakh, serait entré dans la clandestinité. Il devait être interrogé lundi à propos de sa responsabilité dans l'attentat.

D'autre part, la commission institutionnelle de la Knesset a fixé au 22 mars la date de l'élection du successeur du président Itzhak Navon, au terme de son mandat de cinq ans. Dans une entrevue qu'il a accordée à notre correspondant à Jérusalem, le chef de l'Etat sortant évoque la crise ouverte par le rapport de la commission Kahane sur les massacres de Sabra et de Chatila. Il se dit « fier de l'enquête » *et juge que l'acceptation de ses conclusions par le gouvernement* « est de très bon augure pour la démocratie ».

De notre correspondant

Jérusalem. — La silhouette hésite entre la solide rigueur et l'aimable rondeur. Le regard vif se joue du filtre des épaisses lunettes. Le ton, d'abord mesuré et retenu, est souvent emporté par l'élan de la spontanéité. Le geste rejoint vite la parole.

M. Itzhak Navon semble incarner un Israël harmonieusement partagé entre Orient et Occident. Là réside sans doute le secret du prestige et de la popularité qu'il a acquis en cinq ans dans un rôle devenu, à cause de lui, délicat : celui de président de l'État d'Israël. M. Navon a en effet su exercer une discrète mais réelle influence à travers une fonction marquée par l'absence de pouvoir réel.

Créant l'événement, il a récemment révélé qu'il quitterait en mai la présidence, tout en se gardant de justifier, à cette occasion, les espoirs des Israéliens qui voient dans cet ancien dirigeant travailliste, un « *homme providentiel* » ou un « *futur premier ministre* » (*le Monde* daté 30-31 janvier). Dans la crise provoquée par la remise du rapport de la commission Kahane sur le massacre de Sabra et de Chatila, il a encore fait connaître son autorité en appelant à la sagesse ses concitoyens et leurs chefs politiques.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

Le conflit chez Citroën

Demande d'expulsion des salariés licenciés

Le travail a repris normalement mardi 22 février à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois. Les responsables cégétistes ont réinstallé à leur poste de travail les militants qui font l'objet d'une demande de licenciement. Ils ont pu pénétrer dans l'établissement, entourés de leurs camarades, qui les ont escortés jusqu'à l'atelier de montage. En tête se trouvaient plusieurs délégués marocains.

Tout en protestant contre ce « *coup de force cégétiste* » les agents de maîtrise et les membres de la C.S.L. présents dans cet atelier ne se sont pas opposés à l'entrée des « *licenciés* ».

La direction pour sa part s'est bornée à faire constater par huissiers « *la présence illégale* » des salariés frappés de sanctions, notamment de ceux qui ne font pas l'objet d'une simple mesure conservatoire, mais d'un licenciement immédiatement exécutoire. Elle a ensuite engagé une procédure de référé pour obtenir une ordonnance d'explusion à l'encontre des salariés licenciés.

En choisissant cette procédure, et non l'expulsion des intrus par les vigiles, la direction a montré une certaine volonté d'apaisement. Tous se passe comme si chacun, tout en maintenant ses positions, voulait éviter les provocations. « *Nous avons prouvé une fois de plus,* » déclarait un délégué C.G.T., « *que la violence n'est pas de notre côté. Les huissiers ont pu constater que nous avons repris le travail dans l'attente d'une négociation. C'est ce que nous avons toujours souhaité : négocier sur tous les problèmes qui se présentent dans cette usine.* »

A Aulnay-sous-Bois comme chez Renault à Flins, les syndicats conscients qu'ils risquent l'isolement s'ils durcissent plus encore leurs positions ont fait marche arrière en apparence, tout en restant fermes sur le fond. Il n'est pas question pour eux — quoi qu'en pensent leurs centrales respectives — d'accepter les sanctions qui visent surtout des délégués, jugés trop encombrants. — J. B.

(Lire page 41.)

M. Daniel Mayer, président du Conseil constitutionnel

Juristes et politiques

par PHILIPPE BOUCHER

Les noms des trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel ont été rendus publics lundi 21 février. Désigné par M. François Mitterrand, M. Daniel Mayer succédera comme président à M. Roger Frey. M. Mermaz a choisi M. Pierre Marcilhacy, et M. Poher, M. Jozeau-Marigné.

Pour n'être pas des nominations exactement politiques, au sens le plus partisan du terme, la désignation des nouveaux membres du Conseil constitutionnel était attendue *non sans intérêt par la classe politique.* C'est dire que quelques flèches étaient prêtes du côté de l'opposition si celle-ci avait jugé que les nouveaux gardiens de la Constitution *n'offraient pas de suffisantes* garanties personnelles.

Aucun des soupçons qui avaient, à tort en fin de compte, accompagné la désignation de M. Roger Frey ne pourrait aujourd'hui avoir sérieuse*ment cours à propos des trois nouveaux élus.*

Tous juristes, de formation ou d'expérience, tous familiers et même pratiquants de la vie politique, ils réunissent la double *qualité* dont il paraît *reconnu, à présent, par les deux moitiés antagonistes de la nation,* qu'elle est nécessaire à un bon examen des évolutions constitutionnelles.

Il est donc bon que l'âge, commun à ces trois nouveaux — soixante-treize ans — n'ait pas empêché qu'ils fussent désignés. Il est donc bon qu'on ait écarté, cette fois-ci, la *limite de soixante-cinq ans retenue lors de la composition de la Haute* Autorité de l'audiovisuel. A croire que, dans ce dernier cas, la règle administrative venait au secours des autorités de nomination (les mêmes *que pour le Conseil constitutionnel) afin d'éliminer quelques candidats de* qualité difficiles à écarter sans les blesser, afin qu'on pût se borner à les dire trop âgés.

Agés, assurément ils le seront en fin de mandat, puisqu'ils atteindront *quatre-vingt-deux ans. Mais ils ont* neuf ans devant eux pour, avec le concours des six autres membres du Conseil, faire prospérer les observations et les réflexions qu'ils ont tirées de leur vie politique et, plus simple*ment, de la vie tout court.*

Dans ce domaine, l'itinéraire de M. Pierre Marcilhacy, grand bourgeois libéral, qui en vint à ferrailler publiquement contre des lois et des décisions qu'il jugeait à bon droit scélérates (ce *qui lui coûta certainement son siège de sénateur en* 1980), justifiait qu'on fit appel à lui. La riche expérience de M. Jozeau-Marigné, aussi. Il renonce ainsi à son poste de président de la commission *des lois du Sénat, qui* pourrait revenir à M. Jacques Thyraud, *lequel, à son* tour, pourrait renoncer à la présidence de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Mais c'est aller trop vite vers un futur *pourtant proche.*

Curieusement, c'est M. Daniel Mayer qui est à la fois le plus évident et le plus étonnant. Evident, il l'est en ayant occupé durant de longues années la présidence de cette Ligue *des droits de l'homme que créa le* sénateur Ludovic Trarieux en 1898 pour défendre la cause du capitaine Dreyfus. On y verra peut-être l'indice des nouveaux soucis que se donnera le Conseil constitutionnel, peut-être *même, sait-on jamais, de nouvelles* compétences ou de nouvelles procédures.

Mais, pour anecdotique que cela paraîtra avec le temps, la nomination *de M. Daniel Mayer* est, au même *degré, étonnante. Car l'éclat de sa* promotion ne peut faire oublier qu'on venait, il n'y a pas trois semaines, de renouveler ses fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature. *Comme il paraît peu vraisemblable,* sinon constitutionnellement impossible, qu'un même homme siège aux deux seuls conseils de nature juridictionnelle prévus dans la Constitution, *on est enclin à s'interroger.*

L'actuel président de la *Fédération* internationale des droits de l'homme a-t-il été un élu de dernière heure, *pour occuper un siège finalement* refusé à un autre qui le voulait fort et menant grande campagne ? Ou bien doit-on accorder foi à l'explication que laisse fuser l'Elysée et selon *laquelle la première nomination était destinée à cacher qu'on se préparait* à la seconde, afin de faire taire les rumeurs ?

Là n'est pas l'essentiel, mais dans la confirmation ainsi opérée du crédit reconnu au Conseil constitutionnel, *par la qualité de ceux qui* y *sont* appelés. Une confirmation qui est aussi le bénin désaveu de ceux qui avaient jeté feu et flammes contre lui, lorsqu'il jugea contraire à la *Constitution l'indemnisation prévue* par les lois de *nationalisation.*

C'est aussi pourquoi il ne serait pas heureux que M. Daniel Mayer réitérât les propos tenus lundi peu après sa désignation, et selon les*quels le droit se lit* compte tenu des orientations du *suffrage universel.* Ce serait par trop rappeler ce parlementaire de la majorité, M. André Laignel, pour qui, lors du débat sur les nationalisations, l'opposition avait *« juridiquement tort » parce qu'elle* était *« politiquement minoritaire ».* Ce qui était permis à l'homme politique est évidemment interdit au président du Conseil constitutionnel. *Sauf à se faire vertement rappeler qu'il est « du parti du président »,* comme on en fit, en son temps, le reproche à M. Roger Frey. Celui-ci sut le faire oublier. L'exemple est à suivre.

AU JOUR LE JOUR

Planète

A propos d'élections, ils s'entre-tuent. Fourches, bâtons, flèches et machettes : leurs armes ne sont pas les nôtres. Ils n'ont pas les moyens de tuer ou de mourir plus proprement.

Miséreux contre pauvres, faméliques contre affamés. L'horreur reste floue pour les pays riches et douillets, qui restent de marbre devant ces victimes- là, perdues au fond d'une galaxie lointaine, sur la planète Assam.

BRUNO FRAPPAT.

Dans nos *pages politiques :*

LA GAUCHE DEVANT LE MUR DE L'EMPLOI

Lire page 12 le reportage de **PATRICK JARREAU** sur la région du Nord avant les municipales.

DES COMMUNISTES AUX COMMANDES

Lire page 13 les reportages de **ROGER CANS** et **SERGE BOLLOCH** dans la Meuse et en Franche-Comté.

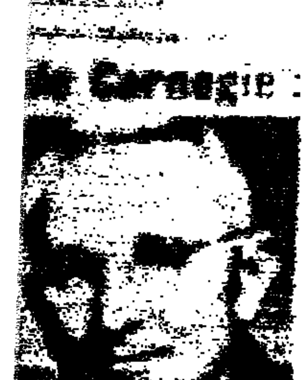
Dans *le Monde des sciences et des techniques :*

LA RESTAURATION DU TEMPLE DE BOROBUDUR DANS LE CENTRE DE L'ILE DE JAVA EST ACHEVÉE

Lire page 35 l'article d'**YVONNE REBEYROL.**

DES CHERCHEURS JAPONAIS SONT PARVENUS AUX CONFINS DU ZÉRO ABSOLU

Lire page 35 l'article de **J.-F. AUGEREAU.**



Le Monde

idées

Programme militaire

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, est entendu ce mardi 22 février au Palais Bourbon par la commission de la défense, sur son projet de loi de programmation militaire 1984-1988. MM. Yves Lancien (R.P.R.) et Georges Mesmin (U.D.F.) considèrent que la France baisse sa garde en modifiant sa doctrine et en consentant un moindre effort budgétaire. M. Alain Bloch (radical-socialiste) estime que ce débat peut être l'occasion d'un rapprochement entre les socialistes et le centre.

Une subite volte-face

par YVES LANCIEN (*)

LA cause est hélas ! entendue : après les deux médiocres budgets de la défense 1982 et 1983, le coup de grâce risque fort d'être donné par la future loi de programmation militaire 1984-1988 qui, sur les bases actuellement connues (3,895 % du P.I.B. !), ne peut que conduire à des étalements et à des renoncements qui, comme l'ont si bien dit les trois chefs d'état-major, compromettraient, à l'aube des années 90, les missions de nos trois armées. Encore n'existe-t-il pas de quatrième chef d'état-major en charge de la force de dissuasion, car alors, au vu de son propre rapport, la fausse légende de la priorité au nucléaire aurait sans doute volé en éclats : les reports des programmes M5 et SX à des dates indéterminées, *la mise en œuvre du 7e S.N.L.E. au* plus tôt en 1995, l'abandon du satellite Samro, l'extrême pénurie des moyens d'acquisition des objectifs *pour l'Hadès, sont là pour en témoigner.*

Sur de telles bases, l'effort de défense de la France se situera très en *deçà des augmentations prévues* sous le précédent septennat (0,09 % du P.I.B. par an), avec au surplus une croissance infime du P.I.B. (les *prévisions pour 1982 ne sont plus* que de 3 063 milliards au lieu de 3 153 initialement), et alors même que ce qu'il est convenu d'appeler l'« inflation militaire » dépassera d'au moins 2 % l'indice INSEE de la hausse des prix.

Dès lors, avec un budget qui ne *représente même pas 15 % du budget national*, avec une augmentation nominale de 8,44 %, avec un pourcentage du P.I.B. sans aucune majoration durant les cinq années de la programmation, le gouvernement aura pris la très lourde responsabilité de laisser aller notre défense à la dérive.

Responsabilité d'autant plus lourde qu'elle interviendrait dans un contexte international plus préoccupant.

Déséquilibre

Le déséquilibre, aussi bien conventionnel que nucléaire, s'est accentué ces dernières années sur le théâtre européen au bénéfice du pacte de Varsovie, semant le doute et l'inquiétude dans les opinions publiques de l'Europe de l'Ouest, habilement travaillées par la propagande soviétique en matière de désarmement.

La tentation est grande dans ces conditions de rogner sur les crédits militaires et de chercher un arrangement à tout prix à Genève pour pallier les difficultés économiques de l'heure.

Nous voici donc, en cette année 1983, avec le délicat – mais combien crucial – problème de l'implantation des cinq cent soixante-douze Pershing-2 et missiles de croisière américains en Europe, à la veille d'une échéance qui pourrait entraîner des conséquences incalculables sur la cohésion de l'alliance atlantique. Les deux entretiens récents, l'un dans le *Monde* du 6 janvier, l'autre dans *Libération*, du général américain Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, viennent de confirmer les nouvelles orientations de la stratégie américaine. Sans être aussi brutal que le « groupe des quatre », partisan déclaré du « *no first use* », le général Rogers confie néanmoins à la presse sa répulsion à engager le premier le feu nucléaire sur le théâtre européen.

D'où, faute de pouvoir espérer réaliser la parité dans le domaine strictement conventionnel, la priorité désormais donnée par lui à la mise en place d'un nouveau dispositif d'armes « intelligentes », avant tout destinées à détruire le deuxième échelon des forces du pacte de Varsovie.

Riposte-miracle ou camouflage d'une flexibilité bien plus accusée de la riposte nucléaire ? La question mérite d'être posée et, dans le doute, impose aux Européens de prendre davantage encore leurs responsabilités dans leur propre défense.

On trouve ainsi la meilleure des justifications à la décision prise par le général de Gaulle, précisément après Cuba, quand il a décidé la constitution d'une force française de dissuasion indépendante – décision logiquement assortie du retrait du commandement intégré de l'OTAN.

Des accommodements avec la doctrine

Et qu'on ne s'y trompe pas : la meilleure contribution de la France à l'alliance atlantique, et notamment à la défense de l'Europe, passe plus que jamais par le maintien de sa maîtrise de décision. Au reste, les pays de l'OTAN, après avoir longtemps été réservés, ont reconnu eux-mêmes en 1974 le caractère positif de cette contribution.

On voit plus clairement aujourd'hui que cette force de dissuasion prend tout son sens en Europe et pour l'Europe, dès lors que pourrait se manifester une hésitation ou un trop grand retard des Américains à mettre en jeu leur propre force de dissuasion.

Tout agresseur potentiel doit désormais compter avec ce risque supplémentaire.

Le moment n'est donc pas venu – c'est tout le contraire – de baisser la garde, de chercher des accommodements avec la doctrine.

Or c'est précisément ce à quoi nous assistons depuis quelques semaines : le langage des responsables gouvernementaux a brusquement changé, et l'on a pu prendre connaissance dans *le Monde* du 16 décembre 1982, dans un article fort documenté et, semble-t-il, puisé aux meilleures sources, de ce que l'organe de presse a lui-même qualifié d'« *évolution de la doctrine stratégique* ».

Pour ce qui est de l'arme nucléaire tactique (A.N.T.) terrestre, tout d'abord, nous manquons à tel point de moyens d'acquisition des objectifs que la seule hypothèse d'emploi crédible résidait jusqu'à présent dans le couplage avec la Ire armée, chargée d'obtenir, après fixation des forces adverses, les renseignements de contact. Mais dans l'hypothèse envisagée (tir en R.D.A. ou en Tchécoslovaquie), une telle probabilité disparaît, et ce ne sont ni les Mirage-III R de la FATAC, qui auront besoin de franchir d'abord le « ciel américain », ni les équipes pourtant très opérationnelles du 13e R.D.P., qui ne peuvent opérer à plus de 150 kilomètres en avant de nos lignes et qui doivent en toute hypothèse commencer par être *larguées*, ni les informations susceptibles d'être recueillies par notre 44e régiment de transmissions ou par *le 6e R.A., tant que nous ne disposerons* pas de radars d'une portée suffisante (le Rasit ne porte qu'à 25 kilomètres), ni les deux drones CL 89 dont vient d'être doté le 7e R.A. mais qui ne portent guère qu'à 40 kilomètres et demandent deux heures au minimum avant de restituer leurs photos qui permettront d'assurer la localisation d'objectifs tactiques, c'est-à-dire d'unités en mouvement se déplaçant au-delà du rideau de fer. Et si, faute d'y parvenir, l'Hadès devait se contenter d'objectifs « terrain » (terrains d'aviation, ponts, gares, etc.), il ne ferait rien d'autre que de doubler des missions qui seraient bien mieux assurées par les Mirage-2000 dotés du missile A.S.M.P.

Pas davantage ne peut-on envisager de projeter la force aéromobile à l'avant du dispositif militaire allié en centre-Europe, sauf, dans ce cas comme dans celui que nous venons de voir, à bénéficier du consentement et du concours des Américains.

Or, précisément, l'hypothèse d'emploi de notre A.N.T. comme « *ultime avertissement* » ne prend toute sa valeur qu'en cas de défaillance américaine. On voit mal, dans ces conditions, le commandement américain faciliter les choses, pour le cas précisément où son gouvernement aurait décidé de surseoir à la mise en œuvre de ses propres armes nucléaires tactiques.

Ce qui explique d'ailleurs la réaction plutôt positive, quoique quelque peu dubitative, du général Rogers à cette nouvelle doctrine française.

Il reste à tenter, dans ces conditions, de comprendre cette subite volte-face d'un gouvernement qui, il y a peu encore, tenait des propos autrement orthodoxes.

Deux raisons (il y en a peut-être d'autres) me paraissent fournir un début d'explication :

1) Faute de consacrer les moyens nécessaires à notre défense, le pouvoir cherche à détourner l'attention, à la veille de la présentation de sa loi de programmation militaire 1984-1988, en braquant les projecteurs sur un débat de doctrine.

2) Il peut être tentant pour le chef de l'État de marquer une orientation atlantiste plus poussée dans l'espoir d'obtenir en retour des États-Unis une meilleure compréhension dans les domaines financier et économique.

(*) Député R.P.R. de Paris, chargé de mission pour la défense au R.P.R.

Un effort inadapté à l'ambition

par GEORGES MESMIN (*)

OU va la défense de la France ? Voici ce qu'en toute objectivité l'on peut dire : un acquis, capital, l'armement nucléaire, qui permet à la France d'être présente dans le jeu de la dissuasion, qui lui donne un droit accru à la parole, qui constitue l'ultime garantie de son indépendance ; pour le reste, des glissements, des retards, des abandons, des insuffisances : une armée sous-équipée, une marine écrasée par l'opération S.N.L.E. (sous-marin nucléaire lance-engins), aux deux tiers hors d'âge ou proches de l'être, une armée de l'air insuffisante dans tout ce qui confère sûreté, allonge. L'entretien des matériels et l'activité des forces, qui conditionnent la crédibilité de l'appareil militaire – et l'acceptation du service militaire par les jeunes – sont sacrifiés au-delà de ce qui est tolérable.

La réalité des choses de notre défense, c'est le déséquilibre entre ce qui est nucléaire et le reste, tout le reste. Un déséquilibre tel que la suppression de quelques dixièmes de point de produit national dans le financement de la prochaine loi de programmation engendre le désastre, *comme en témoignent les documents* des chefs d'état-major révélés au public. La réalité des choses, en définitive, c'est l'inadaptation de *l'effort à l'ambition*. Voilà le problème de fond posé à la France par sa défense.

Le mal n'est pas né, comme de *génération spontanée, le 10 mai 1981*, ni même le 18 octobre 1982 lorsque le gouvernement a fait porter la hache de l'austérité par priorité sur les *armées : il s'est installé en 1968*, lorsque la part du P.N.B. consacrée à la défense, qui se situait alors aux environs de 4 %, a commencé une chute qui devait la conduire à 2,96 % en 1974 – ou, pour employer le langage nouveau, de quelque 4,5 % à 3,36 % du P.I.B.M. (produit intérieur brut marchand).

Comment, dans ces conditions, imaginer pouvoir se payer un armement nucléaire de quelque corpulence, maintenir l'armature classique en deçà de laquelle il n'y a pas de défense crédible, pourvoir à la mise en condition opérationnelle sans laquelle l'appareil militaire n'existe que sur le papier, assurer enfin comme elle doit l'être la vie des personnels ?

Arguties

La loi de programmation votée le 19 juin 1976 répondait de façon positive à cette question, en amorçant la longue marche vers l'adaptation de l'effort à l'ambition – au besoin, devrais-je dire. En 1981, la part du P.I.B.M. consacrée à la défense avait remonté à 3,85 %, elle devait atteindre 3,94 % en 1982. L'effort soutenu pendant cinq ans, pour remarquable qu'il ait été, s'avérait cependant insuffisant pour sortir de l'impasse, les retards dans l'exécution de la programmation 1977-1982 en témoignent s'il en était besoin.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? En *octobre 1982, 60 % des annulations* de crédits du budget en cours frappent la défense – qui n'occupe que 15 % du budget global. Le budget *1983 croît en francs courants* dans les limites étroites de la fragile hypothèse sur l'inflation : le pouvoir d'achat des armées cesse de croître en termes réels ; c'est un fait ; il va, selon toute vraisemblance, décroître. Nous sommes enfin avertis que l'effort budgétaire doit être plafonné à 3,9 % du P.I.B.M. pendant les cinq années à venir. Toutes les arguties, tous les habillages du gouvernement ne peuvent tromper : l'effort engagé pour la défense en 1976 est cassé, c'est un fait mathématique. L'inadaptation budgétaire à l'ambition va donc s'aggraver, sinon devenir irrémédiable.

Une pause

Alors, on dit que le moment des choix est venu. Bien sûr, il va falloir, il faut toujours choisir. D'aucuns, qui, il y a peu encore, vouaient l'armement nucléaire de la France aux orties, prêtent aujourd'hui l'oreille à la thèse de la défense « *bon marché* » professée par un quarteron de *religionnaires* de *l'absolutisme* nucléaire et de son corollaire de la France seule. En cédant à la tentation, ils engageraient la France dans *l'illusion d'une défense exagérément* fondée sur la menace nucléaire stratégique visant les centres vitaux de l'adversaire potentiel. La France ne *veut pas l'illusion d'une défense, elle* veut une défense.

Pour que celle-ci ne devienne pas une ligne Maginot nucléaire, pour qu'elle soit adaptée à toutes les formes d'une menace qui est globale, pour qu'elle trouve la place qui est la sienne dans la défense commune des Nations qui tiennent à la liberté, pour qu'elle n'engendre pas l'isolement et à terme un neutralisme qui ne peut servir que l'Union *soviétique, il faut relever la garde.* La France étant ce qu'elle est, la programmation militaire 1984-1988 doit tendre à porter l'effort budgé*taire à 4,5 % du P.I.B.M.*

En tout état de cause, la prochaine loi de programmation doit marquer une pause dans le développement *quantitatif* de la force nucléaire stratégique, tout en conservant la priorité au développement qualitatif de l'armement nucléaire. *C'est là le seul* moyen capable de sauvegarder une capacité aéroterrestre significative de participation à la bataille d'Europe – si ja*mais celle-ci devait avoir lieu – et la* capacité d'action extérieure minimale – sur mer en particulier – nécessaire à la liberté d'action de la *France.*

(*) Député U.D.F. de Paris, membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

Dépoussiérer le dogme paléo-gaullien

par ALAIN BLOCH (*)

LE préambule de la prochaine *loi de programmation militaire* constitue traditionnellement l'exposé de la politique de défense de la France. Lourde tâche pour la gauche que d'essayer de dépoussiérer le dogme paléo-gaullien qui nous tient lieu, depuis la disparition du général, de doctrine et que, contre toute attente, les socialistes ont plutôt, depuis leur arrivée au pouvoir, contribué à enraciner. Puissent ces quelques lignes leur montrer qu'ils font sur ce chemin fausse route, non seulement sur le fond mais aussi tactiquement : le débat sur la défense pourrait bien, en effet, constituer un des terrains de cette ouverture vers le centre dont on parle tant et qui nous paraît pour notre part inscrite comme la condition *sine qua non* de la poursuite de la « gestion » actuelle. Ouverture vers le centre, mais aussi vers cer*tains gaullistes dont on aurait tort de* croire que les plus progressistes ne le seraient pas aussi en matière de défense.

L'évolution de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe et la réaffirmation appuyée de la doctrine du *no first use*, l'apparent changement de situation diplomatique entre la Chine populaire et l'U.R.S.S., probablement dû d'ailleurs aux mala*dresses américaines comme aux* hésitations européennes, le changement de dirigeants et la crise intérieure en Union soviétique comme les menées déstabilisatrices du K.G.B. en Italie, à travers le mouvement pacifiste allemand et le terrorisme international via le Moyen-Orient, sont par ailleurs autant de lourds nuages qui s'amoncellent dangereusement à l'horizon et qui doivent être impérativement pris en compte dans une réflexion sérieuse et globale sur notre politique de défense. La conclusion malheureusement la plus évidente à en tirer est qu'une agression soviétique « *totale* » (c'est-à-dire intérieure *et* extérieure) mais « *dénucléarisée* » en *Europe est hélas de plus en plus* vraisemblable.

En face d'une telle menace ainsi redéfinie et dans un cadre d'alliances qui gagnerait à être plus clairement précisé, nombreux restent les problèmes à résoudre.

Le premier est bien sûr celui du *concept* lui-même. D'autres avec nous le répètent depuis de nombreuses années : notre actuelle dissuasion repose sur un contresens suicidaire qui érige un discours destiné à maintenir la paix en système d'actions visant à ne pas perdre la *guerre. Double erreur qui méconnaît* cette règle fondamentale qui veut qu'une guerre se gagne ou se perde à l'issue d'une (ou de plusieurs) ba*taille(s). Et les sophismes qui* prétendent refuser une telle évidence n'entraînent que de faux débats qui n'ont nul lieu d'être si ce n'est pour masquer par le verbe l'insuffisance de nos moyens.

Bataille, aéromobilité et bombe à neutrons

Car, au-delà des galimatias, là est la deuxième question, corollaire de la première, mais non moins impor*tante : avec quels moyens, si la dis*suasion échoue, c'est-à-dire si l'agression soviétique a lieu, gagner la bataille que la France devra livrer si elle ne veut pas perdre la guerre, c'est-à-dire son indépendance ? Deux réponses sont possibles. L'une est diplomatique, dans le cadre de l'alliance atlantique ou dans le cadre européen. Mais il vaudrait mieux, comme nous l'avons dit, choisir clairement et tirer les conclusions militaires de ces choix. L'autre, qui n'est pas exclusive de la première, est militaire : nouveau David contre le Goliath venu de l'Est, la France peut retrouver le succès de ses armes par la vertu d'une médiation technicienne qui combinerait le feu nucléaire à radiations renforcées avec la mobilité aérienne de l'avion et de l'hélicoptère. Nous le proposions ici même dès 1977 et nous ne pouvons que saluer l'étude de la mise sur pied d'une division aéromobile. Mais dans le même temps, quelle déception, et quelle contradiction, que ces atermoiements politiciens sur la bombe à neutrons !

C'est bien, en *réalité, par l'action* fulgurante de ces modernes *frondes* que seront demain ces corps entièrement aéromobiles – logistique com*prise – que la France, délivrant sur* les blindés ennemis le feu nucléaire *neutronique*, par une noria inlassable de ses aéronefs, terrassera le géant soviétique sans *lui laisser le* temps, grâce à nos hélicoptères, d'utiliser la puissance de ses premiers échelons et en désorganisant ses arrières par les frappes – à vue – de nos avions.

Service militaire et volontariat

Il y faut cependant la permanence et l'entraînement de nos moyens humains. Et *c'est d'abord dans* ces termes qu'il convient de poser la troisième question, si politique, au sujet de notre défense, qui est celle du *service militaire*. Comme les corps blindés d'avant-guerre, nos corps aéromobiles seront de métier ou ne seront pas. L'extrême complexité des techniques, la mobilisation immédiate des moyens, le degré d'entraînement des équipages, le sang-froid exigé par la mission, imposent au minimum le volontariat d'une certaine durée pour ces forces nouvelles.

Pour le reste, à six mois ou à un an, le problème essentiel du service militaire demeure de rétablir sa véritable universalité, chaque jour bafouée. Le pouvoir socialiste, pourtant, par tradition républicaine, hostile à l'armée de métier, semble s'être fait à l'idée que seuls des corps professionnels telles la gendarmerie, portée aux nues par M. Hernu, ou la légion étrangère sont à même de faire face à la menace du terrorisme ou à notre besoin d'intervention extérieure qui constituent les deux derniers problèmes, et non des moindres, à résoudre dans le cadre de notre politique de défense.

Pour ce qui est des actions exté*rieures éventuelles* que la France pourrait avoir à mener, c'est la question du transport de nos troupes qui reste entière. Notre division aéroportée, et *particulièrement* ses unités d'engagés, a montré son efficacité. Son emploi combiné avec celui de nos corps aéromobiles doit également être prévu sur un éventuel théâtre d'opérations en Europe.

Mais nos avions Transall à long rayon d'action et ravitaillables en vol, s'ils sont un progrès certain pour leur mobilité, ne suffisent pas. Et, budgétairement parlant, il semble *bien que la France doive faire un* choix entre un nouvel appareil et le projet de la marine de porte-avions à propulsion nucléaire. Les leçons du récent conflit des Malouines doivent à cette occasion être tirées et des priorités définies.

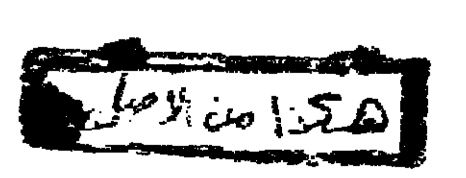
Nous avons exposé précédemment notre conviction que l'agression soviétique serait « totale », extérieure comme intérieure. Malgré *la campagne de désinformation* menée en Occident sur la personnalité de M. Andropov, sa qualité d'ancien chef du K.G.B. ne doit sur le sujet nous laisser aucune illusion.

C'est pour faire face à cette menace que notre gendarmerie doit retrouver une nouvelle jeunesse. Ses moyens d'action en milieu urbain doivent être étendus, l'entraînement de ses escadrons mobiles redéfini dans ce sens et ses tâches administratives allégées. Nos gendarmes sont certes fiers de leur polyvalence, mais l'inquiétante actualité du terrorisme vaut bien qu'on sacrifie quelque peu les missions de police de la route ou de contrôle des prix. Les *bonnes à tout faire* de la République doivent redevenir ces policiers-soldats à la française dont la mission première serait de prévenir, et de réprimer le cas échéant, les tentatives de subversion. Gageons que M. Hernu saura s'y employer !

(*) Membre du bureau national du parti radical-socialiste, ancien élève de Saint-Cyr.







PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le président Navon

(Suite de la première page.)

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Navon s'exprime avec prudence, avec habileté, tout en laissant entendre qu'il n'a peut-être pas prononcé son dernier mot.

« Avec insistance et de manière déterminante, vous êtes intervenu en septembre pour la création de la commission Kahane. Êtes-vous satisfait de la façon dont son rapport a été accueilli ?

– Le plus important était d'instituer cette commission, impartiale et indépendante. Nous nous le devions à nous-mêmes. Puisque nous revendiquions des valeurs morales, une tradition de justice, un héritage spirituel propre à Israël, il fallait en témoigner. Nous savions qu'aucun soldat israélien ne se trouvait à l'intérieur des camps. Mais nos soldats étaient tout autour des lieux et y avaient laissé pénétrer les phalangistes. Il fallait découvrir comment les choses s'étaient passées avant et pendant ce terrible massacre. N'aurions-nous pas pu l'arrêter à temps ? Si de notre côté quelqu'un était coupable de quoi que ce fût, il fallait qu'il paie pour cela.

» Je ne veux pas discuter les conclusions de la commission. Mais je dois dire que je suis heureux que le gouvernement les ait acceptées. Ce fut pénible, mais il ne pouvait pas en être autrement. Je suis d'autant plus satisfait que le gouvernement avait la possibilité légale de refuser ceci ou cela. Or, il a suivi l'avis qui lui a été donné. Voilà qui est de très bon augure pour la démocratie de ce pays, pour le fonctionnement de ses institutions et le caractère de sa société. Cette procédure et son résultat auront une grande portée sur son avenir.

Ni complicité ni préméditation

– Admettez-vous qu'un ministre, M. Ariel Sharon, puisse déclarer qu'il rejette la notion de « responsabilité indirecte » *d'Israël alors qu'il s'agit de la conclusion essentielle du rapport ? N'est-ce pas tout remettre en cause ?*

– Je ne peux pas faire de commentaires et je ne veux pas dénoncer tel ou tel. Après une pareille enquête, il est inévitable que toutes sortes d'opinions s'expriment, et certaines sont très subjectives... Mais seules comptent les conclusions de la commission et leur acceptation.

» Alors que certains émettent des critiques contre la commission, je tiens à souligner que ces conclusions comportent aussi des points très positifs pour Israël. Il y a eu des rumeurs de collusion entre les nôtres et les phalangistes, mais il a été établi qu'elles étaient sans fondement. Pas de complicité, pas de préméditation. La conception à la base de l'opération dans les camps était que les phalangistes devaient assumer leur part dans une guerre où les Israéliens avaient déjà sacrifié beaucoup des leurs. Plusieurs de nos officiers ont averti les phalangistes de ne pas s'en prendre à la population civile. La commission l'a révélé mais en estimant que ce n'était, à l'évidence, pas suffisant.

– Beaucoup d'Israéliens n'ont pas admis le principe même d'une enquête considérant a priori qu'il était injuste d'impliquer Israël dans cette affaire. A plus forte raison les résultats ont-ils été contestés, parfois avec colère, dans des manifestations pour soutenir le gouvernement ou dénoncer ceux qui, comme les militants de La paix maintenant, pensent que le gouvernement a éludé l'avis de la commission Kahane. Cette incompréhension d'une justice que vous défendez n'est-elle pas inquiétante ?

– Il faut comprendre que, pour beaucoup d'Israéliens, la mise en question d'une responsabilité signifie : « Qui a tué et massacré ? », et la réponse est : « Ce n'est pas nous. » Les gens de la rue ont une réaction spontanée. On ne peut oublier non plus que les recommandations de la commission peuvent paraître rudes d'un certain point de vue. Le premier ministre, le ministre de la défense, le chef d'état-major et plusieurs responsables militaires de haut rang ont été sévèrement blâmés et sanctionnés. Selon certains, ceux qui ont conduit la guerre et libéré la Galilée de la menace palestinienne sont des héros. En tout cas, la plupart des militaires impliqués étaient connus pour leur courage et leur valeur. Il y a là de quoi être choqué, surtout quand on a le sentiment que des Israéliens ont été punis pour ce que d'autres ont commis.

» C'est pour cela qu'à la télévision je me suis adressé récemment au président Amine Gemayel. Il sait qui sont les criminels, des proches, ses gardes du corps peut-être. Pourquoi ne les a-t-il pas traduits en justice ? (...).On dit qu'il ne « peut » pas tant il est en position de faiblesse. Mais je lui ai déclaré – en arabe : *« Si vous voulez que votre siège soit stable, rendez la justice. Sinon le feu de Sabra et de Chatila s'étendra à votre trône et embrasera les cèdres du Liban » (1).*

» Enfin, a-t-on jamais vu un pouvoir tirer profit d'un aveu de faiblesse ?

Pas de distinction entre communautés

– Une partie des Israéliens a dit, comme vous, que cet accord était tout à l' « honneur » *de ce pays, tandis que l'autre a protesté en affirmant qu'elle jetait l'opprobre sur Israël. N'y a-t-il pas dans cette contradiction l'expression de deux conceptions d'Israël, de deux classes politiques par trop différentes et incompatibles ?*

– Si vous entendez par là une distinction entre deux communautés de ce peuple, vous vous trompez. Car ceux qui ont protesté étaient aussi des ashkenazes. Les éléments les plus extrémistes et leurs dirigeants sont d'origine européenne et non pas orientale. Et, au sein du gouvernement, ces derniers mois, ce sont les ministres orientaux qui ont été le plus modérés. Il convient d'éviter les stéréotypes...

» Je suis fier de cette enquête. Ceux qui pensent qu'elle nous fait « honte » s'imaginent que l'on a mis en accusation Israël pour toute l'affaire. Ils ne réalisent pas que, s'il y avait une souillure, c'était avant l'enquête. Mais la commission a maintenant mis les choses au clair et je m'en félicite.

– Mais dans le climat de troubles dans lequel Israël a vécu après la publication du rapport d'enquête, surtout au moment de l'attentat contre les militants de La paix maintenant (le 10 février), il y a eu de nouveau la crainte que les clivages politiques se confondent peu ou prou avec des distinctions de caractère, comme l'on dit ici, « ethnique ». Cela semblait évident dans les appels au calme qui ont été lancés, par vous notamment...

– Oui, des craintes, bien sûr. Car, pour la première fois depuis la création de cet Etat, quelqu'un a été tué à cause d'un désaccord politique. Il y a là un grave danger. J'ai dit que cet événement pouvait marquer un tournant vers le pire ou bien rester, dans l'histoire d'Israël, le premier et le dernier drame de ce genre. Tout dépend et dépendra de nos réactions. Mais si vous voulez parler de relations intercommunautaires en Israël, c'est un autre sujet. Je ne veux pas le lier particulièrement aux derniers événements et aux débats actuels parce que je n'en sais pas assez pour l'instant...

– Alors, formulons autrement la question : pourquoi si fréquemment dans la vie politique israélienne le problème intercommunautaire fournit-il l'arrière-plan des périodes de tension ?

– Il y a en Israël tois millions trois cent mille juifs venant de cent deux pays différents et parlant quatre-vingt une langues différentes. L'une des principales tâches d'Israël est de savoir comment faire de ce rassemblement une seule et même nation. Si on ne considère pas le tableau dans sa perspective, l'image paraît inquiétante, mais on devient plus optimiste en se référant au passé, même récent, car l'on peut constater une évolution bien réelle. Je suis convaincu que dans trente ou quarante ans on ne parlera plus guère de ce problème.

» Les éléments positifs ne manquent pas. Par exemple, un pourcentage croissant de mariages mixtes entre ashkenazes et Orientaux. Il y a dix ans ils ne représentaient que 11 % du total des mariages. En 1982, ce pourcentage a été de 23 %. Dans les casses moyennes, on atteint même près de la moitié. Voyez le cas de ma famille (2). Ma sœur aînée s'est mariée à un homme d'origine irakienne. Mon autre sœur a épousé un certain M. Linenberg (Russe). Mon frère a choisi une Polonaise. Les parents de ma femme sont venus de Russie. Que seront nos enfants et nos petits-enfants ? Ashkenazes, séfarades ? Ni de l'une ni de l'autre communauté. Des Israéliens...

Recharger mes batteries

– En annonçant que vous ne briguiez pas un second mandat présidentiel vous avez en même temps précisé que vous n'aviez pas l'intention de revenir dans l'arène politique, décevant ainsi une partie de vos concitoyens qui avaient pour vous d'autres ambitions. Ne vous sentez-vous pas responsable de cette déception, et cette décision est-elle définitive ?

– Je crois que la plupart de ceux qui ont été déçus l'ont été parce que je quittais la présidence (...). J'ai reçu des centaines de lettres et des personnes sont venues me dire avec colère : « Pourquoi nous » abandonnez-vous ? » (...). Je sais aussi que certains voulaient m'entendre dire que j'allais revenir à la politique.

» La vérité est simple. J'étais obligé de prendre une décision maintenant. Je devais savoir si je pouvais continuer à remplir mes fonctions pour cinq années supplémentaires. Ce n'est seulement qu'après avoir répondu à cette question que je m'en suis posé une autre : « Que faire ? ». Mais ce n'est pas pour écrire des livres ou pour faire tout autre chose que je me suis résolu à faire un choix. Cinq ans c'est long. J'ai senti que j'avais besoin de recharger mes batteries, que dans cinq ans je ne serais sans doute plus aussi actif. J'ai dit ce que j'avais à dire, du moins je le crois. Mais dans cette fonction on risque fort de se répéter car un président d'Israël ne s'occupe pas des affaires qui sont le lot d'un gouvernement. Il parle des problèmes généraux et fondamentaux d'Israël, du judaïsme... des journalistes commençaient à savoir à l'avance ce que j'allais déclarer dans mes discours. Les vérités de base ne changent pas.

» A présent, je vais consacrer mon temps à rédiger un ouvrage et à lancer deux ou trois projets qui, dans le domaine social, me tiennent à cœur. Voilà où j'en suis aujourd'hui. Evidemment, si vous venez m'interroger dans deux ou trois ans ! Je ne sais pas. Je verrai alors quelle sera la situation. »

Propos recueillis par
FRANCIS CORNU.

(1) M. Navon se réfère ici à un passage de la Bible en se livrant à une libre interprétation.

(2) Le père de M. Navon était d'origine séfarade, c'est-à-dire espagnol en hébreu. Le président est issu d'une vieille famille de Jérusalem venue voilà plusieurs siècles d'Espagne *via* la Turquie. Sa mère était d'origine marocaine.

Liban

Même les tempêtes de neige sont politiques

De notre correspondant

Beyrouth. – Même les tempêtes de neige sont politisées au Liban... Celle du week-end dernier, la plus violente depuis vingt ans, a fait une hécatombe : quarante-neuf morts jusqu'ici, et le décompte n'est pas achevé, de très nombreuses voitures étant encore ensevelies sous la neige, avec peut-être des occupants à l'intérieur. La quasi-totalité des victimes dénombrées – quarante-trois sur quarante-neuf – se trouvaient au col du Baidar, sur la route Beyrouth-Damas.

On imagine l'imbroglio politico-militaire qui a résulté de la localisation du principal théâtre du drame. Les forces de sécurité libanaises, accusées de carence pour n'avoir pas prévenu la catastrophe en barrant les routes, font valoir que celles-ci ne sont pas sous leur contrôle. La route de Damas, en particulier, se trouve dans sa partie est aux mains des syro-palestiniens, et dans sa partie ouest aux mains des Israéliens. Ceux-ci accusent implicitement les Syriens d'avoir bloqué des centaines de personnes sur la route. C'est ce qui ressort des propos de leur chef d'état-major, le général Eytan.

Les Syriens, pour leur part, ont refusé que les soldats de la force multinationale – américains, français, italiens et britanniques – participent aux secours, leur interdiant l'accès de leur secteur, même sans armes. Des hélicoptères américains ont bien été autorisés à survoler la région, mais ils ont été de peu d'utilité, n'étant pas équipés pour atterrir sur la neige. Avant que les équipes de secours libanaises elles-mêmes ne s'ébranlent, de nombreuses démarches ont été nécessaires afin qu'elles puissent pénétrer dans tel secteur ou utiliser telle route.

Tirant l'amère leçon de cette situation, la quotidien de Beyrouth *l'Orient-le Jour* écrit : *« Cette calamité naturelle, qui ensevelit, isole et tue, se mue en blanc révélateur de nos misères profondes : à l'impéritie et à l'imprévoyance d'une administration toujours dépassée par l'événement, vient se greffer l'intolérable partage qui donne à la symbolique politique le pas sur les plus évidentes des considérations humanitaires. Au nom de cette « affirmation de présence » dirigée contre l'entité libanaise même, des soldats syriens ont empêché des militaires occidentaux de se porter au secours de civils libanais agonisant dans la neige, tandis qu'un général israélien – Eytan – ne songeait qu'à exploiter politiquement le nouveau malheur dont se trouve frappé le Liban. »*

LUCIEN GEORGE.

Les Dix expriment leur préoccupation sur le sort des Palestiniens du Sud-Liban

Au nom des pays de la Communauté européenne, l'ambassadeur d'Allemagne fédérale en Israël a fait, jeudi 17 février, une démarche auprès du gouvernement de Jérusalem pour exprimer la préoccupation des Dix sur le sort des réfugiés palestiniens du Sud-Liban à la suite d'informations à leur sujet provenant d'organisations internationales. Une démarche analogue a déjà été faite auprès du gouvernement libanais.

Samedi, un porte-parole de l'U.N.R.W.A. (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés arabes de Palestine dans le Proche-Orient) avait signalé à Vienne l'intensification de la « *campagne d'intimidation* » contre les Palestiniens au Sud-Liban. Il a notamment indiqué que de nombreux tracts signés « *Unité libanaise* » avaient été déposés à la porte des maisons occupées par des Palestiniens à Adloun, Sarafand, Zahrani et Saïda. Ces tracts, qui se terminent par un proverbe arabe : « *Celui qui a averti n'est pas coupable* », ordonnent aux Palestiniens de se réfugier dans les vingt-quatre heures dans un camp de réfugiés « *s'ils ne veulent pas subir les conséquences* » de leur refus de se plier à ces instructions.

Le porte-parole de l'U.N.W.R.A. a cité plusieurs nouveaux cas de « harcèlement » :

– La voiture d'un Palestinien habitant le quartier de Qaya à Saïda a été détruite par une grenade. Le lendemain, des hommes en armes lui ont demandé de quitter dans les vingt-quatre heures la maison dont il était le propriétaire ;

– Cinq familles du village d'Abra, dont un professeur de l'U.N.R.W.A. ont reçu l'ordre de gagner les camps ;

– Un Libanais opposé aux attentats contre les Palestiniens a été enlevé. Son père, qui essayait de s'interposer a été abattu.

D'autre part, les correspondants de presse en poste à Saïda rapportent que les corps de trois personnes, dont un Palestinien, ont été découverts lundi dans la banlieue de la ville. – *(A.F.P., Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. reprend à son compte le plan soviétique de règlement

(Suite de la première page.)

Telle est la substance des projets de résolutions approuvés, à l'unanimité, au sein de la commission politique, dans laquelle étaient représentées toutes les tendances de l'assemblée. L'ambiguïté de certains textes adoptés explique partiellement ce surprenant résultat. Diverses interventions de personnalités modérées du Fath ont favorisé le compromis : l'intransigeance de M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, qui a contribué à rallier des « radicaux » aux « modérés », la souplesse conciliante de M. Abou Ayad, et surtout la plaidoirie pathétique prononcée à huis clos, dimanche, par M. Yasser Arafat.

Ne parvenant pas à désarmer ses principaux adversaires, MM. Georges Habache et Nayef Hawatmeh, constatant que les travaux de la commission politique n'avancent guère, le président de l'O.L.P. a pris sur lui de faire un ultime appel au patriotisme des représentants palestiniens. Jamais, disent des témoins, M. Yasser Arafat ne s'était exprimé avec une telle franchise, et il aurait été rarement écouté avec autant d'émotion.

Nous sommes plus faibles et plus vulnérables que vous ne le soupçonnez, a-t-il déclaré en substance à l'assemblée. Malgré la résistance héroïque de nos combattants, la guerre du Liban nous a laissés sans asile, et notre peuple erre d'un camp de réfugiés à l'autre, menacé d'annihilation.

Il ne faut pas se faire d'illusions sur le soutien du monde arabe. Celui-ci a abandonné à son sort, au lendemain de la seconde guerre mondiale, Haj Amine El Husseini (qui dirigeait le mouvement national palestinien dans les années 30 et 40), bien que celui-ci bénéficiât de la sympathie enthousiaste de tous les pays frères, des gouvernements comme des peuples.

S'en prenant à certains de ses pairs, sans les nommer, M. Arafat les a accusés d'être « *les représentants de certains régimes arabes en notre sein au lieu d'être auprès d'eux les interprètes de la volonté palestinienne* ». Malgré tout, a-t-il ajouté, l'O.L.P. ne peut pas se payer le luxe de rompre avec aucun État arabe. « *Nous devons, au contraire, avoir recours à toutes nos ressources tactiques pour maintenir et développer nos rapports avec tous les gouvernements arabes quelles que soient leurs couleurs et leurs orientations politiques.* »

Evoquant la confrontation qui l'oppose au président Assad, M. Arafat a déclaré avec force : « *Nous somme unis à la Syrie par les liens d'un « mariage catholique ». Notre alliance stratégique avec elle est cruciale. Que deviendrons-nous sans le sanctuaire qu'elle nous offre aux frontières d'Israël ? Je vous le dis sans honte : si le gouvernement de Damas devait m'expulser par la porte, je reviendrais par la fenêtre ; et si cette dernière devait être verrouillée, je percerais le tunnel qui me réintroduirait en Syrie !* »

Le mot de réalisme revenait constamment dans la bouche du président de l'O.L.P. Il a fait l'éloge, à ce propos, de la décision « *historique* » prise en 1974 par le C.N.P. d'accepter le principe de deux Etats en Palestine : l'un juif, l'autre arabe. La décision a été dure à prendre, a-t-il fait remarquer, mais grâce à elle nous avons élargi notre audience au sein du peuple palestinien, parce que nous lui fixions un objectif réalisable. Il ne faudrait pas aujourd'hui le décevoir.

« Oui mais » et « non mais »

« *Méfiez-vous !* », a lancé encore M. Arafat. « *Toute erreur de jugement pourrait nous être fatale, tout faux pas risque de nous rejeter hors de la scène internationale.* » Et il a enchaîné : « *C'est vrai, on ne nous offre rien de valable, mais nous n'avons pas le moyens de dire non à tout. Nous ne pouvons pas non plus dire oui à n'importe quoi. Il faudrait dès lors que nous apprenions à dire « oui mais » et « non mais »...* »

C'est après ce long préambule que le président de l'O.L.P. a demandé à son auditoire d'entériner tel quel le plan de Fès, de lui ménager en supplément « *une marge de manœuvre* » dans l'action diplomatique qu'il compte mener, de ne pas rejeter catégoriquement l'ensemble du plan Reagan, de lui laisser la possibilité de dialoguer avec l'Egypte, ainsi qu'avec « *les forces démocratiques et progressistes d'Israël* », sans exlusive, de lui permettre enfin de poursuivre ses tractations avec le roi Hussein en vue de la création d'une confédération entre la Jordanie et le futur Etat souverain de Palestine.

« *Vous n'avez aucune raison de redouter une telle association*, a-t-il poursuivi. *J'aurais été personnellement favorable à une fusion du royaume hachémite et de la Cisjordanie. Je l'avais d'ailleurs proposée dès 1974 au roi qui a repoussé mon projet. Il a dû calculer qu'un tel ensemble compterait 1 million de ses compatriotes et plus de 4 millions de citoyens d'origine palestinienne...* »

Nombreux sont les délégués qui ont été subjugués par le style direct, l'éloquence et les accents de sincérité de M. Yasser Arafat, impressionné encore par les menaces qu'il a formulées d'abandonner ses fonctions de président de l'O.L.P. si ses adversaires ne renonçaient pas aux amendements qu'ils avaient introduits, les « députés » palestiniens, de toutes tendances, ont approuvé en commission les projets de résolution proposés par les « modérés ».

Un remboursement spectaculaire

On peut s'étonner néanmoins que les « maximalistes » aient pu « soutenir » le plan Brejnev ainsi que la déclaration publiée le 3 janvier dernier par les chefs d'Etat du pacte de Varsovie — celle-ci appelant, elle aussi, explicitement à des négociations de paix entre Israël et l'O.L.P. — alors que nombre de délégués envisageaient de voter contre le plan de Fès bien que celui ne préconise qu'implicitement la même démarche.

Les arguments avancés pour expliquer ce retournement spectaculaire mériteraient d'être retenus : les députés « radicaux » se méfient moins du contenu du plan de Fès que ses auteurs arabes, soupçonnés de vouloir entraîner les Palestiniens sur « *la voie de garage du plan Reagan* ». « *L'Amérique,* nous disait l'un de nos interlocuteurs, *ne veut à aucun prix d'un Etat palestinien souverain, même confédéré avec la Jordanie et peut-être même pas d'un règlement pacifique.* » En revanche, une paix patronnée par l'U.R.S.S. inspire confiance à la grande majorité du C.N.P., non pour des raisons idéologiques — le Parlement palestinien ne compte que cinq députés communistes sur trois cent soixante membres — mais parce que « *les pays socialistes ont toujours soutenu notre cause nationale* ».

Selon des informations puisées à la source, M. Andropov a assuré M. Yasser Arafat, au cours d'un récent entretien à Moscou, que l'U.R.S.S. lui fournira un soutien dans tous les domaines autrement plus vigoureux que ne lui avait accordé M. Brejnev. Moscou, assurent encore nos informateurs, conseille à l'O.L.P. à la fois « *le réalisme et la fermeté* ».

« *Toutes les conditions occidentales seraient satisfaites si le plan Brejnev devait être mis en œuvre* », nous a déclaré, pour sa part, M. Abou Ayad. « *Malheureusement,* a-t-il ajouté, *il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Autrement la paix serait à portée de la main. Pour notre part, nous y sommes prêts.* »

ÉRIC ROULEAU.

● *Près de quarante heures après le détournement du Boeing-727 libyen sur l'aéroport de Luca-La Valette (Malte)* (*le Monde* du 22 février), rien n'indiquait, ce mardi matin, que le ou les pirates de l'air entendaient se conformer à la demande des autorités maltaises de libérer les femmes et les enfants à bord. On ne connaît toujours pas le nombre des auteurs du détournement. Les indications les plus précises font état de six personnes, de nationalité libyenne. D'autres parlent de trois, voire même d'une seule. Les pirates de l'air ont demandé que le plein de carburant soit fait pour leur permettre de gagner le Maroc. Ils ont menacé lundi, en fin d'après-midi, de faire sauter le Boeing-727 si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. — *(A.F.P.)*

Iran

Un ayatollah en exil à Paris se rallie aux Moudjahidin Khalq

« *En raison de la répression et de la terreur que font régner les mollahs en Iran, j'ai vécu pendant plusieurs mois dans la clandestinité avant de choisir l'exil il y a quelques semaines.* » L'homme qui fait cette déclaration, le lundi 21 février au siège de la Ligue des droits de l'homme à Paris, n'est pas un opposant civil ou un guérillero, mais un ayatollah. Turban blanc, lunettes cerclées de métal blanc comme la plupart des religieux iraniens, barbe châtain, il déclare avoir quarante ans, être originaire de Racht, dans le nord du pays, et s'appeler Djalal Gandji.

Il précise que, à partir de 1960, il a lutté contre la « *dictature du chah* », qu'il a été emprisonné du printemps 1972 à 1977 avant d'être poursuivi à nouveau depuis l'été 1980, cette fois, par le régime islamique à cause de ses « *activités contre la réaction et la dictature* ». Il souligne que le mouvement religieux comprend un courant « *traditionaliste et conservateur* » incarné par l'imam Khomeiny et un courant démocratique, auquel il se rattache, représenté avant leur mort par l'ayatollah Taleghani et le penseur Ali Shariati, et, aujourd'hui, par les Moudjahidin Khalq que dirige M. Massoud Radjavi, exilé en France.

Selon l'ayatollah Gandji, l'imam Khomeiny a souvent recouru au « *double langage* ». Ainsi il connaissait l'existence de ces deux courants et a fait l'éloge de l'ayatollah Taleghani, mais il a donné le pouvoir au « *courant intégriste* ». De même, dit-il, « *il a reçu Arafat et a assuré l'O.L.P. de son soutien, mais, au moment crucial, il a déclaré que la route de Jérusalem passe par Kerbela (ville sainte chiite d'Irak), a cessé toute aide aux Palestiniens, a acheté des armes à Israël — y compris celles prises à l'O.L.P. au Liban, — et lui a vendu du pétrole* ».

Après avoir rappelé que « *tuer pour un délit d'opinion est contraire à la tradition du prophète Mohamed, qui vivait en bonne intelligence avec les juifs, et à celle d'Ali* », dont se réclament les chiites, l'ayatollah Gandji explique que les enfants de nombreux dignitaires religieux ont « *été exécutés ou tués dans des affrontements* » parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le régime ou sont membres des Moudjahidin. Parmi eux figurent les enfants des ayatollahs Kafouri, Lahouti, Ghazi et Janati, ainsi que ceux du juge religieux Guilani.

Il indique que l'ayatollah Alemi, représentant de l'imam Khomeiny dans l'ouest de l'Iran, s'est réfugié à l'étranger, de même que d'autres, dont il ne révèle pas l'identité pour des raisons de sécurité. Il cite aussi le cas de l'hodjatoleslam Malek Regabi, qui a été torturé à la prison d'Evin, et des hodjatoleslam Ahmad Mohades, Youssef Bahrami, Morteza Ahmadi, Hassan Yovari, qui avaient connu la prison sous le chah et qui sont poursuivis, arrêtés ou en résidence surveillée.

En conclusion, l'ayatollah Gandji a affirmé, non sans quelque exagération, que 90 % des quelque trois cent mille religieux formant le « clergé » iranien sont hostiles à l'imam Khomeiny. *Comme on lui* demandait comment il expliquait alors la stabilité du régime, il a répondu que le pouvoir détient les moyens de répression et que « *le clergé qui ne dispose pas d'une institution organisée réagit de façon dispersée* »

PAUL BALTA.

DIPLOMATIE

M. Andropov vu par M. Cheysson : un négociateur froid et coriace

M. Cheysson, qui s'est entretenu, lundi matin 21 février, avec M. *Andropov*, est rentré dans la soirée à Paris après une escale à Bruxelles durant laquelle il a fait à ses collègues de la Communauté un compte rendu de son voyage en U.R.S.S. Dans l'avion qui le conduisait de Moscou à Bruxelles, il a livré à la presse ses impressions après son entretien avec le secrétaire général du parti communiste de l'U.R.S.S. :

« *C'est un homme sobre, précis, qui ne manifeste pas d'émotion, qui s'en tient aux faits et à un raisonnement mathématique...* » Tel est le portrait que M. Cheysson a brossé de M. Andropov dans l'avion qui l'amenait, lundi 21 février, de Moscou à *Bruxelles. Le ministre des rela*tions extérieures venait d'avoir un entretien d'une heure et demie avec le numéro un soviétique. La rencontre s'est déroulée dans une *salle de réunion du Kremlin et* a réuni, outre les deux intéressés, qui furent les seuls à prendre la parole, M. Arnaud, ambassadeur de France en U.R.S.S. et M. *Andréani,* directeur politique au Quai d'Orsay, M. Gromyko, le chef de la diplomatie soviétique, et M. *Alexandrov*, conseiller diplomatique de Brejnev, qui paraît avoir été conservé par M. Andropov.

Toujours selon M. Cheysson, qui a été frappé par l'aspect « *non romantique* » de son interlocuteur, la discussion a commencé par un long exposé de M. Andropov — en grande partie rédigé à l'avance — consacré à réaffirmer la position soviétique sur les euromissiles. Ce discours, a estimé le ministre français, « *passait très au-dessus de notre tête* », puisqu'il s'adressait en fait à l'ensemble des pays de l'OTAN, *et plus spécialement aux États-*Unis, « *le seul partenaire qui compte* » pour Moscou.

M. Andropov, qui a parfois improvisé, tant le sujet lui tenait à cœur, n'a fait aucune ouverture : l'U.R.S.S., a-t-il dit en substance, *aura autant d'éléments nucléaires* qu'il convient pour équilibrer les forces euro-stratégiques de l'OTAN, c'est-à-dire les fusées françaises et britanniques.

Dans sa réponse, M. Cheysson a développé le *message* écrit de M. Mitterrand dont il était porteur, mais en vain. Selon le ministre, M. Andropov n'était pas « *intéressé* » à entendre affirmer l'indépendance de la force de frappe française. « *Que nous nous voulions indépendants, cela ne l'intéresse pas,* a dit M. Cheysson, *cela ne le regarde pas. Il veut prendre en compte nos forces mais pas notre raisonnement. Pourtant, en comptabilisant les forces françaises et britanniques, l'U.R.S.S. cherche à s'accorder une supériorité sur les Américains. Elle veut au moins cent soixante-deux euromissiles de plus* (1). *Mais, là où M. Andropov ne répond pas, c'est quand on lui dit qu'en se comportant ainsi l'Union soviétique nous presse en fait de réintégrer l'OTAN, ce qui est pour le moins surprenant.* »

En dépit de ce dialogue de sourds, M. Cheysson n'est pas pessimiste ; il est persuadé qu'il faut toujours convaincre les Soviétiques qu'un échec des conversations de Genève entraînera bien l'installation des euromissiles américains ; ils accepteraient alors, selon lui, de faire des concessions. Le ministre a cependant reconnu qu'il n'avait recueilli, au cours de son voyage, *aucun élément nouveau* pour étayer sa certitude.

« Un sommet n'est pas imaginable actuellement »

Toujours selon M. Cheysson, il *n'a pas été question lundi au* Kremlin d'un sommet franco-soviétique. « *Cette bonne visite,* a-t-il seulement expliqué, *a certainement rendu un peu plus proche un sommet mais rien de précis n'est imaginable actuellement.* » En fait, il est probable qu'on attend à *Moscou* de connaître les résultats des élections allemandes avant d'explorer cette hypothèse ; un voyage de M. Andropov en France ne serait « *payant* » qu'en cas d'un succès de la C.D.U. Si M. Vogel l'emportait, le Kremlin se consacrerait encore plus qu'aujourd'hui à jouer la carte allemande.

C'est en tout cas ce que l'on peut déduire des « confidences » téléguidées de plusieurs confrères soviétiques chargés de traduire en clair les propos pourtant déjà assez nets de leurs dirigeants. Plusieurs d'entre eux, avant le départ de M. Cheysson de Moscou, se demandaient avec une naïveté toute feinte pourquoi le *ministre* français était venu, « *puisqu'il n'a rien à proposer* », à quoi avait bien pu servir cette visite. Un autre, péremptoire, déclarait que *désormais « la confiance qui existait entre Paris et Moscou depuis le général de Gaulle n'existe plus ».*

Autant de propos qui ne paraissaient pas ébranler la satisfaction de la délégation française : M. Cheysson avait été chargé d'une mission claire et précise par M. Mitterrand, et s'était parfaitement acquitté de sa tâche.

Les kremlinoloques maniaques, eux, tentaient de tirer d'autres renseignements du séjour : M. Andropov, qui a un ordinateur dans la tête à croire M. Cheysson, auquel il rappelle M. Couve de *Murville faisant un exposé* devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, nage dans ses cols de chemise, paraît avoir beaucoup maigri ces derniers *mois et fait plus que son âge.* Il n'aime pas se faire photographier et évite, contrairement à son prédécesseur, de prêter le flanc à la critique pour encouragement au *culte de la personnalité : comme* la *télévision française,* la télévision soviétique n'aura pu diffuser que des photos de sa rencontre avec M. Cheysson, car les *caméras — ainsi que la presse écrite* — ont été bannies des premières minutes des entretiens. Cette austérité du protocole andropovien correspond bien à l'image de négociateur froid et coriace que projette le successeur de Brejnev.

JACQUES AMALRIC.

(1) Nombre de missiles basés à terre ou embarqués à bord de sous-marins détenus par la France et la Grande-Bretagne.

EUROPE

Pologne

L'Eglise et les autorités ont pris des « décisions préliminaires » sur l'organisation du voyage du pape

Sujet à caution jusqu'à maintenant, le projet de voyage du pape en Pologne semble désormais avoir des chances de se réaliser. L'agence officielle PAP a, en effet, annoncé lundi 21 février que la commission mixte Eglise-Etat, qui s'était réunie le même jour, avait pris des « *décisions préliminaires* » sur « *le programme, la durée et le trajet de la deuxième visite de Jean-Paul II (...) en juin 1983* ».

Le cardinal Glemp a indiqué, également lundi, devant un groupe d'étudiants, que les pourparlers étaient « *bien avancés* », qu'il ne voyait « *aucun empêchement* » à la venue du souverain pontife dans sa patrie et qu'il serait en mesure de fournir « *sous peu* » des détails sur le programme de cette visite.

Si rien n'est encore officiel, il semble donc qu'une impulsion nouvelle ait été donnée aux négociations. Les choses pourraient se préciser d'ici à la fin de la semaine, puisque l'épiscopat réunit successivement son conseil général — composé de neuf évêques — ce mardi et son assemblée plénière mercredi et jeudi, avec pour principal ordre du jour le voyage du pape.

Faisant durer le suspense, le vice-premier ministre, Mieczyslaw Rakowski vient toutefois de déclarer à Budapest, à l'issue d'une visite officielle, que « *le pape et les évêques étaient conscients de ce que le succès du voyage dépendait complètement de la paix sociale avant et pendant la visite pontificale* ». « *Bien sûr,* a-t-il ajouté dans une phrase ambiguë, *nous ne soumettons pas la visite du pape à cette condition, mais il est certain que nous souhaitons que l'Eglise, la Maison de Dieu, ne soit pas le point de départ de manifestations.* »

Un programme anti-inflation

Dans un discours télévisé prononcé lundi à Katowice devant une conférence régionale du parti, le général Jaruzelski a annoncé qu'un « *programme anti-inflation* » serait bientôt soumis au Parlement. Il s'agirait, a-t-il dit, de stimuler la production, de contrôler les revenus de manière à les faire correspondre à l'offre et de mettre sur pied une nouvelle politique fiscale taxant plus sévèrement les hauts salaires et l'artisanat privé.

Affirmant que le parti avait « *retrouvé ses forces* », le général Jaruzelski a mis en garde ses membres contre l'« autosatisfaction » et les a appelés à « *poursuivre le combat contre l'ennemi politique* ». « *Bien que ses principaux états-majors aient été désarmés et ses plans démasqués, l'adversaire agit* », a-t-il en effet, déclaré, avant de lancer une violente attaque contre les anciens experts de Solidarité, responsables, selon lui, de la « *désorientation des ouvriers et des jeunes* ».

« *Les principaux responsables de leur égarement,* a-t-il dit, *sont des conseillers raffinés* [qui] *incitaient à la haine, à l'anarchie et manipulaient le mouvement. (...) Leurs mains ne sont pas salies par la pierre lancée contre les miliciens, mais leurs consciences ne sont pas propres.* » A l'approche de l'ouverture des procès instruits contre cinq des animateurs du KOR et sept des anciens dirigeants du syndicat, cette diatribe semble préparer l'opinion à des verdicts sévères.

Affirmant, enfin, que des nouveaux syndicats ou des comités de fondation auraient été créés dans 60 % des entreprises et qu'ils réuniraient un million deux cent cinquante mille membres, le chef de la junte militaire a déclaré que « *le devoir de toutes les forces réalistes était de (...) surmonter la défiance et de s'opposer aux tentatives de boycottage* » du nouveau mouvement syndical. Dans ses déclarations de Budapest, M. Rakowski avait envisagé la possibilité que les militants du parti reçoivent l'ordre d'adhérer à ces nouveaux syndicats, qui ne regroupent, pour l'instant, que 10 % des salariés. Seuls, deux cent mille des deux millions et demi d'adhérents du POUP sont, en effet, pour l'instant, membres des syndicats mis en place après la dissolution de Solidarité.

De Gdansk, M. Walesa a, d'autre part, fait savoir, lundi, qu'il entendait se rendre mercredi à Katowice pour assister à une messe organisée à l'intention des syndicalistes tués, arrêtés ou emprisonnés depuis l'instauration de l'état de guerre.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Mondale annonce à son tour sa candidature à la présidence

Washington. — Comme s'ils craignaient de manquer le départ, les candidats démocrates à l'élection présidentielle de novembre 1984 brûlent de se déclarer.

Après les sénateurs Alan Cranston et Gary Hart, l'ancien vice-président Walter Mondale a annoncé officiellement son entrée en lice le lundi 21 février. Il devait être suivi mercredi de l'ancien gouverneur de la Floride, M. Reubin Askew... On est pourtant à douze mois du « caucus » de l'Iowa qui marquera l'ouverture des élections primaires. Le moins pressé semble être l'ancien astronaute John Glenn, actuel sénateur de l'Ohio, qui n'annoncerait sa candidature qu'en avril.

De notre correspondant

Du côté républicain, c'est toujours l'incertitude : tant que M. Reagan reste silencieux sur ses intentions, aucun prétendant n'ose se signaler. De fortes pressions sont exercées sur le président pour qu'il brigue un second mandat et maintienne ainsi l'unité du « grand old *party* ». Mais la conjoncture économique paraît encore trop incertaine pour lui permettre de prendre une décision sur laquelle il ne pourrait revenir.

Depuis que le sénateur Kennedy s'est retiré de la course présidentielle, M. Walter Mondale, âgé de cinquante-cinq ans, fait figure de favori parmi les démocrates. Même s'il devait affronter M. Reagan — le plus redoutable des candidats républicains, — ses chances d'être élu seraient sérieuses : un sondage Gallup du mois dernier lui donnait douze points d'avance sur le président en exercice. Cette étiquette de « numéro un » peut cependant se retourner contre lui. S'il perdait la première place dans un quelconque sondage ou au début des primaires, l'ancien vice-président pourrait décourager certains donateurs.

« Je suis prêt à être président des Etats-Unis », a déclaré lundi M. Mondale, qui dispose de plusieurs atouts sur ses concurrents démocrates. L'expérience, d'abord : il a passé douze ans au Sénat et quatre à la Maison Blanche, participant à plusieurs batailles présidentielles, comme chef de la campagne de Hubert Humphrey en 1968, puis comme colistier de M. Carter en 1976 et en 1980. Son équipe électorale est actuellement la meilleure. Autre atout de ce professionnel : il a l'oreille des Noirs et des syndicats. Et l'on se demande si la centrale *A.F.L.-C.I.O.* ne va pas se prononcer ouvertement en sa faveur à la fin de l'année. Enfin, il est déjà connu de ses compatriotes. Parmi les candidats démocrates, seul M. Glenn, ancien astronaute, peut en dire autant.

Le seul véritable handicap de M. Mondale est d'être associé à la période d'échecs et d'incertitudes qu'a été le mandat de M. Carter. D'où ses efforts pour se démarquer de son ancien patron. Sur les échanges économiques notamment, il a épousé les thèses des syndicats et n'hésite pas à réclamer des mesures protectionnistes. Le candidat démocrate a pris lundi le contre-pied du reaganisme, proclamant *« une philosophie entièrement différente »* de celle qui a, selon lui, transformé l'Amérique en *« jungle »*. Mais dans plusieurs domaines — comme la criminalité — il s'est efforcé d'atténuer sa réputation de *« libéral »* pour occuper le centre de l'échiquier politique.

Les défis de M. Cranston

Le sénateur Alan Cranston n'a pas ce souci. Il a décidé d'orienter sa campagne — et sa présidence éventuelle — sur un *« thème dominant »* : le désarmement nucléaire. S'il est élu, ce démocrate californien proposera immédiatement une rencontre à M. Andropov pour le *« mettre au défi »* d'arrêter la course aux armements. Une course *« incroyablement dangereuse et honteusement coûteuse »*, selon lui, qui interdirait aux Etats-Unis une *« renaissance économique durable »*.

En jouant à fond la carte pacifiste, M. Cranston s'adresse aux Américains qui craignent une guerre nucléaire ou — comme les évêques catholiques — qui font de la dissuasion un problème moral. C'est un pari audacieux, car la conjoncture économique reste, jusqu'à preuve du contraire, la préoccupation majeure des Américains.

Le sénateur de Californie aura soixante-dix ans et cinq mois en novembre 1984. Il serait donc le président le plus âgé de l'histoire des Etats-Unis. M. Reagan, qui détient le record, avait un peu moins de soixante-dix ans lors du scrutin de 1980.

M. Cranston avait abordé ce problème de front, en annonçant sa candidature le 2 février : *« Certains ont dit que mon âge pouvait être un handicap. Je ne le crois pas. Loin de décliner avec l'âge, les principes et les valeurs deviennent plus forts. »* Ses collaborateurs rappellent volontiers que cet homme grand, mince, au visage ridé, fait du jogging tous les jours et avait même battu un record du monde du 100 yards dans la catégorie des plus de cinquante-cinq ans...

Ce vétéran ne craint pas d'accumuler les défis. Présentant son épouse à la presse, il a déclaré : *« Norma a la maladie de Parkinson. Mais elle veut lancer cette campagne avec moi. La force qu'elle met à relever ce défi m'aidera à relever le mien.*

ROBERT SOLÉ.

APRÈS LE MASSACRE DE SEATTLE

La police semble impuissante face aux gangs de la communauté chinoise

De notre correspondante

New-York. — La guerre des gangs, qui sévit périodiquement dans la communauté chinoise, a fait de nouveau la « une » des journaux. Le massacre qui a eu lieu le 18 février à Seattle (Etat de Washington) est sans doute l'un des plus sanglants : treize clients d'un cercle de jeux, le Wah Mee Club, dont une femme, exécutés, pieds et mains liés, une balle dans la tête. Le seul survivant, qui avait réussi à se traîner, ensanglanté, jusqu'au trottoir, a pu fournir à la police des informations qui ont permis l'arrestation de deux suspects : deux jeunes gens originaires de Hongkong. Un troisième suspect est en fuite. Les deux hommes arrêtés pourraient être aussi les meurtriers de deux femmes chinoises assassinées l'année dernière à Seattle.

Le 23 décembre, trois personnes avaient été tuées et huit autres blessées par une groupe d'hommes masqués dans un restaurant de Chinatown à New-York. Ce dernier week-end, un autre habitant de Chinatown a été arrêté pour avoir frappé, torturé et tenté de rançonner un concitoyen dont il avait aussi menacé la famille. En 1977, l'un des restaurants les plus connus de San-Francisco, le Dragon d'or, avait été le théâtre d'une fusillade au cours de laquelle cinq personnes avaient été tuées et onze autres blessées.

A Seattle, la communauté chinoise ne dit mot. Autant, semble-t-il, par peur des représailles que par une longue tradition de prudence à l'égard des autorités locales.

Le vol, estime la police, était sans doute le motif de la fusillade du Wah Mee Club. Mais la mise en scène fait plutôt penser à une affaire de style Mafia. Toutes les victimes étaient chinoises et, semble-t-il, des habitués d'un club à l'existence assez peu légale, comme tous les clubs de jeux chinois installés aux Etats-Unis, particulièrement sur la côte ouest, depuis le siècle dernier. Mais la police paraît avoir renoncé, depuis longtemps, à y faire appliquer la loi. Le Wah Mee Club n'acceptait que des membres d'origine chinoise et était verrouillé comme une forteresse : la porte ne s'ouvrait que de l'intérieur après que l'identité du client eut été vérifiée.

La communauté chinoise de Seattle est passée, depuis la dernière guerre, de mille à dix mille membres. Sans vraiment s'intégrer à la population, elle a prospéré, et les immigrations successives se sont peu à peu fondues. Cependant, la communauté asiatique s'est agrandie de nombreux Japonais, Philippins, Coréens et, plus récemment, Indochinois, dont la cohabitation avec la majorité blanche commence à poser des problèmes.

La communauté chinoise des Etats-Unis compte officiellement quelque six cent mille personnes. Mais les statistiques sont difficiles à établir étant données sa mobilité et la diversité de ses origines géographiques. Elle est, dans son ensemble, l'une des plus respectueuses de la loi : la discipline familiale y est stricte, le travail considéré comme une vertu et la criminalité l'une des plus basses des groupes ethniques américains. C'est aussi l'une des communautés restées les plus homogènes. La police est d'autant plus désarmée devant sa pègre que celle-ci est remarquablement organisée, possède des relais efficaces outre-mer et est particulièrement difficile à infiltrer.

NICOLE BERNHEIM.

Pérou

UNE DES DIRIGEANTES DU SENTIER LUMINEUX AURAIT ÉTÉ TUÉE AU COMBAT

Ayacucho *(A.F.P.)*. — Une des principales dirigeantes du mouvement de guérilla maoïste Sentier lumineux a été tuée au cours d'un affrontement avec les forces de l'ordre, a-t-on annoncé, lundi 21 février, de source militaire à Ayacucho.

Carlota Tello Cutti, dite *« camarada Carla »*, aurait trouvé la mort lors de combats qui se sont déroulés jeudi dernier dans la localité d'Huancasoncas, dans la province de Victor-Fajardo, au sud d'Ayacucho, a-t-on précisé, d'autre part, de diverses sources non officielles. Mais aucun détail n'a été fourni officiellement.

Plusieurs femmes participent activement à la direction du Sentier lumineux. Carlota Tello Cutti était considérée comme la principale assistante du chef politique du mouvement, M. Abimael Guzman, depuis la mort d'Edith Lagos, le 3 septembre 1982, dans un affrontement avec la police. Carlota Tello Cutti s'était échappée le 3 mars 1982 de la prison d'Ayacucho, lors d'une attaque des guérilleros contre le centre pénitentiaire, attaque qui avait fait seize morts et avait permis la fuite de trois cent quatre prisonniers, dont une centaine de détenus politiques, membres du Sentier lumineux.

ASIE

Inde

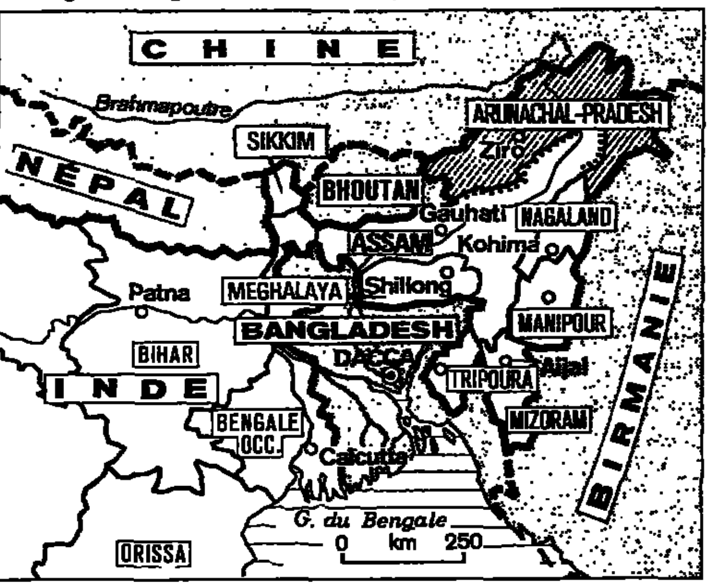
LES MASSACRES EN ASSAM
« Nous découvrons des cadavres dans tous les villages »

Alors que les premières estimations parvenues à New-Delhi sur les massacres de ces derniers jours en Assam se montent à 1 400 morts, les résultats partiels des élections locales — à l'origine du drame — indiquent un taux record d'abstentions. Les mouvements nationalistes assamais avaient, en effet, demandé à la population de boycotter massivement le scrutin. Ainsi, dans la circonscription de Bihpuria, 400 électeurs sur 64 000 ont voté, à Amguri 2 188 sur 67 579, à Teok 1 734 sur 68 391. Il en résulte que les partisans du premier ministre fédéral, Mme Indira Gandhi, ont remporté 17 des 18 sièges — sur un total de 126 — dans les circonscriptions où le résultat est connu.

L'efficacité de ce boycottage risque de rendre bien délicat le retour à la démocratie parlementaire dans l'Etat. La situation en Assam a d'ailleurs donné lieu à un débat d'urgence à la Chambre basse du Parlement de New-Delhi. Après avoir observé une minute de silence, les députés ont entendu le ministre de l'intérieur exprimer son « angoisse » et demander la collaboration de tous les partis pour rétablir le calme. Les deux partis communistes ont reproché à l'opposition de s'être solidarisée avec les nationalistes assamais, et le gouvernement de s'être montré incapable de protéger les vies et les biens des habitants de l'Etat. Le chef du parti d'opposition Janata, M. Vajpayee, a accusé le Congrès de Mme Gandhi d'avoir précipité le bain de sang que vient de connaître l'Assam, tandis qu'un autre membre de son parti demandait la démission du premier ministre.

Celle-ci, qui poursuit sa tournée dans les zones troublées d'Assam, a dénoncé la « *responsabilité morale* » de l'opposition dans les massacres. Mme Gandhi, après avoir traversé la capitale de l'État, Gauhati, paralysée par une grève générale pour protester contre sa visite, a voyagé en voiture blindée entourée de militaires, ou en hélicoptère. Elle s'est ainsi rendue à Nellie, qui fut le théâtre, vendredi dernier, d'un horrible carnage au cours duquel au moins cent quarante-cinq immigrants musulmans ont trouvé la mort et quatre cent cinquante ont été blessés. Mme Gandhi a condamné le rôle des agitateurs nationalistes assamais.

Un bilan complet sera difficile à obtenir : « *Nous découvrons des cadavres dans tous les villages (...). Nous ne savons encore ni quand ni où nous aurons terminé le décompte* », a déclaré un responsable des opérations de secours. Les cadavres alignés le long des routes sont chargés sur des camions avant d'être enterrés dans des fosses communes. Les victimes seraient en grande majorité — certains parlent de 80 % — des femmes et des enfants, qui n'ont pu s'enfuir assez vite devant les groupes tribaux armés de lances, d'arcs et de flèches. Au moins dix mille maisons ont été incendiées. Enfin, il y a une semaine, a-t-on appris, des immigrants népalais et des bandes tribales avaient massacré plus d'une centaine de villageois autochtones dans la région de Darrang. — *(Reuter, A.F.P.)*.



Le tracé de la frontière de l'Etat d'Arunachal-Pradesh, représenté en hachuré, fait l'objet de contestation entre l'Inde et la Chine.



(Dessin de PLANTU.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AURAIENT LIEU LE 16 OCTOBRE. — M. Raul Pavone, dirigeant d'un parti conservateur, a déclaré, le lundi 21 février, que le général Bignone, chef de l'État, l'avait assuré que les élections générales promises par le régime militaire auraient lieu le 16 octobre et que la transmission du pouvoir aux civils s'effectuerait au plus tard le 15 janvier 1984. — *(U.P.I.)*

El Salvador

• LES TROIS JOURNALISTES ETRANGERS, deux Suédois et un Américain, qui avaient disparu dans une zone de combat *(le Monde* du 22 février) se trouvent dans les rangs de la guérilla et auraient sollicité par radio l'aide de la Croix-Rouge pour pouvoir rentrer à San-Salvador. D'autre part, les insurgés auraient établi des barrages à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale alors que trois mille soldats tenteraient de libérer la *garnison de Suchitoto, assiégée* depuis une semaine. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*.

Ethiopie

• MISE AU POINT. — A la suite de la publication d'une correspondance de M. Jean-Marie Daillet (député U.D.F.) exprimant des réserves sur un projet de rapatriement de réfugiés éthiopiens à Djibouti *(le Monde* du 18 février), l'ambassade d'Ethiopie à Paris nous écrit qu'il s'agit de « *falsifications et de distorsions* ». Contrairement à ce que dit M. Daillet, elle affirme que le gouvernement éthiopien « *fait de son mieux pour appliquer le programme de rapatriement afin que les intéressés puissent retrouver une vie normale* ».

Guinée-Équatoriale

• M. JULIAN ESHONO ABAGA ADA, AMBASSADEUR DE GUINÉE-ÉQUATORIALE EN FRANCE, a été arrêté à la mi-janvier à Malabo, et est emprisonné depuis, a affirmé, lundi 21 février, à Paris son épouse, Mme Joaquina Ikako Eshono, qui, en même temps, déclare avoir demandé asile en France. Selon son épouse, M. Eshono aurait été incarcéré à la prison Black Beach à Malabo. Mme Joaquina Ikako Eshono a en outre indiqué qu'elle avait été avisée dimanche par les responsables de l'ambassade à Paris que son mari n'est plus ambassadeur *de Guinée-Équatoriale en* France.

Panama

• L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS ACCUSÉ D'INGÉRENCE. — Le ministre panaméen des affaires étrangères de Panama a convoqué, lundi 21 février, l'ambassadeur des États-Unis, M. Briggs, accusé la veille d'ingérence dans les affaires de la République et d'actions « contre la sécurité de l'État » par le commandant de la garde nationale de Panama, le général Paredes. L'ambassadeur aurait pris des contacts clandestins avec plusieurs officiers de la garde. A Washington, le département d'État a démenti lundi que l'ambassadeur ait reçu une mise en garde et ait été menacé d'une demande de rappel par le général. — *(A.F.P., Reuter)*

République Sud-Africaine

• LA POLICE A ABATTU TROIS MEMBRES DU CONGRÈS NATIONAL AFRICAIN (A.N.C., mouvement anti-apartheid), et en a capturé sept autres, a annoncé lundi 21 février au Cap, devant le Parlement, le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange. D'importantes quantités d'*armes et de munitions* ont été saisies, la plupart près de Durban (Natal), a annoncé le ministre. — *(A.F.P.)*

Zimbabwe

• M. NKOMO FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE POLICIÈRE. — M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition, a été informé, lundi 21 février, que l'enquête de police à son sujet portait notamment sur des notes qu'il avait sur lui au moment de son interpellation et sur le fait de savoir s'il avait informé les autorités de son départ à l'étranger *(le Monde* du 22 février). Les notes de M. Nkomo concernaient, selon lui, la mort de civils ndebele (ethnie minoritaire à laquelle appartient M. Nkomo), au cours d'opérations menées par l'armée gouvernementale dans le Matabeleland (sud-ouest du pays) contre des dissidents. M. Nkomo a indiqué qu'il avait ces notes sur lui afin d'en faire un rapport au premier ministre, M. Robert Mugabe. M. Nkomo avait été interpellé à l'aéroport de Bulawayo, samedi, alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion pour Prague, via Johannesburg, et détenu pendant plusieurs heures. — *(A.F.P.)*

Chine

PREMIER DIGNITAIRE DE L'ÉTAT
Le maréchal Ye Jianying va prendre sa retraite

De notre correspondant

Pékin. — M. Ye Jianying, président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (A.N.P.), pourrait se démettre de ses fonctions à l'occasion de la prochaine réunion de cette instance, à la fin de la semaine. La confidence en a été faite dimanche à des syndicalistes japonais par M. Hu Yaobeng, secrétaire général du P.C. chinois.

Le retrait de M. Ye est attendu depuis un certain temps en raison de son âge — on lui donne généralement quatre-vingt-cinq ans — et de son état de santé. Quasiment impotent, le vieux maréchal, un vétéran de la Longue Marche, avait offert, en décembre, lors de la dernière session de l'A.N.P. qu'il avait présidée, le triste spectacle de sa déchéance physique. Il s'était alors montré incapable de prononcer de façon intelligible les quelques phrases rituelles annonçant l'ouverture et la clôture de la session. Un assistant anonyme avait suppléé à sa défaillance.

La présidence du Comité permanent fait de M. Ye, en l'absence du président de la République, le premier personnage de l'Etat. Sa présence dans ce rôle, qu'il n'assumait plus vraiment depuis un ou deux ans, correspondait de plus en plus mal à l'image d'un pays dynamique que l'actuelle équipe dirigeante veut donner de la Chine. Le gouvernement, sous l'impulsion de M. Zhao Ziyang, et le parti, sous celle de M. Hu — *tous les deux dans la soixantaine* — ne cessent de plaider pour un rajeunissement des cadres, avec lequel le maintien au plus haut niveau d'hommes comme M. Ye n'est guère compatible.

Le prestige dont M. Ye jouit dans l'armée, son attachement à Mao Zedong, le rôle décisif qu'il joua, en octobre 1976, en compagnie de M. Hua Guofeng, dans la neutralisation de la « bande des quatre », en avaient fait un personnage difficile à déplacer. Aussi bien, M. Deng Xiaoping et ses amis se sont-ils attachés, ces dernières années, à le ménager pour éviter de s'en faire un adversaire. Cependant, le limogeage, en septembre, de M. Wei Guoqing, très proche de M. Ye, de la direction du département politique de l'armée avait été un indice du déclin de son influence.

Pour remplacer M. Ye, les dirigeants chinois ont le choix entre plusieurs solutions. La plus naturelle serait la désignation de M. Peng Zhen, son premier adjoint. Mais M. Peng est, lui aussi, âgé de plus de quatre-vingts ans. Son choix serait politiquement significatif, dans la mesure où son antimaoïsme est nettement déclaré. On ne peut, malgré tout, pas complètement exclure l'hypothèse de la nomination d'un homme plus jeune. A plus long terme, la retraite de M. Ye va dégager la voie pour l'élection du futur président de la République. Celle-ci devrait intervenir en mai ou juin, lorsque se réunira la nouvelle Assemblée.

MANUEL LUCBERT.

AFRIQUE

Algérie

Un programme d'action pour maîtriser la croissance démographique devra être mis au point avant le 30 juin

De notre correspondant

Alger. — Après une longue période d'apparente passivité, les autorités algériennes viennent de décider des mesures pour une meilleure maîtrise de la croissance démographique, lors d'un conseil des ministres réuni le dimanche 20 février. Un groupe de travail, composé de représentants des ministères de la planification et de la santé, ainsi que du secrétaire d'Etat aux affaires sociales, devra proposer un programme d'action avant le 30 juin.

Lors de sa quatrième session, en décembre 1980, le comité central du F.L.N. avait adopté à ce sujet plusieurs résolutions restées lettre morte. En 1981, le taux de croissance démographique a été de 3,23 % pour une population de 19 millions d'habitants. Au rythme actuel, selon des projections du ministère de la planification, la croissance annuelle dépasserait le million de personnes à la fin du siècle. De quoi alarmer un gouvernement que l'actualité rend plus que jamais conscient du caractère aléatoire de la rente pétrolière.

L'explosion démographique est due au fait que l'évolution des mentalités est plus lente que celle du taux de mortalité infantile qui, avec 98/1 000, reste élevée mais accuse une baisse régulière en raison des progrès sanitaires. En moyenne, la mère de famille algérienne met sept enfants au monde. Mais la fécondité varie considérablement en fonction des catégories socio-économiques. En 1980, 90 % des naissances enregistrées ont eu lieu dans des ménages où la femme était illettrée, environ 58 % des femmes mariées étant analphabètes.

Plutôt que la contrainte, le gouvernement a choisi l'éducation et l'information, notamment en milieu rural. L'insertion de la femme dans la vie professionnelle, qui serait de nature à diminuer nombre de mariages précoces, est l'un des objectifs officiels. Dans la pratique, il sera difficile à réaliser, au dire de celles qui, en ville, sont confrontées à ce problème.

« *L'espacement des naissances* », expression préférée ici à contrôle des naissances, fait la « une » de la presse officielle, alors que se poursuit le débat sur l'« *organisation de la famille* ». Un dossier préparé par le ministère de la justice et les instances supérieures du parti est soumis à la « base » depuis un mois. Les organes locaux du F.L.N., les organisations de masse et les unions professionnelles sont invités à exprimer leur avis. « *Toutes les suggestions intéressantes sont consignées et remontent aux instances de proposition qualifiées* », assurent les autorités, désireuses de prendre le plus de garanties possible dans ce dossier délicat en raison de la vigilance de certains milieux traditionalistes. Pour combler le vide juridique résultant de l'actuel « *statut personnel* », c'est un véritable code de la famille qu'il faut rédiger en matière notamment de mariage, de divorce et de succession. Ce code devrait être enfin adopté par l'Assemblée nationale lors de la session de printemps.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Ouganda

Les autorités s'engagent à dédommager la communauté indo-pakistanaise chassée par Idi Amin

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Dans la nuit du 4 août 1972, Idi Amin Dada, dictateur et bouffon sanguinaire, aujourd'hui en exil à Djeddah, fit un « *rêve historique* » : Dieu lui ordonnait de chasser d'Ouganda la communauté asiatique. Ce décret divin aussitôt accompli prit la forme d'une « *guerre économique* » faisant de l'Ouganda, selon le mot du tyran, le « *premier Etat d'Afrique entièrement noir* ». Qui s'en souvient, hormis les quelque cinquante mille Indo-Pakistanais victimes de cette expulsion collective qui ruina bientôt l'économie nationale ? Dépouillés de leurs biens, les petits enfants enrichis des « coolies » venus construire le chemin de fer colonial sur les hauts plateaux d'Afrique trouvèrent accueil en Grande-Bretagne et au Canada.

Onze ans après, justice leur est rendue. Dès son retour au pouvoir, en décembre 1980, le président Milton Obote s'était engagé à dédommager les spoliés de 1972. Il a tenu promesse. Aux termes d'une loi votée au Parlement de Kampala en septembre et entrée en vigueur lundi 21 février, les anciens expulsés disposent de trois mois pour accomplir les formalités d'indemnisation.

S'ils choisissent de rentrer en Ouganda, les Asiatiques pourront soit récupérer leurs biens — mais à condition de ne pas les revendre avant cinq ans, — soit recevoir une compensation monétaire. Quelques centaines sont revenus à Kampala depuis la chute d'Amin il y a quatre ans. Les propriétés en question — *villas, boutiques ou usines* — représenteraient un capital d'environ 200 millions de dollars. La nouvelle loi n'est guère appréciée des hommes d'affaires africains qui rachetèrent, souvent à vil prix, le patrimoine des exilés, et son application promet maintes querelles judiciaires.

L'initiative du gouvernement ougandais ne relève pas de la pure bonté d'âme. Soucieux de relancer l'économie, M. Obote a besoin du précieux savoir-faire des techniciens asiatiques, notamment dans le domaine agricole. Son geste devrait inciter les deux grandes familles indiennes — les Mehta et les Madhvani — qui naguère contrôlaient l'industrie sucrière à réhabiliter plus hardiment leurs plantations, maintenant que la communauté internationale semble prête à financer les programmes de développement rural. Personnage de légende, l'ancêtre des Madhvani avait débarqué en Afrique au début du siècle avec un sac de riz sur le dos et en poche un mouchoir plein de roupies.

L'offre faite aux Asiatiques est d'une portée réduite, car peu d'entre eux reviendront en Ouganda. Ils n'ont sans doute oublié ni les pénibles conditions de leur exil forcé ni, surtout, la satisfaction du menu peuple africain lors de leur bannissement. Les dommages subis par leurs frères de race lors du putsch manqué au Kenya ne peuvent que renforcer leur prudence et les inciter à tourner définitivement la page, loin de l'Ouganda.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Namibie

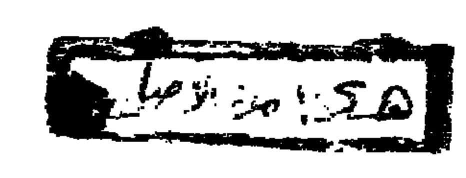
PRETORIA ACCUSE LA SWAPO DE RELANCER LA GUERRE DANS LE NORD DU TERRITOIRE

Windhoek *(A.F.P.)*. — Des guérilleros de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO) ont enlevé, vendredi 18 février, trente-cinq élèves et trois professeurs de l'école secondaire de Tshandi, dans le nord de la Namibie (Ovamboland) à 40 km de la frontière angolaise, a annoncé, lundi 21 février, la radio sud-africaine *S.A.B.C.* L'enlèvement a été confirmé par un porte-parole de l'administration de l'Ovamboland.

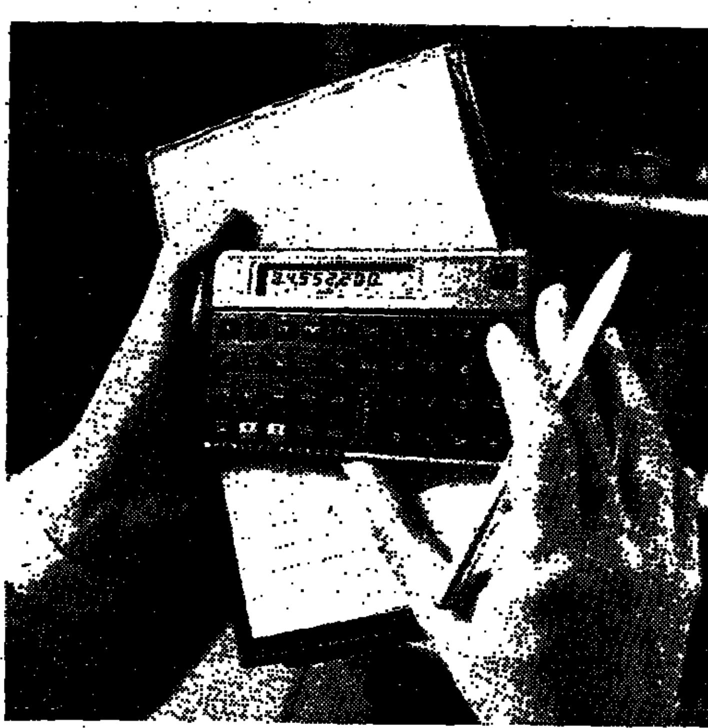
Près de huit cents maquisards, a annoncé d'autre part l'agence sud-africaine de presse *SAPA*, seraient en train de passer la frontière angolaise avec, en fer de lance, au moins deux cents hommes considérés comme étant des unités d'élite de la *SWAPO*. La bande frontalière d'infiltration s'étendrait, selon la SAPA, sur 700 km et les forces de sécurité sud-africaine auraient pris des mesures rigoureuses pour empêcher les guérilleros de parvenir jusqu'à des fermes appartenant à des Blancs.

Ces infiltrations interviendraient au moment ou les forces sud-africaines auraient, selon leur porte-parole en Namibie, réduit au minimum leurs opérations dans le sud angolais, afin de faciliter les chances jugées « ténues » par le ministre sud-africain des affaires étrangères de parvenir à un cessez-le feu au cours des discussions bilatérales avec les représentants angolais, qui pourraient se tenir cette semaine au Cap-vert.





Ordinateurs personnels : choisir le bon outil.



Calculateur professionnel série 10. Existe en version "gestion" et en version "calculs mathématiques et techniques".



Systèmes de calcul personnel de la série 40. Les astronautes de la navette spatiale Columbia en ont utilisé un pour leur navigation. Il existe 5.999 autres programmes.



Ordinateurs portatifs de la série 70. Fonctionnant sur batterie avec une mémoire extensible, ils peuvent faire, partout, tout ce que fait un ordinateur de table.



Ordinateurs de la série 80. Offrent un très grand nombre de possibilités : graphiques, tableaux grand format, gestion de fichiers et communication n'en sont que quelques aspects.



Ordinateurs de bureau de la série 100. Associent la puissance de traitement de mots, nombres ou graphiques, la capacité d'accès aux fichiers d'un ordinateur central, à la simplicité d'un ordinateur personnel.



Ordinateurs techniques personnels de la série 200. Leur architecture 16 bits offre aux ingénieurs et aux techniciens la puissance dont ils ont besoin, plus toutes les possibilités de dessin, calcul et de tests, dans un volume très réduit.

Si tout le monde faisait le même métier, tout le monde pourrait utiliser le même ordinateur personnel. Cependant, chacun souhaite un ordinateur adapté à ses besoins.

C'est pourquoi, nous avons élaboré la plus large gamme d'ordinateurs personnels – du calculateur de poche à l'ordinateur de table super-puissant – pour donner à chacun la possibilité de choisir l'outil qui lui convient.

Nous y ajoutons nos 15 ans d'expérience en informatique, un réseau de 21 bureaux commerciaux en France et un réseau de distributeurs. Parce qu'une partie de notre métier consiste à faciliter le vôtre.

Pour en savoir plus ou pour recevoir notre nouvelle brochure "Choisir le bon outil", envoyez votre carte de visite à Hewlett Packard Service Documentation, 91947 Les Ulis Cedex, ou téléphonez-nous (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.



Le Monde

politique

LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. Daniel Mayer succède à M. Roger Frey

M. Daniel Mayer, président de la Ligue internationale des droits de l'homme, a été nommé président du Conseil constitutionnel, lundi 21 février, par le président de la République. Il succède à M. Roger Frey. Le renouvellement triennal de l'assemblée du Palais-Royal concerne également M. Pierre Marcilhacy, nommé par M. Louis Mermaz, prrésident de l'Assemblée nationale, en remplacement de M. René Brouillet, et M. Léon Jozeau-Marigné, nommé par M. Alain Poher, président du Sénat, en remplacement de M. Gaston Monnerville. Les trois nouveaux membres du Conseil prêteront serment vendredi 4 mars. M. Jozeau-Marigné, sénateur républicain indépendant de la Manche, sera remplacé au Sénat par son suppléant, le docteur Jean-Pierre Tizon.

La nouvelle composition du Conseil

Après la prestation de serment, vendredi 4 mars, des trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel, la composition de l'assemblée du Palais-Royal sera la suivante :

Président : M. Daniel MAYER, soixante-treize ans, nommé en février 1983 par M. François Mitterrand.

Membres désignés par le président de la République : M. André SEGALAT, soixante-douze ans, nommé en février 1977 par M. Giscard d'Estaing ; **M. Georges VEDEL**, soixante-douze ans, nommé en février 1980 par M. Giscard d'Estaing.

Membres désignés par le président du Sénat : M. Louis GROS, quatre-vingts ans, nommé en février 1977 par M. Alain Poher ; **M. Robert LECOURT**, soixante-quatorze ans, nommé en septembre 1979 par M. Poher ; **M. Léon JOZEAU-MARIGNÉ**, soixante-treize ans, nommé en février 1983 par M. Poher.

Membres désignés par le président de l'Assemblée nationale : M. Achille PERETTI, soixante et onze ans, nommé en février 1977 par M. Edgar Faure ; **M. Louis JOXE**, quatre-vingt un ans, nommé en octobre 1977 par M. Edgar Faure ; **M. Pierre MARCILHACY**, soixante-treize ans, nommé en février 1983 par M. Louis Mermaz.

Membre de droit : M. Valéry GISCARD D'ESTAING, cinquante-sept ans, ancien président de la République.

Daniel Mayer : au service du socialisme et des droits de l'homme

« Sous une attitude désinvolte, quasi boulevardière, une visible inclination à rire et plaisanter de tout — et ne s'en privant pas, — je devinai une âme inflexible. Un roc de hautes certitudes. Sous les manières d'un lutin farceur s'exprimait une rectitude de convictions inébranlables. Rien ne me touche davantage que la constance et l'intégrité sous les habits de l'humour. » *C'est ainsi que Vercors, écrivain et résistant, décrit son ami Daniel Mayer.*

De fait, ce dernier eut maintes occasions de justifier ce jugement. C'est ainsi qu'il a préféré, en avril 1958, se démettre de son mandat de député pour ne pas cautionner une politique condamnable à ses yeux et parce qu'il jugeait l'exercice de ce mandat incompatible avec la fonction de président de la Ligue des droits de l'homme à laquelle il venait d'accéder et qu'il devait assumer jusqu'en 1975.

Les difficultés avec son parti, auquel il avait adhéré à l'âge de dix-huit ans, avaient commencé dès la libération. Léon Blum désirait, la paix revenue, le voir conserver son poste de secrétaire général, car les deux hommes souhaitaient jeter les bases d'un puissant mouvement travailliste. Guy Mollet devait mettre un terme à ces ambitions en gagnant le congrès de 1946 au nom de la rigueur marxiste, qui allait bien vite disparaître. Ces heurts aboutirent à la scission de 1958, qui donna naissance au P.S.U. Daniel Mayer siègea, en 1960 et 1961, au comité national de cette formation, avant de la quitter discrètement en 1967. Il devait adhérer de nouveau au P.S. en avril 1970, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Léon Blum.

A la tête de la Ligue des droits de l'homme, puis de la Ligue internationale des droits de l'homme, Daniel Mayer s'est battu contre toutes les formes d'oppression et en faveur du peuple juif.

Cet engagement remonte à 1927. Il avait alors dix-huit ans. Les manifestations en faveur des deux anarchistes italiens, Sacco et Vanzetti, leur exécution aux Etats-Unis, cette année-là, l'avaient poussé à adhérer à la Ligue des droits de l'homme au mois de septembre, et au parti socialiste, trois mois plus tard.

M. Pierre Marcilhacy

Né le 14 février 1910 à Paris, M. Pierre Marcilhacy est licencié en droit. Journaliste à Paris-Soir *(1936-1939). En 1943, il succède à son père M. Maurice Marcilhacy, comme avocat au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes, charge dont il démissionnera en 1974. Avocat à la cour de Paris depuis 1974, M. Marcilhacy a été conseiller général du canton de Jarnac (Charente) de 1951 à 1972. Elu sénateur de la Charente en 1948, il siège au groupe des indépendants, puis à celui des non-inscrits (depuis 1962). Président de la commission des lois au Sénat de janvier à mai 1959, il sera battu aux élections sénatoriales de septembre 1980.*

Membre du comité consultatif constitutionnel en août 1958, M. Marcilhacy a été président du comité d'aménagement et d'expansion de la Charente de 1970 à 1975, et membre de la commission de développement économique regional (CODER) de Poitou-Charentes de 1970 à 1973. Candidat à la présidence de la République en 1965, il recueille au premier tour (5 décembre) 415 017 voix, soit 1,71 % des suffrages exprimés. Nommé à la « commission du bilan », mise en place après l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République pour établir un bilan du précédent septennat, M. Marcilhacy en démissionnera le 1er octobre 1981, estimant que le rapport de cette commission est édulcoré.

M. Léon Jozeau-Marigné

Né le 21 juillet 1909 à Angers (Maine-et-Loire), docteur en droit, M. Léon Jozeau-Marigné a été élu sénateur de la Manche en 1948 réélu en 1955, 1959, 1965, 1974 et 1977). Inscrit au groupe des républicains indépendants, M. Jozeau-Marigné a été vice-président du Sénat de 1962 à 1965. Conseiller général du canton d'Avranches depuis 1951, président du conseil général de la Manche depuis octobre 1968, il est maire d'Avranches depuis 1953.

Président du conseil régional de Basse-Normandie (1974-1977 et depuis 1982), président de l'assemblée des présidents des conseils régionaux de France (depuis 1978). M. Léon Jozeau-Marigné est également président de la commission supérieure des caisses d'épargne de France et de la commission pour l'étude des questions parlementaires, juridiques et des droits de l'homme, de l'union interparlementaire. Représentant de la France à l'Assemblée parlementaire européenne (de 1966 à 1978), juge titulaire à la Haute Cour de justice (depuis 1980), M. Jozeau-Marigné est président de la commission des lois du Sénat depuis 1971.

POINT DE VUE

Un pouvoir accru pendant neuf ans

par LOIC PHILIP (*)

DEPUIS neuf ans, la jurisprudence du Conseil constitutionnel a considérablement évolué et ses pouvoirs se sont très sensiblement développés.

I. — De février 1959 à février 1974, au cours des présidences de MM. Léon Noël et Gaston Palewski, le juge constitutionnel avait interprété sa compétence d'une manière très restrictive.

Avec la présidence de M. Frey, le Conseil constitutionnel va changer d'attitude.

1) Dès mai 1974, à l'occasion de la proclamation de l'élection présidentielle, il prend l'initiative, dans une déclaration publique, d'attirer l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur les lacunes de l'organisation de l'élection du président de la République et sur la nécessité d'une réforme.

Cette intervention ne rentrait pas véritablement dans ses attributions constitutionnelles et constituait une véritable injonction adressée aux *pouvoirs publics. Elle s'est d'ailleurs* révélée efficace puisque ceux-ci allaient modifier, en 1976, l'article 7 de la Constitution, ainsi que la loi organique relative à la désignation du chef de l'Etat.

Cet élargissement de la compétence du Conseil a été encore confirmé dernièrement lorsque celui-ci a accepté, *contre toute attente*, d'examiner le recours de M. Delmas dirigé contre le décret convoquant les électeurs pour les élections législatives de juin 1981.

La loi d'octobre 1974

2) L'accroissement des pouvoirs du Conseil résulta aussi, et surtout, de la réforme constitutionnelle opérée en octobre 1974, et qui a ouvert sa saisine aux parlementaires.

3) Quand les auteurs de la Constitution de 1958 ont créé le Conseil, c'était, avant tout, pour empêcher le Parlement de légiférer sur les matières autres que celles limitativement énumérées par l'article 34 de la Constitution et lui interdire le vote de mesures financières susceptibles d'aggraver les finances publiques.

Ces attributions n'ont pas disparu, mais le Conseil les exerce dans un esprit très différent, de plus en plus *favorable au Parlement.*

Il a ainsi considérablement élargi le domaine de la loi, décidant que certaines matières non énumérées par la Constitution (par exemple, récemment, *la planification*) *relevaient* pourtant de la compétence du Parlement. Il a décidé, également, que l'empiètement du législateur sur le domaine réglementaire ne pouvait plus être sanctionné dans le cadre d'un recours en constitutionnalité *(art. 61, al. 2 de la Constitution)*, comme c'était le cas auparavant.

De *même, la violation des articles* limitant l'initiative des parlementaires en matière financière (articles 40 de la Constitution et 42 de la loi organique relative aux lois de finances) ne peut être *sanctionnée* par le juge constitutionnel en première instance : il faut que les présidents ou les commissions des finances des assemblées aient d'abord statué sur le problème.

Mais la transformation du rôle du Conseil constitutionnel résulte surtout du développement du contrôle *de la constitutionnalité des lois.*

— Depuis 1974, le gouvernement *(et non plus le seul Parlement)* est tenu de respecter les règles constitutionnelles de *procédure, notamment* en matière budgétaire. Il est sanctionné lorsqu'il introduit dans la loi de finances des dispositions n'ayant pas un caractère financier. Il doit res*pecter les règles de présentation* et de vote du budget. L'annulation totale de la loi de finances de 1980, pour la méconnaissance de l'une de ces règles de procédure, a montré que le Conseil constitutionnel pouvait parfois se montrer très exigeant en *ce domaine.*

— Depuis 1974, également, le *contrôle des règles de fond a pris une* très grande importance et, en quelques années, la France est devenue l'un des pays du monde où le contrôle de la constitutionnalité des lois est le plus effectif. C'est une véritable révolution sur le plan juridique, *car la tradition constitutionnelle fran*çaise a toujours été hostile à un tel contrôle. On peut même se demander si l'on n'est pas allé trop loin dans cette voie, comme le révèle une étude récente (1).

Le contrôle de constitutionnalité peut déboucher sur deux types de sanctions. Soit sur une véritable cen*sure dans la mesure où il empêche la* mise en application d'une loi, ou d'articles essentiels d'une loi. Soit sur une obligation de modifier certaines dispositions de la loi ou sur *l'annulation de dispositions mineures.*

Les réformes de la majorité

La censure s'est exercée à de nombreuses reprises avant 1981. Ce fut le cas, en 1971, avec la loi restreignant la liberté d'association ; en *1975*, avec la loi autorisant le recours au juge unique pour certaines *infractions pénales ; en 1977, avec* la loi autorisant très largement la police à fouiller les véhicules ; en 1980, avec la disposition autorisant la détention administrative des immi*grants clandestins ; en 1981*, avec la faculté reconnue au président d'un tribunal, par la loi « *sécurité et liberté* », d'expulser l'avocat dont l'attitude pourrait troubler « *la sérénité des débats* ». Dans toutes ces affaires, le gouvernement a dû définitivement renoncer aux réformes ou aux modifications qu'il avait voulu opérer.

Le deuxième type de sanction est *beaucoup moins rigoureux. Au pire, il* oblige simplement le gouvernement à « refaire sa copie » (selon une expression qui plaît beaucoup aux journalistes). La décision du juge ne remet pas en cause l'objet de la réforme, mais simplement certaines *modalités (cas des décisions sur* les nationalisations, sur la décentralisation ou sur l'assemblée unique dans les DOM).

Jusqu'à présent, à l'exception de la discrimination sexuelle introduite dans la loi électorale municipale, le Conseil constitutionnel n'a « bloqué » aucune réforme de l'actuelle *majorité. Il s'est borné à exiger cer*taines modifications pour rendre le texte compatible avec la Constitution.

***

II. — L'œuvre accomplie par le Conseil constitutionnel depuis 1974 est donc largement positive. Sa juris*prudence forme un ensemble cohé*rent. Cependant, ses décisions sont souvent mal accueillies. Cela s'explique essentiellement par la méfiance que suscite la composition de l'institution, qui est jugée trop politique.

1) La plupart des parlementaires réagissent au coup par coup aux décisions qui sont rendues. De même, *l'opinion a souvent le sentiment qu'il* est toujours possible d'interpréter la Constitution dans un sens ou dans un autre (ce qui est souvent vrai) et, qu'en définitive la solution adoptée *dépend* nécessairement de l'opinion personnelle (et politique) de la majo*rité des membres du Conseil.*

En réalité, les décisions ne sont *pas rendues d'une manière aussi* arbitraire. Elles s'insèrent dans une construction jurisprudentielle qui oblige les juges à se prononcer sur la question qui leur est soumise non *pas en fonction de leur seule opinion* personnelle mais en fonction des règles constitutionnelles existantes, dont beaucoup ont déjà été précisées.

C'est au regard de cette jurisprudence existante qu'il conviendrait d'approuver, ou de critiquer, les décisions rendues plus qu'en fonction des effets politiques immédiats de celles-ci.

Les personnalités politiques

D'ailleurs, en raison de la qualité de l'œuvre qui a été accomplie, le Conseil constitutionnel est en train d'acquérir le prestige qui lui faisait défaut jusqu'à ces dernières années. A l'étranger, il fait l'objet d'un intérêt *de plus en plus* grand. *En France* aussi, bien que plus lentement (mais *nul n'est prophète en son pays)*, il est en train d'asseoir son autorité. Ceux qui se sont donné la peine de le juger avec un peu de recul ont pris conscience du rôle essentiel qu'il joue désormais dans nos institutions. M. Mitterrand, qui est personnellement *intervenu* pour le défendre contre l'outrance des attaques de certains *députés, n'a, semble-t-il,* plus le même jugement qu'en 1978. M. Defferre, qui, en tant que président du groupe socialiste, a joué un rôle important dans la plupart des saisines effectuées de 1974 à 1981, *n'a jamais attaqué l'institution.*

2) Est-il possible, tout en approuvant l'œuvre, de critiquer le mode de désignation et de regretter la nomination de personnalités politiques ?

a) Une première constatation s'impose : le mode de désignation des *membres du Conseil, qui est souvent* critiqué, est préférable à la plupart de ceux qui existent à l'étranger.

La nomination, tous les trois ans, de trois juges pour une durée de neuf ans par les trois plus hautes personnalités de l'Etat, présente plusieurs *avantages.*

Elle place les neuf sages dans une situation de grande indépendance, surtout eu égard à l'âge des membres actuels (2). Ils ne sont pas renouvelables et n'ont aucun avantage à attendre de personne. En revanche, *le principe selon lequel les anciens* présidents de la République sont membres de droit est beaucoup plus critiquable, car il est source de contestation.

b) On a reproché au système français de défavoriser l'opposition. Et, *effectivement, la gauche a peu parti*cipé à la désignation des membres pendant vingt-quatre ans. Toutefois, cela était lié, non au système de nomination, mais à une absence d'alternance pendant une durée exceptionnellement longue.

En réalité, le système français fait une large place à l'opposition, comme on le constate d'ailleurs aujourd'hui, et ceci tout en évitant les marchandages entre partis politiques qui se pratiquent en Allemagne et en Italie et qui ne sont guère glorieux.

c) On a, par ailleurs, accusé les autorités de nomination de choisir des *hommes politiques plutôt que* des juristes ou des magistrats. C'est une tout autre question.

Il faut reconnaître que les nominations de 1974 ont été dominées par des considérations politiques et qu'elles ont fait entrer au Conseil des *hommes politiques. Ce fut également* le cas, dans une moindre mesure, avec les nominations de 1977, mais beaucoup moins avec celles de 1980.

Faut-il nécessairement regretter la nomination d'hommes politiques de premier *plan* ?

L'exemple de la présidence de *M. Roger Frey plaide plutôt* en faveur d'une réponse négative.

Il est utile, et *même nécessaire*, qu'une juridiction constitutionnelle comprenne des hommes ayant une solide expérience de la vie politique, parlementaire et gouvernementale. On peut même se demander si le danger qui guette une juridiction *constitutionnelle n'est pas, contraire*ment à ce que l'on croit, de tomber dans un excès de juridisme plutôt que dans la politisation.

Ce qui importe surtout, c'est que les autorités de nomination s'avèrent capables de désigner, non des partisans, *mais des hommes dont l'indé*pendance d'esprit soit très grande (3).

La question qui va se poser au cours de la prochaine présidence est de savoir s'il faut poursuivre l'extension du rôle et des pouvoirs du *Conseil ou s'il est préférable* de marquer la pause.

*Faut-il continuer à élargir la com*pétence du Conseil, notamment en matière électorale ? Faut-il « glisser », peu à peu, vers un contrôle de constitutionnalité *a posteriori* ? Doit-on *continuer à imposer aussi* largement le respect du principe de l'égalité devant la loi ?

Faut-il, au contraire, revenir à une interprétation stricte des textes constitutionnels fixant les attributions du Conseil afin d'éviter le danger d'un éventuel « gouvernement des juges » ?

L'action du successeur de M. Roger Frey sera, à cet égard, déterminante.

(*) Professeur à l'université d'Aix-Marseille.

(1) Charles Leben, « Conseil constitutionnel et principe d'égalité », *Revue du droit public*, 1982, n° 2.

(2) Il serait toutefois souhaitable de fixer un âge limite. L'âge moyen des membres nommés est, actuellement, de soixante-seize ans. En Allemagne, les juges constitutionnels prennent leur retraite à soixante-huit ans, et, aux Etats-Unis, ils peuvent la prendre à partir de soixante-dix ans.

(3) Ce qui n'est pas sans risques. M. Nixon a été condamné par le président qu'il avait lui-même nommé.

Après les élections régionales outre-mer

A l'issue des premières élections régionales outre-mer, la gauche est donc partout majoritaire en voix, mais le mode de scrutin proportionnel utilisé ne permet aux partis de la majorité présidentielle que de contrôler un seul des quatre nouveaux conseils régionaux, celui de la Martinique.

M. Pierre Mauroy, qui était, lundi matin 21 février, à Lille, a affirmé que *« le gouvernement a tout lieu d'être satisfait des résultats »*, puisque, sur l'ensemble des quatre départements, la gauche a recueilli 51,84 % des suffrages exprimés, soit 0,55 point de plus qu'au premier tour des législatives de juin 1981.

M. Laurent Cathala, délégué national du P.S. chargé des DOM-TOM, a noté que *« les habitants des départements d'outre-mer ont choisi dans leur majorité les forces du changement ». « Certes, le parti socialiste n'a pas toujours atteint les résultats qu'il pouvait légitimement espérer*, a-t-il indiqué, *cela est dû à la présence de listes de diversion ou à son implantation récente. »*

Au contraire, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a souligné *« les dangers de la représentation proportionnelle qui aboutit chaque fois à la constitution d'assemblées sans majorité véritable donnant à des minorités un pouvoir sans commune mesure avec le nombre des suffrages recueillis. »*

Le président du C.D.S., M. Pierre Méhaignerie, a estimé que ce scrutin se solde par *« un échec pour le gouvernement : les partis politiques se réclamant du socialisme apparaissent partout minoritaires »*, a-t-il déclaré.

Le secrétaire général du P.R., M. François Léotard, a admis que ces élections *« sont marquées par une certaine poussée des partis soutenus par la majorité »*, mais il a ajouté que *« ce résultat est dû à une campagne acharnée dans laquelle les moyens de l'Etat républicain ont été scandaleusement dévoyés et où le gouvernement s'est gravement compromis avec des formations favorables aux thèses indépendantistes »*.

La *Lettre de l'U.D.F.* indique, mardi 22 février, que *« le pouvoir a manqué son O.P.A. »* sur les DOM.

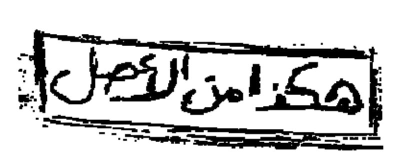
Les réactions dans les départements

MARTINIQUE. — M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, député apparenté socialiste, président du parti progressiste martiniquais (P.P.M.), principal allié du gouvernement, a accepté de présider le nouveau conseil régional, nous indique notre correspondant à Fort-de-France. *« Je pratiquerai la politique de la main tendue et je n'aurai pas avec la nouvelle opposition l'attitude qu'elle a toujours eue avec nous du temps où elle était majoritaire »*, a-t-il déclaré. Le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Siméon Salpétrier, a admis que sa formation avait subi *« un relatif échec : mais nous sommes le parti qui avait le plus à faire dès lors que le gouvernement avait clairement annoncé que c'était le P.P.M. et non nous qui était son interlocuteur privilégié »*, a-t-il noté. Quant au numéro deux de la liste du Mouvement indépendantiste martiniquais (M.I.M.), M. Louis Pulvar, il a dit, déçu : *« Certains ont préféré attendre sur le pas de leur porte que passe devant eux le cadavre de l'Etat colonial. C'est leur responsabilité mais nous sommes prêts à assumer la nôtre quand surviendra l'échec inéluctable de cette régionalisation. »*

GUADELOUPE. — *Premier à réagir*, le maire de Basse-Terre, M. Jérôme Cléry, qui conduisait la liste du parti communiste guadéloupéen (P.C.G.), n'a pas caché son désappointement après la victoire de la liste dirigée par le président du conseil général, *Mme Lucette* Michaux-Chevry (mod.), nous indique notre correspondant à Pointe-à-Pitre. Il a mis en cause, sans les nommer, ses alliés socialistes, dont la division a nui à la gauche. Au sein de l'opposition, le premier vice-*président du conseil général*, M. Henri Beaujan, maire du Moule, dont la liste centriste n'a aucun élu, n'a pas caché qu'il suivra désormais une *« voie personnelle »*.

GUYANE. — Le leader de la liste de l'opposition, M. Paulin Bruné, *conseiller général* R.P.R., a vivement critiqué, nous rapporte notre correspondant à Cayenne, la présence de la liste conduite par le président de la chambre de commerce et d'industrie, M. Jean-Pierre Prévôt. Il a dénoncé ces *« prolétaires enrichis, avertis pour gérer leurs égoïstes intérêts mais naïfs en politique »*, qui ont pris des voix à sa propre liste. L'opposition envisage de proposer à ses adversaires un *« compromis historique »*.

LA RÉUNION. — *« L'essentiel est sauvé »*, a affirmé le président du conseil général, M. Auguste Legros (R.P.R.), qui conduisait la liste de l'opposition. Chez les socialistes, la *zizanie* continue, indique notre correspondant à Saint-Denis-de-la-Réunion. Un des dirigeants de Forum socialiste, l'association dissidente qui avait présenté sa propre liste, a reproché au premier secrétaire de la fédération, M. Jean-Claude Fruteau, de n'avoir pas su *« rassembler les socialistes... »*. Le parti communiste réunionnais a fustigé *« ceux qui ont pris la responsabilité historique écrasante de frustrer les travailleurs de la victoire »*.



"UNE GRÂCE, UNE INTELLIGENCE, UNE FRAÎCHEUR D'ÉCRIVAIN QUI NE COURENT PAS LES RUES".

Le Nouvel Observateur, Jean-François Josselin

« Françoise Giroud enlève son récit avec la rapidité du style, la justesse de l'observation et cette cruauté allègre qui ont fait le succès de ses articles et de ses livres. »
L'Express, *Janick Jossin.*

« Le duel homme-femme qui sous-tend Le Bon Plaisir est d'un Marivaux du XX[e] siècle. »
Le Point, *Anne Pons.*

« Un roman sans moralité..., gracieux et cruel comme une œuvre classique. »
F. Magazine, *Florence Dupont.*

« Un plaisir bref et fulgurant. »
Le Quotidien de Paris, *Dominique Bona.*

« Une histoire qui nous entraîne tambour battant dans les coulisses, les salons, les têtes et les cœurs du pouvoir suprême. »
Les Dernières Nouvelles d'Alsace, *Danièle Brisson.*

« Et si ce roman, finalement, derrière ses masques, ne parlait que de l'amour et du cœur? »
Le Républicain Lorrain, *Pierre Macaigne.*

Françoise Giroud

Le Bon Plaisir

roman

160.000 ex. en 5 semaines

Mazarine



noto Micheline Pelletier-Lattès/Gamma.

304 pages **65 F**

Six ans à la mairie de Paris : l'« effet Chirac »

II. – De Barenboïm aux ateliers de quartier, priorité à la culture

par MARC AMBROISE-RENDU

Dans un premier article, nous avons tenté de mesurer l'« effet Chirac » sur la politique d'urbanisme et de logement de la Ville de Paris *(le Monde* du 22 février). Certes, les barres et les tours ont cessé de grimper dans le ciel de la capitale, mais les promesses, sans doute téméraires, concernant l'habitat social n'ont été que partiellement tenues. Qu'en est-il de la culture, qui représentait l'un des points forts du programme électoral de M. Chirac en 1977 ?

« Avec Jacques Chirac, Paris a retrouvé son éclat culturel. Mieux, la Ville a réussi à donner sa place à la culture dans la vie quotidienne des Parisiens. » Cette phrase en coup de clairon ouvre le chapitre consacré à la politique culturelle dans le bilan publié par la Ville sous le titre « Six années de progrès ». Elle souligne les deux idées-forces de la mandature en la matière : renforcer le prestige de la Ville et offrir aux Parisiens des occasions concrètes, quotidiennes et personnelles de participer dans leur quartier à la vie culturelle.

L'intérêt porté par la Ville à la culture est le plus spectaculaire des « effets Chirac ». On ne s'y attendait guère. Le sujet passionnait peu les préfets administrant la capitale. A l'instar de l'ensemble du corps politique français, les conseillers de Paris ne brillaient pas non plus pour leur curiosité en la matière. Jusqu'en 1977, leur doctrine était ; *« l'État fait beaucoup pour la culture à Paris. Profitons-en pour économiser sur ce chapitre. »* Encore aujourd'hui, c'est sur les doigts des deux mains que l'on compte les élus parisiens férus de musique ou de cinéma.

S'il s'intéresse à la peinture moderne et à la poésie, M. Chirac lui-même ne porte à la musique ou au théâtre qu'un intérêt limité. Pourtant, la longue fréquentation de Georges Pompidou, ses relations avec des poètes et des artistes et son intuition lui ont fait pressentir que le culturel serait pour les années 80 ce que l'écologie avait été pour les années 70. « *La culture,* dit-il, *est devenue l'une des dimensions fondamentales de toute politique.* »

Il rejoint donc sur ce point M. Jack Lang, conseiller du troisième arrondissement devenu ministre de la culture, avec lequel, d'ailleurs, lui et ses services entretiennent de bons rapports.

Même à Paris, où la vie culturelle est la plus intense de l'Hexagone, le maire a senti qu'il y avait une demande non satisfaite : elle émane des classes moyennes, dont la proportion s'accroît dans la capitale et qui est la clientèle électorale type pour le chef du R.P.R. On a compris aussi à l'Hôtel de Ville que soutenir ou organiser une brillante manifestation culturelle ce n'est pas seulement satisfaire une poignée d'amateurs, au nombre forcément limité, c'est peut-être donner envie à d'autres d'y participer et, à coup sûr, flatter l'amour-propre de tous les Parisiens.

Priorité donc à la culture, décida le maire dès le début de sa mandature. En chiffres au moins les résultats sont voyants. Le budget attribué à la direction des affaires culturelles de Paris avait doublé de 1971 à 1977. Il a quintuplé de 1977 à 1983, atteignant pour le dernier exercice la somme de 675 millions de francs.

Avec un tel viatique et 2 500 fonctionnaires, MM. Pierre Bas, adjoint chargé de la culture, et Michel Boutinard-Rouelle, le jeune énarque que le maire a placé à la direction du service, disposent de plus d'argent et de plus d'hommes que le ministre de l'environnement pour toute la France.

Un quart des crédits pour la musique

L'utilisation de ce pactole est des plus classiques : en gros, le quart des crédits sont affectés à la musique, 22 % au théâtre, à peu près autant aux bibliothèques, le reste allant aux musées (13 %) et à l'entretien des monuments (3 %).

Si l'on utilise une autre grille pour analyser ce budget, celle de la répartition entre les opérations de prestige et les actions de terrain, on observe que les grands orchestres, les salles et les troupes en renom, les festivals, les achats d'œuvres d'art, les musées, la restauration des édifices, ont absorbé les deux tiers des crédits, le reste allant aux conservatoires, aux bibliothèques, aux théâtres et aux ateliers de quartier.

Pour le « haut de gamme », la Ville accorde des subventions à une demi-douzaine de formations musicales comme l'Orchestre de Paris, dirigé par Daniel Barenboïm et emmené par lui aux quatre coins du monde, l'Ensemble orchestral de Paris, les Concerts Colonne, Lamoureux et Pasdeloup. De même, la Ville finance le Festival estival, le Festival de musique sacrée et même, depuis peu, un festival de jazz.

Ce dont on est le plus fier, c'est de la restauration du Théâtre musical de Paris, autrement dit le Châtelet, où alternent opéras, opérettes, spectacles de danse et concerts ouverts à de jeunes talents. Juste en face, au Théâtre de la Ville, dont la partie technique vient d'être entièrement refaite après un incendie, les Parisiens sortant de leur bureau peuvent, chaque jour à 18 h 30, faire une pause musicale avant de rentrer chez eux.

Pour le théâtre, la municipalité a décidé d'aider pratiquement tout le monde sous une forme ou sous une autre. *« D'abord, nous avons hérité de ce qui se faisait avant nous »*, explique M. Pierre Bas. *« La situation était catastrophique ; le théâtre privé était littéralement sinistré, en voie de disparition. »* Non content de financer « son » Théâtre de la Ville, efficacement animé par Jean Mercure, la municipalité subventionne, parfois avec l'État, une quinzaine de jeunes troupes, le Carré Silvia Monfort, la Compagnie Valère-Desailly et la Compagnie Renaud-Barrault (pour 10 % seulement) et quatre théâtres d'arrondissement spécialement fondés pour tenter d'apporter l'art dramatique jusqu'au fond des 13e, 14e, 15e et 19e.

Paris participe aussi pour près de 18 % au Fonds de soutien du théâtre privé, qui aide 52 salles dans la capitale. Pour faciliter leur fréquentation, les services de l'Hôtel de Ville vont ouvrir un kiosque situé devant la Madeleine. Grâce à un mini-ordinateur et à une liaison par cyclistes, on pourra y acheter des places à prix réduit pour le soir même et dans tous les théâtres privés. Ce système, que les directeurs de salle ont été incapables de monter eux-mêmes, était attendu depuis longtemps... Enfin, la Ville coproduit chaque année, avec le ministère de la Culture, le Festival du Marais, qui a beaucoup vieilli, et le Festival d'automne, plus novateur.

Les spécialistes reconnaissent qu'il s'agit là d'un effort appréciable. Au cours du mois de janvier 1983, les amateurs pouvaient faire leur choix entre 35 spectacles différents montés par les troupes directement aidées par la Ville. Sans compter les 50 pièces données dans les théâtres privés et nationaux.

Pourtant, au dire des connaisseurs, les résultats ne sont pas à la hauteur des fonds dispensés. *« Finalement,* entend-on, *les spectacles qui sont présentés restent très classiques et parfois médiocres. Avec les vieilles gloires qu'elle soutient, la Ville n'aurait-elle plus que le troisième âge du théâtre ? Les salles d'arrondissement s'essoufflent. Bref, avec de tels moyens, on devrait voir davantage de créations originales. »*

Musique et art dramatique, les deux piliers qui soutiennent depuis des lustres le prestige culturel parisien, sont donc solidement étayés. Pour la culture quotidienne, celle que l'on peut pratiquer presque au coin de la rue, la Ville a accompli un effort équivalent. Les onze musées municipaux (du Carnavalet jusqu'au Musée d'art moderne) ont été dépoussiérés, rajeunis et plus vigoureusement animés. Les entrées y ont doublé en six ans, passant de 648 000 à 1 200 000.

En ouvrant 11 bibliothèques nouvelles, la Ville s'enorgueillit d'avoir porté le nombre de ces établissements à 83. Ils ont prêté 4,3 millions d'ouvrages et un demi-million de disques en 1981, mais le nombre des utilisateurs réguliers ne dépasse pas 175 000, soit à peine 8 % de la population.

Même effort de modernisation dans les 17 conservatoires municipaux, mais avec leurs 13 000 inscrits ils ne reçoivent guère plus d'élèves qu'autrefois et on compte 1 000 demandes non satisfaites.

Tout cela, c'était encore l'héritage du passé. La véritable innovation introduite par M. Chirac, ce sont les « ateliers d'expression culturelle et de voisinage ». L'idée initiale consistait à créer des ateliers où des artistes auraient trouvé des conditions favorables à la création sous toutes ses formes. Il s'agissait en somme de renouer avec la tradition des « écoles de Paris », qui avaient porté autrefois le renom de la capitale à travers le monde.

Aide-toi le ciel t'aidera

Par la volonté du maire, il en a été autrement. Les ateliers, dont la responsabilité a été confiée au chef d'orchestre Francis Balagna, sont ouverts à tous ceux qui, sous la conduite d'un professionnel, veulent s'initier à une discipline touchant à l'art et à l'artisanat, puis se perfectionner. Cela va du vitrail au jazz en passant par l'art floral et la technique vocale, de la sculpture à la découverte du vin, de la bande dessinée au jardinage. Partis de zéro, les ateliers, installés en quarante points de Paris, sont au nombre de 350, proposent 148 disciplines différentes et reçoivent 12 400 personnes. Les listes d'attente s'allongent.

Des ateliers parisiens vont donc sortir au fil des années une quantité d'amateurs de bon niveau. Seront-ils de véritables créateurs ? L'avenir en décidera. Mais il ne faut pas compter sur ces « écoles du soir » pour animer le voisinage. Chacun vient, apprend, façonne, s'exprime et s'en va. L'artisanat y gagne sûrement, mais le quartier rien pour l'instant.

Ce rapide survol de la politique culturelle de la municipalité permet d'y déceler des lacunes. Si le jazz et la photo sont apparus récemment dans les préoccupations culturelles de la Ville – à l'instigation de M. Boutinard-Rouelle, – l'architecture, la musique populaire, le cinéma, les sciences et les techniques restent des parents pauvres. On attend en vain les colloques nationaux ou internationaux que la Ville pourrait organiser sur des thèmes culturels.

Tout en reconnaissant que les choses ont changé depuis 1977, que la Ville a fait appel à des hommes de bonne volonté et engagé un effort financier, les élus socialistes et communistes restent critiques à l'égard de M. Chirac. Ainsi, M. Jack Lang, conseiller de Paris et ministre de la culture. *« Le maire avait des ambitions,* dit-il en substance, *elles ne se sont pas concrétisées. Le Châtelet n'est pas devenu l'opéra populaire de création que l'on annonçait, les théâtres d'arrondissement ne se sont pas multipliés, les artistes qui accourent vers Paris n'y trouvent ni accueil, ni bourse, ni atelier, les chanteurs et groupes de rock n'ont ni lieu de répétition ni salle de spectacle, on ne fait rien pour le cinéma et il n'y a aucune école d'art alors que quarante municipalités de province en possèdent. La Ville ne remplit de manière satisfaisante ni son rôle d'animation culturelle dans les quartiers ni celui de grande métropole favorisant la création. »*

« On compte encore et toujours sur l'Etat, ajoute M. Lang, *mais, avec le formidable appel créé par la régionalisation, cette situation ne pourra pas durer. Quelle que soit la couleur politique de son maire, Paris devra consentir désormais un gros effort de rattrapage culturel. Les crédits du ministère de la culture vont aller chaque année davantage vers le reste de la France. »*

Le ministre et ses amis politiques estiment que Paris est encore pour son budget culturel *« la lanterne rouge de toutes les grandes villes »*. Sur ce point, la bataille des chiffres fait rage. Les Parisiens, eux, se soucient peu de ces pugilats statistiques. Selon le dernier sondage effectué à la fin de 1981, ils apprécient les efforts de la municipalité. Parmi douze domaines soumis au jugement des personnes interrogées, la vie culturelle est située au second rang pour les améliorations constatées.

Prochain article :

L'ÉQUILIBRE VOITURES-PIÉTONS

Moins qu'en province

Quel prix Paris paye-t-il pour la culture ? La comptabilité de la Ville étant à la fois désuète et peu détaillée, il n'y a pas pour l'instant de réponse simple à cette question. *En 1978, le budget total* (fonctionnement et investissement) voté pour la direction des affaires culturelles se montait à 170 millions de francs. Or les sommes servant à alimenter les maisons de jeunes et de la culture, à payer les maîtres enseignant la musique et le dessin dans les écoles, à couvrir la fraction « culture » des frais de l'administration générale ne figuraient pas dans ce total.

Pour le ministère de la culture, qui a mené sur cette année-là une enquête minutieuse à travers toute la France, la Ville de Paris aurait dépensé effectivement 195 millions de francs pour la culture, soit beaucoup plus que ce qu'elle annonce. Cette somme *ne représentait pourtant que* 3,2 % de son budget global et 126 francs par habitant.

Par comparaison et selon les mêmes critères, les métropoles régionales consacraient en *moyenne – toujours en 1978 –* 12 % de leur budget à la culture, soit 213 francs par habitant. Qu'en est-il aujourd'hui ? Un rapport du ministère de la culture en cours de préparation le révélera peut-être, mais... après les élections.

M. A.-R.



DES SONDAGES CONTESTÉS

Quatre sondages réalisés par Ipsos entre le 3 et le 20 janvier pour *le Point* et Europe 1 à Reims, Strasbourg, Lyon et Nantes font l'objet de « réserves » émises par la commission des sondages. La commission estime que ces enquêtes « *ont été conduites dans des délais très courts* » et que « *les enquêteurs étaient, dans leur majorité, des vacataires récemment recrutés et de peu d'expérience* ». Elle « constate », d'autre part, « *une concentration excessive des points d'enquêtes, plusieurs entretiens ayant parfois eu lieu à une même adresse* ».

Interrogé, l'institut Ipsos souligne qu' « *il a recruté en novembre et en décembre 1982 plus de trois cents enquêteurs et que, pour chaque enquête urbaine, douze à quatorze enquêteurs tournent quotidiennement sous la responsabilité d'un chef d'équipe* ». L'institut précise que « *la vérification des personnes interrogées révèle que deux ou trois enquêteurs ont effectivement travaillé dans des zones assez réduites parce qu'il s'agissait de grands ensembles* ».

● *Le comité départemental du R.P.R.* des Alpes-Maritimes, présidé par M. Emmanuel Aubert, député et maire de Menton, a décidé d'exclure définitivement pour indiscipline sept *militants* du mouvement. Il leur est reproché d'avoir enfreint les accords électoraux nationaux en acceptant de figurer *sur les listes* d'opposition « dissidentes » de MM. Fernand Icart, ancien ministre (U.D.F.), à Nice, et Francis Palmero, sénateur (Union centriste), à Menton.

La tournée de M. Giscard d'Estaing en « Vendée provençale »

M. Giscard d'Estaing ne croit plus aux meetings, ne croit plus aux « programmes », ne veut pas parler de politique. Le « contact » seul compte. Il l'a dit, répété tout au long de ces cinq journées qu'il a passées dans le Midi à l'initiative de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, député P.R. des Bouches-du-Rhône, candidat à la mairie de Marseille. Après Nîmes et Montpellier vendredi, Béziers samedi, il était lundi 21 février dans les Bouches-du-Rhône, aux Saintes-Maries-de-la-Mer, à Tarascon, à Graveson, à Rognonas et à Marseille, dont il devait, mardi, visiter les quartiers populaires. Que ce soit devant cent personnes ou plus d'un millier, il s'est efforcé de garder le ton de la conversation entre amis, avec ce qu'il faut de souvenirs en commun, d'anecdotes et de conseils. Il n'était plus question que de « sensibilité », de « générosité », de « chaleur », à tel point que l'on a pu se demander si M. Giscard d'Estaing ne voulait pas adopter le slogan choisi par le candidat socialiste à la mairie de Paris qui deviendrait alors « Giscard tendresse ». Mais il est vrai que M. Giscard d'Estaing n'est, de son propre aveu, candidat à rien.

De notre envoyée spéciale

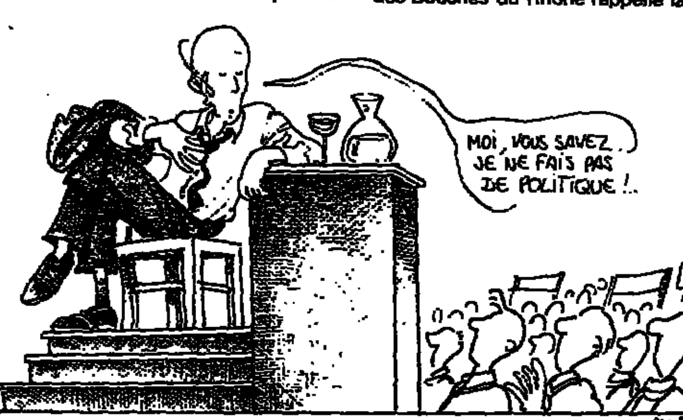
Marseille. – Lundi, la journée commence aux Saintes-Marie-de-la-Mer, à l'extrême nord du département, dans cette commune où M. Gérard Jouve, R.P.R., tête de liste d'union de l'opposition, affronte le maire sortant socialiste, M. Hubert Mano. Au côté de M. Jean Francou, sénateur (U.C.D.P.) des Bouches-du-Rhône, M. Jouve attend, avec un petit comité d'accueil, l'ancien président de la République. Une demi-heure de retard, déjà. Enfin, « il » arrive. Les gardians enfourchent leurs chevaux, les musiciens donnent du galoubet, l'Arlésienne se précipite à la rencontre « du président ». Un petit déjeuner réunit tout le monde, dans la salle à manger de cet hôtel du bout du monde. Un peu plus tard, devant la permanence de l'U.D.F., l'ancien président connaît une première bousculade. « *Les élections, c'est une question de contacts. Les gens croient que ce sont des programmes qui font gagner !* », s'exclame-t-il. La grande foule n'est pas encore là, mais déjà de petits groupes de sympathisants se sont formés. Le cortège d'une trentaine de voitures reprend la route. Il faut « rallier » Tarascon. La foule y est plus dense. « *Giscard ! Giscard !* », *le ton est donné. Dans la rue étroite* qui mène à la permanence de l'U.D.F., c'est à qui serrera la main de l'ancien président de la République, c'est à qui pourra obtenir une dédicace. M. Giscard d'Estaing, très souriant, encourage la candidate de l'opposition, Mme Thérèse Aillaud (*des Clubs Perspectives et Réalités*), qui se présente contre le maire socialiste, M. Lalauze. Il a aujourd'hui la voix enrouée, mais, c'est promis, ce soir il pourra, dit-il, « *rivaliser avec Caruso* ». En guise d'au-revoir, il lance : « *Bon travail, bon courage.* »

A l'abbaye de Frigoulet, un déjeuner l'attend, lui et les élus qui l'accompagnent. A table, M. Giscard d'Estaing tombe la veste. Là encore pas de discours mais des conversations bon enfant entre voisins. L'après-midi, c'est au tour des « *amis* » de M. Gaudin dans leurs petites communes de Graveson et de Rognonas, au cœur de ce qu'on appelle ici la « *Vendée provençale* » – parce qu'on y vote toujours à droite, – d'accueillir l'ancien président de la République. A Graveson – trois mille deux cents habitants, – le maire, M. Raoul Bonjean, est tout ému. « *Vous êtes*, dit-il à M. Giscard d'Estaing, *le premier président de la République à nous rendre visite. C'est extraordinaire.* » L'« accident » du 10 mai 1981 est oublié.

Réfléchir avec vous

M. Giscard d'Estaing remercie de la « *confiance* » témoignée en 1974 et 1981. Il ne vient pas faire de la « *politique politicienne* », mais « *réfléchir avec vous à ce qui est bon pour la France* ». « *Dans cette région sensible, imaginative et ardente, on entendra demain une voix* », promet-il. Quelques kilomètres plus loin, à Rognonas, l'accueil est tout aussi chaleureux. Une centaine de personnes patientent au pied de la mairie. Au balcon apparaissent le maire, M. Alain Pinet, et M. Giscard d'Estaing. Là encore celui-ci affirme : « *Je ne viens pas vous parler politique. Je viens comme un ami qui partage vos soucis, vos inquiétudes, vos espoirs, sans cette idée fratricide d'une France dont une moitié s'acharne à critiquer l'autre, à la dénigrer.* » Voilà pour la « Vendée provençale ».

M. Giscard d'Estaing reprend le chemin de Marseille. Après une courte visite au *Méridional*, le quotidien dont n'a pas à se plaindre M. Gaudin. Une séance de dédicace est prévue au Palais des congrès. Plus de mille personnes, *Une passion nommée Marseille* (1) sous le bras, attendent debout dans le hall. A la tribune, M. Hyacinthe Santoni, député R.P.R., des candidats de la liste Changeons Marseille, et , venu en voisin, M. François Léotard, secrétaire général du P.R., mais aussi M. Edmond Alphandéry, député U.D.F.-C.D.S. de Maine-et-Loire. Cris. Applaudissements. Bousculade. M. Giscard d'Estaing a droit à une belle ovation. M. Gaudin est ravi. Il est dans « sa » ville, il accueille « son » président, que demander de plus ? La mairie peut-être. Le député des Bouches-du-Rhône rappelle la situation politique à Marseille, où, depuis 1978, « *la majorité présidentielle hier, l'opposition républicaine aujourd'hui, n'a cessé de progresser. Nous allons encore progresser. Nous allons gagner parce que nous avons conclu les bonnes bases d'une union de l'opposition* », affirme-t-il. M. Defferre, qui « *s'est allié aux communistes parce qu'il n'a pas pu faire autrement* », M. Giscard d'Estaing a droit aux huées.



(Dessin de PLANTU.)

C'est vrai, il avait bien promis à M. Gaudin *un poste de ministre, s'il* avait été réélu à la présidence de la République. « *Mais voilà*, explique-t-il, *cela n'a pas tenu à lui, mais à moi.* » L'ancien président de la République s'amuse, il rit, et la salle applaudit. Puis, pour la première fois en public, M. Giscard d'Estaing affirme : « *Cette victoire de la majorité actuelle en 1981, je l'avais vu venir depuis longtemps. De 1978 à 1981, j'ai vu la victoire s'éloigner de nous parce que le combat n'était pas mené avec suffisamment d'ardeur.* » L'opposition ? « *Il faut que chaque Français sente qu'elle lui apporterait quelque chose de meilleur, qu'elle n'apparaisse pas comme une force de revanhe, encore moins de revanche sociale.* »

Il lui restera encore un filet de voix pour porter plus tard, sur le Vieux-Port, un toast en l'honneur de M. Jean-Claude Gaudin : « *Demain, je marcherai derrière vous,* lui dit-il, *car c'est quand même vous le candidat.* » Demain, c'est-à-dire lors de la visite des quartiers populaires de Marseille.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) *Une passion nommée Marseille*, Jean-Claude Gaudin, chez Albin Michel. 65 F.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Barre : ils sont là

« *Même si les élections municipales sont gagnées par l'opposition – et elles le seront à mon avis, – elles ne changeront rien* », a affirmé M. Raymond Barre, lundi 21 février, à Vienne (Isère). « *Ce ne sont pas les socialistes qui se feront hara-kiri. Ils sont là et ils veulent y rester.* » Selon l'ancien premier ministre, 1983 sera « *l'année sans doute la plus difficile qu'aura connue l'Europe. Mais en 1984, grâce notamment à la reprise aux Etats-Unis, la conjoncture pourrait être meilleure* ».

M. Monory (C.D.S.) : quand les communistes auront des états d'âme...

M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne, a estimé à vingt-cinq ou trente le nombre de villes de plus de trente mille habitants que l'opposition est en mesure de gagner. Les élections municipales *ne permettent pas d'exprimer, selon lui, un vote-sanction.* « *Le véritable rendez-vous pour le président de la République*, a-t-il dit, *sera le jour où, pour des raisons soit de politique intérieure, soit de politique extérieure, les ministres communistes auront des états d'âme.* »

M. Delors : les sans-culottes

« *Le tort de la droite est de sous-estimer le bon sens des Français et de nous traiter comme des sans-culottes* », a déclaré M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, lundi 21 février, à Saint-Dié. M. Delors a dénoncé « *le mépris de l'alternance affiché par les trois cavaliers de l'Apocalypse* » (MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre).

« *La rigueur, il en faut tout le temps*, a-t-il également déclaré. *Le comptage mois par mois de la rigueur est ridicule.* »

M. Rocard : des chaînes pour l'hiver

M. Michel Rocard continue de donner des cours de météorologie économique. Lundi 21 février, à Grenoble, il a déclaré : « *Nous sommes dans l'hiver économique. Quand la météo annonce qu'il faut mettre des chaînes, vous ne fermez pas la radio. (...) Il faut savoir mettre des chaînes.* » « *Planifier*, a-t-il ajouté, *consiste à ne pas raconter d'histoires sur le temps.* »

M. Delanoë (P.S.) : désinvolture

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a déclaré, lundi 21 février : « *Il est urgent pour la droite que la campagne municipale se termine. Si ça continue, ses chefs de file ne pourront plus faire une déclaration sans contredire celle qu'ils ont faite la veille. La droite est désinvolte vis-à-vis des électeurs dans sa course à l'incohérence. On ne sait plus au R.P.R. qui nationalise, qui dénationalise, qui renationalise. Quant à Valéry Giscard d'Estaing, il a jeté à la rivière, avec sa rancune, ses scénarios. Il dénationalise les élections municipales.* »

M. Jobert : en mal d'affection

« *La nouvelle loi électorale n'est pas affectueuse pour les petites formations* », a remarqué M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, président du Mouvement des démocrates, lundi 21 février, à Longuyon (Meurthe-et-Moselle). Ce mouvement, a souligné M. Jobert, est « *le rassemblement des gens qui n'ont pas envie de se retrouver dans le cadre des partis* ».

PRÉCISION. – A la *suite de* l'article sur la campagne municipale à Strasbourg (*le Monde* du 12 février), Mme Catherine Trautmann et *M. Roland Ries, signataires* de la motion C au congrès de Metz (courant rocardien), nous précisent qu'ils occupent respectivement la *septième* et la *quatrième place sur* la liste de M. OEhler, candidat socialiste à la mairie de Strasbourg. Ainsi, les représentants du courant rocardien *ne se retrouvent* pas, contrairement à ce que nous écrivions, relégués dans le meilleur des cas à la treizième place.

● PRÉCISION. – Dans l'article du *Monde* du 5 février, rendant compte du communiqué publié par le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL), des erreurs typographiques ont déformé la fin de ce texte qu'il aurait fallu lire comme suit : « *Le comité permanent du CIEL sera chargé d'appeler à une résistance et d'exiger pour la France la désétatisation, là où elle est nécessaire, pour rendre la parole à la société civile et restituer leurs chances, dans tous les domaines, à la liberté individuelle et à l'engagement personnel.* »

A TOURCOING

M. Dermaux (U.D.F.) à l'assaut d'une « enclave bretonne en terre flamande »

De notre envoyé spécial

Tourcoing. – La liste d'union de la majorité le dit sans ambages, en exergue de son programme électoral : « *Tourquennois, fiers de nos différences.* » Et des différences, Dieu sait s'il y en a à gauche. D'abord entre les *formations politiques, ce qui est* bien connu, mais surtout entre colistiers du parti socialiste, ce qui l'est moins. Il faudrait en fait *parler plutôt de divergences qui* ont empoisonné la vie municipale ces quatre dernières années. Des *désaccords* qui se sont accen*tués en raison* de la *personnalité* du maire sortant, M. Maurice Devloo, qui a dû renoncer à se représenter.

Au départ pourtant, l'arrivée de la gauche au pouvoir lors des élections municipales de 1977 s'annonçait sous les meilleurs auspices. *Après dix-huit années* de gestion timorée sous la houlette de M. René Lecocq, la majorité de l'époque s'était présentée *désunie à la bataille.* La gauche, loin d'être favorite dans cette cité modérée du Nord, l'emporta malgré tout, à la surprise *générale*, grâce *au charisme* et aux qualités incontestées de Guy Chatiliez. Fédérateur de tous les courants de la gauche socialiste, il devait décéder *deux ans* plus tard. C'est alors que commencèrent les zizanies et les avanies. Après un débat houleux entre le *courant héritier* de la S.F.I.O, représenté par M. Devloo, et celui proche de M. Michel Rocard, dirigé par M. Bernard Delbecque, la section socialiste de Tourcoing désigna *le premier pour succéder à* Guy Chatiliez. Ce ne fut pas le bon choix.

Chef de service à la Sécurité sociale, M. Devloo, non seulement n'est pas parvenu à refaire l'unité *après cette mini-guerre* de succession, mais il s'est attiré de sévères critiques de la part de plusieurs socialistes et notamment de M. Delbecque, qui dénonça publiquement son attitude et ses erreurs de gestion. Ce qui valut à ce dernier un retrait de délégation, *ainsi qu'à trois autres* adjoints. Puis un blâme, alors que la section et la fédération du P.S. avaient *demandé* son exclusion pour ce *manque* de discipline politique. Le maire, lui, bien qu'il n'ait pas été, de l'avis de nombreux *élus, à la hauteur* de sa tâche, a néanmoins *été* pressenti pour reconduire la liste de la majorité. Puis il y renonça, arguant des ennuis de santé mais en réalité sous les pressions de la fédération, inquiète de sa mauvaise image de marque.

M. Christian Odoux, un jeune professeur de trente et un ans, *ancien militant du* CERES, *mais* aujourd'hui dans la ligne du maire sortant sorti, fut désigné pour conduire *la liste de la majorité. M. Devloo, pour sa part,* continue à gérer les affaires courantes, mais il s'est fait discret.

Un forcing imposant

Affaiblie par ces luttes in*ternes, la municipalité sortante* tente de redonner l'image de l'unité et du renouveau en présentant sur ses affiches les portraits des trois têtes de liste, MM. Christian Odoux, Jean-Pierre Balduyck et Christian Maes. Cela suffira-t-il pour refaire le terrain perdu, d'autant que la liste d'opposition, conduite par M. Stéphane Dermaux (U.D.F.), fait un forcing imposant ? « *La victoire est plausible*, dit-il ; *si nous ne gagnons pas maintenant, alors la gauche est installée à la mairie pour vingt-cinq ans.* »

C'est vrai que M. Dermaux ne pouvait *espérer de meilleures* conditions pour reconquérir la mairie de cette ville de 98 000 habitants. Du pain béni *pour ce conseiller général réélu* avec une confortable avance aux dernières cantonales. M. Dermaux, cinquante-trois ans, vice-*président départemental du parti* républicain, sera difficile à battre, reconnaissent ses adversaires. Il avait échoué de près de deux cent *quatre-vingt-seize voix au* premier tour des élections législatives de 1978 dans une primaire avec le R.P.R., M. Serge Charles. Il avait *laissé le champ* libre en 1981 à ce député sortant, maire de Marcq-en-Barœul, à condition de pouvoir briguer l'hôtel de ville de Tourcoing, bien qu'ayant *toujours affirmé que* le député de la circonscription devrait être un Tourquennois.

Sa campagne est axée principalement sur trois thèmes, reproduits par des affichettes : « *Six ans d'insécurité ; six ans de gaspillages ; six ans de querelles* ». M. Dermaux, très connu à Tourcoing, dénonce « *le déclin politique de la ville* » et fustige la gestion de la municipalité sortante. « *La pression fiscale et les frais de fonctionnement ont été multipliés par trois et l'endettement par quatre* », fait-il remarquer. Il a beau jeu de s'étonner de voir la gauche s'appuyer sur un bilan qu'elle estime positif, alors que son maire ne se représente pas. Il critique le plan de circulation, la construction de la salle Chanzy, un immense complexe sportif qui a coûté 60 millions de francs et ne rend grâce à l'équipe sortante que pour son action sociale et sportive. Président de l'office public H.L.M., il s'inquiète de la montée de l'insécurité, prônant « *la création d'une forme de police municipale et des équipes de maîtres chiens* ». « *Quand M. Badinter parle de délinquance, je me demande s'il sait ce que c'est* », indique-t-il.

La gauche, quelque peu trau*matisée par ses divisions, paraît* sur la défensive. Elle met cependant ses réalisations en avant, faisant valoir qu'elle a fait « *davantage en six ans que la droite en dix-huit ans* ». M. Jean-Pierre Balduyck, second de la liste de la majorité et vice-président du *conseil général, souligne* les efforts faits dans le domaine sportif, culturel, social, et estime que M. Dermaux « *est un homme seul* », *qui a repris dans son* équipe trop d'anciens conseillers d'avant 1977. Quinze au total en réalité. La municipalité sortante espère *bénéficier du retour* en force de la gauche à l'échelle nationale et compte sur la dispersion des voix de l'opposition sur deux listes concurrentes de celle de M. Dermaux ; celle de « Tourcoing-Avenir-Progrès », menée par M. Théodore Siuch, un centriste, et celle « *de la troisième voie* » *proche de* l'extrême droite, conduite par M. Carton, un transporteur.

Tourcoing restera-t-elle à gau*che après avoir donné une faible* majorité à M. Valéry Giscard d'Estaing lors de l'élection présidentielle ? Contrairement à ses grandes *sœurs de la* communauté urbaine, Roubaix et Lille, cette cité textile est, selon l'expression de M. Balduyck, « *une enclave bretonne en terre flamande* ». Près de la moitié de ses enfants en effet sont dans des établissements privés et la tradition ouvrière y est moins puissante que chez ses voisines. « *Toute élection* à *Tourcoing passe par les chrétiens* », fait remarquer M. Dermaux, défenseur de l'école privée et fidèle collaborateur, depuis trente-deux ans, d'une filature de tapis. Une maison dans laquelle il est entré après son service militaire comme employé aux écritures, avant de grimper un à un les échelons pour devenir directeur commercial.

Cet homme à l'aspect tranquille et rassurant, qui « *a toujours eu beaucoup d'amiration pour l'intelligence de Valéry Giscard d'Estaing* », est-il un notable ? « *Je ne dois rien à ma naissance*, répond-il. *Ce que je suis aujourd'hui, je le suis parce que je suis Stéphane Dermaux.* »

MICHEL BOLE-RICHARD.

POLITIQUE

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

La gauche devant le «mur de l'emploi»

Le chômage : quelle accusation plus forte la gauche pouvait-elle formuler contre l'ancienne majorité dans ces régions du Nord et de l'Est où la crise atteint de plein fouet, depuis dix ans, des industries vieillissantes ? Au-delà des choix politiques traditionnels, on avait voté contre le chômage, en avril, mai et juin 1981, à Dunkerque comme à Thionville, à Valenciennes et à Longwy, à Charleville et à Mulhouse.

Comment l'action de la gauche est-elle jugée, vingt-deux mois plus tard, dans ce domaine ? Le Nord-Pas-de-Calais a bénéficié, au cours du premier semestre de 1982, de la relance de la consommation, et, fin décembre, on y dénombrait 175 713 demandeurs d'emploi, soit 4,2 % de plus qu'en décembre 1981 : l'augmentation est inférieure à la moyenne nationale (+ 5,8 %), mais le taux de chômage de la région se situe à 12,3 %, au lieu de 9,35 % pour la France entière.

Les zones les plus touchées sont le Calaisis (17,9 % de chômeurs), le Boulonnais (14,4 %), Dunkerque (14 %), le Valenciennois (14,6 %). La gauche, depuis toujours majoritaire dans la région, doit faire face à la déception des espoirs qu'elle avait entretenus lorsqu'elle critiquait la politique du pouvoir central. Retrouvera-t-elle à ses côtés, les 6 et 13 mars, l'intégralité de l'électorat qui lui était acquis lorsqu'elle dénonçait la situation qu'elle doit aujourd'hui assumer ?

I. — *Dans le Nord : négocier la crise*

De notre envoyé spécial PATRICK JARREAU

Denain. — Le 21 février 1979, le bureau exécutif du parti socialiste, réuni solennellement à Denain, adoptait à l'unanimité un « contre-plan acier », opposé aux cinq mille suppressions d'emploi, dont l'annonce avait mis la ville au bord de l'émeute, quelques semaines auparavant. Présentant ces propositions, ce même 21 février 1979 à Metz, M. François Mitterrand avait affirmé que la capacité de production minimale de la sidérurgie aurait dû être de 31 millions de tonnes à l'horizon 1981, au lieu des 28 millions de tonnes prévues par le gouvernement d'alors. Pour Denain, le P.S. demandait des investissements capables de rentabiliser les installations existantes, notamment le train à bandes, qui emploie, aujourd'hui, mille cent personnes.

« *Deux ans après, ils prennent le pouvoir. Tout le monde se dit : le train à bandes est sauvé, on est tranquilles pour sept ans.* » M. André Bauduin, représentant syndical C.F.D.T. au comité d'établissement d'Usinor, rappelle ainsi l'« *euphorie* » qu'avaient ressentie les Denaisiens au printemps de 1981. Il n'aura pas fallu beaucoup plus d'un an pour qu'ils déchantent. Le plan de restructuration de la sidérurgie, définitivement arrêté en septembre 1982, prévoit l'arrêt du train à bandes en 1984. Lorsque M. Pierre Mauroy vient à Denain, le 26 novembre, il est conspué et même quelque peu bousculé par les sidérurgistes. « *C'est l'effet de la désillusion*, explique M. Bauduin. *On leur reproche d'avoir trop promis.* »

Dans ce bassin de Valenciennes, atteint par la crise de la sidérurgie et le déclin du charbon, les forces de gauche avaient opté pour une dénonciation systématique de la politique de M. Raymond Barre. Le parti communiste, qui détenait ici une suprématie accentuée lors des élections législatives de mars 1978, se prononçait pour un objectif de 35 millions de tonnes d'acier. Les socialistes craignaient de donner prise à l'accusation de double langage s'ils ne dénonçaient pas les choix de la Commission européenne et s'ils n'adoptaient pas, eux aussi, des perspectives d'évolution de la sidérurgie plus ambitieuses. La C.F.D.T., qui reprochait aux deux partis de tomber dans le piège d'une surenchère démagogique, était accusée de défaitisme.

Un meilleur traitement social

M. Alain Bocquet, député, premier secrétaire de la fédération communiste du Nord, conduit la liste d'union de la gauche, pour les élections municipales, à Valenciennes, contre celle du maire sortant, M. Pierre Carous, sénateur (R.P.R.). Il estime que la position de la C.F.D.T. avait en effet gêné, en 1979, une mobilisation qui aurait pu permettre de limiter les dégâts. Ce sont deux stratégies qui s'opposent. Les cédétistes de Denain se réclament du réalisme, auquel ils attribuent *leur progression* lors des élections d'octobre 1982 au comité d'établissement d'Usinor, alors que la C.G.T. a subi un important recul.

L'ironie veut que ceux qui avaient contesté le plus radicalement les mesures appliquées en 1979 doivent, aujourd'hui, en accepter d'équivalentes, tandis que les modérés d'hier se sont mués en opposants. Pour autant, le P.C.F., solidement installé à la mairie, ne paraît pas menacé de la perdre.

Le cas de Denain est exemplaire de certaines situations provoquées par le marasme de la sidérurgie. Assurés de perdre leur emploi, les sidérurgistes cherchent à obtenir du gouvernement le meilleur « traitement social » possible de la condition qui leur est faite. Les responsables C.F.D.T. d'Usinor demandent la reconduction de la convention sociale de décembre 1979 « *jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de problème à Denain* ». Ils se méfient des possibilités de reclassement évoquées par la direction d'Usinor et des conversions annoncées par les pouvoirs publics.

« *Mauroy a promis mille emplois quand il est venu ici*, rappelle M. Bauduin, *mais, pour le moment, il n'y que les soixante-dix emplois du service de liquidation des transports des armées qui se mettent en place.* » Les emplois offerts ou annoncés sont jugés « *peu attractifs* » pour les sidérurgistes, qui risquent de subir à la fois une perte de qualification et de statut social et qui se demandent, au surplus, dans quelle mesure ces emplois peuvent être considérés comme sûrs. L'installation, par Renault, d'une unité de robotique de trois cents emplois ? Selon les syndicalistes, les sidérurgistes n'ont ni ne peuvent acquérir les connaissances nécessaires pour y travailler ; la plupart d'entre eux, entrés à l'usine à quatorze ans, n'ont pas reçu une formation de base leur permettant de se reconvertir. Il n'y aurait pas d'autre solution, pour eux, qu'un emploi dans une autre unité d'Usinor, ou bien la mise en préretraite ou en dispense d'activité.

« Combats d'arrière-garde »

Ce qui se passe à Denain est significatif d'un état d'esprit fait de méfiance à l'égard de ceux qui prennent les décisions et de recherche des garanties qu'un pouvoir de gauche peut permettre d'obtenir. Beaucoup ont le sentiment de mener ce que M. Mitterrand avait appelé, en 1979, des « *combats d'arrière-garde* ». Nombreux, d'ailleurs, sont ceux qui renoncent. « *Il n'y a plus de mobilisation quand une boîte ferme* », observe M. Francis Philippe, permanent C.F.D.T. du Valenciennois. La lutte menée à Usinor-Denain est, en effet, isolée, l'effondrement de la sidérurgie vient après quinze années de réduction de l'activité des houillères. Dans une région où la vie économique s'organisait essentiellement autour de ces deux secteurs et où, dit-on, le fils succédait au père à l'aciérie ou à la mine, un tel bouleversement est difficile à surmonter. « *Il faudra une génération pour s'en sortir* », estime M. Alain Turut, responsable du P.S. pour l'arrondissement de Valenciennes.

Dans l'opposition, on reproche à la gauche d'avoir, pour conquérir le pouvoir, favorisé des illusions qu'elle doit décevoir aujourd'hui. M. Jacques Legendre, maire (R.P.R.) de Cambrai, ancien secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, se rappelle les injures qui lui étaient adressées, au moment de la crise de Denain, lorsqu'il visitait la circonscription où il avait été réélu en mars 1978. Puisque la gauche affirmait que l'on pouvait faire autrement, la droite ne pouvait agir comme elle le faisait que parce qu'elle était... la droite.

Il faut croire que M. Legendre avait eu au moins un doute, puisqu'il confie, aujourd'hui, avoir songé alors à quitter le gouvernement de M. Raymond Barre. « *Les mêmes hauts fonctionnaires font les mêmes erreurs* », observe-t-il à propos de Denain. Le problème de la conversion n'est pas plus résolu aujourd'hui qu'hier. La S.M.A.N., unité de montage de moteurs du groupe P.S.A., installée à Trith-Saint-Léger, près de Denain, n'emploie, selon les délégués C.F.D.T. d'Usinor, que treize anciens sidérurgistes sur un effectif total de mille cinq cents salariés. Au moins ces emplois ont-ils été créés ; depuis 1981, la gauche, souligne M. Legendre, n'a à son actif aucune création comparable.

« *On en est aux balbutiements* », reconnaît M. Turut. Il faut recenser les besoins de formation en fonction des industries qui pourraient s'établir dans la région. Quant au charbon, la perspective d'un rééquilibrage des sources d'énergie sont obérées, d'une part, par l'augmentation du prix de revient observée en 1982 (voir *le Monde* du 1er février), et, d'autre part, par la baisse du prix du pétrole. Il y a là, cependant, selon les communistes, des possibilités de développement bien réelles, notamment par le recours aux techniques nouvelles de la gazéification, sans compter que la poursuite de l'exploitation traditionnelle pourrait permettre la création d'une industrie des équipements d'extraction compétitive à l'exportation.

Les communistes se félicitent de l'embauche de mille nouveaux salariés, depuis le printemps de 1981, dans les houillères du Nord-Pas-de-Calais, même si cette arrivée de jeunes inexpérimentés, s'ajoutant *à la réduction de la durée* du travail à trente-neuf heures, est en partie responsable de l'augmentation du coût de production unitaire. L'arrivée au pouvoir de la gauche a aussi permis, souligne M. Bocquet, de sauver l'entreprise de matériel ferroviaire, la Franco-Belge, dont les deux mille deux cent cinquante emplois étaient voués à disparaître. Le gouvernement — en l'occurrence M. Charles Fiterman, ministre d'État, ministre des transports ,— la R.A.T.P., la région, ont conjugué leurs efforts pour maintenir la société à flot et lui assurer des commandes. Au-delà de la Franco-Belge, M. Bocquet envisage de consolider, en le diversifiant, un secteur d'activité qui, dans le Valenciennois, emploie six mille cinq cents personnes.

Pour Denain, les socialistes parlent mystérieusement de deux projets « *en discussion* » (peut-être une usine Renault de deux mille emplois), que M. Mauroy pourrait annoncer lui-même, sur place, en mars ou en avril. Dans le Cambrésis, M. Jean Le Garrec, ministre de l'emploi, vainqueur de M. Legendre aux élections législatives de juin 1981 et chef de file de la gauche aux élections municipales (*le Monde* du 13 février), estime qu'il faut concevoir un projet d'ensemble de développement industriel : traiter le problème de l'emploi non plus comme une succession d'incendies à éteindre ni comme un exercice de « *pêche aux entreprises* », selon une expression de M. Legendre, mais comme une tâche collective, associant les pouvoirs publics, les élus, les industriels, les syndicats et les enseignants.

Du côté du patronat, M. François Pouille, secrétaire général du comité interprofessionnel social et économique (CISE) du Nord-Pas-de Calais, tient un langage qui n'est guère optimiste. « *La situation des entreprises est de plus en plus tendue* », souligne-t-il, en faisant état d'une progression des liquidations et des dépôts de bilan en 1982. « *Beaucoup d'entreprises ont été soutenues à bout de bras ces derniers mois*, explique M. Pouille, *mais les aides et les montages financiers s'épuisent.* » Pour M. Pierre Wendels, délégué aux entreprises de la fédération socialiste, l'explication est ailleurs. Certaines décisions de fermeture ou de *licenciement avaient été retardées* jusqu'à l'élection présidentielle. « *Nous avons affaire à un patronat rétrograde, qui joue un rôle politique et fait monter la température* », affirme M. Wendels.

Socialistes et gestionnaires

Les syndicats supportent d'autant plus mal de ne pas être davantage associés aux décisions et de ne pas avoir un droit de contrôle plus étendu. Le gouvernement a adopté, par exemple, une politique de défense du textile, qui représente quatre-vingt mille emplois dans la région, sans compter l'habillement. Des aides et des allégements de charges sont offerts aux entreprises qui s'engagent à investir. Or les investissements entraînent des gains de productivité, sur lesquels le patronat compte pour réduire la masse salariale. Les syndicats protestent contre l'insuffisance des moyens dont ils disposent pour s'opposer à cette attitude et faire valoir d'autres solutions. Pris entre ses devoirs d'élu socialiste et ses préoccupations gestionnaires, M. Jean-Pierre Balduyck, conseiller général, adjoint au maire de Tourcoing, assure que la synthèse est parfois difficile à faire. La bataille s'annonce difficile, pour la municipalité sortante, face à la liste que conduit M. Stéphane Dermaux (P.R.).

« *Nous ne sommes pas pris assez au sérieux par les politiques*, déclare M. Jean-Marie Toulisse, membre du secrétariat de l'union régionale C.F.D.T. *Le discours patronal est mieux reçu que le nôtre.* » M. Toulisse reproche à M. Mauroy d'avoir annoncé la négociation, avec la chambre de commerce, de contrats de solidarité qui devaient dégager dix-sept mille emplois, sans que les syndicats eussent été associés aux discussions. « *Si cela avait été le cas*, dit M. Toulisse, *on aurait peut-être obtenu que la proportion des emplois dégagés par réduction de la durée du travail soit supérieure à 5 %.* » Aussi la C.F.D.T. veut-elle intervenir dans le débat des municipales, en s'appuyant sur le plan de développement régional qu'elle a publié à cette occasion.

Plus généralement, admet M. Wendels, les militants de gauche espéraient un rôle plus important dans le « changement ». Ils n'ont pas le sentiment que le pouvoir ait vraiment changé de bord dans l'entreprise. Quant aux structures telles que les comités locaux pour l'emploi, « *les politiques*, dit M. Philippe, *en ont fait des tribunes pour leur propagande* ». Le problème de l'emploi est toujours là, et ceux qu'il concerne au premier chef n'ont pas l'impression de le maîtriser davantage. Ils considèrent cependant qu'il est plus facile de négocier avec la gauche au pouvoir.

Prochain article :

DANS L'EST : LA CHARGE DE M. RAUSCH

La majorité désunie à Dunkerque, à Douai et à Maubeuge

La gauche conservera-t-elle la mairie de Tourcoing, que Guy Chatilliez (P.S.), décédé en 1979, avait conquise, en 1977, avec plus de 52 % des suffrages ? Son successeur, M. Devloo, dont l'image de marque était mauvaise, a renoncé à se représenter. La bataille sera difficile pour M. Odoux, adjoint socialiste, qui va conduire la liste de gauche, face à M. Stéphane Dermaux (P.R.), et à deux autres listes, qui mettent en avant des préoccupations de caractère local.

A Roubaix, la concurrence devrait être moins pressante pour le maire sortant, M. Pierre Prouvost, (P.S.), qui se représente à la tête d'une liste P.S.-P.C.-M.R.G.-P.S.U. et retrouve son adversaire de 1977, M. André Diligent (C.D.S.). L'extrême gauche sera présente avec une liste L.O.-L.C.R., de même qu'une quatrième liste, « Roubaix aux Roubaisiens ».

A Lille, le premier ministre, qui a élargi sa liste en y faisant entrer deux P.S.U., ne devrait pas être inquiété par la liste d'opposition que conduit M. Bruno Chauvière (P.R.), mais les écologistes et l'extrême gauche, qui présentent chacun leur liste, l'obligeront sans doute à un second tour.

Dunkerque, Douai, Maubeuge : trois villes que les partis de gauche ne détiennent pas et où ils iront à la bataille désunis. A Dunkerque, M. Prouvoyeur (R.P.R.), maire sortant, trouvera sans doute trois listes en face de lui : une liste socialiste conduite par M. Jacques Bialski, sénateur, une communiste et une écologiste, particulièrement bien préparée à cette campagne.

A Douai, M. Senain, le maire sortant, socialiste dissident, ne se représente pas. M. Jacques Vernier (R.P.R.), présenté comme le dauphin, veut reprendre l'héritage, à la tête d'une liste d'opposition et de « senainistes ». Mais M. Marc Dolez (P.S.) entend bien lui disputer cet héritage, et, pour ne pas avoir de « fil à la patte », il a refusé de faire alliance avec le P.C., dont la liste sera conduite par M. Georges Hage, député.

C'est peut-être pour éviter ce genre de succession difficile que M. Pierre Forest a décidé de se représenter, à Maubeuge, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Cet ancien socialiste, qui avait quitté son parti quand M. Pierre Bérégovoy avait été désigné comme candidat par le P.S. pour les élections municipales de 1977, aura trois listes en face de lui : une socialiste, une communiste et une écologiste.

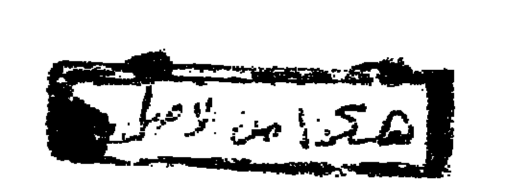
L'opposition divisée à Boulogne et à Calais

A Boulogne-sur-Mer, c'est avec une grande sérénité que le maire et député socialiste, M. Guy Lengagne, affrontera de nouveau le corps électoral. Il a consolidé sa position, depuis sa victoire à la tête de la gauche, en mars 1977, avec quelque 3 600 voix d'avance sur l'U.D.F. et le R.P.R., en enlevant, en juin 1981, le siège de député de Boulogne-Sud. Placé à la tête du Conservatoire national du littoral, il s'est surtout affirmé lors des rudes conflits de la pêche, où il a joué un rôle fort important de médiateur. M. Lengagne conduit une liste composée de vingt-sept socialistes, quatorze communistes et deux radicaux de gauche, face à une opposition divisée. MM. Jean-Pierre Dickès (R.P.R.) et Francis Leroy, ancien adjoint socialiste, maintenant U.D.F., conduiront des listes d'une composition assez voisine.

A Calais, M. Jean-Jacques Barthe, le maire et député communiste, conduira la liste d'union de la gauche composée de vingt-neuf communistes, dix-sept socialistes, deux radicaux de gauche et une personnalité de gauche. Une liste écologiste, soutenue par le P.S.U., est en cours de formation. L'opposition est très divisée. La candidature, imposée par le R.P.R., de M. Yvan Blot, « énarque » parisien, président du Club de l'Horloge, a été très mal accueillie sur place et a suscité de très vives controverses. Il y aura une autre liste, menée par un authentique Calaisien, M. Gérard Muys, inspecteur d'assurances, qui a été plusieurs fois candidat du C.D.S. dans cette ville. Une troisième liste est même apparue, se disant apolitique, constituée surtout de commerçants et conduite par M. Robert Macquaert, qui affirme « *en avoir assez de toutes les manœuvres partisanes* ».

La paisible ville de Saint-Omer est donnée par les pronostiqueurs comme l'un des points chauds du département. Le maire, M. Jean Saint-André, socialiste, présente un bilan positif, mais cette ville, pendant très longtemps, avait été gérée par les indépendants. C'est en 1977 qu'une liste d'union de la gauche (vingt et un socialistes, six communistes) l'avait conquise avec seulement 800 voix d'avance. Encore la gauche avait-elle profité d'une désunion dans la majorité de l'époque, qui avait provoqué une élection « triangulaire ». M. Jean-Jacques Delvaux, élu brillamment au conseil général en mars 1982, ancien conseiller municipal de 1971 à 1977, conduit, cette fois, une liste unie de l'opposition.

A Arras, fief du parti socialiste, où Guy Mollet avait, dès 1971, pratiqué une politique d'union de la gauche, le combat va se circonscrire entre M. Léon Fatous, qui avait succédé au leader de la S.F.I.O. en 1975, et un U.D.F.-C.D.S., M. Jean-Marie Truffier, conseiller général et maire de Marœul, petite commune voisine. C'est d'ailleurs ce que l'on met en relief à gauche, en insistant sur le « parachutage » de M. Truffier. Une liste écologiste pourrait obliger les électeurs à retourner aux urnes, pour un second tour, le 13 mars.



Le Monde

régions

Des communistes aux commandes

Périodiquement, l'opposition dénonce l'influence croissante que prendrait, directement ou indirectement, le parti communiste dans la vie nationale, tant dans les secteurs de l'industrie, des transports que dans ceux de la culture, de l'audiovisuel, de l'enseignement. C'est un fait que, depuis dix-neuf mois, quatre ministres communistes font partie du gouvernement et que plusieurs hauts fonctionnaires sont d'anciens responsables du P.C. Mais peut-on aller jusqu'à parler de « noyautage » ? Et surtout, comment sont appréciés, par leurs collaborateurs et leurs interlocuteurs, ces nouveaux grands commis « rouges » de l'Etat ?

Les deux reportages qu'on lira ci-dessous à propos du préfet de la Meuse, M. Maurice Siegel, et du recteur de Franche-Comté, M. Jean Gallot, tous deux communistes, analysent les modalités de l'accueil qui, sur le terrain, a été réservé à ces hauts fonctionnaires.

F. GR.

DANS LA MEUSE

Commissaire de la République cherche contacts avec les élus...

De notre envoyé spécial

Bar-le-Duc. — Pour les Meusiens de la majorité départementale (aujourd'hui dans l'opposition nationale), le nouveau préfet, *a priori*, cumule tous les défauts. M. Maurice Siegel est en effet un Parisien, un vrai, né à Paris il y a soixante ans et ayant fait toute sa carrière dans la capitale. C'est un « homme de bureau », un haut fonctionnaire qui a toujours travaillé dans la même administration : le ministère des finances et, en particulier, le service des pensions. Ce n'est donc pas un homme du « corps » bien introduit auprès de ses collègues de la « préfectorale ». Enfin, péché majeur pour les élus de l'opposition, M. Siegel est communiste. Un « préfet rouge » dans la Meuse ! Autant dire le loup dans la bergerie !

« Le préfet communiste, on l'a ressenti comme une certaine désinvolture à l'égard d'un département qui a tout de même envoyé deux députés socialistes au Palais-Bourbon », observe M. Rémi Herment, maire de Vigneulles, président du conseil général et sénateur (apparenté U.D.F.). Le chef de l'exécutif meusien voit même dans cette nomination une marque de *« mépris pour un département faible »*. D'autres, comme M. Jean-Louis Gilbert, maire de Void-Vacon, conseiller général d'opposition, y voient une punition. *« On a voulu nous pénaliser*, dit-il. *Dans un département pauvre comme le nôtre, envoyer un préfet qui vient d'un ministère et n'a aucune expérience du terrain n'est pas un moyen de nous sortir de la crise. J'aurais préféré un communiste technicien de l'économie... »*

Son collègue de Montiers-sur-Saulx, M. Luc Dessant, va plus loin. Pour lui, cette nomination d'un préfet communiste est *« une provocation »*, étant donnés la composition du conseil général (cinq élus de gauche sur trente-deux) et *le « tempérament des Meusiens »*, peu enclins au changement. Désinvolture, mépris, punition, provocation — quand ce n'est pas l'insulte, — voilà comment la majorité des élus meusiens ont ressenti la nomination de M. Siegel le 6 janvier 1982. Autant dire qu'il était attendu avec des pincettes, à défaut de l'escopette qui n'a pas cours dans le département !

L'accueil, naturellement, a été tout différent chez les élus de gauche. Le maire de Bar-le-Duc, M. Jean Bernard, député P.S. « unitaire » et fidèle de M. Mitterrand, ne voulait pas d'un préfet *« qui, chaque jour, attaque le gouvernement qu'il sert »* comme ce fut le cas, selon lui, de M. Pierre Costa, le prédécesseur de M. Siegel. *« J'avais écrit à Gaston Defferre pour qu'on envoie enfin un fonctionnaire loyal*, dit-il. *L'action de M. Costa a miné le terrain et faussé la venue de son successeur. On a voulu créer un climat de rejet. »* Pour le maire de Bar-le-Duc, ancien professeur d'allemand attentif à la vie politique d'outre-Rhin, toute interdiction professionnelle du genre *Berufsverbot* est assimilable au racisme. Il a donc bien accueilli le nouveau préfet.

Le maire socialiste de Commercy, M. François Dosé, a réagi comme il en a l'habitude : *« La philosophie du préfet n'est pas mon problème, elle ne l'a jamais été. Notre demande à nous est technique, pas politique. »* Cependant, M. Dosé reconnaît qu'il a perdu sa méfiance envers l'Etat, tout en gardant *« beaucoup de vigilance »* à l'égard de toute décision du pouvoir central. Son attitude rejoint celle de M. Daniel Mayer, maire de Bouligny et conseiller général communiste — *« le seul élu de gauche du département jusqu'en 1981 »*. M. Mayer, ancien directeur d'école, observe qu'*« un élu a toujours des désaccords avec l'administration centrale »*. La solidarité de parti, selon lui, ne joue pas avec un préfet qui *« est communiste à titre personnel, mais ne représente pas le parti dans le corps préfectoral, comme les ministres communistes représentent le parti au sein du gouvernement »*.

Nouvelle donne...

Attendu avec méfiance par beaucoup, M. Maurice Siegel a su désarmer les oppositions à sa personne et a réussi à séduire tout le monde. Même les élus les plus anticommunistes comme M. Gérard Longuet le reconnaissent implicitement. L'ancien député giscardien, manifestement agacé par un « ennemi » qui ne donne pas prise à la vindicte personnelle, dit seulement que *« les choses ne sont pas claires »*.

Voilà en effet un préfet *« très actif, très présent sur le terrain »*, dont le discours serait *« toujours très politique »*, mais qui déroute. *« On ne sait par quel bout le prendre*, avoue M. Longuet. *Politiquement, un préfet communiste dans la Meuse est un atout formidable pour les élus de l'opposition (« on vous a punis, vous qui êtes non communistes à 92 % »). Mais administrativement, ça me gêne. »*

Pour M. Pierre Rondeau, le chef du service intérieur de la préfecture, responsable du syndicat Force ouvrière, M. Siegel est *« un bon préfet »*, *« un homme d'une grande courtoisie, toujours disponible »* et même *« un des préfets les plus sympathiques que j'ai connus »*. Quant au maire de Commercy, dont le père était ouvrier tourneur et la mère femme de ménage, il a été heureusement surpris du changement : *« Ce qui m'a touché, on peut même dire ému, c'est l'image de l'Etat donnée par M. et Mme Siegel. Avant, c'était « la classe », qui montait à la tête de tous les collaborateurs du préfet et même des conseillers généraux. Aujourd'hui, c'est la simplicité, sans laisser-aller. Une nouvelle donne. »*

De fait, M. Siegel accepte volontiers tous les déplacements du simple citoyen. On l'a vu, par exemple, venir à Commercy assister à la première de *Danton* pour soutenir le ciné-club local et, comme le souligne le maire de Bar-le-Duc, *« il va là où ses prédécesseurs n'allaient pas, jusqu'aux petites réunions de coopératives agricoles »*. Même le président du conseil général, son nouveau « rival », le reconnaît : *« C'est un bon militant sur le terrain, un gros travailleur, qui ne manque pas une occasion de mettre en valeur la politique du gouvernement. »*

... ou situation explosive ?

Serait-ce la lune de miel en Meuse ? Non. Au contraire. Ne pouvant s'en prendre à l'homme, ni changer de gouvernement, les élus majoritaires du département se sont emparés de la loi de décentralisation et ont profité de la nouvelle répartition des compétences pour se retrancher dans une opposition butée. Prenant prétexte d'un litige surgi à propos des salons de réception de l'« hôtel du département » et des frais de représentation du nouveau commissaire de la République, le conseil général a refusé de signer la convention de décentralisation — ratifiée depuis dans tous les autres départements. *« Le climat au conseil général est complètement changé*, explique M. Longuet. *A la suspicion traditionnelle à l'égard du préfet, s'est ajouté le soupçon politique. La situation est explosive »*.

Les élus de gauche parlent même d'un *« climat de haine »* au sein du conseil général.

Saisis d'une joie mauvaise, les élus de l'opposition, de l'aveu même de M. André Dagon, secrétaire du conseil général, se sont dit : *« Nous sommes chez nous, nous allons le montrer »*. Succédant à un préfet « de choc » — parti rejoindre M. Médecin à Nice pour diriger les services du conseil général des Alpes-Maritimes, et très regretté par l'opposition, — arrivé juste après le remplacement du sous-préfet de Verdun et celui du secrétaire général de la préfecture, M. Siegel a dû faire front seul contre tous, sans même le soutien d'une administration nouvelle pour lui et d'un corps auquel il n'appartenait pas. *« Il a été courageux »*, note M. Rondeau.

Socialistes et communistes déplorent cette *« politique suicidaire pour le département »*. Le président du conseil général répond tranquillement : *« Je joue le jeu de la décentralisation. Si le préfet était des nôtres, notre façon de faire serait différente, c'est sûr. »*. Pour lui, *« la vie continue »*, et les relations avec le commissaire de la République sont *« cordiales, sans plus »*. Quant à M. Siegel, qui se défend d'être isolé et juge ses rapports avec M. Herment *« pas mauvais »* — il y a un mieux ces derniers temps, — il conclut benoîtement : *« Le conseil général est en rodage. »*

Naïveté ou prudence ? Au bout d'un an dans la Meuse, le représentant de l'Etat est contraint au « profil bas ». Les anticommunistes primaires y voient du machiavélisme. Quant à l'élu moyen, cela lui permet de se défouler contre le gouvernement. Mais, quand viendra l'heure de traiter les dossiers, il faudra bien collaborer. Peut-être après les élections municipales...

ROGER CANS.

EN FRANCHE-COMTÉ

Le recteur écoute beaucoup et voyage souvent

De notre envoyé spécial

Besançon. — *« Maintenant, quand on sonne à la porte du rectorat, on nous ouvre et nous pouvons rencontrer les collaborateurs du recteur. »* Pour M. Jean-Pierre Billot, secrétaire académique du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), la possibilité d'entrer au rectorat est le *« symbole »* du changement. Il se rappelle que, le 25 septembre 1979, lors d'une manifestation à Besançon en faveur des maîtres auxiliaires, quelque deux cents enseignants s'étaient engouffrés dans la cour du rectorat, profitant que les portes s'ouvraient pour laisser sortir le personnel. Il se souvient surtout que cette intrusion était motivée par le refus qu'opposait alors le recteur en fonctions, M. Henri Legoherel, d'informer les enseignants à propos des affectations des maîtres auxiliaires.

Après ces événements, le recteur avait déposé une plainte pour occupation *« irrégulière »* des lieux. Grèves et manifestations avaient marqué le procès de six syndicalistes enseignants poursuivis au titre de la loi anticasseurs pour cette action. Ces derniers avaient finalement été relaxés au mois de mars 1981.

Mais l'affaire avait *« fait grand bruit »*, selon les responsables du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.). Et, le 10 mai 1981 passé, *« beaucoup d'enseignants de Franche-Comté souhaitaient avec impatience le départ de M. Legoherel »*. Las ! il leur aura fallu attendre encore plusieurs mois avant que « Paris » ne se décide à nommer un successeur au recteur impopulaire. *« Et politique »*, ajoute M. Joseph Pinard, député (P.S.) du Doubs et adjoint au maire de Besançon, qui rappelle que M. Legoherel fut, en 1974, parmi les signataires de l'appel en faveur du candidat Giscard d'Estaing.

Malgré les lettres et les pétitions d'enseignants qui ne pouvaient supporter que la première rentrée scolaire de la gauche soit organisée, dans leur département, par un homme *« coupable de s'attaquer au droit syndical »*, M. Alain Savary attendra le mois de janvier 1982 pour nommer un nouveau fonctionnaire d'autorité.

C'est le 4 février 1982 que M. Jean Gallot, recteur désigné par le conseil des ministres, prend ses fonctions. Universitaire rouennais, professeur de physique spécialiste de la structure atomique des alliages des métaux, M. Gallot abandonne son laboratoire et ses recherches, car *« sa sensibilité de citoyen l'a incité à accepter la proposition du ministre »*. Cet homme âgé de quarante-neuf ans, au contact facile, va rapidement s'informer, puis rencontrer les différents partenaires du système éducatif avant d'imposer de nouvelles méthodes de travail à l'administration rectorale.

« Le signe d'une ère nouvelle »

« Dès les premiers mois, le changement a été perceptible, explique un responsable de la FEN, *nous avions affaire à un recteur qui travaillait et qui dialoguait. »* Le fait que M. Gallot décide de recevoir lui-même les organisations de personnel ou de parents semblait pour beaucoup être *« le signe d'une ère nouvelle »*. Cette démarche n'a pas trop surpris les responsables du SNES. Ils expliquent que *« nul n'ignore qu'il était, en tant que professeur, membre du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.) et qu'il avait des positions proches des nôtres »*.

Les responsables du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) reconnaissent qu'ils ont un peu attendu avant de rencontrer le recteur. *« Notre première demande d'audience a mis longtemps avant d'être acceptée, mais*, précise M. Jacques Revel, *le contact est maintenant établi. »* Les adhérents du SNALC ne se privent pas de critiquer *« les bouleversements que les nombreuses commissions mises en place par l'actuel ministre ne vont pas manquer d'apporter à la vie des enseignants »*, mais ils apprécient le travail du recteur. Ils soulignent sa présence lors des réunions paritaires concernant l'avenir des personnels enseignants et ne critiquent nullement ses décisions.

Même si les responsables du SNALC de Besançon n'hésitent pas à juger la rentrée 1982 *« comme l'une des pires »*, ils écrivent dans leur bulletin académique : *« Les services du rectorat ne sont nullement responsables de cette situation déplorable... Nous avons admiré et apprécié la courtoisie que les responsables ont su montrer, malgré... les raclures de pénurie dont ils disposaient. »*

Le recteur écoute les organisations syndicales et s'informe sur les problèmes qu'elles évoquent : toutes le soulignent, qu'elles rassemblent des instituteurs du Syndicat national des instituteurs (SNI) ou des professeurs de lycée.

Mais M. Gallot aime aussi *« pousser le contact »* plus loin. Il souhaite le plus souvent possible *« aller sur le terrain »*. De son propre aveu, la nature de la fonction de recteur a changé et les nouveaux responsables *« doivent se déplacer pour faciliter la mise en œuvre de la politique décidée par le ministre »*.

Alors M. Gallot voyage, du nord au sud de son académie. Il passe trois jours à Pontarlier et rencontre dans des établissements secondaires les personnels, les syndicats, les représentants des parents, les équipes de direction et même les élèves. Au total, près de vingt-cinq réunions pour examiner la situation des locaux et des effectifs et pour esquisser des solutions d'ensemble. Une autre fois, il se rend deux jours dans la région de Belfort pour étudier la carte scolaire. *« De mémoire d'enseignant, on ne se rappelle même plus à quand remonte la dernière visite de recteur, ni quel était son nom »*, note, lors de ce voyage, un journal local.

« J'étudie les dossiers, tous les dossiers, affirme le recteur, *mais je souhaite aussi avoir une connaissance de la vie des établissements. »*

Préparer la rentrée de 1983

Derrière les chiffres des statistiques, M. Gallot traque les réalités de la région. Le retard scolaire de nombreux collégiens de certaines régions du Jura — *« peut-être dû à l'absence d'écoles maternelles dans une zone de montagne »* — l'inquiète. Le pourcentage élevé, dans la région de Montbéliard, de jeunes élèves d'origine étrangère retient son attention.

Les enseignants membres de la C.F.D.T. apprécient les méthodes du nouveau recteur. M. Maurice Thiriet, responsable académique du SGEN-C.F.D.T., estime que M. Gallot a su s'entourer de fonctionnaires compétents. *« Nous lui demandons qu'il libère les énergies pour favoriser le changement »*, explique M. Thiriet. En Franche-Comté, le SGEN se déclare favorable *« à la démarche et à l'esprit du rapport de M. Louis Legrand sur les collèges »*. Ces militants qui veulent *« travailler autrement à l'école »* attendent du recteur qu'il laisse la spontanéité s'exprimer, pour permettre, comme dans un collège de Pontarlier, de transformer le règlement intérieur en *« contrat de vie collective »*.

D'autres syndicalistes s'en prennent aussi aux fonctionnaires d'autorité, peu prompts à accepter les *« nouvelles donnes du ministre de l'éducation nationale »*. Selon certains, des chefs d'établissement ne sont pas encore habitués à la concertation et restent méfiants devant des initiatives *« qui viennent troubler leur tranquillité »*. M. Gallot n'apprécie pas ces critiques, mais il reconnaît néanmoins que la *« transformation des relations »* dans l'éducation prend du temps.

Dans son vaste bureau lambrissé, M. le Recteur est confiant. Il prépare la rentrée 1983 avec *« la participation de tous les partenaires du système éducatif »*. Il va tenter de répondre le mieux possible aux parents, qui attendent *« de plus en plus de l'enseignement public »*. Il s'efforce de réorienter les formations techniques courtes, en accord avec les milieux professionnels intéressés. Enfin, il pense aux enseignants qui manquent d'informations sur les expériences pédagogiques : *« Je vais demander au centre régional de documentation pédagogique de publier plus rapidement et plus systématiquement des comptes rendus de travaux d'équipes. »*

SERGE BOLLOCH.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

L'ordinateur et la vente par correspondance

L'ordinateur voit augmenter sa place de principal outil de la vente par correspondance, tant au niveau de gestion que de la prise de commandes. Distribués, à partir de fin janvier dans les kiosques à journaux, les catalogues de printemps offrent leurs nouveautés sur fonds de rêve, notamment dans le domaine de la mode féminine, qui se taille toujours la part du lion, un tiers des pages lui étant consacrées.

D'après les dernières statistiques, les dix-sept membres du syndicat de la vente par correspondance ont réalisé en 1981, un chiffre d'affaires global de 20 milliards de francs. La Redoute *se classe en premier, suivie des* 3 Suisses, *de* Camif *(coopérative des enseignants), de la* Coop, *de* Quelle *et de la* Blanche Porte. *L'équipement de la personne occupe le poste le plus important dans les assortiments généraux, à 29,72 %, puis les loisirs (24,54 %), enfin la maison où les équipements dépassent les textiles.*

La politique la plus originale en termes de créativité est celle des 3 Suisses, *conseillés par l'agence Mafia de style et de publicité. Ainsi les créateurs en doubles pages apportent-t-ils à leurs six millions de clients et à des prix abordables des modèles qui, autrement, resteraient confidentiels. Ce printemps, Guy Paulin, Lorrain de trente-sept ans, barbu, au regard pétillant derrière ses lunettes à branches fines, a composé une garde-robe de cinq pièces rassemblant les grandes tendances de l'été en blanc, noir, naturel, à dominante de coton et de lin, que vient réveiller une belle tunique de tricot de coton torsadé rouge.*

Dans les premiers prix, Blanche Porte *(59201 Tourcoing) offre en crépon écossais des bikinis (89 F), chemisiers (139 F) et des shorts (89 F), à coordonner avec des jupons volantés unis (99 F).*

25 % de lin mélangé au coton pour une jolie robe de la Coop, *à encolure dégagée et manches chauve-souris au coude, en ton naturel, 179 F, du 36 au 46.*

Neckermann *passe de 306 à 588 pages, pour la plupart consacrées au textile. De beaux séparables en cuir suédé bleu fumée de Yougoslavie habillent jusqu'au 52, jupes et vestes à partir de 1 299 F.*

Chez Quelle *(45048 Orléans Cedex), on court en shorts, bloomers, jupettes à volants, dans des modèles autour de 100 F, on habille ses enfants en costumes marins, sans oublier le blouson en chintz du mari (à partir de 189 F).*

La Redoute, *conseillée pour le style textile par Dominique Peclers, joue une mode taillée grand, le dépouillement saharien en lin et en coton, « les belles lingères » en superposition de chemises, larges jupons et culottes, en alternance avec les danseuses en tricots moulés et les inévitables « pin-up » à la Marilyn.*

Vert Baudet *(59981 Tourcoing Cedex) se spécialise dans les jeunes, enfants et parents, avec une prédominance en tricots pour adolescents, en imprimés tahitiens, pastel, jeans délavés, robes et chemisiers à frous-frous pour petites filles ainsi que tenues de sport.*

Cyrillus *(B.P. 25, 91162 Longjumeau Cedex) développe le style mi-ville mi-champs pour toute la famille. Donc, de nombreux shorts pour garçons et filles, les premiers se voyant aussi proposer les culottes droites à l'anglaise. Les maillots masculins, boxer-shorts écossais ou rouges à bande imprimée varient selon l'âge de 75 F à 150 F. Le tailleur féminin en lin marine ou seersucker ciel rendra de multiples services, à partir de 503 F la veste en 36, 357 F la jupe, comme la robe de grossesse en coton imprimé ou en madras de soie, à partir de 331 F.*

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCQ.)

3 SUISSES : ensemble de ville de Guy Paulin en jersey de lin et 15 % de viscose. Parmi les astuces assurant le plombant, les poches de la blouse sont en toile de lin, comme l'empiècement aux hanches de la jupe froncée. Les couleurs : naturel, blanc, noir sont typiques de la saison, comme les sandales à lanières de cuir naturel, également de Paulin. *245 F, 395 F* et 340 F, en trois tailles, du 36 au 46.

SERVICE NATIONAL

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DU CONTINGENT 1983/04

Le ministère de la défense communique :

La fraction de contingent 83/04 comprendra :

– les jeunes gens dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1er avril 1983 ; – les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1er avril 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er février 1983, déposé une demande d'appel avancé ;

– les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1er avril 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er février 1983, fait parvenir leur résiliation de report d'incorporation ;

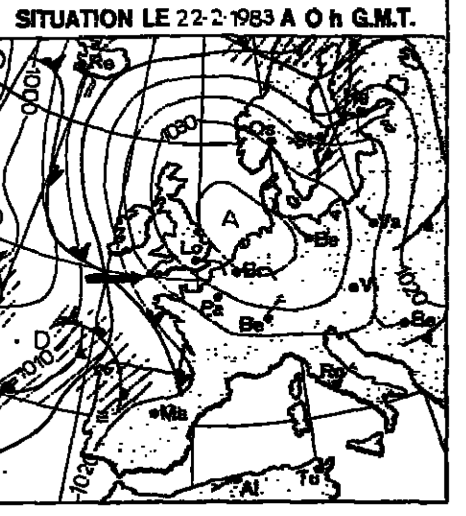
– les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation nés au plus tard le 30 juin 1963 et recensés avec la première tranche trimestrielle de la classe 1983 ou la deuxième tranche trimestrielle de la classe 1983 ;

– les jeunes gens omis ou naturalisés non titulaires d'un report d'incorporation recensés avec les deuxième et troisième tranches trimestrielles de la classe 1983.

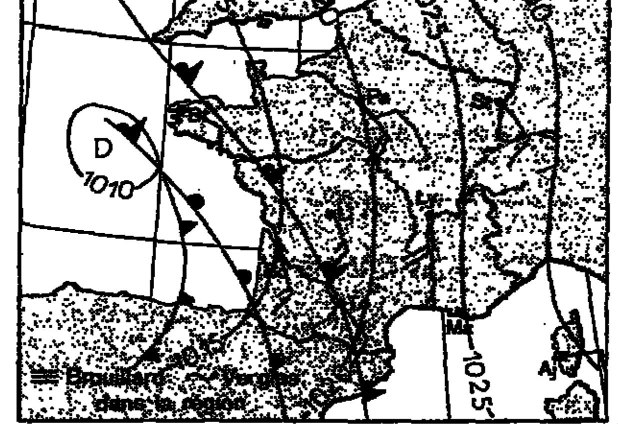
Les jeunes gens qui se considèrent comme les soutiens de leur famille et qui n'ont pas été dispensés peuvent demander l'attribution d'allocations d'aide sociale pendant la durée de leur service actif (s'adresser immédiatement à la mairie). En outre, ceux dont l'épouse est enceinte lors de leur appel peuvent obtenir que cet appel soit différé jusqu'à la naissance de l'enfant

MÉTÉOROLOGIE

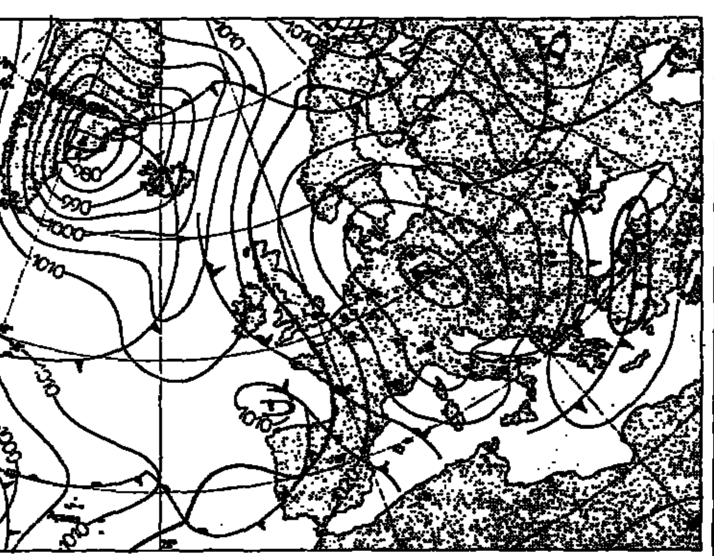
SITUATION LE 22-2-1983 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 23-2 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 2? FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Évolution probable du temps en France entre le mardi 22 février à 0 heure et le mercredi 23 février à minuit.

Les hautes pressions, qui recouvrent une grande partie de l'Europe, se décalent légèrement vers l'Est favorisant une lente progression des perturbations océaniques sur l'Ouest et le Sud-Ouest de la France.

Mercredi matin, il fera encore froid et sec sur la plupart des régions, avec des gelées de –4 à –8 degrés, jusqu'à –10 degrés sur le Jura. En revanche, les régions allant de la Bretagne aux Pyrénées auront un ciel nuageux avec de l'air océanique plus doux : 2 à 4 degrés sur le littoral, 0 à 2 degrés dans l'intérieur. En cours de journée, les nuages gagneront les régions s'étendant du Cotentin au Poitou et au Roussillon, on observera quelques pluies, plus particulièrement, près de la Méditerranée et le sud-ouest du Massif Central.

Sur l'ensemble des autres régions, persistance du beau temps, généralement bien ensoleillé, tout au plus on observera un voile de nuages élevés du Bassin parisien à la Provence.

En milieu d'après-midi, les températures atteindront 13 à 15 degrés sur les régions méridionales, 7 à 9 degrés sur l'Ouest, 2 à 4 degrés sur l'Est, 4 à 6 degrés ailleurs.

Les vents, de secteur sud-est, seront modérés près de l'Atlantique.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 22 février à 7 heures, de 1 029 millibars, soit 771,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 février ; le second le minimum de la nuit du 21 au 22 février) :

Ajaccio, 13 et 4 degrés ; Biarritz, 17 et 7 ; Bordeaux, 10 et –1 ; Bourges, 6 et –4 ; Brest, 7 et 0 ; Caen, 4 et –3 ; Cherbourg, 4 et –1 ; Clermont-Ferrand, 4 et –6 ; Dijon, 5 et –5 ; Grenoble, 3 et –3 ; Lille, 4 et –6 ; Lyon, 2 et –5 ; Marseille-Marignane, 9 et –1 ; Nancy, 3 et –6 ; Nantes, 8 et –1 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5 ; Paris-Le Bourget, 4 et –5 ; Pau, 17 et 3 ; Perpignan, 12 et 7 ; Rennes, 7 et –2 ; Strasbourg, 4 et –7 ; Tours, 6 et –3 ; Toulouse, 13 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 4 degrés ; Amsterdam, 4 et –5 ; Athènes, 11 et 5 ; Berlin, 0 et –8 ; Bonn, 4 et –8 ; Bruxelles, 4 et –4 ; Le Caire, 16 et 6 ; Iles Canaries, 20 et 14 ; Copenhague, 0 et –7 ; Dakar, 28 et 19 ; Djerba, 16 et 8 ; Genève, 3 et –3 ; Jérusalem, 5 et 0 ; Lisbonne, 17 et –4 ; Londres, 4 et –3 ; Luxembourg, 0 et –7 ; Madrid, 12 et 6 ; Moscou, –3 et –6 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, 8 et 1 ; Palma-de-Majorque, 15 et 0 ; Rome, 11 et 3 ; Stockholm, –4 et –7 ; Tozeur, 15 et 8 ; Tunis, 16 et 5.

Sens d'évolution pour la fin de semaine (jeudi, vendredi et samedi).

Les hautes pressions, qui persistaient sur la France depuis plusieurs jours en maintenant la période de temps froid, vont continuer à s'affaiblir par l'ouest sous l'effet des perturbations océaniques, qui vont progressivement intéresser l'ensemble des régions en y amenant un changement important de type de temps (plus doux et humide).

Jeudi. Temps plus doux généralement couvert sur la moitié ouest avec quelques petites pluies surtout près de l'Atlantique et en Aquitaine. Persistance du temps froid et sec sur la moitié est avec encore quelques gelées matinales, en voie d'atténuation, devenant nuageux et plus doux par l'Ouest. Les vents faibles domineront du Sud.

Vendredi. Le temps doux et nuageux s'étendra à l'ensemble de la France avec des vents de sud à sud-ouest, qui se renforceront surtout près de l'Atlantique et de la Manche. Risque de pluies un peu plus importantes près de l'Alantique et dans le Midi. Quelques faibles gelées matinales pouvant se produire de l'Alsace à la Bourgogne et au Jura mais, dans la journée, la hausse des températures se poursuivra (les maxima généralement compris entre 7 et 10 degrés atteindront 12 à 14 degrés dans le Midi.

Samedi. Temps doux et nuageux sur l'ensemble de la France avec vents de sud assez forts. Ciel devenant plus variable dans les régions de l'Ouest avec éclaircies et quelques averses.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 24 FÉVRIER

« Exposition Le Lorrain », 14 h 30, *Grand Palais, Mme Chapuis.*

« Crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, entrée parvis de Notre-Dame, Mme Bachelier.

« Musée Cluny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, Mlle Brossais.

« Cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru, Mme Hulot.

« *École nationale* des beaux arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, Mme Vermeersch (Caisse nationale des *monuments historiques*).

« Exposition Emar : un royaume de l'Euphrate au temps des Hittites », *15 heures, palais* de Tokyo (Approche de l'art).

« De Carthage à Kairouan », 14 h 30, Petit Palais (Arcus).

« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Arts et curiosités de Paris).

« Galeries et passages couverts », 15 heures, 6, rue Vivienne (Les Flaneries).

« Palais de Salm », 15 heures, 2, rue de Bellechasse, Mme Hauller.

« Église du Saint-Esprit », 15 heures, 286, avenue Daumesnil (Histoire et Archéologie).

« La Conciergerie », 15 heures, entrée, M. Jaslet.

« Cours, jardins autour de Mouffetard », 14 h 30, église Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

« Une Florentine à Paris », 15 heures, Louvre, porte Denon (Paris et son histoire).

« Hôtel de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Hôtel de Lauzun », 14 h 30, *17, quai d'Anjou,* E. Romann.

« Jardins, abbaye, caves de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux-Paris).

« Le Moyen Age au musée du Luxembourg », 11 heures, 19, rue de Vaugirard (Visages de Paris).

AUTOMOBILE

Les Renault 11 seront à Genève

A quelques semaines près, les *deux constructeurs* français annoncent la sortie prochaine d'une gamme de véhicules de moyen gabarit qui seront présentés au Salon de Genève. Après les 205 Peugeot (*le Monde* du 19 février a consacré un article à ces modèles), voici la Renault 11. Il s'agit d'une « traction avant » de trois ou cinq portes, avec moteur transversal de 1108 cm3 ou 1397 cm3 (ceux qui animent déjà la R 9) et boîte à quatre ou cinq rapports ou automatique (trois rapports). Le freinage est à disques à *l'avant et tambours à l'arrière.* L'avant est directement inspiré de l'Alliance distribuée aux Etats-Unis et l'arrière rappelle celle qui a été choisie pour les Fuego. La longueur de ces voitures est de 3,97 mètres.

La Régie mettra sur le marché onze versions de cette nouvelle voiture dont deux modèles font largement appel à l'électronique, notamment par l'installation sur l'un d'eux d'un synthétiseur de parole chargé de fournir des informations concernant l'état des organes vitaux du véhicule et la sécurité des passagers. Les prix ne sont pas fixés, et les consommations annoncées par le *constructeur iront,* selon les itinéraires empruntés, de 5 litres à 8,8 litres aux 100 kilomètres.

CONFÉRENCES

14 h 30, 62, rue Madame : « Techniques de la lithographie », 20 heures : « Le monde grec et son héritage » (Arcus).

15 heures, 46, rue Barrault, Estaunié, P. Fluchaire : « Savoir s'endormir ou se réendormir » (Université populaire de Paris).

17 heures, Musée des arts décoratifs, D. Roche : « Politique et religion d'un *homme du peuple au* dix-septième siècle ».

18 heures, 33, faubourg Saint-Honoré, J. Bourin : « Agnès Sorel : la Dame de beauté » (Cercle de l'Union interalliée).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité : « Les enjeux de l'espace ».

18 h 30, 25, rue Caumartin, M. Raoul Duval : « Langage et écriture de la Chine » (Le monde et son histoire).

18 h 30, 4, rue du Valois : « Sakkarah ou la recherche de Dieu » (N.G.I.E.).

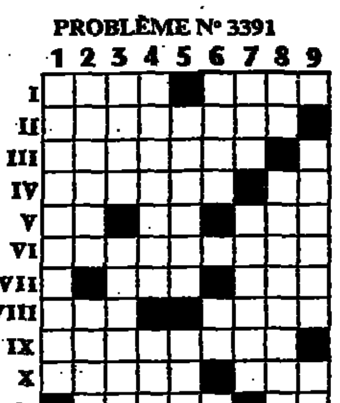
20 heures, 15, rue Mayet, France Quéré : « L'adolescent » (Compagnons de la fraternité Edmond-Michelet).

20 h 30, 18, rue de Varenne : « Des femmes dans les luttes de libération en Amérique Centrale » (Centre Varenne, projections).

20 h 45, 28, avenue George-V, P. Brouwers : « Canada » (Focale 5, projections).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3391



HORIZONTALEMENT

I. Point à la ligne. Etait porté sur les farineux. – II. Composent le programme des réjouissances du palais. – III. Façon d'avancer à contre-courant. – IV. Grive de grande taille. Est parfois accompagné d'un haut-le-corps. – V. Copulative. Préposition. Froide indication localisant un feu. – VI. Regrouper d'une manière plus rationnelle des richesses foncières. – VII. Les exploits de son plus grand fils sont à souligner de plus d'un trait. Auguste salut ou salut à Auguste. – VIII. Abrégé de médecine pour la protection infantile. Prend de nombreux aspects selon le caprice des modes. – IX. Et pourtant, on prétend qu'elle tue ! – X. Descend du front après une chaude alerte. Dépouillés de tout. – XI. Peintre néerlandais. Une grecque.

VERTICALEMENT

1. Où le chiffre d'affaires est proportionnel aux effets endossés. – 2. Particulièrement chaude pour un soldat du feu. Il est considéré comme le véritable inventeur de la machine à vapeur. – 3. Unité de mesure ayant le mètre pour base. La fête des travailleurs est aussi la sienne. – 4. Mener à bien une entreprise de taille. Forme passive révélant un passif. – 5. Qu'on ne peut voir ni sentir. Promise paradisiaque par un candidat à la députation. – 6. Chirurgie arboricole. C'est écrit dans l'Evangile. – 7. Rose en été ; Blanche en automne. Supérieur dans une communauté. – 8. Rouge ou noir, il est circonscrit dans un rectangle blanc. Physiquement assoiffé par l'affection ou assoiffé d'amour physique. – 9. Particularisée grâce à une particule. L'argument du raisonneur.

SOLUTION DU N° 3390

Horizontalement

I. Danseuses. – II. Ebauchage. – III. Ci. Ultra. – IV. Loup. Eu. – V. Atre. – VI. Ri. AEF. – VII. Aqueduc. – VIII. Turluttes. – IX. Iéna. Iule. – X. Oseille. – XI. Staël.

Verticalement

1. Déclaration. – 2. Abiotiques. – 3. Na ! Ur. Urnes. – 4. Su. Pèse-lait. – 5. Ecu. Dû. La. – 6. Uhlan. Utiles. – 7. Sat. Actuel. – 8. Egrène. El. – 9. Seau. Fuseau.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du lundi 21 et du mardi 22 février :

DES DÉCRETS

● Pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 4 janvier 1980 relative à l'automatisation du casier judiciaire ;

● Portant création du lycée nationalisé de Mitry-Mory (Seine-et-Marne).

UN ARRÊTÉ

● Fixant la contribution des différents régimes d'assurance-maladie au financement des assurances sociales des étudiants.

HANDICAPES

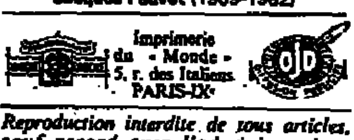
Les « mercredis » du C.I.D.J. – Le Centre d'information et de documentation jeunesse (C.I.D.J.) signale l'ouverture d'un nouveau service « Info-handicaps » chaque mercredi de 10 h à 18 h qui concerne la vie quotidienne des personnes handicapées. Deux journées d'information sont organisées sur les possibilités de vacances en France, de juin à septembre, pour les personnes handicapées : les mercredis 23 février et 2 mars.

★ C.I.D.J., 101, quai Branly, 75015 Paris. Tél. : 566-84-53

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire : n° 57 437
ISSN : 0026 - 9360

Le Monde

culture

THÉATRE

MARIVAUX, au Français

L'amour mélancolique et la ligue des femmes

La Marquise et le Chevalier, les deux protagonistes de *la Seconde Surprise de l'amour*, ont perdu chacun leur objet aimé, ne s'en remettent pas. Ils font tous deux une dépression : c'est en cela que cette pièce de Marivaux se distingue des autres.

Ce sont les premières scènes de la pièce qui sont les plus fortes, celles où cette dépression est le mieux définie. Cette femme et cet homme sont si abattus, tournent tant le dos aux choses, que leur mélancolie va tout à fait empêcher les manœuvres, les faux-semblants, les coquetteries, la comédie tout court.

Il y a juste deux êtres, atteints, fidèles à leurs souvenirs, et qui trouvent une aide dans le partage de leur chagrin. De là naît une amitié. Et cette amitié devient attachement, sans rien de plaisant. C'est du Marivaux plus simple que d'habitude, et plus sombre.

La mise en scène de Jean-Pierre Miquel est bonne, attentive, fidèle, délicate. Miquel a dirigé parfaitement les acteurs, surtout Claire Vernet et Gérard Giroudon (les « valets »), et Yves Gasc (un vieux professeur scrongneugneu sympathique). Dans les rôles principaux, José-Maria Flotats est flou, et la grande Ludmila Mikaël, qui dans ses belles robes a des gestes sûrs, adopte bizarrement une voix un peu snob qui n'est pas la sienne, et qui tend à faire croire, de la part de la Marquise, à des ruses, à un « marivaudage », qui faussent la pièce. Si Ludmila Mikaël reprend sa voix naturelle, ce sera une représentation d'une qualité exceptionnelle au Français, un Marivaux sans poudre de riz ni maniérisme.

La soirée se termine par *la Colonie, cette pièce en un acte* où Marivaux met en scène un mouvement de libération de femmes, qui tentent de s'organiser, de militer ensemble, et de promouvoir de nouvelles lois. Excellente elle aussi dans ses premières scènes, la pièce flanche ensuite, car Marivaux ne conduit pas son féminisme jusqu'à son terme, et ce n'est pas tant qu'il fasse capoter la révolte, qui ne va pas, c'est qu'il ne sait pas quoi écrire, comment aller de l'avant. La pièce finit en queue de sirène.

Bonne mise en scène, claire et directe, de Jean-Pierre Miquel encore une fois. Excellente interprétation, d'une mâle vigueur toute féminine, de Catherine Ferran, Catherine Samie, Michel Aumont, Joël Demarty. Beaux décors et costumes d'André Acquart (qui signe aussi ceux de *la Seconde Surprise*), mais ce sont surtout les robes qui frappent par la poésie naturelle de leurs lignes et de leurs couleurs ; or, les robes d'André Acquart sont régulièrement l'œuvre, silencieuse, de son épouse, Barbara – encore une femme sauvagement colonisée, comme dans la pièce ! (Il est vrai que la Comédie-Française a ses couturières maison, et que Barbara Acquart, cette fois, a dû inspirer les robes, sans les coudre elle-même.)

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre Français, 20 h 30, en alternance.

EXPOSITIONS

ARP AU CENTRE POMPIDOU

Les lois de la déchirure

Le « papiers déchirés » de Jean Arp que présente le Centre Georges-Pompidou sont peu connus. C'est la part intimiste et secrète, sinon marginale, dans la production d'un artiste célébré surtout pour sa sculpture en ronde-bosse, tout en courbes souples, féminines et sensuelles, créées dans le plâtre, avant d'être reportées dans un marbre tout aussi blanc.

Arp a longtemps erré dans divers genres avant de trouver sa voie. Il lui a fallu d'abord passer par les formes-couleurs plates des collages et des « papiers déchirés ». La traumatisme de la première guerre mondiale a précipité la *révélation de l'artiste à* lui-même dans le Zurich de 1916. Avec ses amis dadaïstes, Arp s'est *mis à* casser les mots et les images, à pratiquer un art de l'anti-art qui réfute l'attitude rationaliste. Il n'est à l'aise que dans l'invention spontanée, hors de tout savoir académique. Ayant entretevu son sentier particulier durant ces années zurichoises, Arp s'accomplit ver 1930 à Paris, dans sa période surréaliste.

C'est de ces années que datent les « papiers déchirés », alors qu'il venait de s'enrôler dans les groupes Cercle et Carré puis Abstraction-Création. Poète ayant dès son jeune âge cultivé son sentiment de l'infini dans la lecture des romantiques allemands, c'est dans ces dernières adhésions qu'il faut voir la source de ces formes géométriques autonomes, ne se référant à aucune réalité qu'à eux-mêmes. De là tous les petits jeux silencieux de « création » et d'« abstraction ». L'homme prend du papier noir et le déchire en morceaux qu'il colle sur une feuille blanche, en ordre dispersé, où ils prennent *des allures d'ombres chinoises.* Ce sont surtout des œuvres de petit format, à la dimension des illustrations de poèmes. Qu'on n'y cherche pas le souffle ample des découpages de Matisse. Refusant l'usage des ciseaux, parce qu'ils donnent à voir le travail volontaire de la main, il préfère la déchirure qui fait trembler *d'émotion le contour des formes.* Arp sollicite le hasard, selon le principe *surréaliste, et s'en remet à ses lois,* souvent gratifiantes à bon compte.

Dans ses meilleurs jours, les *formes volent comme de noirs* nuages suspendus dans le vide du papier blanc. Des formes gratuites au départ, mais rendues solidaires – donc nécessaires – par la composition. Les « papiers déchirés » d'Arp ont la réalité des choses inventées *qui se contentent d'être là ; leur vie* dépend du regard qu'on leur porte. *Ils n'ont pas l'humour transgressif* des collages de Max Ernest : Arp est sérieux, il veut, au sens fort du mot, « créer » des formes, c'est-à-dire les trouver. Puis, aux lois du hasard, ajouter la *« justesse plastique »* des choses concertées. Les cadres de *bois entourant les « papiers déchirés »* sont des « portes nuages ».

JACQUES MICHEL.

★ Collages et papiers déchirés d'Arp au Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 28 mars.

CINÉMA

« LA BELLE CAPTIVE », d'Alain Robbe-Grillet

Passe-passe

La Belle Captive est une œuvre de *Magritte : un rideau de théâtre ouvert* dévoile la mer et une sphère posée sur le sable. Devant le rideau, un chevalet, une toile où se prolongent les légers nuages d'un ciel pâle. La peinture de Magritte, en particulier ce tableau, hante Robbe-Grillet, qui a donné son nom à un roman (éditions Bibliothèque des arts) et à son dernier film. L'un et l'autre ne racontent pas la même chose, mais obéissent à *la même pensée en spirale... « La répétition d'un thème devient développement diachronique, le titre d'un tableau surgit comme un mot de passe »... »*, écrit Robbe-Grillet.

La belle captive, mot de passe du film, mot de passe-passe dans un hôtel de passe où le héros conduit une jeune femme renversée sur la route, les mains liées par une chaîne d'or, cette même jeune femme rencontrée d'abord dans un dancing miteux, et qui avait disparu il y a sept ans dans la *mer,* ne laissant sur la plage qu'une chaussure ensanglantée ; *cette même chaussure figurant* sur la carte postale d'un tableau représentant *la plage,* cette même *plage* sur laquelle le héros, lié par le cou à un mât, sera fusillé. Et la corde sur son cou laisse une trace rouge, la même trace que le baiser de la belle vampire...

Il faudrait un livre entier pour *décrire* l'intrigue *qui enroule* en jeu de l'oie – outre des rappels directs à *Magritte – tous les clichés du romanesque* policier-suspense-espionnage-fantastique-aventure-science-fiction – avec visualisation de cauchemars sur écran vidéo déréglé... A trop forcer la dose, Robbe-Grillet frôle le fourre-tout. L'équilibre est *fragile, il s'agit d'approcher au plus* près l'ironie sans qu'elle empiète sur *l'affectueuse admiration. C'est tout* le problème des contes de fées. Si on n'a pas, dans la réalité de ses rêves, tissé un jour une robe couleur de lune, Peau d'Ane n'est jamais une histoire à dormir debout. Il est indispensable d'y croire, d'y faire croire. *Le dosage complicité-étrangeté* est délicat. Heureusement, bien que *Robbe-Grillet sacrifie les personnages féminins* à son goût pervers pour le glamour-toc, *il a* merveilleusement choisi ses comédiens. Des comédiens de théâtre, c'est-à-dire habitants d'un royaume d'artifice : François Chaumette, Daniel Emilfork, Roland Dubillard et surtout Daniel Mesguich, qui, avec une superbe élégance, « semble » à tout instant brûler, tout en tenant sa douleur à distance.

COLETTE GODARD.

★ Voir films en exclusivité.

« ALPHAVILLE », de Jean-Luc Godard

Une série noire peut en cacher une autre

Un ancien film de Godard a été un jour un nouveau film de Godard : *avant qu'il ne sorte, on s'est demandé* quelles malices et quelles dynamites pouvait bien recéler ce neuvième film. Un vieux film de Godard n'est jamais une vieillerie : comme telle marque de produits laitiers, le *copyright* Godard garde toute sa fraîcheur. La griffe n'est jamais démodée, car elle griffe au corps même de la mode, comme à coups de rasoir, elle taille dans le lard de ses signes, *de ses emballements et de ses hantises,* sur le vif de ses revers de lames.

Godard pique une parano anticommuniste, un fard de chinoiserie noir et blanc. Alphaville n'est ni Nueva-York, ni Tokyorama ni Angoulême-City, c'est un labyrinthe de marbre et d'acier, un système qui *n'accepte ses artistes qu'*embaumés dans les musées, comme momies de parade, *une société qui s'emploie* à ôter du cerveau des hommes le sens du mot conscience. Les *mots* disparaissent petit à petit : *« rouge-gorge, lumière d'automne, tendresse ».* Dans l'Hôtel de l'Étoile rouge, les bibles sont remplacées par des dictionnaires de mots normaux. Léonard Nosferatu a été envoyé en exil par un certain Monsieur von Braun que pourchasse notre héros, Lemmy Caution (*Eddie Constantine*). Sous le nom de Monsieur Johnson, celui-ci se fait *passer pour un journaliste du* Figaro-Pravda, section informations générales. Les gens du peuple meurent dans les H.L.M. (hôpitaux de la longue maladie), tandis que les ministres de la dissuasion assistent en piscine à des exécutions sommaires agrémentées d'acrobaties nautiques. Dick Tracy et Guy l'Éclair sont des *otages* du K.B.G. Lemmy Caution a un pétard américain pour lutter *contre la bureaucratie soviétique et* Godard prend les gants du futurisme *pour semer à terme sa parabole, il* l'assène à coups d'effets (mouvements de caméra tournoyantes, vitres et reflets, musique à gros suspense) de série B. Et il se pose quelques questions : comment être moderne en faisant du rétro ? comment ficeler un feuilleton américain impassable à la télé aux heures de grande écoute ? La voix de l'ordinateur, qui précède celle de *2001 l'Odyssée de l'espace, n'est* pas encore celle de l'immanence divine *ou galactique mais de l'immanence* politique, de la voix panoptique.

En voyant aujourd'hui *Alphaville,* il est évident que Godard, avec toutes ses machines audiovisuelles-flashes de l'Instamatic qui scandent le récit, magnétos, interphones, téléphones, – a inventé Wenders. Si la copie Godard *est souvent meilleure que* les séries B des années 40, on se demande *si elle ne cache pas l'original Etat des choses* de Wenders et lequel *l'emporte de la copie ou de l'original.*

HERVÉ GUIBERT.

★ *Voir les Grandes reprises.*

■ **La dixième édition du Festival international du film de court métrage et du film documentaire de Lille, prévue courant mars à Lille, vient d'être annulée pour 1983 par le Conseil régional Nord-Pas-de-Calais. La décision serait motivée par des dissensions à l'intérieur de l'Association pour la promotion du court métrage, organisatrice de la manifestation, mais surtout par un déficit accumulé de l'ordre d'un demi million de francs. Une nouvelle formule est envisagée pour 1984. Cependant, des rencontres régionales du court métrage auront lieu à Lille, toujours en mars.**

PETITES NOUVELLES

■ **Le ministre de la culture et le maire de Marseille ont inauguré lundi 21 février le nouveau musée d'histoire de Marseille situé dans l'ensemble du Centre Bourse et jouxtant le jardin aménagé dans les vestiges archéologiques de l'ancienne ville.**

■ **Une semaine du cinéma albanais se tiendra les 24, 25 et 26 février au cinéma Ranelagh, dans le cadre des échanges culturels franco-albanais. Seront projetés notamment *Concert de 36*, de Saimir Kombaro, et *Général Gramophone*, de Victor Jika.**

■ **Ciné M.B.X.A. organise, au Centre culturel de l'abbaye, 12, rue de l'Abbaye, 75006 Paris (tél. : 354-30-75), une série de projections de films expérimentaux, mercredi 23 février, à 20 h : *Lapse*, de Claudine Eizykman ; mercredi 2 mars, à 20 h : œuvres de Viking Eggeling, Hans Richter, Man Ray, Fernand Léger, Marcel Duchamp et Henri Chomette ; mercredi 9 mars, à 20 h, en présence de l'auteur : *Cinéma scientifique, cinéma fantastique*, choix de films de Jean Painlevé ; mercredi 16 et mercredi 23 mars, à 19 h et à 21 h : œuvres de Gaël Badaud, Téo Hernandez, Jakobois, et Michel Nedjar.**

■ ***La revue Positif* présente du 22 février au 1er mars, en avant-première, à l'Action-Christine, dix films inédits de James B. Harris, Léon Hirszman, Satyajit Ray, Mike de Leon, Fred Schipisi, Luigi Comencini, Slobodan Sijan, etc. *Sans soleil* de Chris Marker inaugurera la manifestation.**

■ **Le huitième Festival de Bondy, que dirige Guy Allombert, sera consacré cette année à des films de 1943, dont plusieurs centrés sur la guerre. Les projections auront lieu du 24 février au 3 mars à la salle André-Malraux, cours de la République.**

■ ***La société* Gaumont va mettre cinq de ses salles à la disposition des enseignants du second degré pour y projeter le matin, à des tarifs modiques, dix films reliés aux disciplines enseignées et signés de grand metteurs en scènes, Joseph Losey, Laurence Olivier, Éric Rohmer, Carlos Saura, etc.**

MUSIQUE

« LA CHAUVE-SOURIS », à l'Opéra

Le parfum de Vienne

Voici la Chauve-Souris *installée au palais Garnier, avec une production de bonne facture, sans grande originalité scénique, mais infiniment meilleure que la dernière, à l'Opéra-Comique en 1969, et surtout remarquablement chantée. N'est-ce pas l'essentiel, car, sans la musique, que resterait-il de ce vaudeville bien fabriqué, mais aux péripéties vraiment éculées, qui porte encore la marque de fabrique de la maison Meilhac et Halévy dont s'est inspiré le librettiste autrichien ?*

Cette musique, on la retrouve avec le même plaisir que les danses de Schubert tant elle est imprégnée de cet « invincible parfum » dont palais Reynaldo Hahn, le parfum de Vienne dont Johann Strauss a tiré la quintessence. Enjôleuse, capiteuse, mais jamais vulgaire, elle devrait écarter d'elle toutes les balourdises.

Richard Foreman, qui voulait « exprimer le plaisir fou que (lui) procure cette musique débordante d'énergie jusqu'au délire », *n'est pas sorti d'une mise en scène honorablement banale, sur un fond de danses réglées par Rosella Hightower de façon traditionnelle ou parfois à la manière des « musicals » américains, dans des décors de Sally Jacobs dont le mérite est surtout de coulisser habilement pour transformer en un instant l'appartement de Rosalinde en prison ou en salle de bal. Un dromadaire et un éléphant agrémentent la représentation, ainsi qu'un ballet de femmes nues unanimement sifflé.*

Tout cela est modérément gai et un peu lourd, comme l'Orchestre de l'Opéra, sous la direction de Ralph Weikert, qui n'a pas tout à fait la griserie lumineuse, l'imagination pétillante et le chic des grands chefs viennois.

Mais la distribution mérite qu'on l'écoute : Ileana Cotrubas, merveilleuse, même si sa voix, avec trop de couleurs profondes et de reflets dramatiques, n'a pas exactement le caractère de cette Rosalinde brillante et très viennoise ; Janet Perry, révélation de la soirée, Adèle à la voix miroitante ; Hanna Schwarz, plaisante, mystérieuse et un peu troublante dans le travesti du prince Orlowsky ; Gino Quilico, très jeune, mais bien séduisant et amusant Eisenstein ; Wolfgang Schöne, machiavélique Docteur Falke, à la voix fruitée et subtile ; et Neil Rosenshein, Güunter von Kannen, Paul Crook, François Chattot.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 23, 25, 26, 28 février, etc., jusqu'au 18 mars (avec deux distributions différentes).

L'Avant-Scène Opérette publie à cette occasion un excellent et volumineux dossier (178 pages, 48 F).

■ **La Maison des cultures du monde présente, du 24 février au 3 avril, en collaboration avec la région toscane, un programme de musiques et chansons populaires de Florence et de Toscane, accompagné d'expositions, de conférences et de débats. Renseignements : 544-72-30.**

■ **La Maison de la culture de Rennes organise du 25 février au 30 mars une série de manifestations sur le thème de la femme et la création, dans les arts plastiques, la littérature, le cinéma, un festival des femmes celtes du 1er au 5 mars, et, le 26 mars, un défilé de mode parodique, mis en scène par Piette Jean Valentin, sur un opéra de Puccini, *Gianni Schischi*. Rens. : (99) 79-26-26.**

■ **L'Association musicale de Paris organise un stage de piano et de musique de chambre, du 31 mars au 9 avril, au château de Romain, près de Reims (Marne). Renseignements A.M.P., 227, boulevard Pereire, 75017 Paris.**

MONTEVERDI ET PURCELL, à Strasbourg

La fibre du spectateur

Voué à la promotion du théâtre musical contemporain, quand l'Atelier lyrique du Rhin jette ses regards sur le passé c'est naturellement vers le dix-septième siècle qu'il les porte, vers cette époque où l'opéra naissant conservait fortement l'empreinte de la cantate et de l'air ou du ballet de cour. Il ballo delle ingrate *(1608) de Monteverdi, par exemple, ne saurait tenter un metteur en scène habitué aux livrets « bien ficelés », tandis que Pierre Barrat a dû se réjouir du problème que pose la représentation d'une fable galante : Amour demande à Vénus, sa mère, d'intercéder auprès du dieu des Enfers pour laisser sortir quelques instants les âmes des femmes restées insensibles aux prières de leurs soupirants. Après avoir décrit leurs tourments, les ingrates réintègrent leur triste demeure et l'œuvre s'achève sur une exhortation à l'adresse des spectatrices qui seraient tentées de se montrer trop inflexibles.*

Grâce à la complicité de William Christie et de son ensemble des Arts florissants, le spectacle qu'on vient de voir à Strasbourg, et qui sera redonné à Mulhouse (les 18 et 20 mai) puis à Colmar (31 mai et 2 juin), est le fruit de deux mois de répétitions fondées sur l'improvisation et la danse. Cependant il est périlleux de vouloir ainsi jouer sur scène, donc au second degré, la représentation d'un spectacle de la cour de Mantoue... en refusant a priori *tout souci de reconstitution. A faire « comme si » tout en laissant voir qu'on ne le fait pas vraiment, on flatte surtout la fibre critique du spectateur qui, peut-être, n'en demande pas tant. Le décor d'Elisabeth Neumuller prend la même latitude avec la convention puisqu'il substitue à la gueule des Enfers indiquée par Monteverdi l'imitation du* Retrait des eaux *de Paolo Ucello.*

Mais Didon et Enée *nous entraînera plus loin. La longue pantomime sur fond de vagues et cris de mouettes enrégistrés qui précède l'arrivée du chef d'orchestre (comme dans l'ouvrage précédent, les musiciens sont sur scène selon les lois du théâtre musical) nous transporte dans un château très britannique, battu par les flots, où l'on va représenter, en costumes du dix-septième siècle, l'opéra de Purcell avec les moyens du bord. C'est ce qui se passe en effet, et, n'était le réalisme un peu cru des coups de tonnerre dont les haut-parleurs accompagnent l'orage du deuxième acte, on se croirait à l'opéra.*

Dans ce cas commme dans l'autre, la musique est parfaitement respectée, en sorte que chacun reste libre de décider si cette forme de représentation stimule son imagination parce qu'elle est moderne, ou lui pèse parce qu'il sent trop le procédé, mais tout le monde s'accordera pour louer la qualité du spectacle et la beauté des œuvres.

Parmi les jeunes chanteurs qui ont contribué au succès de ces représentations, on citera principalement Jill Feldman (l'Ingrate, puis Belinda), Philippe Cantor (Enée), Francis Fauché (Pluton), Dominique Viss (l'Enchanteresse) et Guillaumette Laurens (Vénus puis Didon). Enfin, cela va sans dire, William Christie et ses musiciens ont rafraîchi une musique que d'autres surchargent volontiers.

GÉRARD CONDÉ.

VARIÉTÉS

MICHEL JONASZ, à l'Olympia

Un art de vivre

Bien qu'il se soit lancé il y a quinze ans dans l'aventure de la chanson, Michel Jonasz a commencé sa carrière solo il y a seulement huit ans, et d'abord avec les compositions des autres, notamment *Super-Nana* et *Vacances au bord de la mer*, imaginées par Jean-Claude Vannier.

Progressivement, Jonasz a pris en main sa destinée. Amateur d'un rhythm and blues swinguant, il a trouvé une pulsion rythmique que ne désavouerait pas l'Américain Stevie Wonder. Il a développé des mélodies émouvantes et exigeantes, en conciliant l'esprit du blues et les nostalgies tziganes (Michel Jonasz est d'origine hongroise), en réussissant ce qu'il y a de plus difficile en musique : la spontanéité et la souplesse. Porté à exprimer la fragilité des sentiments, les images contrastées de tendresse et de douleur, Jonasz a su intégrer l'humour à son univers, en faire un élément naturel et essentiel. Et ainsi la musique est devenue, chez Jonasz, un art de vivre.

Rien de plus clair en le voyant à l'Olympia, épanoui, heureux d'être sur scène et de faire exploser sa musique, de valoriser chaque chanson, de lui donner son contenu dramatique, d'approfondir sa nature mélodique et rythmique, de se mouvoir avec un air de bonheur et de tendresse, d'ironie et de malice, prompt à réagir avec humour au moindre incident technique.

Un récital tout en nuances, d'une belle authenticité et d'une grande densité. Où le plaisir est constant.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 21 heures.

DANSE

« Ciné-bijou », de Caroline Marcadé

Caroline Marcadé et sa compagnie ont présenté au théâtre Déjazet *A la mémoire de ma fille chérie,* aboutissement de travaux collectifs ébauchés précédemment avec *Tendre est la nuit* et *Petits Gros.*

Dans tout son théâtre dansé, Caroline Marcadé, en bonne disciple de Carolyn Carlson, voit la réalité à travers son imagination poétique. C'est un univers sensible, tendre et malicieux. *Le regard est obstinément* tourné vers l'enfance pour atténuer *peut-être* la rudesse de la vie. Pendant plusieurs années on a eu l'impression que la chorégraphe refusait de sortir de l'adolescence puis elle a cherché à confronter son expérience avec d'autres. Par le jeu des affinités elle a constitué une troupe (trois garçons, quatre filles) homogène et bien accordée à son propos.

Après la petite musique de *Tendre est la nuit* (portraits de femmes un peu flottants), elle a conçu *Petits Gros, une comédie-portrait* sur le thème de la boulimie et de l'angoisse *existentielle* un peu trop étirée dans l'espace et le temps.

A la mémoire de ma fille chérie, mieux structuré, est un spectacle attachant, une évocation de l'enfance – *encore* – *mais vue* cette fois à travers le regard supposé du père qui déforme lui aussi la réalité.

Caroline Marcadé est plus à l'aise sur la scène à l'italienne. Elle lui permet de suggérer un monde onirique à travers des décors surréalistes et des éclairages raffinés. Son « Ciné-Bijou » égrène des images de flirts de vacances, de jeux amoureux dans un climat d'entre-deux-guerres, sur des airs de fox-trot et de boogie-woogie. Par moments la gestuelle véhémente et saccadée rappelle Pina Bausch ou Régine Chopinot avec ses chutes répétitives et ses changements de rythme constants ; mais le langage est beaucoup plus doux, plus subtil, avec des dérapages parfois déconcertants. Le style oscille entre la comédie musicale et la poésie burlesque selon les interventions de Caroline elle-même, fidèle à son personnage sautillant, et celles de deux phénomènes, Dominique Petit, *extraordinaire danseur, et Jan Van* Opstel, sorte de Harpo Marx hollandais. – *M. M.*

★ Théâtre Déjazet, 18 h 30. *Petits Gros* du 26 au 28 février.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Salle GAVEAU Mercredi 23 Vendredi 25 FÉVRIER à 20 h 30 (p.a. Valmalète)	DEUX CONCERTS **BEETHOVEN** Peter **DAUELSBERG** Violoncelle Ingrid **HAEBLER** Piano
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 24 février à 20 h 30 (p. a. WERNER)	Sous le patronage du Maire de Paris au profit de HELP LIBAN Récital du pianiste **WALID AKL** SCHUBERT - RACHMANINOFF BEETHOVEN : 3e Symphonie transcrite par Liszt
Salle PLEYEL Vendredi 25 FÉVRIER 20 h 30 (p.a. Valmalète) MusicaGlotz Loc. salle 563-88-73	**ORCH. COLONNE WAGNER** Wesendonck Lieder Le Crépuscule des Dieux Sol. : DUNJA **VEJZOVIC** Dir. : LOVRO **VON MATACIC**
THEATRE de PARIS Samedi 18 h « Sous les lustres » le 26 février Rens. : 280.09.30 (p.a. Mondial Musique)	Lauréats de la **FOND. MENUHIN** **O. DARTEVELLE** clarinette **Y. HENRY**, piano BOIELDIEU - SCHUMANN MAZELLIER - BERG HONNEGER - BERNSTEIN FRANCAIX
Salle GAVEAU Samedi 26 février à 17 h (p.a. Werner)	Amis Musique de Chambre PROG. MUS. FRANCE MUSIQUE **QUATUOR LASALLE** HAYDN, APOSTEL, SCHUBERT
THÉATRE NATIONAL de l'OPÉRA Dimanche 27 FÉVRIER à 18 h 30 (p.a. Valmalète) Kiesgen	**CONC. DU DIMANCHE** DANIEL **WAYENBERG** Piano HUGUETTE **DREYFUS** Clavecin MICHEL **TOURNUS** Violoncelle BACH, BEETHOVEN, BRAHMS SONATES
Église des Billettes Dimanche 27 février à 17 h (p.a. Kiesgen)	**L'ENSEMBLE 12** Violon solo : P. BRIDE Michel DEMIZE Udo REINEMANN Ph. PELISSIER J.-S. Bach, Vivaldi, Telemann
T.M.P. CHATELET Dimanche 27 février à 18 h Lundi 28 février à 20 h 30 Loc. T.M.P.	**CONC. COLONNE** HOMMAGE A LA DANSE Dominique **KHALFOUNI** Denys **GANIO** SAINT-SAENS, DURUFLE LANDOWSKI, RAVEL Direction : MICHEL **QUEVAL**
T.M.P. CHATELET Lundi 28 février à 18 h 30 (p.a. Valmalète)	**ORCH. du CONSERV. DE PARIS** Dir. : Jean-Sébastien **BEREAU** Annick **ROUSSIN** Violon Natalie **BERA-TAGRINE** Piano MENDELSSOHN, RAVEL
SALLE CORTOT Lundi 28 février à 20 h 30 (p.a. Kiesgen)	La pianiste **FLORENCE DELAAGE** Mozart, Liszt Wagner, Liszt, Chopin
SALLE GAVEAU Mardi 1er mars à 20 h 30 (Dandelot)	Récital de Piano Hélène **WICKETT** Beethoven, Brahms Ravel, Balakirev
ÉGLISE St-ÉTIENNE-du-MONT Mº Luxembourg et Cardinal-Lemoine Mardi 1er mars à 20 h 45 Loc., 1, rue Bougainville, 7e 551-74-10 (p.a. Werner)	CONCERT ESLSCA au profit « HOPITAL SANS FRONTIÈRE » **VIVALDI** Les QUATRE SAISONS Cto 2 viol., 2 Cellos **ORCH. DE CHAMBRE DE PARIS** Dir. P. DUVAUCHELLE
Salle GAVEAU Vendredi 4 mars à 20 h 30 (p.a. Dandelot)	J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS en accord avec A. BUSSCHAERT présentent un unique récital du prestig. violon. américain ERICK **FRIEDMAN** Au piano **L. PETITGIRARD** Bach, Paganini, Franck, Block, Petitgirard
Salle GAVEAU lundi 7 mars à 21 h (p.a. Kiesgen)	DANIEL **WAYENBERG** Brahms - Chopin
ESPACE P.-CARDIN Lundi 7 mars à 20 h 30 Rens. 266-17-30 (p.a. Mondial Musique)	Musique à l'Espace « Année F. POULENC » **Gabr. TACCHINO**, piano **J.-Ch. BENOIT**, baryton **Alain MARION**, flûte



ORCHESTRE DES ÉLÈVES DU CONSERVATOIRE DE PARIS

RADIO FRANCE Grand Auditorium Vendredi 25 février 20 h 30	dir. : Jean-Sébastien BEREAU Pierre AMOYAL, violon DEBUSSY - CHAUSSON SAINT-SAENS - RAVEL MILHAUD

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

THÉATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 26 février 17 heures	dir. : Emmanuel KRIVINE Pierre AMOYAL, violon RAVEL - LALO - FRANCK

CYCLE ACOUSMATIQUE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 28 février	18 h 30 Marc TEXIER Ivo MALEC 20 h 30 : Alejandro VINAO Michel CHION

SAISON LYRIQUE

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 2 mars 20 heures	FALLA : LA VIE BRÈVE C. HERNANDEZ, M. YSAS P. PEREZ-INIGO, M. CID R. CONTRERAS, P. LIENDO Chœurs de Radio France ORCH. NAT. de FRANCE dir. : GARCIA NAVARRO

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Jeudi 3 mars 20 h 30	ENSEMBLE INSTRUMENTAL DU NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE dir. : Patrice MESTRAL A. M. LAVOISIER, harpe Duo HORREAUX - TREHARD, guitares DEBUSSY - F. IBARRONDO VARESE STRAVINSKY - WEILL

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 4 mars 20 h 30	dir. : Marek JANOWSKI François-Joël THIOLLIER, piano R. STRAUSS - DVORAK SAINT-SAENS

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

SALLE PLEYEL Dimanche 6 mars 20 H 30	BACH : Passion selon Saint-Jean K. EQUILUZ, K. GRAF M. BRODARD, H. SCHAER P.Y. LE MAIGAT Ensemble vocal Michel PIQUEMAL Orchestre de Chambre Jean-François PAILLARD dir. : Michel CORBOZ

MUSIQUE DE CHAMBRE

Grand Auditorium Lundi 7 mars 20 h 30	Quatuor TALICH BEETHOVEN - OHANA BARTOK

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CHAUD ET FROID — Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h 30.
LE FEU ET VIOLS — TAI (278-10-79), 22 h.
LA FLEUR AU FUSIL — Boulogne, T.B.B. (603-60-44), 20 h 30.
TRIPTYQUE — Odéon (325-70-32), 20 h 30.
LA COLÈRE D'ACHILLE — Chelles, C.C. (421-20-36), 20 h 45.
CAUCHEMAR A 4 LITRES 12 - Choisy, Théâtre Paul Eluard (890-89-79), 20 h 30.
MÈRE COURAGE ET SES ENFANTS — Malakoff, Théâtre 71 (655-43-40), 20 h 30.
LA TONNELLE ORANGE — Rueil-Malmaison, Théâtre André-Malraux (749-77-22), 21 h.
LE VOYAGE A PAIMPOL — Orly, Théâtre (884-82-72), 20 h 45.
LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR, LA COLONIE — Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30.
CORIOLAN — Gennevilliers, Théâtre (793-26-30), 20 h.
LES CORPS ÉTRANGERS — Petit Athénée (742-67-27), 18 h 30.
EQUI-LIBRE — Centre culturel de Belgique (271-26-16), 20 h 45.
AZAIS — Eldorado (208-45-42), 20 h 30.
L'EXCEPTION ET LA RÈGLE, LE PETIT PRINCE (en allemand), Théâtre de Paris (280-09-30), 19 h 30.
COMBAT DE NÈGRE ET DE CHIENS — Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 (22).
BIOGRAPHIE : UN JEU — Maison Heinrich Heine (589-32-26), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

CHAILLOT (727-81-15) Grand Foyer 18 h 30, Palerme ou Jérusalem ; — Grand Théâtre : 20 h, Hamlet.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Jocaste.
TEP (797-96-06), à 20 h 30 : le Pip Simmons : Snuff, le silencieux.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : la Flûte enchantée.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), (L), 20 h 30 : les Bas-fonds ; 18 h 30 : E. Chojnacka, S. Gualda, J. Gilles.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 22 h 30 : Rose ou les Épines de la passion.
AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : Contretemps.
ANTOINE (208-77-71) 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23) 21 heures : Moi.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : L'amour tue.
ATHÉNÉE (742-67-27), I : 18 h 30 : Corps étrangers ; II : 19 h ; Ida.
BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Elen ; 21 h : Krehler.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine, les sardines.
CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 30 : Superdupont ze show.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : la Mort d'Elsa.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Resserre, 20 h 30 : le Bon Dieu ; le Marchand d'anchois ; Galerie, 20 h 30 : l'Etranger dans la maison.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Comédie passion.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Argent mon bel amour.
DEUX PORTES (361-49-92), 20 h 30 : Les Fourmidiables.

Mardi 22 février

ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Azaïs.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : 1981.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Valardy 83 ; 22 h : Kadoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
FONTAINE (874-74-40), 18 h 30 : Jeux de mots ; 20 h 15 : Vive les femmes ; 20 h 30 : S. Joly.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : la Chienne dactylographe.
GALERIE 55 (326-63-51) 21 h : A Separate Peace — After Magritte.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Gilles X ; Maréchal de Rais.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LIERRE-THEATRE (586-55-83), 20 h 30 : Armaguedon.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. 22 h 15 : Troubadours de Pendule.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : l'Avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Un grand avocat.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse, 21 h : Trois fois rien.
NOUVEAUTE (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour rire.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PENICHE-THEATRE (245-18-20), 21 h : Rêves d'écluse.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Yes, peut-être ; 22 h : Voyage vers les ombres vertes.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h ; Pas de fantaisie dans l'orangeade.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Fragments.
THEATRE 14 (545-49-77), 21 h : Une minute encore.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Dylan ; Petite salle, 20 h 30 : l'Ambassade.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court ; 22 h 30 : Donnez-moi signe de vie.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : Le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Sur une île flottante.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. — II : 20 h 15 : Philippe Ogouz tout a changé ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h 15, M. Lagueyrie : Rouleur ; 22 h : Tragédie au radar.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : La Musica ; 21 h 15 : Étoiles rouges.
LA GAGEURE (367-62-45), 21 h : Ce n'est pas si grave une femme ; 22 h : la Garçonne.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Essayez, c'est pas sorcière ; 22 h 30 : Douby.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
RESTO SHOW (508-00-81), 20 h 30 : Le chemin des dames.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 30 : A poil ; 22 h : Autant en emporte le banc.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Le monde est petit, Les Pygmées aussi ; 22 h : Albert.

LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : Le joueur de saxo ; 20 h 30 : Sautons français ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) 20 h 45, B. Haller.
CALYPSO (380-03-11), 21 h : M.-M. Fortin.
CENTRE CULTUREL CANADIEN (551-35-73), 20 h 30 : S. Jacob.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Faustino.
GYMNASE (246-79-79) : voir théâtres.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 : J. Humenry, J. Ada.
MARIGNY (256-04-41) 21 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : M. Jonasz.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 21 h : M. Sardou.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Dimitri.
PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (245-88-11) 20 h 30 J. Clerc.
STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : Hard Klowns Rock Forain.
THÉATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : A. Cordy.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Josefina.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : A la mémoire de ma fille chérie ; 20 h 30 : J. Gaudin : les Autruches.
CISP TH. DE PARIS (343-19-01), à 20 h 45 : A. Swanson.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 P. Vallet (Bach, Beethoven, Brahms) 21 h J. Voguet, J. Patin.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-F. Paillard (Telemann).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir : J. Houtmann (Haydn, Casanova, St-Saëns).
RANELAGH, 18 h 30 : Trio TM Plus (Meyer, Cuniot, Dufour).
EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRES, 21 h : M. Giardelli, J.-L. Charbonnier (Bach).
ÉGLISE ST-AMBROISE, 20 h 30 : Orchestre symphonique Paris rive droite, dir : M. Podolak (Glück, Beethoven, Haydn).
ÉGLISE ST-THOMAS D'AQUIN, 20 h 45 : Ensemble Ph. Rameau (Rameau).
SALLE CORTOT, 20 h 30 : V. Nikitine (Mozart, Beethoven, Rachmaninov).

En région parisienne

ANTONY, Th. F.-Gémier (666-02-74), 20 h 30 : L'Opéra de Smyrne.
AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16) I. 20 h 30 : Diderot à Petersbourg. — II. 20 h 30 : Noce.
AULNAY, M.C., (831-11-45), 20 h 30 : les Ames mortes.
BOULOGNE-BILLANCOURT (603-60-44), 20 h 30 : la Fleur au fusil.
CHATILLON, C.C.C. (657-22-11), 21 h : Marat-Sade.
CHOISY, Th. P.-Eluard (890-89-79), 20 h 30 : Cauchemar à 4 litres 12, la veille de ses noces.
CLAMART, C.C. J. Arp (645-11-87), 20 h 30 : le Gardien.
CRÉTEIL, Maison des arts A.-Malraux (899-94-50), 20 h 30 : les Trois Mousquetaires. — II. 20 h 30 : The Opposition ; à 20 h 30 : Duo perché.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h : la Tragédie de Coriolan.
IVRY, Théâtre (670-15-71), 20 h 30 : Bad Lands.
MALAKOFF, Th. 71 (655-43-45), 20 h 30 : Mère courage et ses enfants, à partir du 18.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-22-55), 20 h 30 : Combat de nègre et de chiens. — Centre G.-Brassens (721-91-20), 22 h 30 : Fawzi al Ayedi.
RUEIL-MALMAISON, Th. A.-Malraux (749-77-22), 21 h : la Tonnelle orange.
SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (243-00-59), 20 h 30 : Granit.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : la Fausse Suivante.
SCEAUX, Les Gémeaux (660-05-64), 21 h : D. Edwards.
VERSAILLES, Th. Montansier (950-71-18), 21 h : Quintette instrumental français (Mozart, Debussy, Roussel).
VILLEPREUX, CAC (462-49-97), 20 h 30 : Un jeu.

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, Tartarin de Tarascon, de R. Bernard ; 19 h, Hommage à J. Ivens : l'Italie n'est pas un pays pauvre ; 21 h, Carnet de voyage, Peuple armé, le Petit Chapiteau, le Train de la victoire.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Images, 18e (522-47-94).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).

AMITYVILLE II (A.) (**) (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – (V.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

BLADE RUNNER (A.) (*) (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56). H. sp.

LA BOUM 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bergère, 9e (770-77-58) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LE CAMION DE LA MORT (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

ÇA VA PAS ÊTRE TRISTE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).

LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Franco-polonais) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA FUITE EN AVANT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

GISELLE (Bré.) (**) (v.f.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HECATE (Fr.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

HITLER UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : *Marbeuf, 8e (225-18-45).*

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46).

LE JOURNAL DE CAMPAGNE (Franco-israélien) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) (H. sp.).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A. v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97). – V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; *Paramount-Bastille, 12e* (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES PETITES GUERRES (Lib., V.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.,) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : Arcades, 2e (233-39-36) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; *U.G.C. Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA RIVIERE DE BOUE (Jap., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr..) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; *Gaumont Sud*, 14e (327-84-50) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (**) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LE TERRITOIRE (A.-Port., V. Ang.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).

TIR GROUPE (Fr.,) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *14-Juillet* Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

TRIPTYQUE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-48).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BELLE CAPTIVE, *film français* d'Alain Robbe-Grillet : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA, film américain de Fred Zinnemann, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Murat, 16e (651-99-75).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE, film français de Robin Davis, Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; *Montparnasse-Pathé*, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Wepler, 18e (522-46-01).

LE JOUR DES IDIOTS, film allemand de Werner Schroeter, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

MEURTRES EN TROIS DIMENSIONS (*), film américain de Steve Miner, v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

PARTNERS, film américain de James Burrows, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Normandie, 8e (359-41-18) : *V.f.* : Paramount-Marivaux, 8e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

PHOBIA, film américain de John Huston, v.o. : Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; *Paramount-Orléans, 14e* (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétans, 18e (241-77-99).

THE VERDICT, film américain de Sidney Lumet, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Biarritz*, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-63-68) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

ALPHAVILLE (Fr.) : Logos, 5e (354-26-42).

L'AMOUR L'APRÈS-MIDI (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : la Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Marylin, 14e (542-67-42).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

COUSIN COUSINE (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

SPECTACLES

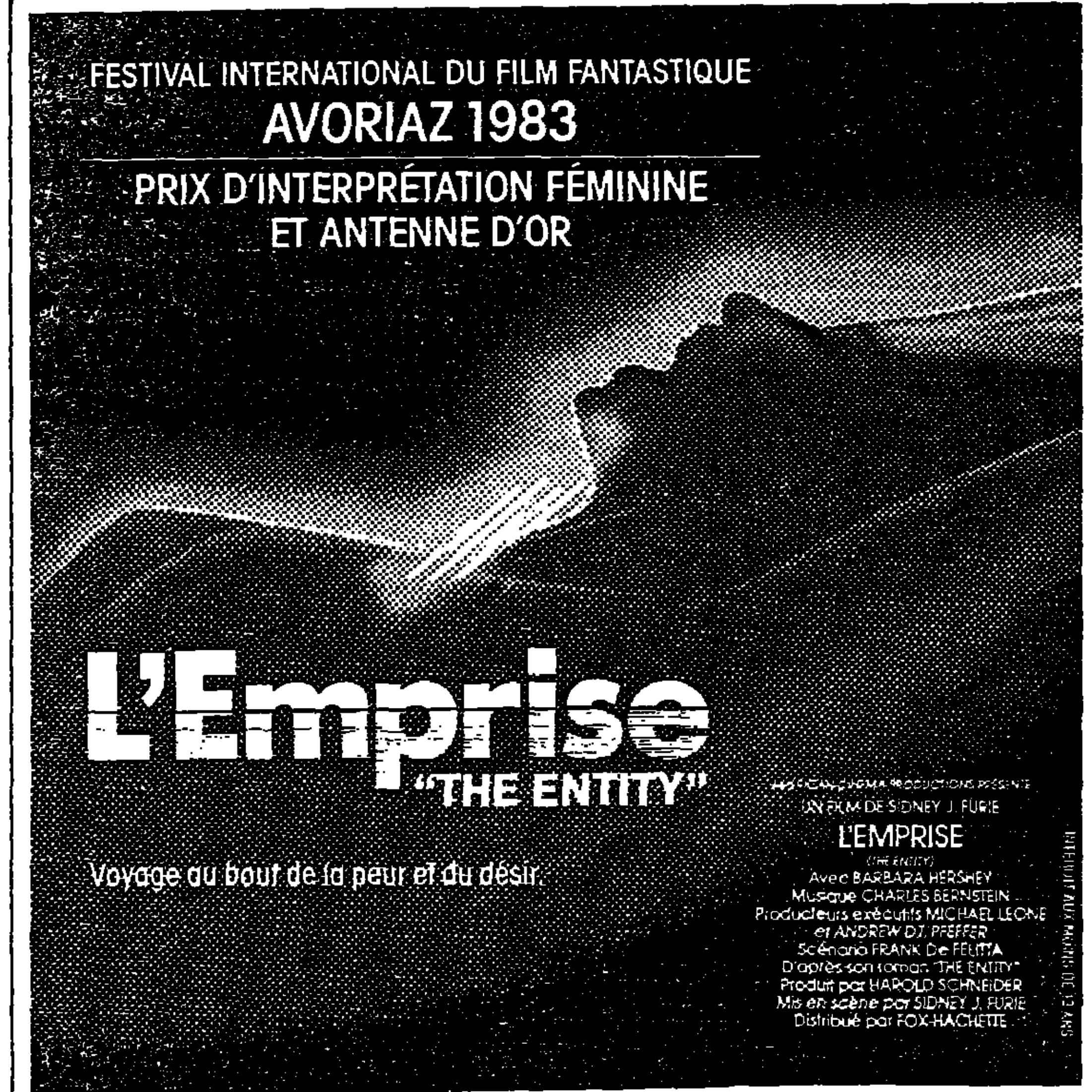
DEEP END (Angl., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA DEROBADE (Fr.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
FAMILY LIFE (Angl. v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
FIST (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Action-Lafayette, 9e (878-80-50).
FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
GILDA (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE GUEPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Action-Rive Gauche, 5e (354-47-62).
L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) : Accacias, 17e (764-97-83).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56) ; Rialto, 19e (607-87-61).
JESUS DE NAZARETH (It., v.f.) 2e partie : *Grand Pavois 15e (554-46-85).*
KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-25).
MAD MAX I (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Arcades, 2e (233-39-36).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES MOISSONS DU CIEL (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Calypso, 17e (380-30-11).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
OUT ONE SPECTRE (Fr.). République Cinémas, 11e (805-51-33) : Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
PAPILLON (A., v.f.) (*) : Capri, 2e (508-11-69).
PHANTOM OF THE PARADISE (*) (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).
PROVIDENCE (Fr.-Ang.) - V.a. : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
REPORTERS (Fr.). Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
TOM JONES (Ang., v.o.) : Olympic-*Luxembourg, 6e (633-97-77).*
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (**) (A., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
LA VEUVE MONTIEL : 3 Parnassiens, 14e (320-30-19).
LES VIKINGS (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
WOMEN (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (272-47-86) : Ma vache et moi.
MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.
HOMMAGE A SIDNEY LUMET (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : *Equus.*
CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Péniche des Arts, 16e (527-77-55).
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07) : l'Ombre de la Terre.
IVAN PASSER, SCENARISTE ET REALISATEUR (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94) : Cutter's Way.
TROISIEME FESTIVAL DU CINEMA BRESILIEN (pour jours et horaires, consulter la salle) Denfert, 14e (321-41-01) : Films inédits : Gordos e Magros, Diario du Provincia, Sangue Mineiro, Cordec de Ouro.

Les séances spéciales

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (**) (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 15.
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
ELECTRE (Grec, v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), 22 h.
HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 20.
L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
MEAN STREET (A., v.o.) (**) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
MERE JEANNE DES ANGES (Pol., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.
ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 25.
PLAY-TIME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), 21 h 45.
PSYCHOSE (A., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 30.
QUERELLE (*) (All., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 10.
SYLVIA SCARLETT (A, v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LE TAMBOUR (*) (All., v.o.), Saint-Séverin, 5e (354-50-91), 20 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 45 + 0 h 30.
UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.). Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
VIVRE SA VIE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-19-68), 24 h.



RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 22 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Théâtre : la Chambre de Marguerite,
d'après *la Dame aux Camélias,* d'Alexandre Dumas, mise en scène de I. Ehni, avec A. Rondags, I. Ehni (coproduction du ministère de la culture).
Trois femmes vivent dans une chambre autour d'un lit. Marguerite, l'héroïne, a vingt-quatre ans et doit mourir atteinte de la tuberculose. Elle en profite, aidée de Julie et de Nadine, pour partir à la découverte d'elle-même. Une réalisation peut-être un peu lente mais d'une sobriété exemplaire.

22 h 5 Mémoires : Christopher Soames.
Réal. : M. Frydland.
Christopher Soames, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne en France, vice-président de la Commission européenne, occupe depuis 1982 les fonctions de lord président of the Council. Cette personnalité britannique, gendre de Winston Churchill, raconte la bataille d'El Alamein, parle de ses années passées à Paris.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 40 Film : Un flic.
Film français de J.-P. Melville (1972), avec A. Delon, C. Deneuve, R. Crenna, R. Cucciola, S. Valère (Rediffusion).
Un commissaire de police parisien découvre, grâce à un indicateur, que son ami, louche patron de boîte de nuit, est le chef d'une bande qui vient de commettre un hold-up dans une station balnéaire, déserte hors saison.
Dernier film de Melville, qui cherchait à pousser vers la tragédie son univers « série noire ». Mise en scène un peu trop hiératique. Intéressant personnage d'Alain Delon.

22 h 20 Mardi cinéma.
Avec Catherine Deneuve et Philippe Noiret.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 La dernière séance.
Emission d'Eddy Mitchell.
Avec à 20 h 40, les actualités Gaumont de 1958 ; à 20 h 45, Tom et Jerry ; à 22 h 15, Tex Avery ; à 22 h 25, Réclames de l'époque.

20 h 50 Premier film : le Trésor du pendu.
Film américain de J. Sturges (1958), avec R. Taylor, R. Widmark, P. Middleton, H. Silva (Rediffusion).
Un shérif fait évader un bandit, son ancien complice, qui lui avait sauvé la vie. Mais, pour récupérer sa part d'un magot caché, le bandit le fait prisonnier, avec sa fiancée. Excellent scénario et mise en scène faisant la part belle à une atmosphère d'inquiétude et de curieux rapports psychologiques, de plus, c'est bien joué.

22 h 40 Journal.

22 h 55 Deuxième film : Commanche Station.
Film américain de B. Boetticher (1960), avec R. Scott, N. Gates, C. Akins, S. Homeier, R. Rust (Rediffusion).
Un cavalier solitaire délivre une femme prisonnière des Comanches. Trois chasseurs de primes cherchent à se débarrasser de lui pour toucher la récompense offerte par le mari.
Boetticher était, alors, un maître du western classique, dans la rigueur et la concision. On retrouve, ici, toutes ses qualités et une interprétation puissante de Randolph Scott.

0 h 14 Une minute pour une image.
d'Agnès Varda.

0 h 15 Prélude à la nuit.
Oteze Nasz, de F. Durienski et *Zostuynice,* de Scesnokow, par la Chorale inter-universitaire Sainte-Anne de Varsovie, sous le direction de J. Dabrowski.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (vers une science qui pense).
20 h, Dialogues : Vie ou mort de l'orientalisme, avec Afaf Mahfuz et Bruno Etienne.
22 h 30, Nuits magnétiques : les nouveaux nègres.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné au Théâtre des Champs-Elysées à Paris le 27 janvier 1983) : « Armide » de Lully, par l'Ensemble vocal et instrumental de la chapelle royale, dir. P. Herreweghe ; avec A. Zylberajch, clavecin ; A. Zweista, violoncelle ; sol. : R. Yakar, Z. Wandersteene, D. Borst...
23 h 30, La nuit sur France-Musique : Jazz-Club.

Mercredi 23 février

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain : ébéniste.
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Les mercredis de l'information : le dessous des cartes.
Reportage de F. Debré et J. Kapriellan.
Loto, cartes ou dés, poker ou passe anglaise, les jeux en France ont une façade légale, mais aussi leurs cercles clandestins : Rivalités, financements louches, etc.
21 h 35 Musique : Festival de Saint-Denis.
Réal. P. Cavassilas.
« Stabat mater », de Rossini, par l'Orchestre national de Lille, dir. J.-C. Casadesus. Avec M. Castro-Alberty, T. Berganza, R. Gambill, N. Ghiuselev.
22 h 45 Court métrage : « Les conteurs », de B. Guilchou (Redif.).
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h 5 Les carnets de l'aventure.
« Montagnes polaires », de F. Valla. »
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.
17 h 10 Platine 45.
Avec : F.-R. David, G. Dorleac, the Stargazers, Julien Clerc...
17 h 45 Terre des bêtes.
Comédie en sous-sol : la taupe.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes.
A bout de courses, réal. C. Loursais. Avec J. Debary, M. Eyraud.
Course truquée, assassinat, une sombre histoire qui se déroule dans le milieu hippique. Cabrol et Ménardeau enquêtent...
22 h 5 Document : Miro.
Coproduction du ministère de la culture. Réal. : G. Patris.
Un montage de documents mais surtout une promenade sentimentale à travers l'œuvre d'un des derniers « grands ». Miro aura quatre-vingt-dix ans en avril, ce qu'il dit, ce qu'il a écrit... Tous ses souvenirs livrés ici, sobrement... Cela il faut l'écouter, le regarder. En couleur.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 25 Pour les jeunes.
18 h 55 Scènes de la vie de province.
19 h 10 Journal.
19 h 20 *Émissions régionales.*
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 Spectacle 3 : la Cagnotte.
Comédie d'E. Labiche, réal. P. Masson. Au Centre dramatique du Nord-Pas-de-Calais. Avec C. Artaux, P. Beglia, R. Bertrand... (coproduct. ministère de la culture).
Rêves de petits-bourgeois pantoufflards et rondouillards s'installant à Paris, capitale des plaisirs secrets. Imaginez !
22 h 35 Journal.
22 h 55 Bleu outremer.
La société wayana, en Guyane ; les Français de Terre-Neuve.
23 h 45 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.
23 h 50 Prélude à la nuit.
Trio sonate en sol majeur, *de J.-S. Bach, par J. Galway, flûte, K. Wha-Chung, violon, et P. Moll, clavecin.*

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : un nouveau traitement de l'anxiété ; images de la jeunesse dans un Québec en crise.
8 h, Les chemins de la connaissance : images de la solitude volontaire ; à 8 h 32, non assistance à nation en danger.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Histoires d'école », avec B. Epin, J. Held, Pef, G. Povina.
11 h 2, Musiques actuelles Nice-Côte d'Azur : Manca 83, *compositeurs et interprètes régionaux (et à 13 h 30,* 17 h 32 et 20 h).
12 h 5, Agora, avec A. Mathieu.
12 h 45, Panorama : Russie et U.R.S.S.
14 h, Sons : cinéma.
14 h 5, Un livre, des voix : « Le Berger des nuages », de J. de Bourbon-Busset.
14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : le travail autonome, vers une autre pédagogie ?
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 45, Promenade au musée de Bayeux ; à 17 h, Roue libre : le compagnonage.
18 h 30, Feuilleton : Le bonheur fou.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : les mirages gravitationnels.
22 h 30, Nuits magnétiques : les nouveaux nègres.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères : œuvres de Mills, Ellington, Tizol, Walberg...
6 h 30, Musiques du matin : œuvres de Janacek, Vivaldi, Praetorius, Rachmaninov.
8 h 7, Le Bougolums 8-9.
9 h 5, Le matin des musiciens : Wagner.
12 h, L'amateur de musique.
12 h 35 Jazz : l'A.R.F.I.
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Haendel, J.-S. Bach, Selma Salaverde, Couperin ; par l'ensemble la Françoise.
14 h 4, Microcosmos.
17 h 5, Repères contemporains : J. Cage, L. Rush.
17 h 30, Les Intégrales : musique de chambre de Johannes Brahms.
18 h 30, Studio-concert (en direct du Théâtre du Ranelagh) : œuvres de Beethoven, Chopin, Ravel ; par A. Ebi, piano.
19 h 38, Les chants de la terre : magazines de musiques traditionnelles.
20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées, à Paris) : « Médée, ouverture », de Cherubini ; « Concerto pour piano et orchestre » de Bartok ; « Symphonie no 9 » de Schubert ; par l'Orchestre national de France, dir. S. Cambreling, sol. P. Entremont.
22 h 30, *La nuit sur France-Musique :* le club des archives.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 22 FÉVRIER

– *M. Edmond Hervé,* ministre délégué, chargé de l'énergie, est reçu à l'émission « Spéciale municipales » de Radio-Vilaine, 95 Mhz, Rennes, à 18 h 30.

– *M. Paul Laurent,* membre du secrétariat du comité central du P.C., participe à l'émission « Un candidat face à la presse » de Radio-Service-Tour-Eiffel, 101,5 Mhz, Paris, à 19 h.

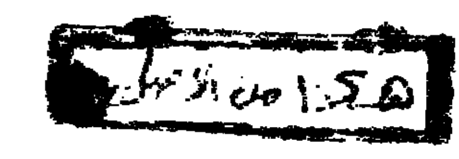
– *M. Paul Quilès,* député (P.S.) de Paris, est l'invité de l'émission « Les rendez-vous de la presse », sur Radio-Canal-89, 104 Mhz, Paris, à 19 heures.

– Un débat oppose *MM. Jacques Delors,* ministre de l'économie et des finances, et *Jean-Pierre Fourcade,* ancien *ministre de l'économie, maire (U.D.F.)* de Sain-Cloud sur Europe 1, à 19 h 30.

– Un débat sur les équipements culturels a pour invités *MM. Philippe Farine,* candidat (P.S.) aux élections municipales dans le douzième arrondissement de Paris, et *Pierre Bas,* député (R.P.R.) de Paris, sur Radio-Express, 100,85 Mhz, Paris, à 19 h 30.

MERCREDI 23 FÉVRIER

– L'émission « Le téléphone sonne » est consacrée à l'enquête du *Monde de l'éducation* sur les résultats des lycées au baccalauréat. Elle a pour participants notre collaborateur *Jean-Michel Croissandeau,* et *M. Marc Minier,* proviseur du lycée Saint-Exupéry de Nantes, sur France-Inter, à 19 h 15.



COMMUNICATION

A VOIR

Derrière la main

Le *monde des jeux, un monde à part*, un monde clos, secret, sournois, sinistre, dont le voile ne se soulève que l'espace d'un scandale — une fermeture, une arrestation, un *assassinat — et puis retombe, lourd* rideau de fer, sur l'ombre enfumée des arrière-salles de boutiques, de bistros, des clandés, des tripots. Et, à l'autre bout de l'échelle sociale, sur les côtes d'Émeraude ou d'Azur, dans des palais rococos, le silence *feutré des clubs et des casinos* aux piliers de marbre, les tapis verts où glissent, ratissées d'une main preste et experte, des plaques représentant des millions de francs lourds, nous les gagne-petit du dimanche et des jours de fête, les encocheurs de bor*dereau, les fanas du tiercé, ça ne* nous épate pas. On connaît.

En voyant s'étaler à la une des journaux le cadavre d'un patron de cercle abattu dans *un parking* au pied de son coupé Jaguar blanc, on lève un sourcil entendu. Inutile de nous décrire la scène. On l'a déjà vue cent fois. Au cinéma. Avec Delon ou Ventura.

C'est dire la difficulté de présenter *à la télé une enquête sur un sujet* aussi galvaudé. Dans ce domaine, jamais la réalité ne sera à la hauteur d'une fiction si bien tricotée que nous en sommes arrivés à la prendre pour argent comptant. L'équipe de TF1 a eu du mal — elle nous le dit, on la croit — à s'introduire dans ces *bars* de Clichy, de Barbès, de la Bastille, *dans ces hauts lieux de la flambe où* se retrouvent, soir après soir, autour d'une toile cirée, chauffeurs de taxi et travailleurs maghrébins ou antillais.

A quoi jouent-ils ? Aux tarots, à la passe anglaise, au poker, à la marseillaise. Ils nous raconteront ce que c'est que de tailler la barbe à un pi*geon, ce qu'il faut entendre par un* condé, quelles sont les relations entre les flics de la brigade des jeux et les tenanciers.

Vous rencontrerez un patron de la criminelle ravi de pouvoir remplir les blancs qui ponctuent les déclarations extrêmement ambiguës des honorables représentants des milieux corses. Ils ne gagnent rien, les malheureux, pour un peu, ils nous fe*raient croire qu'ils y sont de leur po*che et que seul l'État fait ses choux gras d'une passion qui mérite, pendant qu'on y était, quelques mots d'explication.

Une joueuse — son truc à elle, c'est le « rami vicieuse » — parlera bien, très bien même, du plaisir, ou plutôt de l'émotion procurée par le fait de perdre, autant sinon plus que de gagner, mais comme ça, en pas*sant, sans insister. Dommage*, ça *n'*a jamais été vraiment analysé à l'antenne, ce besoin de se remettre en cause totalement, de parier sur la fortune, de narguer le hasard.

CLAUDE SARRAUTE.

★ *« Le dessous des cartes »*, mercredis de l'information, TF1, mercredi 23 février, 20 h 35.

LA COLLÉGIALITÉ A VÉCU A « L'UNION » DE REIMS

Un gérant unique, qu'il reste à désigner, dirigera le quotidien champenois

De notre envoyé spécial

Reims. — Avaient-ils le choix ? Si les douze associés propriétaires de *l'Union* de Reims, réunis en assemblée générale le lundi 21 février, n'avaient pas voté le principe de la gérance unique, l'entreprise aurait sans doute rapidement déposé son bilan. *Le journal a perdu, en effet*, dix millions de francs en 1982, et la suppression du conseil de gérance, cette direction à six têtes issue des mouvements de la Résistance, était, d'après l'administrateur judiciaire, M. Hubert Lafont, la condition préalable à tout apport financier extérieur.

Onze associés ont donc voté, après statutataire demandée, le douzième, M. Pierre Ferret, délégué départemental de la C.G.T., s'opposant à ce « blanc-seing », dans l'ignorance de la personnalité du futur gérant et du plan de financement. « *Un grand pas a été accompli* », déclarait M. Laffont. Celui-ci est M. Claude Roussel, ancien P.-D.G. de l'A.F.P., commis comme expert, ignorent encore pourtant l'identité du bailleur de fonds. Leur formule associerait, à la tête du journal, un gestionnaire représentant de l'investisseur et un technicien de la presse, deux personnalités choisies à l'extérieur de la rédaction de *l'Union*. « *Nous sommes vraiment*, disait M. Lafont, *engagés dans une course contre la montre, compte tenu de l'imminence de certaines créances sur l'entreprise.* »

L'Union cherche donc un patron, car le journal n'en avait plus depuis longtemps : les gérants avaient perdu leur crédit, et, l'on dénonce aujou rd 'h ui u na ni me me nt l eu r in co mpétence et leur politisation stérile. On s'indigne en outre de traitements de roi, qui coûtent trois millions de francs par an à l'entreprise. On ne se gargarise plus, pour autant, de l'héritage de la Résistance, porteur de ces structures collégiales et paralysantes. Le consensus au sein de la rédaction s'arrête pourtant là : *l'Union* est un vieux malade qui se remet mal de la dernière crise aiguë *qu'il vient de traverser. Le journal* a perdu quarante mille lecteurs ces cinq dernières années, et encore 5 % ces deux derniers mois, beaucoup à Reims ne voulant plus acheter « *le journal des communistes* ».

La C.G.T. de *l'Union*, par qui le scandale arriva, s'est, depuis, repliée en ordre. Pendant les quinze jours héroïques, où le Syndicat du Livre *C.G.T. pris le contrôle de l'entre*prise, un directoire de quatre membres a réfléchi sur la relance à venir, a signé des chèques, envoyé des notes de service : celle intitulée « numéro 4 » considérait tout journaliste absent de son poste de travail comme démissionnaire ; la « 4 bis » se ravisait : le rédacteur devenait gréviste.

L'atmosphère s'est ainsi durcie jusqu'au mercredi 27 janvier, où, dans la soirée, un éditorial jugé provocateur du rédacteur en chef, M. Pascal Sellier, était censuré. *L'article paraissait néanmoins dans le Quotidien de Paris*. Les réactions, et notamment celle de Matignon, étaient immédiates : « *On s'y attendait un peu*, déclare M. James Clouet, un des quatre membres du directoire, *dès l'instant qu'on touche à l'amour-propre de ces gens-là.* »

Le directoire « s'efface »

Sont-ce les ordres venus d'en haut, de la Fédération parisienne des Travailleurs du Livre ? Ou l'assurance, comme l'affirme M. Clouet, que l'administrateur judiciaire serait assisté d'un expert en matière de presse, M. Roussel, et aidé d'un comité consultatif élu par le comité d'entreprise et ne comprenant que des membres de la C.G.T. et du S.N.J. ? En deux jours, en tout cas, le directoire « s'efface », ce terme étant préféré par les militants de la C.G.T. à tout autre. Le directoire s'efface même « *conformément aux engagements pris* ».

La cause, aujourd'hui, est entendue : l'action entreprise, contrôlée d'un bout à l'autre, aurait moins été une « *prise de pouvoir* » qu'un « *coup d'arrêt* » aux projets d'une direction soupçonnée des plus noirs desseins, c'est-à-dire démanteler l'entreprise et créer un seul journal, de Paris à Strasbourg.

Les journalistes, s'ils reconnaissent tous n'avoir jamais été contrôlés dans leurs articles par la C.G.T., ne jettent pas le même regard sur les événements : les uns, comme M. Fortier, délégué syndical du S.N.J. (54 % des voix aux élections professionnelles), défendent l'action syndicale de la C.G.T., y compris la censure de l'éditorial du rédacteur en chef, « *une prise de position déplacée dans une situation de lutte* ». Les autres, comme ces rédacteurs de la « locale » de Reims, dénoncent le coup de force de la C.G.T. : « *Ils y croyaient ; ils avaient bien nommé un chauffeur comme chef des ventes.* »

Tous se réclament pourtant du pluralisme, celui du passé du journal. A-t-il toujours le même sens ? Le futur gérant, d'après un militant du S.N.J., ne saurait procéder d'une société capitaliste. Autre priorité pour M. Jules Bette, rédacteur dans la maison depuis plus de trente ans, la direction à venir ne saurait avoir une quelconque couleur politique « *et surtout pas le rouge* » : « *Mais est-ce possible*, demande-t-il, *avec six associés qui réclament un type de gauche et six qui veulent tout sauf des communistes ?* » L'administrateur judiciaire ne trouvera guère facilement cet oiseau rare, susceptible de rallier, au sein du conseil des associés, les neuf voix sur douze nécessaires. La concurrence nouvelle de *l'Est républicain*, présente désormais dans la Marne, rend ses difficultés plus graves encore. « *Seul le choix d'une solution durable*, affirme un rédacteur, *permettra définitivement de recoller les morceaux.* » Plus personne pour l'instant, n'incarne *l'Union*.

Enjeu national, le quotidien champenois n'est guère, en tout cas, au centre du débat municipal à Reims (1) les partis politiques associés à la direction de ce journal, qui ont conduit à l'impasse actuelle, n'ont, en effet, que de bonnes raisons de se taire...

NICOLAS BEAU.

(1) Signalons cependant l'incident qui, jeudi 17 février, a vu M. Claude Lamblin, maire (P.C.) de Reims, refuser au représentant de *l'Est républicain* l'accès aux sièges réservés à la presse pour assister à une séance du conseil municipal. Le journaliste n'a été admis que dans les rangs du public.

● *L'Association des Journalistes européens* (section française), réunie en assemblée générale, a élu son bureau :

Président : M. Jean-Pierre Gouzy, (*L'Europe en formation*) ; Vice-Présidents : M. Francis Devred (*La Voix du Nord*), M. Roger Stock (*Reuter*) ; M. Pierre Toulza (*Spectacles du Monde*) ; M. Marcel Tourlonias (*La Montagne*) ;

Secrétaire général : M. Maurice Barbarin (*La Nouvelle République*) ; adjoint : Mme Huguette Vandevyvere (*La Voix du Nord*) ; M. Jean Gruzewsky, pigiste. Trésorier : M. Arnaud Marc Lipiansky (*L'Europe en formation*).

Lu

« LE CAPITALISME, C'EST LA VIE », du Père Bruckberger

La bourgeoisie corruptrice

C'est beau la foi. Surtout, quand, pour un dominicain, elle *se tourne vers les choses de la* terre. Le nihilisme est si répandu... Eh oui, le Père R.L. Bruckberger, qui n'est pas à un « coup de gueule » près, vient de s'en prendre avec sa vigueur coutumière à la bourgeoisie... pour sauver le capitalisme, que les puissances d'argent ont dévoyé. Pour notre auteur, « *le capitalisme, c'est la vie* », l'accu*mulation en vue de la production*, et pendant des millénaires, les hommes ont été capitalistes sans savoir ce qu'est l'argent. « *Le premier homme qui a construit un foyer avec quelques pierres pour abriter la flamme du vent et garder le feu sous la cendre, cet homme a été un capitaliste, le capitaliste du feu : il accumulait le feu pour le reproduire à volonté, en utilisant les effets pour la lumière, la cuisson et la chaleur.* » Pourquoi pas, en effet, même si ce cher ancêtre eût émis des grognements d'hilarité si on l'avait traité de capitaliste ?

Où notre dominicain pousse un peu la roue, c'est lorsque sur sa lancée, il prétend qu'à l'origine le capitalisme fut « *spiritualiste et désintéressé* ». Le don n'est-il pas au contraire l'acte le plus anticapitaliste qui soit, puisqu'il ne permet pas l'accumulation ?

On n'a pas fini de s'étonner au fil des pages. La charge au canon contre la bourgeoisie, coupable d'avoir corrompu le capitalisme, n'est pas la moindre des surprises offertes. L'Amérique a échappé pourtant à la barbarie. Aussi est-ce de son côté que notre auteur va chercher des combattants de la bonne cause. Le premier est l'économiste Henry-Charles Carey qui répudie tous les maîtres-penseurs de la bourgeoisie européenne, auxquels il ne pardonne pas de donner pour but à l'activité humaine, non la recherche du bonheur, mais celle de la richesse et du pouvoir.

L'autre chevalier d'un bon capitalisme est Henry Ford qui applique des « nouveaux critères de gestion », comme diraient aujourd'hui les économistes communistes français, en proclamant *ainsi la finalité de l'entreprise : « Permettre à un grand nombre de gens l'achat et l'usage (d'une voiture) et donner à un grand nombre d'hommes du travail et des salaires substantiels. »*

Quel mélange que ce livre du Père Bruckberger ! Péguy et Bernanos ne sont jamais loin, et dans ses conclusions, l'Évangile. L'intérêt d'un tel combat c'est qu'il est mené d'estoc et de taille, sans finasserie. L'inconvénient c'est que ce hardi lutteur déplace des rochers, gros comme une maison, qui le gênent dans sa démonstration. Ainsi écrit-il quelque part : « *Les systèmes ont leur logique.* » Le système capitaliste a évidemment la sienne, quelles que soient les vues personnelles de ses acteurs.

Dès lors, tout se ramène à une querelle de mots, la connotation étant souvent plus importante que la définition. Mais comme le Père Bruckberger est tout sauf un être desséché, sa façon de regarder le monde économique mériterait de soulever un plantureux débat.

PIERRE DROUIN.

★ *Le Capitalisme, c'est la vie*, Père R.L. Bruckberger. Éditions Plon, 250 pages, 55 F.

HISTOIRE

ANCIEN COMMISSAIRE GÉNÉRAL AUX QUESTIONS JUIVES SOUS L'OCCUPATION

Louis Darquier de Pellepoix est mort... ... il y a deux ans et demi, en Espagne

Ancien commissaire général aux questions juives sous l'occupation en France, Louis Darquier de Pellepoix est mort, à l'âde de quatre-vingt-un ans, le 29 août 1980, en Espagne... dans l'indifférence générale, indifférence qui s'est prolongée plus de deux ans : c'est seulement lundi 21 février que nous avons pu avoir la confirmation de son décès. Louis Darquier de Pellepoix, qui a été enterré au village de Carratraca, dans la province de Malaga, avait succédé en mai 1942 à Xavier Vallat ; il fut chassé de son poste en février 1944 pour malversation dans la gestion des biens juifs.

Louis Darquier de Pellepoix naît à Cahors le 19 décembre 1897. Engagé volontaire à dix-sept ans, en 1914, c'est un brillant combattant ; il finira la guerre sous-lieutenant. Il vit ensuite de petits emplois dans les affaires et milite à l'extrême droite. Le *6 février 1934*, au cours des manifestations organisées par les Ligues, il est gravement blessé. Il préside l'Association des blessés du *6 février 1934 et devient, la même année, secrétaire général adjoint du* quotidien *le Jour*.

L'année suivante, il se fait élire conseiller municipal de Paris sur un programme « national antijuif ». Il ne cesse, au cours des séances du conseil, de lancer de virulentes attaques antisémites, défend volontiers *ses « convictions » à coups de poing* et diffuse, sous l'en-tête du conseil municipal, des trats appelant à la lutte contre les juifs.

En décembre 1935, après avoir quitté le mouvement Croix-de-feu, trop modéré à son goût, Darquier de Pellepoix prend, en mai 1937, la présidence du Comité antijuif de France, *qui fédère les principaux or*ganes de combat contre les juifs et les francs-maçons. « *Il faut*, s'écrie-t-il au cours d'une réunion publique à la salle Wagram, *de toute urgence résoudre la question juive. Que les juifs soient expulsés ou qu'ils soient massacrés.* » Il lance le périodique *la France enchaînée*.

*En 1939, mobilisé, il se bat à nou*veau brillamment et est fait prisonnier. Libéré de l'Oflag II D, selon lui, au titre de conseiller municipal de Paris, *selon d'autres parce que* les nazis avec lesquels il a collaboré avant la guerre dans la lutte antijuive et qui lui ont alors versé de l'argent l'estimaient utile à leurs projets, il fonde, en novembre 1940, l'Union française pour la défense de la race.

Une première fois, en 1941, il est proposé par les Allemands comme responsable de la question juive en France, *sur une liste où figure no*tamment Céline. Ses protecteurs réussissent à l'imposer — après le retour au pouvoir de Laval, le 6 mai 1942 — au poste de commissaire général aux questions juives, où il succède à Xavier Vallat. Il exerce ses fonctions *jusqu'en février 1944, date* à laquelle il sera chassé officiellement pour malversations dans la gestion des biens juifs.

« Auschwitz : on a gazé les poux »

A la libération, Darquier de Pellepoix passe en Espagne, où *il jouit* de vives sympathies dans les milieux du gouvernement franquiste. On lui procure des travaux de traduction en français et en anglais. Il enseigne aussi le français dans une école privée.

Condamné à mort par contumace, par la Haute Cour de justice, le 19 juin 1947, pour « intelligence avec une puissance étrangère ». Il n'en demande pas moins, en 1972, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale, l'autorisation de venir passer quelques jours en France auprès de son frère malade : il ne reçoit pas de réponse.

En 1978, le journaliste Philippe Ganier-Raymond le retrouve, paralysé, en Andalousie et il s'entretient avec lui. Darquier de Pellepoix lui déclare notamment : « *Je vais vous dire, moi, ce qui s'est exactement passé à Auschwitz. On a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux... Pendant ce temps-là, on désinfectait leurs vêtements...Mais que voulez-vous, ils sont comme ça, les juifs, il faut qu'ils mentent.* »

Cet entretien, publié dans *l'Express* du 28 octobre 1978, provoque une vague de protestations. L'extradition de Darquier est réclamée mais ne peut être obtenue car l'ancien commissaire aux questions juives n'a pas été condamné comme criminel de guerre. M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux, fait ouvrir par le tribunal de grande instance de Paris des poursuites pour apologie de crimes de guerre et de collaboration, provocation à la discrimination et à la haine raciale, diffamation raciale et injures racistes. Les manifestations se succèdent. Autour de l'« affaire Darquier de Pellepoix » toute la question du racisme en France non seulement avant et pendant la guerre, mais de nos jours, est posée.

★ Informations tirées notamment de *La France antisémite de Darquier de Pellepoix*, Jean Laloum. Éditions Syros, 1979.

Le cabot de la haine

Un politicien sans envergure, vénal et noceur, méprisé de ses amis politiques eux-mêmes, dont la lâcheté de Vichy a fait le responsable de la question juive en France pendant deux ans et demi et qui fut de surcroît chassé par *ses maîtres*, tel fut Louis Darquier de Pellepoix. Il avait fait plus de discours et de déclarations délirantes qu'il n'avait agi : tout, ou presque, avait été préparé avant lui. Exilé, on l'avait oublié. Une interview fracassante fait de lui un symbole et donne l'occasion aux Français de réfléchir *sur leur passé et sur leur pré*sent, sur le racisme triomphant d'hier et le racisme rampant d'aujourd'hui.

Louis Darquier est un produit typique de l'extrême droite de la première après-guerre. Héros en disponibilité, il est, comme bien d'autres à son époque, pris par la rage de vivre et la rage de haïr.

Monoclé, botté, adorné d'une particule douteuse, *il se lance* dans les affaires, les mondanités *et la politique. Il réussit fort mal*, et c'est un personnage vénal qu'une blessure reçue le 6 février 1934 dans les rangs des Ligues montant à l'assaut du Palais-Bourbon hisse sur le pavois. A Paris, à l'époque, on pouvait être élu conseiller municipal sous l'étiquette « national anti-juif »... *Darquier siégera à l'Hôtel de Ville* jusqu'à la guerre. Son antisémitisme, d'ailleurs, il en vit. Les officines nazies le subventionnent. Il est à vendre. Tout le monde le sait.

Il parade dans les salons, hurle son racisme dans les réunions qu'il organise, les journaux qu'il crée avec des fonds qu'il dilapide, cogne à coups de poing *sur ses collègues du conseil mu*nicipal. La guerre de nouveau. « *Une guerre juive* », dit-il. Il la fait quand même, avec courage. Prisonnier libéré, il respire enfin dans le climat qu'il a souhaité : on va pouvoir débarrasser la France de ces juifs qu'il s'étouffe à rendre responsables de tout. Et même, *maintenant, de la défaite* de la France devant les champions de l'antisémitisme. Darquier est ainsi, illogique, délirant et stupide.

Ses amis allemands le savent et le poussent : un pantin. Vichy, où on le connaît bien, ne veut pas de lui. Mais Xavier Vallat, premier commissaire général *aux* questions juives, qui a mis sur *pied l'arsenal législatif* antisémite, est raciste, mais pas collaborateur. Laval, de retour au pouvoir en 1942, met à sa place ce Darquier qu'il considère pourtant, ainsi que le rappelle Henri Amouroux (1), comme « *un énergumène, un forcené de l'antisémitisme* ».

Darquier triomphe. L'affaire est juteuse pour un homme toujours à court d'argent que son principal collaborateur, Pierre Galien, vite révoqué, présente *comme un « sinistre comédien, bas joueur et prébendé »*. A vrai *dire, il laisse le travail aux bu*reaucrates de l'antisémitisme, se contentant d'obéir à ses maîtres allemands et même de les encourager, de parader et de multiplier les discours et les propos hystériques. Son programme : étendre à la zone alors non occupée le port de l'étoile jaune imposée *aux juifs par les Allemands le* 1er juin 1942, interdire les ma*riages mixtes*, dénationaliser et « expulser » les juifs nationalisés après la loi de 1927, réviser les nationalisations prononcées depuis 1870. Il veut aussi remplacer, comme le rappelle encore Henri Amouroux, le « M. Untel » par « *le juif Untel* »...

Un exil minable

Cet énergumène, cependant, a des moments de lucidité. C'est, paraît-il, de mauvaise grâce qu'il prendra la responsabilité de l'organisation technique de la grande rafle allemande des *juifs rassemblés le* 16 juillet 1942 au Vel-d'Hiv, par la police française, avant d'être déportés. Mais de ces hésitations il ne restera pas trace. Il ne restera, au contraire, qu'une lettre à Laval où il se plaint que des « indiscrétions » aient permis à quelques personnes de s'échapper : *12 884 victimes ne lui suffisent* pas... En province les rafles se *multiplièrent* et se multiplieront après l'occupation de la zone « libre ».

Darquier, toujours besogneux, toujours bellâtre, pousse à la roue, mais, en fait, se révèle, même dans le crime, un incapable. Il sera démis de ses fonctions, non parce qu'il désobéit à *ses maîtres, mais parce qu'il les* déçoit.

Du moins restera-t-il attaché à ses fantasmes. Son exil minable, malgré ses amitiés franquistes, le conforte dans l'idée que tous les malheurs de la France et les siens viennent de ceux qu'il a inlassablement poursuivis. Il est mort impénitent, vieux cabot enfermé dans le rôle qui avait fait *sa sinistre fortune*.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Henri Amouroux, *les Passions et la haine. Avril-décembre 1942*. Robert Laffont.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Pour une importante unité industrielle de 2.000 personnes, filiale d'un grand groupe français, située en région RHÔNE-ALPES.

Une fonction-clef qui requiert de son titulaire une formation supérieure, un actif professionnel acquis en milieu industriel et... une certaine carrure psychologique.

Membre du Comité de Direction, il définit et propose les principales orientations concernant la politique de Personnel de l'entreprise. Il met en place les plans d'emploi, de formation et de gestion des carrières. Interlocuteur des partenaires sociaux, il représente la société auprès des différents organismes et associations.

Mais, au-delà de cette définition classique, il EST le moteur des orientations nouvelles, afin de concilier *les objectifs d'efficacité économique avec une prise en charge dynamique des ressources humaines.*

Si ce poste correspond à vos aspirations, votre candidature est à adresser à M. RIVIÈRE - 15, rue du *Colisée* - 75008 PARIS, qui transmettra en toute confidentalité.

Gerland Sols et Revêtements
Gerflex - Gerflor

- Spécialiste européen des revêtements de sols vinyl.



- Plus de 50 % de la production française.
- Cinq usines en Europe.
- Premier exportateur national.

Directeur de l'usine de Grillon (Vaucluse)

L'usine est implantée depuis 7 ans et emploie 120 personnes. Techniques dominantes : calandrage et aussi moulage et extrusion. Les procédés de fabrication peuvent en permanence y être améliorés par l'évolution technologique. L'ensemble «tourne» bien et a été jusqu'ici dirigé par un ingénieur mécanicien récemment promu. Une formation du même type (AM) conviendrait parfaitement. Votre autonomie sera importante. Au niveau de la gestion notamment et des relations humaines et sociales. Nous y attachons une attention toute particulière et nous vous imaginons soucieux des autres et responsable.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence DU 208M.



11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

DES ATOUTS MAJEURS, A VOUS DE JOUER...

directeur d'usine

REGION OUEST

Nous sommes une Société - 160 personnes - filiale d'un groupe *international* et nous connaissons une régulière expansion. Nous fabriquons plusieurs lignes de produits mécaniques (de petite et moyenne série) pour l'Industrie, le Bâtiment et la Consommation.

Nos ateliers bénéficient d'une industrialisation moderne ainsi que d'un B.E. opérationnel.

Nous exportons une bonne partie de nos fabrications.

VOUS ETES un *Ingénieur mécanicien généraliste* -ARTS et METIERS ... - possédant une expérience de 5 ou 6 ans de la Production de série. Vous avez déjà dominé la fonction "Méthodes" à un poste responsable. Directement placé sous l'autorité du PDG, *vous devrez diriger la Fabrication, canaliser la créativité* d'un service technique compétent, arbitrer les stratégies des hommes de Marché, améliorer encore l'industrialisation.

Nous vous confions les moyens incontestables d'une évolution favorable sur des créneaux éprouvés.

Adresser un dossier détaillé et prétentions à notre Conseil Yvette EDELMAN, MGP, 16 bd du Château 92200 Neuilly sur Seine. (Réf. 8310-M)

MGP *management gestion du personnel*

PARIS — STRASBOURG

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Importante Bouteillerie Mécanique

implantée dans le Sud-Ouest met en oeuvre un programme de développement de son infrastructure industrielle et recherche un

Directeur de production

Notre candidat en relation directe avec la Direction Générale sera responsable de l'ensemble des services d'exploitation technique dirigés par des Ingénieurs : Division Verre, Fabrication, Services Techniques communs, entretien-travaux neufs, soit un effectif d'environ 350 personnes.

Il sera chargé du suivi et de l'amélioration des performances de production tant dans le domaine organisation que technologie.

Ingénieur diplômé : Centrale, Arts et Métiers ou équivalent.

Il devra obligatoirement justifier d'une expérience de plusieurs années dans l'Industrie verrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en mentionnant la référence 2583 sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Groupe Français de niveau international, employant plus de 1000 personnes en France Travaux de Second œuvre du Bâtiment recherche

DIRECTEUR ADJOINT

de son Agence de Paris (env. 250 personnes) ECP, ENSI, ETP ou simil.

- Mission : assurer progressivement la responsabilité humaine, technique et de gestion des travaux de la région parisienne.
- Une expérience de 5 à 10 ans de direction de chantiers du Bâtiment ou du second-œuvre est indispensable.
- Poste d'avenir de niveau élevé, bien rémunéré.

Adr. CV dét. ss N° 10343 à Monsieur W. Bernard C/O
**PIERRE LICHAU S.A.
10, rue de Louvois - B.P. 220
75063 PARIS CEDEX 02**

Directeur de production

200 000 F

C'est un poste clé dans l'organisation des 2 établissements de notre usine puisque vous aurez la charge de l'administration centrale de production ainsi que le planning.

Vous êtes ingénieur et vous faites la preuve d'une première expérience réussie des méthodes ou de la fabrication en ateliers de mécanique de petites séries par exemple.

Vous souhaitez maintenant évoluer vers une position d'adjoint au Directeur d'une usine qui dépasse 400 personnes : c'est l'opportunité que nous vous proposons. Le poste est basé dans une petite ville de l'Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 383/LM à



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

MEDIA PA

VENDRE DU BACK-UP

"Plus grande est l'intégration de l'Informatique dans l'Entreprise, plus graves sont les risques courus en cas de sinistre".

Ceci explique l'expansion du marché du **Back-up** pour lequel nous nous situons parmi les premières S.S.C.I.

Nous disposons d'ordinateurs **IBM** *et* **CII-HB** *de haut de gamme.*

Pour faire face à notre développement, nous proposons une opportunité à un **INGENIEUR COMMERCIAL** capable d'assurer à court terme le poste de

Directeur Commercial

Nous souhaitons rencontrer un Commercial connaissant parfaitement l'un des marchés suivants sur la région parisienne:

- ***Vente de temps machine ou back-up sur gros système IBM/CII-HB.***
- **Régie/Forfait en personnel d'exploitation ou études.**

sogeris Merci d'adresser votre dossier de candidature à M. AMARA
SOGERIS - SILIC 446
94593 RUNGIS

Importante Société de Distribution non alimentaire

recherche pour les **Pays de Loire**

DIRECTEUR LOGISTIQUE

Sous l'autorité de la Direction Générale et en liaison avec la Direction Commerciale il doit :

- Diriger et contrôler l'exploitation de l'entrepôt (20.000 m²)
- Assurer la livraison de 350 points de Vente
- Rechercher en permanence la réduction des coûts d'exploitation et l'amélioration du service à la clientèle.

Une première expérience d'au moins cinq ans dans un poste similaire sera exigée

Nous vous remercions d'écrire sous réf. D 82 - 242 au :

Groupe Opéra Sélection
8, RUE DE LA MICHODIERE - 75002 PARIS

SOCIETE DE PRODUITS CHIMIQUES

Région Parisienne - recherche

INGENIEUR AGRONOME

Age minimum 35 ans, formation complémentaire à la gestion, expérience confirmée Marketing et Ventes sur des marchés agricoles français et internationaux, anglais courant indispensable, pour lui confier un poste de

direction commerciale

dans une de ses principales divisions.

Ces fonctions offriront à moyen terme, d'importantes perspectives de promotion.

Rémunération de l'ordre de 300.000 F.

Merci d'adresser lettre de candidature (c.v., photo) à M. Cathalan - 364, rue de Vaugirard - 75015 Paris. Discrétion garantie.

LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL recherche

le directeur général de sa division hydraulique

En liaison directe avec la société-mère américaine, il aura la charge de diriger les activités européennes de la ligne de produits de façon à atteindre les objectifs *financiers du budget.*

Ce poste requiert un candidat dont la bonne formation technique sera complétée par des qualités de gestionnaire. Il devra effectuer de fréquents déplacements de courte durée. Une très bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire: des connaissances d'allemand ou d'italien seraient appréciées.

Il est *obligatoire* que le candidat ait une expérience préalable de la fabrication et de la vente de produits industriels, de préférence dans les domaines du chauffage ou de la climatisation.

Le poste est basé dans une ville agréable du Centre-Est de la France.

La rémunération prévue sera complétée par une voiture de fonction et divers avantages particuliers.

Adresser CV *en anglais* avec photo et *prétentions s/réf.* 7295 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER PARIS (Promotion - Gestion)

recherche

DIRECTEUR COMPTABLE

— 35 ans minimum, formation supérieure
— solide expérience dans ce poste et connaissances informatiques indispensables.

Il sera chargé de la comptabilité des différentes sociétés du groupe.

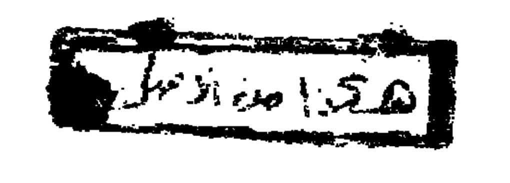
Il aura à mettre en place le contrôle de gestion et la consolidation des comptes des différentes filiales.

Il *sera responsable de l'orthodoxie* des comptes devant le Président.

Il utilisera la comptabilité comme un «révélateur» de l'activité économique et devra faire profiter de son expérience les directeurs des différentes *sociétés* filiales.

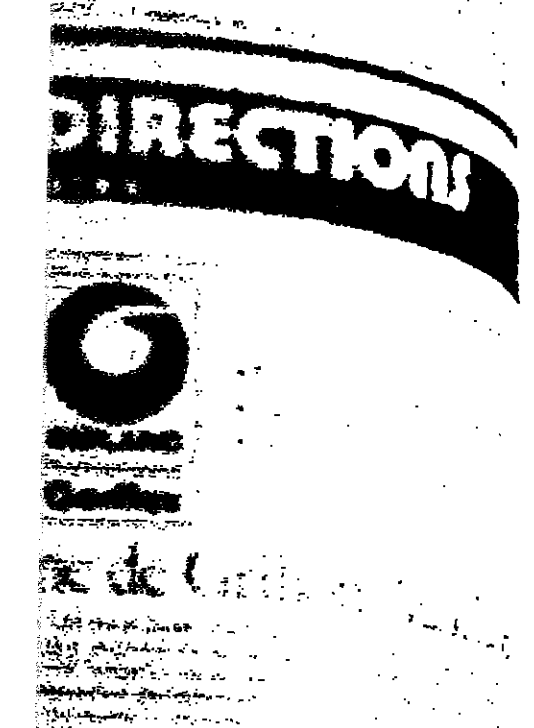
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à M. SNERVALIN
Contesse Publicité 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01
Discrétion et réponse assurées.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.









emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Nous sommes la filiale française du groupe industriel US de dimension mondiale; nous étudions et fabriquons dans notre usine du Havre, compresseurs et turbines à gaz, pompes, matériels miniers et de forage. Nous cherchons

un ingénieur de contrat

Vous prenez en charge un certain nombre de contrats, en assurez la coordination avec nos clients; vous vérifiez le respect des conditions techniques et financières de ces contrats.

Vous avez un rôle de gestion, de coordination et de communication aussi bien verbale qu'écrite.

Ingénieur diplômé ECP, AM, INSA... vous avez entre 2 et 5 années d'expérience comme chef de projets chez un fabricant de gros matériels d'équipement (turbines, bancs d'essais) ou un bureau d'ingénierie.

Vous avez chez nous l'occasion de donner à votre carrière une dimension internationale.

Vous maîtrisez l'anglais: déplacements fréquents de courte durée.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4301 LM) à «Carrières d'Ingénieurs».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



elf aquitaine

recrute pour

Centre de Recherches
Sud-Ouest

INGENIEUR CALCUL

pour le dimensionnement des structures en matériaux composites
Formation: Grandes écoles - thèse Ingénieur Docteur dans la spécialité souhaitée.
Expérience en calcul des structures aux éléments finis et en résistance des matériaux.

Ecrire avec CV et prétentions sous n° 61.685
S.N.E.A.P. DC Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64028 PAU Cedex

STRATEGIE POUR UN DEPART: LES «METHODES»

En faisant appel à de jeunes
INGENIEURS à FORT POTENTIEL
Centrale, A et M, INSA...

nous nous donnons les moyens de poursuivre notre expansion. Dans l'une de nos unités, soit en région RHONE-ALPES, soit dans le CENTRE de la France, nous vous offrons la possibilité de débuter une carrière au sein d'un important groupe industriel français (30.000 personnes) D'abord dans une fonction

METHODES MECANIQUES

dont la mission de logistique industrielle vous permettra d'acquérir la connaissance de l'ensemble des problèmes liés à l'industrialisation de nos produits.

Votre réussite à ce poste ainsi que votre dynamisme et votre esprit novateur seront autant d'atouts pour prendre rapidement de plus larges responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 3437 à

rscg carrières 48, rue St Ferdinand
75017 PARIS qui transmettra.

DÉVELOPPER LA FONCTION ANALYSE DE LA VALEUR

Importante société d'**ingénierie électronucléaire**, nous souhaitons confier à un **INGÉNIEUR DIPLOMÉ**, possédant une première expérience industrielle en **méthodes ou en production**, la fonction Analyse de la Valeur.

Intervenant dans le cadre de grands projets d'ingénierie, il participera à l'évolution de notre "produit", aussi bien sur le plan des coûts que sur celui des techniques et des méthodes.

D'excellentes qualités relationnelles lui permettront de dialoguer avec l'ensemble des concepteurs du dossier technique.
Ce poste est basé à **LYON**.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 75682/LM à notre Conseil.

MILO M.R.H 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

emplois internationaux emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer) (et departements d'Outre Mer)



EN ARABIE SAOUDITE

l'université de Riyadh est à mi-parcours

Ce chantier exceptionnel (2 milliards de dollars) avance conformément aux prévisions et à la satisfaction de tous.
Il recherche aujourd'hui un

Ingénieur confirmé en électronique

Diplômé d'une grande école ou faculté, il a une grande expérience des "systèmes" électroniques, engineering, installation et mise en œuvre. Il est responsable de la supervision, de la mise en œuvre d'un ensemble particulièrement sophistiqué, varié et important d'équipements de télécommunications et audiovisuels à la mesure du projet.

Ingénieur plomberie-climatisation

De formation AM, ICAM, ECAM ou équivalent, il est intégré aux équipes construction déjà existantes et veille dans sa spécialité, à la bonne réalisation du projet.
Une expérience de cette spécialité est nécessaire.

Ces deux postes requièrent de bonnes connaissances en anglais.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à M.N. Marczak - BOUYGUES - Direction du Personnel
BATIMENT INTERNATIONAL - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

Organisation et Publicité



Nous sommes une importante entreprise d'installations électriques réalisant plus d'un milliard de Francs de CA dont un tiers à l'export. Présents dans le monde entier, nous sommes actifs dans tous les secteurs de l'industrie et du tertiaire.

Dans le cadre de notre expansion, nous souhaitons aujourd'hui vous confier le poste d'

ingénieur d'affaires export

pour une mission d'un an en Egypte.
Vous êtes ingénieur électricien de formation et vous exercez depuis au moins deux ans la fonction d'ingénieur technico-commercial. Vos points forts : un bon contact, des facultés d'autonomie et d'organisation, la maîtrise de la langue anglaise. Homme de réalisation avant tout, vous souhaitez prendre enfin de véritables responsabilités qui correspondent pleinement à vos aspirations. Nous vous proposons de piloter "votre affaire". Après 3 mois de formation à notre siège de Mulhouse, vous serez chargé avec l'appui des entreprises locales d'animer et de coordonner l'ensemble des travaux d'equipements électriques d'une affaire.
Résidant en Egypte vous bénéficierez de nombreux avantages liés à votre condition d'expatrié. La bonne réussite de ce projet vous conduira à terme à d'autres responsabilités au sein de notre département export.

Nous attendons votre candidature, C.V., photo et prétentions, adressés à CLEMESSY - Service Emploi - B.P. 2499
18, rue de Thann - 68057 MULHOUSE CEDEX

Organisation et Publicité

CHEF COMPTABLE

De formation supérieure (ESC, université + DECS...), vous désirez aujourd'hui intégrer une grande entreprise aux méthodes de gestion moderne.

Adjoint du responsable administratif et financier d'un établissement réalisant un C.A. de 250 millions de francs environ, vous prendrez en charge à la tête d'une équipe de 6 personnes la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité.

Vous saurez saisir des opportunités de carrière, dans notre groupe de dimension internationale (chiffre d'affaires : 2.5 milliards de francs, croissance + 30 %).

Poste basé à BORDEAUX.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec prétentions sous référence CHCI à :
SODEXHO
Service Central du Recrutement
B.P. 36
78391 BOIS D'ARCY Cedex



Nous dressons la carte du mieux vivre en commun

compagnie française des aciers spéciaux.

Groupe spécialisé dans la sidérurgie fine
(6000 personnes - CA 2,5 milliards de francs).
recrute un

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

LA FORMATION : HEC - ESSEC - SUP de CO ou équivalent.

L'EXPÉRIENCE : 2 à 3 ans dans fonction COMPTABILITÉ ANALYTIQUE et du Contrôle de Gestion en usine acquise dans groupe industriel important.

Pratique des Prix de Revient standards et connaissances en informatique souhaitées.

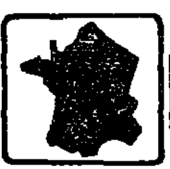
POSTE PROPOSÉ ET MISSION : *responsable de la* **COMPTABILITÉ ANALYTIQUE** d'une unité de production de 3.000 personnes, très performante, *située à DUNKERQUE.*

Avec l'aide de l'informatique améliorer et mécaniser le système de Prix de Revient, dans le cadre d'une harmonisation des procédures de contrôle de gestion au niveau du groupe.

Perspective d'évolution de carrière dans le cadre de la Direction Financière du Groupe, pour un candidat de valeur.

Adresser lettre de candidature manuscrite et curriculum vitae + prétentions à la COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPÉCIAUX - Ph. REBOUL. Direction des Affaires Sociales, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, Cedex 33, 92070 PARIS-LA-DÉFENSE 9.

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TURBOMECA

Brevets SZYDLOWSKI recherche son

CHEF DE SERVICE DOCUMENTATION

Rattaché au Directeur Technique et travaillant en liaison avec la Direction Commerciale, ce collaborateur aura en charge la conception et la publication de la documentation technique, des notices de vente et de la publicité. Assisté *d'un adjoint, il dirigera et gérera un service de 35 personnes réparties en une équipe de rédacteurs techniques*, un atelier d'imprimerie, un laboratoire photographique et une section de tirage et archivage.

Nous destinons ce poste en priorité à un INGENIEUR de formation Centrale, Sup. Aéro., A.M., ENICA, INSA..., mais nous exigeons avant tout une expérience d'une dizaine d'années de la responsabilité d'un service de documentation technique et commerciale, acquise de préférence dans un secteur d'activités proches des nôtres. Bien entendu, une bonne pratique de l'Anglais est indispensable. Le poste est basé au siège de la société, à proximité de PAU.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, en indiquant la réf. 2579 à OCS notre conseil. Les consultations auront lieu à Bordeaux et à Paris.



1 rue Guillaume Brochon - BP 37
33024 BORDEAUX Cédex
PARIS - 91 rue du Fg. St-Honoré 8°

JEUNE INGENIEUR METHODES
A.M. - E.N.S.I. - I.N.S.A. mécanique

Filiale d'un groupe international important, leader dans notre domaine (secteur automobile) fabriquant du matériel de haute technicité, recherchons pour notre usine du Mans (1200 pers.) un ingénieur méthodes.

Celui-ci, encadrant une équipe de techniciens expérimentés sera chargé de tous les problèmes concernant l'industrialisation des produits et, à ce titre, sera l'interlocuteur des Etudes et des Services de Production.

Ce poste peut constituer, pour un jeune ingénieur (débutant ou 2 ou 3 ans d'expérience) une réelle opportunité.

Adresser C.V. détaillé avec lettre manuscrite et prétentions sous référence 533/M à J.M. LEGRAND
CENTRE de PSYCHOLOGIE du TRAVAIL
3, boulevard René Levasseur 72000 LE MANS

LE MANS - ANGERS - LIMOGES

COFAP

Nice, Côte d'Azur

BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIELS
SECTEUR MÉCANIQUE
Objectif 1986 : tripler notre C.A.

Contrôleur de gestion

Outre la Direction des Services Comptables et Informatique, il sera plus particulièrement chargé de la redéfinition et de la mise en œuvre des *systèmes de gestion, de la procédure budgétaire*, et du suivi de la *trésorerie*. Il devra également développer la comptabilité analytique, l'établissement des prix de revient et mettre en place une gestion de production informatisée.
Ces très importantes responsabilités ne pourront être confiées qu'à un gestionnaire très expérimenté justifiant d'une expérience acquise essentiellement dans le secteur industriel.
Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous référence 386 A, par notre conseil

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

SOCIETE LEADER EN FRANCE
PRODUITS MINERAUX
D'ISOLATION ACOUSTIQUE
POUR BATIMENT
recrute pour son laboratoire de recherches dans ville 20.000 habitants JURA

UN JEUNE INGENIEUR
GRANDE ECOLE
ou DOCTORAT INGENIEUR
ou DOCTORAT 3ème cycle

Passionné par la recherche appliquée pluridisciplinaire (principalement physique et chimie) en milieu industriel.

Langues : ANGLAIS - ALLEMAND.

Envoyer C.V. détaillé et prét. sous No 61.559 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - *75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.*

Vente et marketing

TROYES **200.000 F +**

Notre société figure parmi les leaders français de l'impression et de la décoration textile (C.A. de + 20 MF) et fait partie d'un Groupe important.
Pour asseoir sa véritable *dimension industrielle*, notamment sur le marché de la décoration (vêtements d'enfants, de sport, publicitaires, tee-shirts), elle souhaite intégrer un jeune diplômé d'une école supérieure de commerce, justifiant d'une expérience opérationnelle de vente de 2 ans minimum.
En collaboration avec le Directeur Général de notre société, il définira les stratégies commerciales marchés et produits à court et moyen terme, et sera le garant de leur réalisation : animation de vendeurs, actions promotionnelles et publicitaires. Ses objectifs : progression de C.A., des parts de marché, des profits.
C'est donc une personnalité de premier plan : concepteur et homme de terrain à la fois.
La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire, pour l'avenir.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et *prétentions*) sous *référence* 83301 M à SELECOM.

Selecom 225, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

---

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Nous exerçons nos activités en France et en Afrique.

Nos diverses filiales spécialisées dans la vente de biens d'équipement et de consommation durable réalisent un chiffre d'affaires consolidé de 2 milliards 1/2 de Francs.

Nous recherchons actuellement pour notre

Groupe Commercial Multinational
2 JEUNES CADRES DE DIRECTION

DE FORMATION SUPERIEURE
(HEC, ESSEC, ESCP) ayant une expérience professionnelle de 5 ans minimum.

Nous leur confierons, au sein de nos équipes de direction, des activités nécessitant d'excellentes aptitudes à la gestion, l'organisation, mais également et impérativement aux actions commerciales.

La première affectation sera à PARIS ou dans une filiale Africaine.

Ces recrutements comportent d'intéressantes perspectives de développement de carrière en poste d'exploitation ou d'Etat Major en France ou en Afrique dans un Groupe actif et diversifié.

Une pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite et CV sous No 62026 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

VICTOR®

SIRIUS SYSTEMS TECHNOLOGY was founded end of 1980 by Chuck Peddle, the father of the personal computer. Manufacturing of the SIRIUS 1 and VICTOR 9000 computers started end of 1981. After the merger between SIRIUS and VICTOR end of 1982, the *new company - VICTOR TECHNOLOGIES - is a dominant factor in* the computer industry with a complete distribution network in US, Europe and the rest of the world.

Our current line of computers is on the forefront of technology and we intend to be the technical leaders.

We are now in the process of building up a headquarters organization *in Paris, France, to support the distributors and subsidiaries in* Europe, Africa and the Middle East. We expect to move to Paris from our present quarters in Brussels in March 1983.

We are looking for personnel to work in this exciting and fast growing company.

Following positions need to be filled:

- Software Specialist
- Applications Specialist
- Technical Training.

The tasks will be to follow the development in the assigned areas, to assist customers and distributors, to evaluate Software and Applications for approval/acquisition by VICTOR, to conduct training sessions, to assist our major accounts marketing effort.

The applicant should be willing to spend a major part of his time travelling in Europe and U.S.

The successful applicant should be fluent in English and have a solid computer background preferably with personal computers but experience from large systems may acceptable.

Send your application to Ronald Janssens in our Brussels office or call him.

VICTOR
INTERCONTINENTAL S.A./N.V.
Ninoofsesteenweg 71
1750 SCHEPDAAL
Belgium
Tel. 02/569 55 00

I.N.R.S. recherche
pour son CENTRE DE NANCY

INGÉNIEUR CHIMISTE

Grande école ou universitaire pour son laboratoire de chimie analytique minérale.
Expérience pratique de l'analyse instrumentale appréciée.
Envoyer C.V., photo et prét. s/réf. 3446 à SWEERTS B.P. 268, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

EDF/GDF recherche Jeunes

TECHNICIENS SUPÉR.

disposant d'un BTS ou DUT. option électrotechnique.
Adresser candidature à EDF/GDF, 56, avenue Foch, 77370 NANGIS.

ENTREPRISE G.A. recherche INGENIEUR début. ou qques années d'expérience béton armé et béton précontraint.
Poste au sein de son bureau d'études.
Adr. C.V. à G.A., B.P. 4366, 31030 TOULOUSE Cedex.

L'AGENCE D'URBANISME

Recrute
SUR CONCOURS

1) UN CHARGÉ D'ÉTUDES PRINCIPAL DE HAUT NIVEAU
Formation économiste/urbaniste (3e cycle). 7 années d'expérience professionnelle minimum. Aptitudes au contact, à l'animation d'équipe et à la gestion.

2) *UN CHARGÉ D'ÉTUDES.*
Formation ingénieur/urbaniste (grande école ou 3e cycle). 5 années d'expérience professionnelle (études urbaines). Aptitudes à la synthèse et à la *rédaction*.

Adresser C.V. détaillé à :
Atelier Urbanisme A.T.
Mairie. 37032 TOURS. Cedex.

Sté immobilière
recherche
pour son bureau de Périgueux
RESPONSABLE COMMERCIAL
Homme ou femme, sérieuses références exigées.
Écrire : M.D.F. B.P. 112
24.200 – SARLAT.

Cours de vacances province *recherche* PROFESSEURS très qualifiés
math, physique, français, philo.
Écr. ICLA 38, r. des Mathurins Paris 8e, qui transmettra.

Importante société transports maritimes.
recherche
pour son agence de
LILLE

JEUNE DIPLOMÉ

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL

Env. C.V., photo et prét. à RÉGIE PRESSE
sous nº T 038.511 M
85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

I.R.T. SERNE
recrute pour poste à LYON

INGÉNIEUR

Formation générale E.C.L., I.N.S.A., I.C.P.I. avec orientation connaissances véhicules et matériaux pour études énergie.
Quelques années d'expérience souhaitables.
Ecrire C.V. et prétentions à I.R.T. SERNE - M. DELSEY
B.P. 75 - 69672 BRON.

LYCÉE PRIVÉ
cherche

PROFESSEUR MATHS PHYSIQUE

en Savoie.
Tél. : (79) 06-02-52.



recherche pour son Département
NOUVELLES ACTIVITÉS

1 JEUNE DIPLÔMÉ ÉCOLE DE COMMERCE
pour un poste de FORMATEUR
auprès de la DISTRIBUTION

Dans le cadre de sa diversification, le leader mondial de l'outillage électro-portatif *commercialise un système d'alarme électronique grand public* auprès d'une clientèle nationale composée de distributeurs et de grossistes.
Afin de développer l'information produits de cette gamme sécurité, la Société crée un poste de responsable de formation.
Basé au siège près de LYON, le candidat sera chargé, au terme d'un stage technique préalable, d'intervenir sur les divers points de vente en animant des réunions d'information auprès des distributeurs. Il optimisera également le merchandising des produits et devra plus globalement favoriser les conditions qualitatives propices au développement des ventes.
Cette mission ponctuelle constituera une excellente préparation concrète à l'exercice de fonctions marketing ou vente auxquelles l'intéressé pourra accéder dans un deuxième temps.
Il s'agit d'une opportunité stimulante pour un candidat débutant, de formation Ecole Supérieure de Commerce, désireux de prouver ses capacités d'homme de terrain et de communication.
La fonction requiert, au départ, une *mobilité importante* ; elle est assortie de conditions financières motivantes.

Ecrire sous référence nº 738 avec C.V. et prétentions à
Black et Decker à l'attention de C. NICOLAZZI
B.P. 0633 - 69239 LYON Cédex 02.

---

chefs projets télématique

Rennes et Paris

La division informatique de **sema metra**, Groupe européen de *conseil, études et ingéniérie (800 MF de CA, 2200 personnes)* recherche 2 chefs de projets, respectivement pour Rennes et Paris.

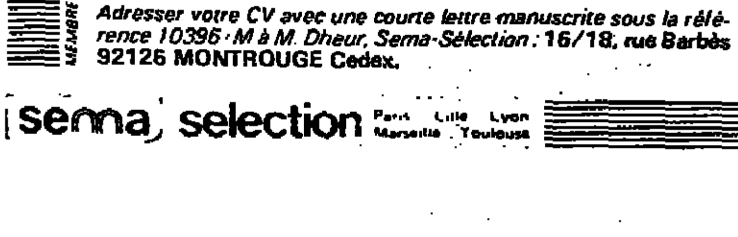
Leur mission consistera à encadrer et diriger techniquement une équipe d'une dizaine de personnes pour réaliser des projets de réseaux à commutation par paquets et de réseaux téléphoniques à commutation temporelle.

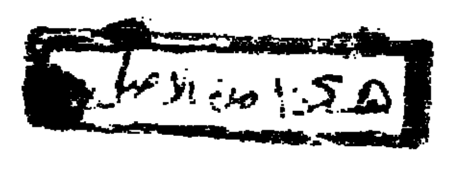
Les candidats souhaités *ont acquis de 7 à 10 ans d'expérience en* informatique dont une partie en conduite de projets et possèdent des connaissances approfondies dans l'un des domaines suivants :

- architecture des systèmes de communication
- réseaux et services de transport de données : Transpac, Télécom 1 ...
- services modernes à valeur ajoutée : messagerie, vidéotex, teletex
- réseaux locaux
- autocommutateurs publics ou privés.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 10396 M à M. Dheur, Sema-Sélection : 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

MEMBRE DE SYNTEC





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



recherche pour son établissement de BOURGOGNE (près Dijon)

Chef du service Contrôle de gestion

Rattaché au Directeur de l'établissement, vous assurerez :

- l'animation du service gestion
- l'élaboration des budgets et diverses procédures, des plans et tableaux de bord à court et moyen termes
- le suivi et l'analyse des écarts
- le contrôle de production, la prévision et le suivi des prix de revient.

Nous souhaitons recruter un cadre de formation supérieure disposant de quelques années d'expérience en milieu industriel.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à **S.A. SEB Direction du Personnel - 21261 Selongey cedex.**



CDFAP

STÉ DE SERVICES ET CONSEIL INFORMATIQUE (630 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche.

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

- 1 à 2 ans expérience.

Connaissant :

- MITRA, si possible LTR.

Lieu travail : Région TOULON OU CHERBOURG

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prét. Nº 2752. PUBLICITÉS RÉUNIES 112, bd Voltaire, 75011 PARIS

Société française d'ingénierie recherche pour poste basé SUD-EST.

INGÉNIEUR SANITAIRE

Spécialisé réseaux d'assainissement et épuration des eaux (plusieurs années d'expérience). Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2382 à MEDIA P.A. 9, boulevard des Italiens 75002 PARIS.

---

elf aquitaine

recherche

TECHNICIEN DE LABORATOIRE

Formation BTS ou équivalent.
Expérience en chromatographie liquide indispensable.
Anglais parlé souhaité.
Pour participer dans ses laboratoires du Sud-Ouest au développement de la chromatographie liquide préparative.
L'activité nécessitera de nombreux déplacements, généralement à l'étranger.

Écrire avec C.V. et prétentions à Nº 61687
S.N.E.A.P. - DC Recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64028 PAU Cedex.

GRANDE BANQUE

a vocation internationale recherche pour son reseau d'agence de

PROVINCE

jeunes diplômé(e)s HEC, ESSEC, ESCP, IEP Paris ou équivalent

pour devenir ATTACHE(E)S DE DIRECTION a des postes d'exploitants,
en relation avec sa clientele d'entreprises en Province.
Les candidats devront être motivés par une activite commerciale demandant par ailleurs *des connaissances précises en ANALYSE FINANCIERE et en DROIT des AFFAIRES.*
Une bonne maitrise de l'Anglais est indispensable. Une seconde langue etrangere est souhaitée.
Remuneration annuelle brute de depart 108.000 F+.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 4471 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Informatique

Lyon

Organisme bancaire à caractère mutuel recherche

Organisateur informatique

Rattaché au Directeur Administratif, il est chargé de l'optimisation des systémes informatiques, ainsi que des méthodes et procédures administratives.

Nous souhaitons rencontrer un **Ingénieur informaticien** ayant quelques années d'expérience, de préférence dans le secteur tertiaire.

Homme d'analyse et de synthèse, il contribue par la qualité de son diagnostic et la pertinence de ses *idées à la mise en place d'une organisation permettant* d'améliorer la productivité.

Homme de contact, il sait entraîner l'adhésion de l'ensemble des interlocuteurs.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. CG/348 à **CAPFOR - 70, rue Boileau - 69006 LYON.**

MEDIA PA

CAPFOR

PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BREST - MONTLUÇON

Proximité Auxerre – Nous sommes une importante société agro-alimentaire (plus de 450 M de CA pour notre groupe, plus de 300 M de CA pour la société-mère). Nous recherchons pour notre siège administratif (situé dans l'Yonne, à 35 km d'Auxerre) qui *gère l'ensemble des problèmes administratifs et comptables du groupe – un cadre* comptable, fortement motivé par la vie en province – en tant que

CHEF COMPTABLE

Vous avez une très solide formation comptable (DECS ou équivalent) et une expérience professionnelle d'au moins quinze ans qui vous a permis d'acquérir une compétence reconnue. Vous n'êtes pas rebuté, mais au contraire motivé, par des situations demandant du caractère et une grande puissance de travail. Vous prendrez dans un premier temps la responsabilité de la comptabilité générale de la maison-mère, vous *dirigerez une équipe d'une douzaine de personnes* avec l'assistance de deux chefs de groupe dans un contexte tendant à s'informatiser de plus en plus. Vous pourrez, après avoir fait vos preuves, élargir vos responsabilités vers d'autres aspects comptables du groupe. Vous êtes, si possible, disponible très rapidement.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5676 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur d'entretien

Filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, CECA exerce son activité dans le domaine de la **chimie de spécialités**. Largement représentée par ses filiales, ***elle réalise plus de 50 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.***

Nous recherchons un **Ingénieur d'entretien** pour notre usine dans le **PAS-DE-CALAIS.**

Sa mission consistera à diriger les services d'entretien : mécanique, chaudronnerie, électricité, *contrôle et régulation.*

Nous souhaiterions rencontrer, pour ce poste, un candidat de formation **École Nationale Arts et Métiers ou Institut Industriel du Nord** et bénéficiant d'une **expérience d'au *moins 10 ans.***

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en inscrivant sur l'enveloppe la référence 2384 à



MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

FABRICANT MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES

recherche

UN DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

Si possible spécialisé agro-alimentaire.

OU PHARMACIEN

Situation stable ou d'avenir.

Adresser C.V. détaillé et photo à :
AUDEVARD S.A.
47110 SAINTE-LIVRADE-s-LOT

bleu

Chef de service administratif

Bretagne

Nous sommes une entreprise industrielle a structure complexe et recherchons pour notre Siege Social en Bretagne, un cadre de bon niveau, qui sera plus particulierement charge *des questions de personnel (150 salariés) et possèdera des connaissances en gestion* (prix de revient, investissements, assurances).

- Formation juridique et expérience de la fonction appréciées.
- *Bon niveau de rémunération.*
- Libre rapidement.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réference 4793 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

BANQUE RÉGIONALE DE L'EST

recherche le

RESPONSABLE

de sa

DIRECTION INSPECTION

Une parfaite connaissance des techniques et circuits bancaires est indispensable.

Le poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire actuellement au moins en classe VII.

Écrire avec C.V. détaillé et photo sous Nº 60.982
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LE SYNDICAT GÉNÉRAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ISÈRE

recherche son

RESPONSABLE DES QUESTIONS SOCIALES

LA MISSION

L'information et le conseil auprès des adhérents en matière *de contrat de travail et de législation sur la formation* (salaire, retraite, apprentissage, formation continue, etc.).
La représentation syndicale auprès des administrations et organismes sociaux (ANPE, ASSEDIC, Préfecture, Caisse de S.S., etc.).

LE PROFIL

Rigueur et efficacité.
Qualité d'ouverture et de dialogue.
Formation juridique.
Exp. du droit du travail et des problèmes de personnel.
5 ans d'expérience minimum.
Rémunération 95 à 110.000 env. (à nég. selon expér.).
Env. C.V., lettre man., prét., photo s/réf. 830.205 au :

CABINET VITTE ▣ MOSSAN
15, bd Maréchal Leclerc 38000 Grenoble

CHEF DES VENTES

Nous sommes un groupe qui occupe la première place dans son secteur d'activité (C.A. 2 M - 5000 P)

VOUS AVEZ :

- 30 ans environ,
- une formation ESC,
- une expérience réussie de la vente dans le secteur agro-alimentaire et pré-emballage.
- une bonne *connaissance de l'anglais.*

NOUS VOUS PROPOSONS :

- de vous confier la commercialisation d'une ligne de produits en France et à l'exportation,
- de participer à la conception et à la *mise en place de nouvelles lignes* de produits.

Ce poste est rattaché au **DIRECTEUR DE NOTRE UNITE SITUEE PRES DE TOURS** et suppose une grande *disponibilité.*

Vous êtes intéressé, nous vous remercions d'adresser votre candidature, CV et prétentions, s/réf. 4771 à :
PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE DES COTES-DU-NORD

recherche

DÉLÉGUÉ (E) A L'INFORMATION

Diplômé (e) du Supérieur (minimum I.U.T. information).
« Aimant lire et écrire »
Capable de bien percevoir et traduire une information.
Personne de « CONTACT », aura avec l'aide d'une documentaliste, à :

- Mettre en œuvre l'information des différents publics de la M.S.A.
- Organiser une diffusion interne de données adaptées aux différents destinataires.
- Apporter son concours à l'information du personnel.

Adresser lettre candidature manuscrite + C.V. + photo à M.S.A. des Côtes-du-Nord (Direction du Personnel). B.P. 68, 22024 Saint-Brieuc Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Région Lorraine Nord

RECHERCHE

Dans le cadre de sa très forte expansion en automatisme et techniques de pointe :

- 1 INGÉNIEUR « CHEF DE PROJET AUTOMATISME », ayant acquis une forte expérience en milieu industriel (sidérurgie, agro-alimentaire). Il se verra confier des missions d'analyse fonctionnelle et de suivi de projets au sein de nos équipes d'ingénieurs d'affaires.
- 1 INGÉNIEUR INFORMATICIEN, 2 à 3 ans d'expérience. Il participera à la réalisation d'importants projets d'automatisme à base de microprocesseur et d'automate. Une connaissance des matériels INTEL serait un atout.

Écrire s/nº 6.466 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des *Italiens* – 75009 PARIS.

POITOU-CHARENTES
P.M.I. 270 PERSONNES
INDUSTRIE DU BOIS
Recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

dépendant directement de la direction générale
Collaborateur ayant expérience bancaire et comptable confirmée, pratique du droit social et des sociétés *indispensable.*
Adresser C.V. complet manuscrit – photo et prétentions *sous nº 7.786 LE MONDE PUB.*
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Nous prions *instamment* nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

BANQUE PRIVÉE DE PROVINCE

Proche de Paris, recherche

LE SECOND

D'UNE AGENCE RÉCEMMENT CRÉÉE

LE CANDIDAT (TE) DEVRA :

- avoir une bonne connaissance des produits bancaires ;
- être compétent (te) en matière d'organisation et de comptabilité, car il (elle) aura à assurer le bon fonctionnement de l'agence ;
- être âgé (e) de plus de 30 ans.

Son salaire sera de l'ordre de 120.000 hors primes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS sous référence nº 7800 M.

UNE ENTREPRISE A TAILLE HUMAINE, LA COMPÉTENCE, LE CADRE DE VIE...

Notre entreprise a su conserver les avantages d'une taille humaine. Notre compétence est reconnue, en France, mais aussi en Europe : nous sommes rapidement devenus un pôle important de l'électronique française : micro-électronique et circuits hybrides intégrés.

Dans un cadre agréable, près de Fontainebleau, nous bâtissons notre avenir en préservant la qualité de notre environnement technique et humain.

Nos projets de développement sont ambitieux.

RESPONSABLES LIGNE DE PRODUCTION

– L'un de ces postes concerne des produits professionnels, l'autre la production en moyenne et grande séries.

Les hommes que nous recherchons, de formation ingénieur, au contact du terrain seront de vrais responsables. Maîtrisant les divers aspects de la fonction (gestion, ordonnancement, fabrication, tests) ils animeront leurs équipes avec un réel souci de productivité et de rentabilité. Accrocheurs, volontaires, ils prendront en charge leur activité de A à Z avec une très large autonomie de décision (y compris en ce qui concerne leur budget).

Votre formation technique sera prise en compte, mais nous attacherons une attention très particulière à votre expérience et à vos capacités de contact et de commandement.

INGÉNIEUR - SERVICE MÉTHODES

Cet ingénieur mécanicien, de formation type A.M., assistera le responsable du service. Nous lui demanderons d'apporter ses compétences en mécanique et micro-mécanique pour les mettre en œuvre dans un univers de technologie de pointe. Ce *poste doit rapidement évoluer et permettre à l'homme retenu d'acquérir une polyvalence très enrichissante.* Nous collaborerons à sa réussite en lui assurant une formation à nos produits et méthodes.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN TESTS-CONTRÔLES

L'équipement de notre laboratoire de test est particulièrement étoffé : LTX, TERRADYNE, GENRAD, HP, Testeurs de haut de gamme...

Au sein d'une équipe très soudée, performante et jeune, il aura une première expérience en électronique analogique et logique, et une pratique opérationnelle de l'informatique si possible.

DUT - BTS - ÉLECTRONIQUE

Jeunes diplômés (ou agents techniques expérimentés), nous leur proposerons une très grande variété de missions. Capables d'initiatives, ennemis de la routine, ils évolueront au sein d'équipes autonomes dans un environnement de pointe très formateur.

Ces divers recrutements s'inscrivent dans le cadre d'un développement important de notre entreprise : nos objectifs sont *ambitieux. Ceux que nous recrutons aujourd'hui, moteur de notre expansion, auront de larges perspectives d'évolution.* Nous souhaitons renforcer notre compétence technique, conquérir de nouveaux marchés tout en restant une entreprise agréable à vivre.

Votre collaboration doit nous permettre d'atteindre ces objectifs.

Adresser votre candidature (CV et prétentions) à : Service du Personnel THOMSON-CSF-DCH - B.P. 32 - 45390 PUISEAUX (Tél. 16.38.33.51.37).



THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

- HAVAS CONTACT

Un leader dans les systèmes logiques et analogiques, et la conversion statique d'énergie

Une société d'électronique française, disposant de plus de 15 ans de savoir-faire, spécialisée dans l'électronique et l'alimentation de bord en aéronautique, et les bancs de test et de contrôle industriels, recherche des :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour leur confier des responsabilités d'études et d'affaires, depuis la discussion des cahiers des charges avec les clients jusqu'au suivi du matériel mis en place, dans des secteurs militaires et industriels.

Si vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique ou électrotechnique, avec une première expérience de l'électronique de puissance ou des asservissements électriques, ce message vous concerne. Les débutants avec potentialité peuvent être également concernés. Réf. 302082 M

UN REDACTEUR TECHNIQUE

qui aura la charge de la **rédaction des notices techniques** à destination des clients en fin de processus de fabrication des produits spécifiques.
Il a une compétence technique certaine dans le domaine de l'électronique et sait manier la plume. Réf. 302083 M

Postes basés dans la proche banlieue **Nord de Paris.**

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES GRANDES ÉCOLES

GROUPE PETROLIER INTERNATIONAL
DIRECTION COMMERCE INTERNATIONAL — DIRECTION DES ETUDES

Débutants ou quelques années d'expérience, vous souhaitez optimiser votre formation et vos compétences dans les domaines économiques et techniques. Notre Groupe vous en donnera la possibilité dans une de ses activités car nous sommes présent sur des marchés multiples.

Vous serez chargé de conduire une réflexion approfondie relative au marché pétrolier et à son environnement, impliquant des etudes techniques, économiques et commerciales.

Ces études utilisent des programmes informatiques, la connaissance d'un des langages est donc nécessaire. *La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.*

Nous souhaitons rencontrer des candidats motivés, méthodiques, et néanmoins imaginatifs. Les activités variées que nous leur proposons leur permettront ultérieurement une évolution de carrière au sein de l'une des différentes Directions ou dans d'autres secteurs du Groupe.

Chaque candidature envoyée sous référence 62210 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, sera traitée confidentiellement.

AIR INTER



LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche pour renforcer son équipe **INFORMATIQUE**

INGENIEUR DEBUTANT

Formation Grande Ecole d'Ingénieurs. Expérience maximum de 2 ans. Après une formation de 12 à 18 mois, il sera chargé de logiciel de base.

ANALYSTES ORGANIQUES et ANALYSTES PROGRAMMEURS

Débutants et confirmés. Formation DUT maîtrise ingénieur. Il leur sera demandé de participer à des projets nouveaux au sein de petites équipes dans un environnement IBM 3033 sous VM — DOS. Perspectives d'évolution *interessantes.*

Lieu de travail : **ORLY.**

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, *photo et prétentions* au département
Effectifs Recrutement Orientation
1, avenue du Maréchal Devaux — 91550 - PARAY VIEILLE POSTE

VOUS,
vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau,
vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior,
vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation,
vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs

JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE

(HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos **filiales étrangères**

Nous sommes un Grand Groupe Industriel et Commercial français, leader mondial sur son marché.

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

Adresser votre candidature à
INTERMEDIA N° 495 A
59, rue La Fayette - 75009 PARIS
qui transmettra.

HITACHI DIASONICS

Une croissance de 50% dans L'IMAGERIE MEDICALE : Ultrasons, Radiographie Digitale, Résonance Magnétique Nucléaire, recherche

un ingénieur en électronique

Homme de terrain avec expérience, *pour prendre la responsabilité technique* d'une ligne de produits dans S.A.V. Anglais obligatoire. La Société vous fournira une voiture de fonction + frais réels.

Téléphonez pour rendez-vous au (6) 928.69.45 à Sylwin GRINMAN
ou écrivez-lui à SONOTRON S.A. BP 56, Z.A. *de Courtaboeuf 91942 LES ULIS*

Importante societe industrielle
recherche pour ses services de PARIS 17ème

Jeune ingénieur-technico-commercial

Niveau B.T.S. Electromecanique.
Bonnes connaissances en Electronique.
ANGLAIS *necessaire.*
Situation d'avenir.

Adresser C.V. et prétentions sous la reference 4/58 à
Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON-TITN

recherche pour son département

Systèmes de commutation

Pour le développement de gammes de produits STANCOM, BANKCOM, AIRCOM :

• Analystes programmeurs
de formation IUT, débutants et 1-2 ans d'expérience pour participation à la réalisation, mise en place et installation de Logiciel de commutation de messages (réf. DSCO1).

• Ingénieurs
débutants et 1-2 ans d'expérience, bonne formation de base Télécommunications, pour des développements de pointe de Logiciel de Télécommunications (réf. DSCO2).

• Ingénieurs système
3 à 5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécommunications, de préférence sur importantes configurations, destiné à assurer le développement de nos produits (réf. DSCO3).

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à **THOMSON-TITN - DSCO** - 55 rue Edgar Quinet - 92240 MALAKOFF.

MEDIA BA



AGENCE DE PUBLICITÉ INTERNATIONALE A PARIS

cherche

CHEF DE GROUPE

pour gérer budgets internationaux

- 5 ans d'expérience minimum.
- *Bonne connaissance marketing et publicité.*
- Parfaitement bilingue français-anglais.
- Très mobile (voyages fréquents en Europe).

Adresser C.V., photo, rémunération actuelle.

Ecrire sous nº 6.467, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ LEADER EN MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

PROGRAMMEUR D'APPLICATION

- Formation DUT *informatique* ou équivalent.
- Débutant ou possédant une première expérience en informatique de gestion et micro-ordinateurs.
- Libre rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à PROCEP, Distributeur exclusif de Commodore, 21, *rue* Mathurin-Régnier, 75015 PARIS.



4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Développer l'innovation au sein d'un marketing performant
référence HR 431 AM

LA FILIALE D'UN GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS, *à* **implantation internationale, marques renommées,** poursuit sa croissance et intensifie les activités de sa Direction Marketing.

Une création de poste de **Chef de Produit Senior, responsable des nouveaux marchés, nouveaux produits, nouvelles marques...** s'inscrit dans le cadre d'une politique générale fondamentalement prospective et innovatrice de la Direction Générale.
Créatif, actif et dynamique, le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP... et d'une première expérience réussie de 3 à 5 ans acquise dans les produits de grande consommation au sein d'un groupe performant (alimentaire de préférence).
Pour un candidat motivé, capable d'amener une contribution personnelle de qualité dans le cadre de la stratégie de développement et d'innovation, de larges perspectives d'évolution de carrière sont ouvertes au sein de la société ou du groupe.
Poste ville universitaire Bourgogne.

Pour diriger service développement un haut potentiel alliant technique et productivité
référence FP 430 AM

GRANDE MARQUE FRANÇAISE, leader sur ses marchés, filiale d'un puissant groupe international, offre le poste de **Chef de Service Développement Produits,** au sein de sa Direction Recherche et Développement, résolument prospective et dynamique.

La gamme des produits de cette société couvre de larges secteurs aussi bien industriels que domestiques et loisirs.
Le poste conviendrait à un ingénieur grande école ECP, AM, IDN, disposant d'une *expérience de 5 ans environ acquise si possible dans un domaine de petits matériels* de grande distribution.
A sa compétence technique (thermique, mécanique, électricité), il devra allier le sens et le goût de l'innovation ainsi qu'une solide maîtrise des coûts et de la rentabilité. Poste intéressant et évolutif pour candidat dynamique, disposant d'un réel dynamisme industriel, capable d'animer une équipe de 30 personnes (études – labo – prototypes) et de travailler en étroite collaboration avec le Marketing et l'Industrialisation.
Lieu de travail : proximité immédiate Lyon.

Chef de projet conception et réalisation système de gestion de pointe
référence IS 432 AM

cana

Val-de-Loire (2,5 milliards de francs de CA, 1700 personnes) recherche, dans le cadre de son expansion, un **Ingénieur Chef de Projet.**

Il s'intégrera au service Informatique équipé d'un 43/41, de plusieurs mini-ordinateurs de gestion (HP 3000) et d'une centaine de micro-ordinateurs.
Rattaché au Directeur Organisation et Informatique, *il aura la responsabilité* de la réalisation de projets inscrits au plan informatique et concernant toutes les *activités de la coopérative.*
Les projets sont conduits selon la méthode Merise et font appel aux bases de données et au temps réel. Le poste, outre des compétences en informatique et une formation d'ingénieur, fait appel à des qualités de contact, d'autonomie et exige une expérience de niveau similaire d'environ 3 ans acquise en SSCI ou entreprise.
Poste basé à Ancenis.

Jeune adjoint au contrôleur de gestion
HEC ou équivalent
référence CM 427 AM

UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS (700 personnes), *nombreux établissements en France et filiales à l'étranger, propose une* situation évolutive d'**Adjoint au Contrôleur de Gestion.**

Ce poste implique une participation active à tous les aspects du contrôle de gestion (tableaux de bord, budget, analyse écart, suivi des prix de revient).
Cette fonction attrayante par sa polyvalence conviendrait à jeune diplômé HEC, ESSEC, ESCP, ayant une première expérience du contrôle de gestion dans une société industrielle.
Lieu de travail : Paris.

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

COMPAGNIE DES METAUX PRECIEUX (filiale d'un groupe international) particulièrement active dans la chimie et la métallurgie fine

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

3 ans d'expérience de vente de produits industriels techniques.

Niveau de base Bac + bonne formation complémentaire en électronique (BTS - DUT).

Son activité s'exercera au sein du Département Industrie (marché couche épaisse en métaux précieux).
Anglais nécessaire pour les liaisons techniques avec les unités de fabrication du Groupe à l'étranger.

Il devra organiser les tests des produits et procéder à leur homologation avant vente.

Base Paris - Voyages dans toute la France moyenne 100j/an.

Evolution à terme possible dans société dynamique suivant de près les industries de pointe.

Cabinet Lecomte

Envoyer lettre manuscrite avec CV 4, rue Amiral Courbet 75116 Paris, sous réf. 62029.

Roucaire

INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

1) pour sa division de matériel d'électrochimie.

Nous demandons :
- Une expérience de l'analyse électrochimique et polarographique en *laboratoire.*
- Un niveau IUT chimie ou plus.

2) pour sa division de matériel chimie/biochimie.

Nous demandons :
- Une expérience en spectrophotométrie UV/*infrarouge en laboratoire.*
- Un niveau IUT physique/chimie ou plus.

Ces 2 postes conviennent à des personnes dynamiques, avec un goût certain pour le contact commercial et ne craignant pas les déplacements fréquents.

Nous offrons :
- Position cadre.
- Fixe + commissions.
- *Voiture fonction avec frais de déplacements.*

bleu

Adresser C.V. manuscrit et photo à notre siège
BP 65 - 78143 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale, plus de 3000 INGENIEURS / TECHNICIENS - 80 % du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - METALLURGIE - PETROLE PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID *recherche pour son centre de Calcul:*

Ingénieurs Informaticiens

Connaissant l'anglais et ayant quelques années d'expérience pour prendre en charge :
- *des applications de gestion de projets* en Micro-Informatique (H.P.)
- et l'application variée dans le domaine infocentre (VM/CMS).

Au sein d'une équipe dynamique et de taille humaine, les postes proposés *s'adressent à des candidats :*
- aimant le contact et l'assistance aux utilisateurs
- *appréciant la responsabilité de travaux autonomes.*

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions sous référence 1150 à B. MAZIERES
Direction du Personnel SOFRESID
59, rue de la République
93108 MONTREUIL Cédex

SOFRESID

Importante entreprise de BTP présente dans 26 pays

recherche pour son Siège à

LA DEFENSE

des jeunes cadres comptables

Apres formation au Siège, ils seront affectés comme Responsables de la Comptabilité dans les agences, les filiales, sur les chantiers en France ou à l'étranger. Les candidats de *formation supérieure*, *DECS, Ecole de* Commerce, débutants ou ayant déjà une première expérience profes*sionnelle, seront mobiles,* disponibles et maitriseront l'Anglais.

Les postes sont à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous ref 9842 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

"SPÉCIAL JEUNES"

SVP Information Carrière Grandes Ecoles

*annonces parlées**
763.11.15

entreprises	postes à pourvoir	lieux	expériences	langues	formations	réf.
APPLICON	INGENIEUR D'APPLICATIONS	Rungis (94)	Déb. à 3 ans. calcul de structures, résistance des matériaux	Anglais	Grandes écoles de mécanique	117A4
RANK XEROX	CADRES COMMERCIAUX	Paris, province Ouest	Débutants ou plus		Grandes écoles de commerce	129A1
THOMSON CSF SIMULATEURS	INGENIEUR OPTICIEN	Cergy (95)	Débutant à 2-3 ans		ESO	122J9
THOMSON CSF SIMULATEURS	INGENIEUR ELECTRONICIEN	Cergy (95) puis Toulouse (mi-83)	2 à 3 ans Electronique hard		Grandes écoles d'électronique	122K1
THOMSON CSF SIMULATEURS	INGENIEURS LOGICIEL	Cergy (95)	Debutants à 2. 3 ans connaissances programmation		Grandes écoles scientifiques	122K2
CITROEN	INGENIEURS GENERALISTES	Rennes, Paris, Metz	Débutants ou plus		Grandes écoles d'ingénieurs	163A3
CITROEN	CHEF DE PROJET INFORMATIQUE	Paris	Débutant ou plus		Grandes écoles d'ingénieurs, de commerce ou miage	163A4
ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER	INGENIEUR ELECTRONICIEN	Clamart (92)	Débutant à 2 ans	Anglais	ESE ou équivalent	111C9
LA RADIOTECHNIQUE	DEVELOPPEMENT NOUV. PRODUITS	Suresnes (92)	Débutants ou plus	Anglais	Formation électronique	130D9
EFCIS	RESPONSABLE CONTROLE QUALITE	Grenoble	3 ans minimum Elaboration circuits intégrés	Anglais	Ingénieurs physique chimie	132D9
FLOPETROL JOHNSTON	INGENIEUR SYSTEMES ELECTRONIQUES	Melun (77)	Circuits analogiques mini micro-informatique, télétransmission	Anglais	Grandes écoles d'ingénieurs option électronique	110C3

* Avant de faire acte de candidature prenez connaissance par téléphone des descriptifs détaillés des offres qui vous intéressent, ils ont été conçus pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez *informé immédiatement en toute discrétion et votre rencontre avec* l'entreprise s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 en rappelant la référence.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

CSBCB

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE REGION PARISIENNE

recherche

INGENIEUR GENERALISTE

HAUT NIVEAU

E.C.P. - A.M. ou équivalent - 40 ans minimum — Réf. E.M.

Il sera chargé de relations techniques à caractère pluridisciplinaire et à niveau élevé avec des entreprises très variées.
Ce poste aux larges responsabilités exige de solides expériences acquises à la Direction technique (BE et fabrication) d'entreprises mécaniciennes et des contacts aisés.
Anglais apprécié.

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE

E.C.P. - A.M. ou équivalent - 30 ans minimum — Réf. C.A.O.

Cet homme jouera un rôle important dans le développement des activités d'aide technique et de conseil aux entreprises réalisées par le centre en matière de :

CONCEPTION ASSISTEE PAR ORDINATEUR

Ce poste implique :
- plusieurs années de pratique dans un bureau d'études de produits mécaniques,
- une expérience du développement et de l'exploitation d'outils de C.A.O.,
- une connaissance de l'anglais indispensable.

INGENIEUR DIPLOME

30 ans minimum — Réf. M.P.

ayant une solide expérience dans le domaine des :

MESURES PHYSIQUES

Cet homme aura la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et d'agents techniques chargés d'effectuer des études et des travaux d'assistance technique pour des entreprises très variées de la mécanique.
Connaissances sérieuses en électronique et micro-informatique très appréciées.

JEUNE INGENIEUR METALLURGISTE

Formation ECL, INSA ou équivalent — Réf. M.A.

Connaissances recherchées dans le domaine de la mécanique de la rupture.
Cet ingénieur participera aux recherches appliquées du service «matériaux métalliques».
Il suivra en outre les travaux d'aide technique et de conseil auprès d'entreprises très variées de la mécanique.
Anglais lu et parlé apprécié.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 62070 Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

DES CARRIÈRES OUVERTES AU SERVICE DE L'ÉLECTRONIQUE DE DEMAIN

LA RADIOTECHNIQUE

C.A. 4,5 milliards de F - 11 000 personnes
renforce son potentiel de CADRES
et recherche des JEUNES DIPLÔMÉS

• HEC - ESSEC - ESC - INSEAD...
• INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
+ formation complémentaire de gestion,

mobiles et acceptant une AFFECTATION *en* PROVINCE *immédiate ou après une première prise* de fonction.

• CONTRÔLEURS de GESTION

pouvant évoluer vers des fonctions de gestion budgétaire et analytique dans les centres industriels.

Réf. 2121

• CADRES COMPTABLES

capables d'animer une équipe. *L'évolution pourra se faire vers des fonctions fiscales, d'organisation, de* gestion ou d'informatique

Réf. 2122

• ATTACHÉS DE DIRECTION

chargés d'affaires générales pouvant évoluer ultérieurement vers les fonctions personnel, organisation ou gestion des matières.

Réf. 2123

La dimension de notre organisation ouvre de réelles perspectives de carrière pour des candidats de valeur sachant faire preuve d'initiative et d'autonomie.
Nous vous remercions d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant le poste pour lequel vous êtes candidat à LA RADIOTECHNIQUE - à l'attention de M. BOURGES *Département Central du Personnel*
BP 310 - 92156 SURESNES Cedex.

NCR

Troisième constructeur mondial de systèmes informatiques avec un C.A. de $ 3,5 milliards, nous entendons renforcer cette position en consacrant plus de $ 200 millions à notre budget recherche et en créant aujourd'hui un nouveau poste

cadre de marketing

Au sein de notre département conseil en marketing, rattaché au Directeur de la Division Marketing, vous travaillez avec une large autonomie à
- analyser le marché, les concurrents, les produits en terme de valeur commerciale (sources documentaires, remontées du terrain, enquêtes...).
- structurer et mettre à jour les informations obtenues en une base de données *informatisée accessible aux commerciaux.*

Une formation supérieure et une expérience commerciale dans le domaine informatique vous permettront de réussir dans cette responsabilité de création et de préparer une carrière évolutive.

Adresser lettre, C.V., photo et rémunération, sous réf. M 106 à M. Bernard Bablon, **N.C.R. France,** Tour Neptune, 92086 Paris La Défense, cedex 20, qui vous garantit discrétion de rigueur et réponse.

Prenez la tête avec l'informatique NCR



POUR L'INSTALLATION DE NOS NOUVEAUX SYSTÈMES,
NOUS RECHERCHONS :

DES INGÉNIEURS SYSTÈME

Hommes ou femmes ayant 5 à 10 années d'expérience dans l'Operating Système de gros ensembles, de préférence à vocation scientifique (IBM, UNIVAC, CDC, CII-HB...)

DES TECHNICIENS DE MAINTENANCE

avec plus de 5 ans d'expérience sur gros système, ainsi que des techniciens débutants.

Pour tous ces postes, une très bonne connaissance de l'Anglais écrit et parlé est nécessaire. Les exigences ou expériences requises justifieront une rémunération et des avantages importants. Des stages de formation aux U.S.A. sont prévus.

Envoyer C.V. à **CRAY RESEARCH FRANCE S.A.**
21, avenue Victor-Hugo
75016 PARIS

Au + Ag + Pt + Rh + Pd

Des métaux précieux pour un métier passionnant !

Premier Groupe métallurgique français spécialisé dans la transformation des métaux précieux et spéciaux, LE COMPTOIR LYON ALEMAND LOUYOT recherche pour renforcer ses capacités technologiques, plusieurs

jeunes ingénieurs

ESPC - ECP - ENSAM - ENSI - INSA...

Débutants ou ayant 2 ou 3 ans d'expérience industrielle, intéressés par les problèmes de métallurgie fine appliqués à des domaines technologiques avancés et de pointe.

Les postes proposés
- en recherche appliquée à la conception de produits nouveaux,
- en développement et mise au point de procédés de fabrication,
- en fabrication,

vous feront découvrir un monde inattendu et captivant avec des possibilités d'évolution rapide vers des postes de responsabilité pour des éléments volontaires et performants.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence IN au Service du Personnel
CLAL - 13, rue de Montmorency - 75139 PARIS CEDEX 03



Organisation et Publicité

TRANSAC
Alcatel

Informatique distribuée
Automatisation bancaire

Nous recherchons des

Ingénieurs Logiciels

débutants ou confirmés

diplômés d'une Ecole d'Ingénieur, (option informatique) ou universitaire.

Réaliser des outils informatiques, qualifier des logiciels élaborés avec ceux-ci.

Dans les domaines : télécommunications, traitements de textes, logiciels de base, langages.
Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 2123 à Michèle CORBINEAU – TRANSAC ALCATEL – BP 92 – 91301 MASSY.

---

digital

N° 1 de l'informatique interactive

Vous avez une expérience d'animation d'équipe acquise dans un Service Après-Vente et vous êtes intéressé (e) par :

Le développement du personnel au S.A.V.

devenez : **Animateur de formation (H ou F)**

- *Vous assurerez :*
  - l'animation de séminaires de comportements professionnels,
  - le développement de nouveaux cours centrés sur la relation clients.
- Vous interviendrez comme conseil auprès du management pour la définition des plans de formation générale et le suivi des carrières au S.A.V. (service après-vente).

Ce poste peut ouvrir sur de plus larges responsabilités. Il implique une bonne connaissance de l'anglais et une relative mobilité pour l'animation des séminaires.

Ecrivez sous la REF M 25 à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex

---

"LE PACKAGING"... VOUS CONNAISSEZ

Vous en connaissez ses multiples aspects : souple, rigide..., sa nature : plastiques, papiers, carton..., ses *utilisations : alimentaire, industrielle, commerce et distribution..., sa fonction et sa finalité : protection,* conservation, mais aussi présentation, mise en valeur, esthétisme, effet publicitaire...

En fait, nous recherchons un Professionnel du secteur (Homme ou Femme) dont l'expérience technique *et/ou commerciale a été acquise, soit auprès d'un producteur de matériaux, soit d'un transformateur ou* bien d'un utilisateur averti.

Nous sommes une Société de renom dans ce secteur, filiale d'un Groupe français de premier plan, et nous recherchons une personne, pour lui confier *UNE RESPONSABILITE DE LIGNES DE PRODUITS* d'emballage dans leur adéquation technique et commerciale.

Nous souhaitons trouver une personnalité dynamique, enthousiaste, créative mais aussi solide, persévérante, concrète. Le goût de négocier, une grande disponibilité et faculté d'adaptation sont indispensables. Dans la «trentaine», Il (Elle) doit posséder un très bon niveau de culture générale, sans avoir obligatoirement une formation supérieure.

Nous offrons, à PARIS, un travail particulièrement intéressant, une rémunération ouverte – fonction du «back-ground» – dans une Société dynamique aux ramifications régionales multiples.

Nous attendons votre C.V. manuscrit détaillé (+ photo) adressé sous référence n° 61400 à Contesse Publicité 20 avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 et le plaisir de vous rencontrer très prochainement.



هكذا من الأصل

chef du service paye

130 000 +

Une importante société de DISTRIBUTION DE MATÉRIEL BUREAUTIQUE, filiale d'un groupe industriel français, C.A. 300 MF, effectifs : 600 personnes dont 200 VRP, recherche pour son siège social situé proche banlieue ouest, le RESPONSABLE DE SON SERVICE PAYE INFORMATISÉE.

Son rôle sera de réorganiser et d'animer ce service de 4 personnes, chargé d'établir les salaires des différentes catégories de personnel et d'assurer les tâches comptables et administratives qui s'y rapportent, en liaison avec les SERVICES INFORMATIQUES et la COMPTABILITÉ.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) ayant 30 ans minimum, une FORMATION SUPÉRIEURE EN GESTION et une expérience de plusieurs années dans des services du Personnel lui ayant permis d'acquérir une très bonne maîtrise des procédures de gestion informatisée de la paye et de la législation sociale correspondante. Une connaissance du statut VRP serait appréciée.

Les dossiers de candidatures, sous réf. 2602 M à préciser sur l'enveloppe, seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

patisfrance

Société de FABRICATION et de DISTRIBUTION de MATIÈRES PREMIÈRES destinées aux BOULANGERS-PÂTISSIERS, CA 400 MF — disposant d'une forte implantation sur l'ensemble du territoire national — crée auprès de sa DIRECTION COMMERCIALE et DISTRIBUTION un poste de

marketing opérationnel

Sa mission sera, à partir d'informations remontant du terrain et d'éléments d'enquêtes et d'études dont il prendra l'initiative, d'effectuer une synthèse lui permettant : — de proposer des opérations promotionnelles et des actions d'animation du réseau de vente, — de suggérer des modifications dans la gamme de produits existante ou la création de nouveaux produits et d'en piloter la réalisation en collaboration avec les achats, usines..., — de définir les packagings les mieux adaptés à la fois à la clientèle et à la distribution physique. Il devra mener son action dans le strict respect de la législation alimentaire et de la réglementation commerciale.

Ce poste conviendrait à un DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE ou AGRO, ayant une expérience du Marketing et/ou de la Vente de PRODUITS ALIMENTAIRES destinés à une clientèle de TRANSFORMATEURS (artisans, collectivités, CHR,...).

Les dossiers de candidatures, sous réf. 2601 M à préciser sur l'enveloppe, seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

TEXUNION
Groupe DMC

recherche pour sa

division engineering

à PARIS

2 ingénieurs textile
CONFIRMÉS

Ils seront responsables d'importants projets impliquant notamment de nombreux déplacements à l'étranger. Ils participeront à l'élaboration et à la conception de nouvelles unités et auront un rôle de CONSEIL, d'ASSISTANCE et/ou de FORMATION auprès de complexes textiles déjà implantés dans plusieurs pays d'Afrique Francophone.

Ces postes ne peuvent convenir qu'à des INGÉNIEURS TEXTILE DIPLÔMÉS. Connaissance de l'Anglais souhaitée. Rémunération attractive pour Ingénieur confirmé de haut niveau.

Les dossiers de candidature — sous réf. 2604 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

précision mécanique

labinal

recherche pour
son Service Études

RÉDACTEUR DE NOTICES

expérimenté

pour établissement de notices techniques de matériels d'équipement aéronautique BTS ou DUT électromécanique avec notions d'électronique.

Adr. C.V. et prétentions au Service du Personnel
17, rue de Clichy - 93403 SAINT OUEN

directeur d'usine

Une importante SOCIÉTÉ D'IMPRESSION et d'ÉDITION, fabriquant des imprimés destinés au conditionnement, et des produits spéciaux de grande série, recherche un jeune DIRECTEUR d'USINE pour son unité NORMANDE (100 personnes).

Responsable devant le PDG du fonctionnement de son établissement, il sera chargé de la gestion et de l'organisation de la production. Il devra traiter tous les problèmes de personnel et établir de bonnes relations avec les instances professionnelles locales. Il fera partie de l'équipe de Direction et participera aux choix stratégiques de l'entreprise.

Ce poste, basé à ÉVREUX, conviendrait à un jeune INGÉNIEUR ECP, A & M, ENSI... ayant une première expérience dans un poste opérationnel en Fabrication, et recherchant une activité impliquant autonomie et sens des responsabilités.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2605 M a preciser sur l'enveloppe — seront traites confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SOCIETE EUROPEENNE
DE DISTRIBUTION DE TRACTEURS
ET DE MACHINES AGRICOLES

recherche

JEUNE DIPLOME

ESCAE

pour études de marchés, analyses commerciales. Connaissances A.P.L. appréciées.

Possibilité d'évolution au sein de la Société.

Ecrire avec CV, *photo et prétentions* sous No 61889 à Contesse Publicité, 20, *avenue de* l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra



CIMSA

Filiale du Groupe Thomson recherche

DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION D'UN TRÈS IMPORTANT PROJET A L'EXPORT.

un

INGÉNIEUR "DOCUMENTATION"

Ingénieur électronicien, il animera une équipe chargée de la conception, la rédaction et la traduction de la documentation technique de ce projet.
En relation avec les chefs de projet et les sous-traitants, il aura à organiser les travaux et à s'assurer de la conformité de la documentation.
La connaissance de l'anglais est nécessaire ; celle du russe serait appréciée ; des qualités personnelles de précision et de méthodes sont indispensables.
Le poste est basé en proche **banlieue Sud-Ouest.**

Vous adresserez votre candidature sous réf. IRD/M à Jacqueline FLEURENT-DIDIER. **JFD CONSEIL** - 15, *avenue Victor-Hugo 75116* PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.

THOMSON
BRANCHE COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT



Informatique distribuée
Automatisation bancaire

propose à un

Ingénieur Système
UNIX/PWB

de prendre en charge la mise en œuvre de UNIX et de ses outils comme base de développement de logiciels.
Il aura à effectuer les travaux d'adaptation nécessaires et à réaliser la conception ou le développement d'une vaste gamme d'outils.
De formation informatique (DEA ou Ecole d'ingénieur ou universitaire) ce candidat aura une expérience sur UNIX et de solides notions d'organisation des systèmes d'exploitation.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 2122 à Michèle CORBINEAU — TRANSAC ALCATEL — BP 92 - 91301 MASSY.

ASSOC. EDUC. POPULAIRE
recherche

INFORMATEUR SCOLAIRE

mi-temps : réponse téléphonée. Docum. travail d'équipe, dipl. étude sup. + conn. vie scol. minimum : 43.800 F par an.

Envoyer C.V. + photo à :
I.S.P./E.P.E.
4, rue Brunel, 75017 Paris.

Le Monde

Le Département «Etranger» de notre Service de la Publicité recherche un professionnel de la négociation commerciale pour

Développer notre publicité et notre image à l'étranger

Sa mission *comporterа une phase sédentaire en France de préparation*, d'études et de contacts, et des déplacements ponctuels de plusieurs semaines à l'étranger.

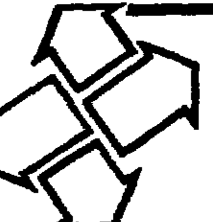
Au cours de ses séjours, il rencontrera au plus haut niveau les personnalités du monde économique et social du pays et les responsables de la publicité des grandes entreprises. Il les convaincra de la compétitivité et de l'image de notre support. A l'entregent de l'homme de contact représentant un grand quotidien français, il alliera le pragmatisme et le talent d'un habile négociateur.

Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant au moins une dizaine d'années d'expérience, dans des fonctions similaires de négociation commerciale *avec l'étranger*, et *impliquant une* parfaite autonomie et une mobilité constante dans les déplacements. Anglais impératif.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 113/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90



Notre image de constructeur de haute technicité et notre souci constant de devancer les exigences de nos utilisateurs, nous a amené à diversifier largement notre activité dans le domaine des prestations de services de haut niveau adaptées au secteur industriel et à la gestion des entreprises.

C'est le rôle de *notre Département* CONSEIL ET APPLICATIONS qui recrute en permanence des "énergies" nouvelles :

INGÉNIEURS ANALYSTES

débutants
de formation Grandes Ecoles ou équivalent

Nous vous proposons une formation constructeur en informatique Grands Systèmes, Applications Scientifiques ou Industrielles destinées à une prise de responsabilités à terme de prestations de services de haut niveau.

Vous qui possédez dynamisme et engagement nécessaires pour vous adapter à un univers en constante évolution, proposez *votre candidature* sous réf. 800 PS à CONTROL DATA France – Service Recrutement Conseil et Applications – 195, *rue de Bercy* – 75582 PARIS CEDEX 12.

CONTROL DATA

précision mécanique

labinal

7.200 personnes, 20 Usines
C.A. 1,8 Milliard de Francs
recherche

Division Automobile
Siège Social de BOIS D'ARCY (78)

2 INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Formation Ingénieur électromécanicien ou électronicien.

Possédant plusieurs années d'expérience en bureau d'études ou Méthodes dans une activité de grande série.

Division aérospatiale - électronique
Usine de Saint-Ouen (93)

1 INGÉNIEUR FIABILITÉ CONFIRMÉ

Formation Ingénieur généraliste.
Affecté au Service Assurance qualité, il aura à effectuer les calculs de fiabilité prévisionnelle et constatée des matériels aéronautiques.

Adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL
Direction des Relations Sociales
5, avenue Newton 78390 BOIS-D'ARCY

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche
pour son *Département Développement*

des Animateurs Consultants

Vous aurez pour missions :
- l'animation des séminaires de techniques commerciales
- le suivi pratique des formations
- ponctuellement une participation à la création ou à la mise à jour des *programmes de formation.*

Il vous est demandé :
- un diplôme de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent)
- une expérience de 2 ou 3 ans en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale.

Ce poste base à Paris nécessitera de fréquents déplacements en province

Adresser CV, photo, salaire et prétentions, sous ref. **CC 3716**
a CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

AVIONIQUE : DES ÉTUDES AUX APPLICATIONS

Notre Département Électromécanique conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années.
Ces perspectives nous conduisent à proposer des opportunités de carrière à des

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Débutants ou ayant une première expérience industrielle

ÉLECTROMÉCANICIEN

Ses connaissances en électrotechnique et électronique lui permettront de concevoir aussi bien des moteurs à commutation électronique que des ensembles capteurs et électroniques associés.
La connaissance de microprocesseur serait appréciée. Réf. 1EM

MÉCANICIEN

Il participera à la conception de mécanismes de précision destinés à des machines-outils ou à des applications dans le domaine de l'aéronautique.
Des connaissances en électrotechnique et analyse de valeur sont indispensables.
Des notions d'informatique seraient utiles. Réf. 1M

ÉLECTRONICIEN

L'ingénieur recherché sera à l'aise aussi bien dans la conception de circuits analogiques faibles niveaux que dans l'électronique de puissance.
Pragmatisme, sens industriel et goût des contacts humains sont souhaitables. Réf. 1ET

Ces postes sont appelés à évoluer vers des responsabilités importantes pour des candidats de valeur.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo en précisant la référence du poste souhaité à Madame CHARRIER - THOMSON-CSF - 125, rue J.-J.-Rousseau 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

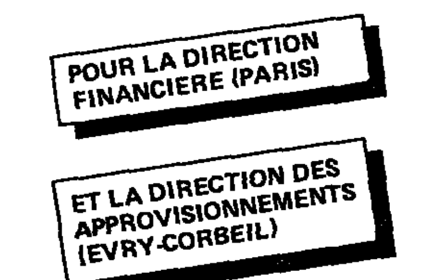
HAVAS CONTACT



SNECMA

SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

DEUX CORRESPONDANTS INFORMATIQUE



Ils participeront à la réalisation de nouveaux systèmes de gestion: conception, rédaction des cahiers des charges, suivi de la réalisation informatique et de la mise en place, formation des utilisateurs.

Au carrefour de plusieurs fonctions, ces postes constituent une excellente prise de contact avec l'entreprise et ouvrent de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe. Ils nécessitent une expérience d'environ 3 ans en conception de systèmes.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions à SNECMA, DÉPARTEMENT ENCADREMENT, 2, boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15, en précisant le poste

DEVENEZ INFORMATICIENS

Au sein du groupe SLIGOS, Société de Services et de Conseil Informatiques d'envergure internationale, **la Division Conseil et Réalisation** intervient auprès de grandes entreprises pour concevoir, développer et mettre en œuvre des applications informatiques.
Son expansion régulière la conduit à **RECRUTER, FORMER** et **INTÉGRER** de

JEUNES INGÉNIEURS

A l'issue d'un stage rémunéré de 3 mois environ, ils entreront dans les équipes de développement de la Division D.C.R. Confrontés à la réalisation de systèmes originaux et avancés (conversationnels, bases de données, ...) dans des domaines variés, *ils renforceront leurs compétences informatiques tout en augmentant progressivement le champ de leurs responsabilités.*

La rémunération prévue dès leur formation est motivante. Le développement de SLIGOS-DCR leur assurera naturellement de larges perspectives d'évolution.

Candidatures (CV et photo) sont à adresser à Annie COUPET - réf. 1/8.

SLIGOS

DIVISION CONSEIL ET REALISATION 26, RUE DES PAVILLONS - 92800 PUTEAUX

HAVAS CONTACT

L'ADJOINT DU CORRESPONDANT BANCAIRE DE NOTRE ZONE ASIE-AUSTRALASIE

Nous recherchons pour notre Département International un collaborateur diplômé de l'enseignement supérieur, ayant 2 à 4 ans d'expérience bancaire et s'exprimant très bien en anglais.

A partir de Paris, la gestion des lignes de crédits ouvertes sur sa zone et la coordination avec ses homologues seront ses tâches principales.

Il aura également pour vocation de vendre nos produits et nos services à ses correspondants bancaires.

Pour cet homme de «dossiers», de bonnes capacités d'analyse et de synthèse sont indispensables, la connaissance de l'informatique de gestion serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence 21BV à

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.



ALSTHOM ATLANTIQUE

Premier constructeur européen de turbomachines, disposant d'une capacité de production de 10.000 MW par an (ce qui équivaut à l'alimentation de 7 villes telles que Paris), le Groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE représentant 42.000 personnes en France dans 43 établissements. Il a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs.
Notre Groupe recherche pour son Etablissement du Bourget (accès par le RER)

INGENIEUR METALLURGISTE

FONCTION :
Responsable, au niveau des recherches, du perfectionnement :
- des méthodes de soudage appliquées à la construction des turbines à vapeur et plus particulièrement des rotors de grandes dimensions
- des méthodes de contrôle non destructif, s'appliquant à tous les composants de turbines à vapeur.

En s'appuyant sur les moyens des laboratoires de la Division, il devra faire évoluer, chaque fois que nécessaire, les procédés de soudage s'appliquant aux aciers utilisés, en particulier en introduisant les techniques les plus avancées dans le domaine du soudage.

FORMATION — EXPERIENCE :
La personne retenue aura une formation d'ingénieur métallurgiste et une expérience industrielle d'au moins 5 années en métallurgie.

Toute candidature sera envoyée à Alsthom-Atlantique
Direction du Personnel - 55, avenue Jean Jaurès.
93380 LE BOURGET

Jeune Société d'Electronique
en forte croissance.
offre des opportunités de carrière à de jeunes

INGENIEURS ELECTRONICIENS ET ELECTROMECANICIENS

qui accepteraient de débuter leur vie professionnelle dans la vente.

Après une période de formation de 3 à 6 mois à Paris et en Province, ils deviendront

INGENIEURS COMMERCIAUX REGIONAUX

Postes à pourvoir à Paris et en Province

La croissance de la Société leur garantit une évolution en rapport avec leur ambition.

Pour faire acte de candidature, adressez lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous No 61616 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

Proche banlieue sud – *Nous sommes une importante société d'édition internationale.* Nous souhaitons renforcer nos structures comptables; mais aussi assurer plus de fiabilité et de sécurité aux informations fournies et recherchons pour ce faire un cadre comptable pour assister notre responsable comptable et financier en tant que

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Vous avez une solide formation de base orientée vers la comptabilité du type DECS. Vous êtes après 5 à 8 ans d'expériences acquises au moins pour partie dans un contexte anglo-saxon, très familier des techniques de reporting et corrélativement de *la langue anglaise. Vous occupez des fonctions d'adjoint* ou de superviseur dans une structure vous donnant l'expérience du commandement et de l'animation. Vous avez l'habitude de travailler dans un contexte fortement informatisé. Vous serez sous l'autorité du chef des services comptables et financiers, responsable de la bonne exécution des travaux comptables de notre société principale et vous animerez une équipe *d'une vingtaine de personnes : plan comptable* américain, reporting, fiscalité, trésorerie, stocks, contrôle de gestion des frais fixes, comptabilité fournisseurs et clients "publicité". Vous participerez et assisterez le responsable pour le bilan fiscal, mais également pour les relations avec le groupe, les conseils externes, les auditeurs, les banques. Vous avez les aptitudes et la volonté pour pouvoir évoluer à terme dans notre organisation.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5675 M : il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC

THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche

DOCUMENTALISTES

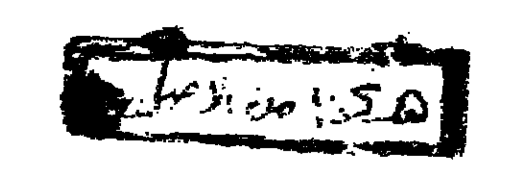
Formation BTS-DUT

ASSISTANTS(ES) INGÉNIEUR

Les candidats à ce poste devront avoir une formation orientée vers l'électronique et seront chargés de travaux d'analyse et de recherches documentaires.
Anglais indispensable, allemand souhaité.
Adresser CV, PHOTO et prétentions à J.-P. GALLAIS - 16, rue du Fossé-Blanc 92231 GENNEVILLIERS.



HAVAS CONTACT



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



I.B.P INTERNATIONAL

2 à 4 ans d'expérience des systèmes temps réel

(MITRA, MINI 6, VAX, PDP11, M. 68.000, INTEL 8085, *etc.*)

Nous vous formerons à des techniques d'avenir : méthodes de spécification de logiciel, conception structurée par types abstraits/objets, langage ADA.

adressez votre candidature avec C.V.
I.P.I. 26, rue du Renard – 75004 PARIS

ingénieur organisation haut niveau

Vous êtes depuis 5 ans dans un cabinet d'organisation. Vos missions vous ont permis d'aborder les différents domaines d'activité de l'entreprise. De formation supérieure, vous savez prendre du recul par rapport au quotidien, mais vous avez également le goût des applications concrètes. Vous souhaitez maintenant mettre en place ce que vous préconisez.

C'est ce que vous pourrez réaliser au sein d'un Groupe en fort développement où l'organisation tient une place importante : **LE GROUPE BSN.**

La politique de décentralisation appliquée dans le Groupe donne une autonomie de gestion complète au Département Flaconnage - 400 MF de CA, 1200 personnes, emballages en verre *pour la pharmacie et la parfumerie.*

Responsable du Service Organisation-Formation, *vous ferez partie de l'équipe de* Direction de ce Département et participerez activement à son évolution. Vous *contribuerez à son développement technique, humain et économique en conseillant* les différentes Directions dans la réflexion et la mise en œuvre des changements *d'organisation et de structure. Convaincu que ces changements passent par les hommes,* vous mettrez en place une politique active de formation et de participation du personnel.

Pour saisir cette opportunité d'exprimer pleinement votre efficacité, merci d'adresser votre *candidature, sous réf. F24M en précisant rémunération actuelle à :* BSN Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

bsn gervais danone bsn.gervais danone . bsn

HAVAS CONTACT

responsable achats

PANZANI MILLIAT FRÈRES – 1,5 Md de F de CA, 1800 personnes, 5 *usines – est leader sur ses principaux marchés :* pâtes alimentaires (Panzani, Pâtes Riches), plats cuisinés en conserves (Panzani, Garbit, Petitjean), *aliments pour chiens* (Mac'Ani).

Les achats d'emballages et de matières premières autres que le blé représentent 300 MF. C'est dire la contribution importante de cette fonction aux résultats de l'entreprise.

Le Directeur des Achats recherche un jeune professionnel, de formation supérieure, ayant acquis au moins 2 ans *d'expérience des achats de biens consommables, si possible* dans l'industrie alimentaire.

Responsable d'un budget d'environ 100 MF, il conduira personnellement les négociations avec les *fournisseurs d'emballages et matières premières.*

La taille et le développement du Groupe BSN lui ouvrent de réelles perspectives d'évolution.
Le poste est à pourvoir à Lyon.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E32M en précisant rémunération actuelle à : BSN Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran 75381 Paris Cedex 08.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

COMMUNICATION INTERNE FRANCE

Dynamiser les formules existantes et imaginer les moyens du futur. De la note de service à la banque de données, du journal interne au vidéotex, du panneau d'affichage au film vidéo en passant par les réunions d'information, d'expression des salariés, les groupes de progrès, etc..., le champ d'actions de ce responsable, couvre tous les domaines de la communication interne France.

C'est un poste important dans une entreprise leader qui place la communication au premier rang de ses politiques : nous sommes 7000 en France éclatés sur tout le territoire.

Nous le confierons à un candidat ayant acquis une première expérience dans ce domaine et souhaitant développer sa carrière dans la fonction personnel.

Merci d'adresser votre candidature
sous réf. COM 1 à SODEXHO
Service Central du Recrutement
B.P. 36
78391 BOIS D'ARCY CEDEX

Nous dressons la carte du mieux vivre en commun



THOMSON-TITN

recherche pour son département

Systèmes de communication et de réseau

pour l'élaboration du premier réseau local de Bureautique Intégrée français destiné à un site opérationnel, et les développements en commutation d'entreprise :

• *Ingénieurs consultants*

6 à 8 ans d'expérience, capable d'assurer en clientèle des Etudes de définition du Réseau (fonctionnalités de communication, analyse de trafic, calcul d'architecture de réseaux...) (réf. C1).

• *Ingénieur commercial*

dynamique, assurant une bonne vision technique du domaine des Communications. Homme de terrain et bon négociateur, apte à des contacts de haut niveau et capable de réaliser des synthèses entre les besoins des utilisateurs et les contraintes d'Ingénierie Système (réf. C2).

• *Ingénieurs système*

3 à 5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécommunications, de préférence sur microprocesseurs (connaissance langage C appréciée), destiné à assurer des responsabilités de développement dans nos projets clé en main (réf. C3).

• *Ingénieurs*

débutants et 1-2 ans d'expérience, bonne formation de base Télécommunications et Microprocesseurs, pour des développements de pointe dans le domaine des réseaux (réf. C4).

• *Analystes programmeurs*

de formation IUT, débutants et 1-2 ans d'expérience, *connaissance MITRA appréciée* (réf. C5).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant *la référence choisie à* **THOMSON-TITN** - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

MEDIA PA

Société industrielle du secteur "isolation thermique"
Filiale d'un très important groupe français
recherche un

JEUNE CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

Il sera notamment chargé :
– de l'analyse régulière des flux financiers
– de l'élaboration et du suivi des prévisions de trésorerie.

Il participera à l'établissement du budget.

Il contribuera à l'étude et à l'application d'un système de gestion informatisée de la trésorerie.

Grâce à ses connaissances comptables, il apportera une aide éventuelle à la comptabilité générale.

Titulaire d'une maîtrise de gestion + DECS ou équivalent.

La préférence sera donnée à un candidat justifiant d'une expérience réussie de deux ou trois ans dans un Cabinet d'Expertise Comptable ou en entreprise.



Envoyer lettre manuscrite et C.V.,
4, rue Amiral Courbet 75116 Paris ss réf. 62024

DUT GESTION PERSONNEL DIPLOME

Important *groupe industriel* (Paris) *recherche pour ses activités.* gestion paie, un débutant, dégagé des obligations militaires, possédant le goût de l'informatique (formation assurée).

Salaire annuel primes comprises : 78.000 F. + intéressement.	Restaurant d'Entreprise.
Horaire mobile (38H. semaine).	Nombreux *avantages sociaux.*
	Possibilité d'évolution.

Prière d'adresser lettre manuscrite + CV et photo sous réf. 62265 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Contrôle Bailey

GROUPE CGEE ALSTHOM

recrute

pour son département commercial

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Pour étude technico-commerciale de projets de systèmes de régulation et instrumentation dans le domaine *production/utilisation d'énergie (centrales* thermiques, chaudières industrielles) au sein d'un groupe de travail de taille *moyenne offrant grande autonomie de travail.*
Quelques années d'expérience demandées.
Déplacements à l'étranger possibles.
Anglais lu, écrit, parlé indispensable (deuxième langue appréciée).
Envoyer C.V. sous réf. 3 CF 51 et prétentions au service du personnel
5, avenue Newton - 92142 Clamart Cedex.

INGENIEURS COMMERCIAUX

PARIS
160 000 F **Composants Electroniques**

Une société française leader incontesté sur son marché et spécialisée dans la fabrication de semi-conducteurs pour les télécommunications, *la télématique, l'électronique «grand public»* ou tout autre industrie, et dont la politique «nouveaux produits» est particulièrement dynamique, recherche des INGENIEURS COMMERCIAUX. Sous l'autorité d'un Chef des Ventes, dans le cadre d'objectifs et sur un segment de marché, ils seront chargés *d'identifier et suivre les besoins des clients,* d'établir les cotations, de mener les négociations, d'obtenir des homologations et de signer les contrats. *Ils suivront l'évolution du marché et de la concurrence.* Les candidats retenus, âgés d'au moins 26 ans, de formation supérieure (école d'ingénieurs ou université) *posséderont 1 à 2 ans* d'expérience de la vente des produits industriels de haute technicité. La connaissance des semi-conducteurs et de la *langue anglaise* constituerait des atouts supplémentaires. Ecrire sous référence 561/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

SPÉCIALISÉ DANS L'AFFACTURAGE

recherche

CHARGÉS DE CLIENTÈLE POUR LE DÉPARTEMENT EXPLOITATION

Diplômés d'enseignement supérieur, E.S.C., option finance comptabilité ou niveau D.E.C.S.

FONCTIONS :
- Gérer des contrats conclus avec une clientèle de P.M.E. tous secteurs d'activité en animant une équipe de 6 personnes.
- Proposer à cet effet toutes initiatives de nature à garantir *la sécurité des engagements contractuels et à assurer* la bonne qualité des services rendus à la clientèle.

Ces postes seront confiés à des candidats ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans en cabinet d'audit ou de contrôle comptable, ou bien en exploitation bancaire (secteur entreprise).

Les candidats retenus devront allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Des déplacements de très courte durée sont à prévoir.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à :
FACTORFRANCE HELLER,
Service du Personnel, Tour Maine-Montparnasse,
75734 PARIS CEDEX 15.

BANQUE STERN

Pour accompagner son développement, elle renforce son secteur Exploitation et recherche deux collaborateurs :

I) UN EXPLOITANT CLIENTÈLE PRIVÉE (classe VI ou VII) qui :

- assurera la gestion d'un fonds de clientèle ;
- développera, par ses actions de prospection, une clientèle de haut niveau (clientèle particulière et professions libérales) avec des objectifs tant en matière de ressources que de titres ;

Ce cadre devra :
- posséder un réel dynamisme commercial ;
- justifier d'une solide expérience dans le domaine clientèle privée (techniques bancaires, gestion, conseils, *etc.*) acquise en exploitation, soit dans une banque, soit chez un Agent de Change.

II) UN EXPLOITANT ENTREPRISES qui sera chargé de :

- suivre et développer un fonds de clientèle qui lui sera confié ;
- prospecter une clientèle nouvelle, la cible visée se situant dans la tranche : 50 à 300 M.F. de C.A.

Ce cadre devra :
- faire preuve d'un dynamisme commercial certain ;
- *posséder une bonne connaissance technique bancaire (analyse du risque, moyens de* financement, etc.) acquise au sein d'un secteur Exploitation Entreprises d'un siège de Banque *ou d'une importante Agence.*

Cette première expérience devrait avoir duré environ 3 ans.

Une bonne connaissance des secteurs et des techniques export serait appréciée.

Le C.V., accompagné d'une photo et d'une lettre manuscrite précisant les prétentions, doit *être adressé à Aragème CAMPOS, 8, rue de Penthièvre, 75008 PARIS.*

L'ingénierie, les grands ensembles industriels...

... Vous y avez acquis une **expérience** de plusieurs années, alliée à *votre* ***diplôme d'ingénieur*** et à votre **formation complémentaire de type INSTN**, elle vous permettra de jouer au sein d'une équipe d'ingénieurs d'affaires le rôle d'

expert technique

Si de telles perspectives vous intéressent, nous vous proposons un poste basé à *notre* siège social de **Paris La Défense.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et *prétentions) en précisant sur l'enveloppe* la référence 238/LM à

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens - 75002 *Paris*
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE PRIVÉE
recherche pour son
DÉPARTEMENT CRÉDITS DOCUMENTAIRES

GRADÉ (ÉES)

FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE
Anglais indispensable

Ecrire avec C.V. s/réf. 8098 à
Pierre LICHAU S.A., B.P. 220
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

L'USINE NOUVELLE

recherche trois journalistes spécialisés

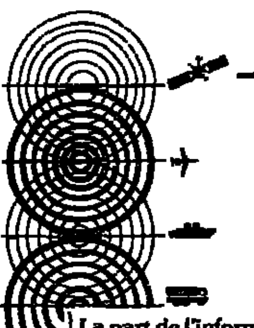
en Informatique Ce poste conviendrait soit à un diplômé d'une école informatique ou électronique ayant une première expérience de l'entreprise, soit à un praticien de l'informatique de production ou de gestion souhaitant diversifier son horizon. Anglais lu et parlé indispensable, expérience journalistique appréciée.

en Electronique Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien ayant environ 2 ans d'expérience industrielle. Indispensable : anglais lu et parlé, dispositions pour l'enquête et l'écriture. Expérience journalistique appréciée.

en Mécanique Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien (ENSAM ou équivalent) ayant environ 2 ans d'expérience industrielle. Anglais lu et parlé indispensable, allemand souhaité, dispositions pour l'enquête et l'écriture, expérience journalistique appréciée.

Ecrire à :
M. le Directeur de la rédaction
«L'Usine Nouvelle»
59, rue du Rocher
75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

La part de l'informatique et du logiciel connaît un développement considérable dans les équipements et systèmes de radiocommunications qui sont le domaine d'activité de la Division.
Au sein de la Direction Technique, le responsable informatique renforce son équipe par deux spécialistes :

GÉNIE LOGICIEL

Cet informaticien confirmé aura pour mission d'élaborer et de coordonner la réalisation et la mise en place des outils, *procédures et méthodes d'aide à la production et à la gestion des logiciels. Il en assurera la promotion auprès des* utilisateurs internes. Il s'appuiera sur des moyens importants (2 Mitra 225 et 1 VAX 11/780) et proposera les moyens futurs nécessaires au développement de L'ATELIER LOGICIEL. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur ayant quelques années d'expérience de conduite de projet en informatique technique.

TECHNIQUES DU LOGICIEL

Cet ingénieur, qui peut être un débutant, participera à la spécification, l'étude, la réalisation et la diffusion d'outils de LOGICIELS DE BASE pour microprocesseurs 68000 et 6809 tels que moniteur temps réel, handlers spécifiques aux équipements. Il pourra aussi être amené à mettre en application des techniques de logiciels spécifiques : *analyse temps réel, sûreté de fonctionnement...*

Merci d'adresser votre CV, photo et rémunération actuelle, en spécifiant le poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, sous réf. 32218/M , qui transmettra.



HAVAS CONTACT

GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES
Quartier SAINT-LAZARE

recherche pour sa Direction Internationale Financière

Attaché organisation comptable

Le candidat analysera les procédures comptables existantes, participera à la *mise en place* de procédures nouvelles et rédigera le cahier des charges à l'intention des informaticiens. Il effectuera également des analyses comptables d'ordre comptable ou financier.

Le candidat, de formation comptable type *DECS*, aura le goût des analyses détaillées et appréciera le travail concret.

Une expérience de relation avec un service information serait appréciée.

Jeune chef comptable

Intégré au service consolidation, le candidat tiendra la comptabilité générale d'une filiale et participera aux travaux de consolidation du Groupe.

Nous souhaitons un candidat ayant une expérience réelle d'une comptabilité *générale complète et justifiant de compétences* théoriques comptables indiscutables, type DECS.

Attaché comptabilité

Il aura pour mission l'assistance et la surveillance des comptabilités de filiales en Europe et au Proche-Orient.

Le candidat, disponible pour des déplacements fréquents, sera titulaire du DECS et justifiera d'une expérience de 1 ou 2 ans, soit en cabinet, soit en entreprise dans un service comptable.

Pratique indispensable de l'anglais, allemand apprécié.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 12593 à
JEAN RÉGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

---

2 inspecteurs de maintenance

Une des premières Sociétés Européennes d'Informatique recherche **2 SPECIALISTES-PRODUITS** (matériel + logiciel de base) qui auront la mission d'assurer le lancement, la maintenance et le suivi technique de son.

nouveau micro ordinateur multipostes

Les candidats retenus, titulaires d'un BTS ou DUT électronique, possèderont une première expérience de 3 à 4 ans, pratiqueront l'anglais technique et auront une bonne connaissance Basic et/ou Cobol.

Après la phase de lancement, ils deviendront nos spécialistes régionaux, l'un de notre agence en région parisienne, l'autre de notre agence de la région Rhône-Alpes.

Dégagés des O.M. et permis de conduire indispensables.

Prévoir courts déplacements en France et à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit, photo à No 61.897, Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SINTRA Alcatel

CHEF DE SERVICE TECHNIQUE VISUALISATION GRAPHIQUE

Nous sommes une société de 3500 personnes appartenant au Groupe CGE.
Notre secteur **VISUALISATION GRAPHIQUE COULEUR** en constante progression sur ses marchés, recherche pour diriger son service technique d'environ 40 ingénieurs et techniciens son

FUTUR CHEF DE SERVICE

De formation Grande Ecole, il aura acquis une solide expérience en informatique et si possible dans ce domaine. En particulier, il aura déjà dirigé avec succès, une équipe de développement matériel et logiciel.

Un fort ascendant naturel lui permettra de s'imposer devant une équipe de haut niveau.
Pratique de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et niveau actuel de rémunération à J.F. SILVESTRE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Service des Relations Sociales 41 rue Périer 92120 Montrouge.

Groupe français à vocation internationale

Un des leaders européens dans un domaine de services à haute technicité. Notre vocation internationale s'est concrétisée par de nombreuses implantations réussies à l'étranger. Le développement et *la décentralisation de nos structures* de gestion nous amènent à rechercher un cadre de haut niveau pour

Assister notre directeur financier dans la gestion des filiales

250 000 + Paris

Sa principale mission consistera à analyser et suivre les budgets de nos filiales en France et à l'étranger en étroite collaboration avec leurs directions générales auprès desquelles il aura un rôle fonctionnel de conseil et d'assistance. Il assumera la coordination avec la direction financière du groupe.

Très proche du directeur financier, il participe étroitement à l'établissement du plan.

Nous envisageons de confier ce poste à un candidat de 35 - 40 ans, diplômé d'une grande école de gestion+DECS ou expertise comptable.

Professionnel, maîtrisant parfaitement les problèmes comptables et financiers, c'est par sa compétence acquise dans un groupe ou un cabinet d'audit international, mais surtout par un fort potentiel personnel et par ses qualités de communication qu'il pourra s'imposer dans ces différentes missions.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 9571M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 Membre de Syntec



SOURCES

THOMSON-TITN

recherche pour son département

Systèmes temps réel,

dans le cadre de la conception et la réalisation de systèmes temps réel graphiques et d'acquisition de données, de contrôle de processus, de terminaux spécialisés, etc., des :

- ***Ingénieur***
grandes écoles ou équivalent, 3 ans d'expérience, maîtrise du calculateur MITRA 225, connaissance des entrées/sorties physiques (handler) pour le développement d'une chaîne d'acquisition temps réel (réf. T1).
- ***Ingénieurs***
grandes écoles, débutant ou 1 an d'expérience, connaissance Micro appréciée (68 000...) pour le développement d'un système d'acquisition haute disponibilité (réf. T2).
- ***Analyste programmeur***
2 ans d'expérience en contrôle de processus pour des systèmes de pilotage de convoyeur. Installation sur site PARIS et Province (réf. T3).
- ***Ingénieur électronicien***
Plusieurs années expérience pour études et conseils en matière de technologie (réf. T4).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à **THOMSON-TITN** - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

MEDIA PA

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

BANQUE
VERNES ET
COMMERCIALE DE PARIS

VCP

recherche
pour renforcer son DEPARTEMENT INFORMATIQUE

analystes-programmeurs

— *Notre système d'information :*
- 2 *ordinateurs* 3033 *et* 4341/2 *gérés* sous VM et DOS/VSE
- SGBD TOTAL, infocentre, 350 terminaux.

— *Nos candidats :*

De formation MIAGE ou équivalent, ils disposent impérativement *d'une première expérience* en Informatique de 2 à 4 ans dans le secteur bancaire.

— *Leur mission :*

Développer au sein du groupe d'études des applications très variées, bancaires et bureautiques.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité à Direction du Personnel - 52 avenue Hoche PARIS 8ème sous référence 8303

THOMSON-CSF

recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN CAO

Centrale, Arts et Métiers *ou similaire*

Il sera responsable de l'outil informatique au sein du Bureau d'Études et prendra en charge :
- la mise en place du système.
- l'entretien et l'exploitation.
- l'assistance et la formation du personnel.
- le choix des investissements.

Une expérience dans un poste similaire sera appréciée.
Le poste devrait évoluer vers de plus amples responsabilités suivant les capacités du candidat.
Lieu de travail en région parisienne.

Adresser CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS sous réf. 32173 M.

HAVAS CONTACT



IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE
recherche
pour s'intégrer à l'équipe existante

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour prendre en charge l'assistance des *fabrications chimiques et améliorer* la compétitivité des réactions mises en application.

Il aura une bonne expérience des mises au point de procédés en laboratoire, acquise en milieu industriel pharmaceutique.

Il devra faire preuve de solides capacités de relations et de contacts et d'un esprit de développement.

Bonne mobilité géographique souhaitée.

Ingénieur, il sera diplômé d'une Grande Ecole ou de formation équivalente, et possédera, si possible, une thèse d'ingénieur docteur ou d'Etat en chimie organique.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions
sous réf. 4773 à Pierre LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

STORK PLASTIQUES

Filiale du Département Plastiques du plus grand groupe d'ingénierie des Pays-Bas (16000 personnes - 56 sociétés) commercialisant en France des PRESSES A INJECTER POUR MATIÈRES PLASTIQUES.
dans le cadre de son expansion, recrute

TECHNICO-COMMERCIAL
moitié Nord

Relevant du Directeur de la filiale, **il bénéficiera d'une large autonomie et d'un solide appui de la Société en France et aux Pays-Bas.**
Il sera chargé de :
- assurer le suivi commercial des clients existants et développer les ventes dans son secteur ;
- analyser les besoins des clients et leur conseiller les solutions techniques ;
- négocier la vente et assurer le suivi de la commande jusqu'à la mise en route et veiller à la qualité du service après-vente (effectué par les techniciens du Siège de Vaucresson).

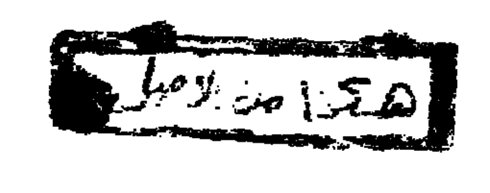
Formation complémentaire aux PAYS-BAS.
Déplacements fréquents — Voiture fournie.
Perspectives certaines d'évolution dans le GROUPE.

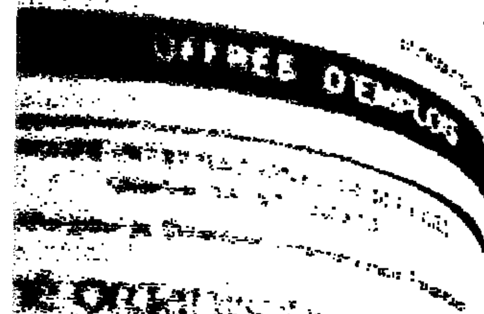
Le candidat souhaité (29 ans minimum) a une formation supérieure en électromécanique (IUT, BTS) et une expérience confirmée de vente d'équipements (tels que injection, soufflage, extrusion ou fabrication de moules) ou de matières premières plastiques. La connaissance de l'Anglais est appréciée.

Veuillez téléphoner (233.86.30) ou écrire sous réf. 57 M en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL . GROUPE BBC, 37, bd Sébastopol 75001 Paris

Discrétion totale et réponse rapide assurées

HAVAS CONTACT





LES LABORATOIRES
MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

filiale de l'un des premiers groupes pharmaceutiques mondiaux recherche leur

CHEF DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE

PROFIL :
- Grande Ecole Scientifique ou Commerciale
- Anglais indispensable
- Expérience d'un poste similaire ou de la direction d'un groupe de développement important
- de 5 à 10 ans d'expérience.

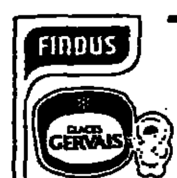
MISSION :
- *Participer au choix des matériels*
- Animer l'équipe en place (une vingtaine de collaborateurs)
- Poursuivre le développement des systèmes.

MATERIEL EN PLACE : IBM 4341
Réseau de 50 terminaux.

LIEU DE TRAVAIL : CLERMONT-FERRAND.

MSD
MERCK SHARP & DOHME
CHIBRET

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec curriculum vitae, en indiquant la rémunération souhaitée au :
Service du Personnel
200, boulevard Etienne Clémentel
63016 CLERMONT-FERRAND Cedex.
Discrétion assurée.



FRANCE GLACES FINDUS
Groupe Nestlé
3 500 personnes - 22 Établissements

JEUNES CADRES ESCP-ESSEC-ESCAE

ayant le «goût du terrain», débutants ou avec 1 à 2 ans d'expérience (par exemple dans la Distribution).

Vous voulez, en collaboration avec votre responsable :
- Animer une équipe de collaborateurs.
- Organiser la logistique Distribution de nos produits.
- Organiser la gestion administrative et informatique d'un centre d'activité.

Nous vous proposons, dans un premier temps des postes d'

ADJOINTS A NOS CHEFS DE CENTRE DE DISTRIBUTION

Ces postes sont un point de départ pour une évolution de carrière, si vous acceptez la mobilité géographique.

Envoyez lettre de candidature accompagnée d'un CV, d'une photo et de vos prétentions à
FRANCE GLACES FINDUS
Direction du Personnel - 4, rue Brantôme - 75152 PARIS Cédex 03.

pmp



le Crédit Mutuel
(20 Fédérations Régionales, 18.000 salariés)
recherche pour son département d'Audit

Auditeurs Confirmés

Diplômés Grandes Ecoles Commerciales ou niveau Expertise Comptable, ayant 3 ou 4 années d'expérience dans la fonction en entreprise ou en cabinet.
Ils seront chargés, au sein d'une équipe, d'effectuer un diagnostic sur l'ensemble des fonctions et sur la gestion des organismes composant le Groupe.
Déplacements en province la moitié du temps travaillé.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 09RH à
Confédération Nationale du Crédit Mutuel
Direction des Relations Humaines 88, rue Cardinet 75017 Paris

Levi Tournay



Société de produits cosmétiques filiale d'un groupe français de renommée mondiale en expansion recherche un

Contrôleur de gestion de production

Rattaché au responsable du contrôle de gestion, ce jeune cadre devra assurer dans un premier temps la mise en place d'un nouveau système informatisé de suivi des stocks, dans un second temps un véritable contrôle de gestion de l'unité de production.
Une expérience dans une fonction similaire est indispensable.
La connaissance du domaine pharmaceutique ou cosmétique est un atout.
Lieu de travail : Osny 95.

Merci d'adresser, CV à ROC 50, rue de Seine 92700 Colombes.

média-system

IMPORTANTE ENTREPRISE DANS SECTEUR HÔTELIER
RECHERCHE

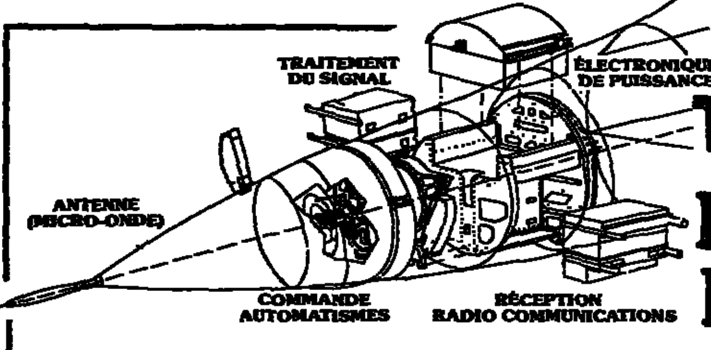
ASSISTANT
DU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Votre profil : D.U.T. Gestion de personnel, 1° expérience de la fonction, bonne connaissance anglais.

Vous serez responsable du recrutement des employés et agents de maîtrise, des statistiques sociales et participerez activement à la gestion administrative du personnel. Votre succès dans ces attributions garantira une évolution vers une fonction élargie.

REMUNERATION ATTRACTIVE. Statut cadre à la confirmation dans le poste. Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions en indiquant la référence 35531 à DEB'S. 140, rue de Courcelles 75017 Paris qui transmettra.

deb's



THOMSON-CSF
INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Le Département RCM de THOMSON-CSF conçoit et réalise des Radars et des équipements Contre Mesures aéroportés. En expansion forte et continue et disposant de moyens en recherche et développement de tout premier ordre, nous réalisons notre potentiel industriel dans des activités de technologie électronique de pointe. Nous offrons rapidement à des Ingénieurs débutants des responsabilités évolutives et variées:

A) SYSTÈMES RADARS

1 - DÉFINITION ET INTÉGRATION DE SOUS SYSTÈMES conçus par les Laboratoires d'Études Avancées, harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés: Maîtrise d'œuvre radars impliquant le goût des contacts et le sens de l'organisation.

2 - ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS RADARS, prospectives, modélisations, simulations.

3 - *DÉFINITION ET RÉALISATION DES ESSAIS*, tant en usine qu'en vol.

B) ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

1 - TRAITEMENT DU SIGNAL: matériel logiciel, algorithmes.

2 - PROPAGATION, RÉCEPTION, RADIO - *COMMUNICATIONS.*

3 - MICRO-ONDES: formation complémentaire prévue pour des scientifiques de très bon niveau intéressés par ce secteur en plein développement.

4 - ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.

5 - *CONCEPTION DE CIRCUITS RAPIDES* en Micro-Électronique performante.

Merci d'envoyer lettre, CV et photo en précisant les postes retenus à
THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM
Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette 92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS

HAVAS CONTACT

THOMSON-TITN

recherche pour son département

Informatique répartie

dont l'activité concerne les produits logiciels et les systèmes de gestion de base de données à base de mini et micro :

- ***Ingénieurs logiciel***

grandes écoles ou DEA, DESS option informatique, pour études et développement de logiciel de base en langage « C » (réf. R1).

- ***Analystes programmeurs***

MIAGE ou DUT informatique, pour applications de gestion transactionnelle sur Mini et Micro-ordinateurs (réf. R2).

- ***Ingénieurs support-produit***

pour industrialisation de logiciel et documentation technique (réf. R3).

Postes à pourvoir à **MALAKOFF.**

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à **THOMSON-TITN** - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.



MEDIA PA



BUREAU D'ETUDES INDUSTRIELLES ET DE COOPERATION DE L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE.
beicip recherche

technicien informatique

NIVEAU MINIMUM : DUT INFORMATIQUE.

Le travail proposé inclut principalement le développement et l'exploitation des programmes techniques et économiques dans le domaine de l'industrie pétrolière et de l'énergie (Fortran, programmation linéaire).

Le (la) candidat (e) devra à terme assurer la gestion des moyens informatiques du groupe de travail dont il fera partie (utilisation d'un mini ordinateur relié à un réseau).

Exigé : connaissance minimum Fortran.
Apprécié : expérience dans travail similaire.

Les candidatures et C.V. devront être adressés au
Chef du Département des Relations Sociales
du BEICIP - 232, avenue Napoléon Bonaparte
B.P. 213 - 92505 RUEIL MALMAISON Cédex
Référence 07.

BASSIN D'ESSAIS DES CARÈNES
(laboratoire d'hydrodynamique navale)

recrute

2 JEUNES INGÉNIEURS

pour ses études théoriques et expérimentales
- HYDRODYNAMIQUE
- ACOUSTIQUE ET VIBRATIONS

Diplômes : Ecole d'ingénieurs ou 3e cycle d'université.

Ecrire à : Monsieur le Directeur
du Bassin d'essais des Carènes,
8, boulevard Victor,
75732 Paris Cedex 15
en joignant C.V.

TRANSAC
Alcatel

Gestion Transactionnelle
Bureautique
Automatisation Bancaire

La solidité et la diversité de notre base de clientèle nous placent au premier plan des constructeurs **d'informatique distribuée.**
La croissance de notre CA et le volume de notre carnet de commandes témoignent de la performance de nos produits et du dynamisme de nos équipes. Nous recrutons des

Ingénieurs Commerciaux

Diplômés de l'enseignement supérieur et ayant une expérience de la vente dans le secteur informatique, les candidats que nous recher*chons ont déjà prouvé leurs talents de négociation à haut niveau.*
Nous offrons des possibilités réelles de développement de carrière associées à une rémunération stimulante.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence ICP à Michèle CORBINEAU – TRANSAC ALCATEL – BP 92 - 91301 MASSY.

Pour sa DIRECTION FINANCIERE
SPERRY UNIVAC
RECHERCHE

UN ANALYSTE BUDGÉTAIRE

Dépendant du Contrôleur Budgétaire, ce poste assure l'établissement prévisionnel d'états financiers, ainsi que l'analyse des écarts.

Il s'adresse :
- à de **jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP,** etc. ayant si possible une *première* expérience professionnelle d'un ou deux ans.

Il suppose :
- de bonnes connaissances comptables et bases mathématiques ;
- des qualités de bon contact humain et d'esprit d'initiative.

Anglais courant nécessaire.
Évolution possible pour candidat de valeur.

Poste La Défense (Pont de Neuilly).

Écrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à SPERRY UNIVAC - Service du Recrutement,
3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX.

Importante entreprise de B T P présente dans 26 pays recherche

un responsable financier
de zone géographique

Le candidat retenu, de formation supérieure : HEC, ESSEC, Sup de Co, aura approfondi ses connaissances en droit des affaires.

Il sera basé au Siège de la Société, à la Direction financière.

Il y sera chargé du suivi des problèmes financiers d'une «zone géographique» : montage, analyse, investissements, suivi du budget etc ...

Il parlera couramment l'anglais et sera disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. **9840** à **L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle**
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Levi Tournay



HEC, ESSEC, ESCP ou ingénieur grande école...

et peut-être une première expérience acquise "sur le terrain". Vous avez ainsi pu tester votre goût et vos aptitudes pour le commercial. Vous cherchez maintenant l'entreprise où vous pourrez progresser dans votre carrière, vos responsabilités et votre rémunération.

A PARIS ou STRASBOURG,

nous vous proposons de commercialiser auprès de tous les *circuits de distribution nos produits électroniques Grand* Public : jeux éducatifs, calculatrices, micro-ordinateurs portables, ordinateurs familiaux (TI 99/4A). Des produits performants, conçus comme outils de pedagogie active et d'amélioration des connaissances, et qui bénéficient aujourd'hui *d'un développement remarquable.*

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature sous référence ECS/0283/M
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



Organisation et Publicité

Important Laboratoire Pharmaceutique recherche pour Paris (banlieue Sud)

INGENIEUR
ADJOINT AU DIRECTEUR
des études et installations nouvelles

Ce collaborateur de 30 ans environ prendra en charge, immédiatement, des responsabilités importantes : études, recherches *et mises en place de machines et matériels en vue de l'amélioration de la productivité.* Il aura en outre à assurer la maintenance. Dans une deuxième phase, qui peut être rapide (2 ans), *il prendra en mains la responsabilité des études et installations* nouvelles (immeubles, machines, procédés). Des connaissances en informatique industrielle, automatismes et robotique sont *indispensables. Il s'agit d'un poste stable, fortement évolutif* et formateur, associé à un excellent climat de travail.
Adresser CV + photo + rémunération actuelle sous référence 83117 à :

SODECI 140 rue de la Croix Nivert 75015 Paris

ESCAE, ESSEC, HEC,
Maîtrise Economie ou Droit

Vous avez une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dont 5 avec des responsabilités d'encadrement d'un service commercial ou administratif dans une entreprise industrielle ou commerciale.
Vous savez donc que la qualification d'une secrétaire de direction accroit l'efficacité d'un gestionnaire.

METTEZ CETTE EXPERIENCE AU SERVICE DE L'AFPA

en vous intégrant á

CAEN ou à PARIS

à une équipe d'enseignants dont vous assurerez la coordination pedagogique et en formant vous-même nos stagiaires au métier de secrétaire de direction.
Rémunération : **160.000 Frs** +

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaille soit á PARIS au CFPA - 6. Place du Commerce 75015 soit à CAEN au CFPA - B.P. 61.47 - 14004 CEDEX.



DES METIERS QUI VIVENT !



CHEF DU PERSONNEL

***VOUS** avez 5 à 7 ans d'expérience dans plusieurs* domaines de la gestion du Personnel et des Relations Humaines.
VOUS avez une formation supérieure.
VOUS vous sentez bloqué dans vos fonctions actuelles.
VOUS souhaitez élargir vos responsablités et maîtriser la fonction *Personnel* dans sa totalité en donnant un nouveau développement à votre carrière.
NOUS vous proposons :
— de participer à la définition de notre politique de Personnel,
— *de la mettre en œuvre dans un de nos deux* établissements où vous serez plus particulièrement responsable :
- du recrutement,
- de la gestion du budget,
- de la formation,
- des études et recommandations d'action.

Les candidatures sont à adresser aux **Cafés Jacques Vabre** Département du Personnel Zone industrielle des Petites Haies
5, rue Charles-Martigny-94701 MAISONS ALFORT

UN INGENIEUR CHIMISTE

Importante société chimique filiale d'un groupe international de premier plan, recrute

UN INGENIEUR CHIMISTE

pour son **CENTRE DE RECHERCHES** situé en proche banlieue parisienne.

Le candidat, ingénieur diplômé d'une école de chimie, devra si possible avoir complété sa formation par un **doctorat.**

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, il aura déjà une première connaissance de la **polymérisation.**

Langue allemande très souhaitée.

Le poste comporte la responsabilité de la réalisation d'objectifs communs à un groupe de recherches travaillant avec des services de production et d'application.
Le poste pourra évoluer vers une autre fonction technique.

Veuillez adresser lettre + C.V. + photo + rémunération souhaitée s/réf. 10358 à
PIERRE LICHAU S.A. – BP 220 – 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

THOMSON-CSF
CGR INDUSTRIE
recherche
DUT ÉLECTRONIQUE DÉBUTANT

pour études et essais de circuits électroniques comportant des éléments de puissance dans le domaine de la radiologie.

Lieu de travail en région parisienne.

Merci d'adresser CV et photo au Service du Personnel - CGR INDUSTRIE, 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.



BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE, recherche

ANALYSTES

DUT Miage ou équivalent
5 ans minimum d'expérience

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

DUT + 2 ans ou Bac
et une expérience supérieure à 5 ans

En plus de grandes qualités personnelles, les connaissances suivantes seront appréciées : langages cobol, méthodologie protée, temps réel, bases de données, matériel burroughs large system.

FNMF

Adresser CV détaillé et photo et prétentions à FNMF
Division des Relations Sociales
56 à 60 rue Nationale
75649 Paris Cedex 13

jeune ingénieur électromécanicien
AM - INSA - SUDRIA

Implantée en proche banlieue Est de Paris, notre Société leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire, recherche un JEUNE INGENIEUR ELECTROMECANICIEN pour assurer la mise au point, l'optimisation et les études de matériels nouveaux de fabrication et de conditionnement.

Dépendant directement du Directeur de la Production, il assurera les liaisons avec le Service Entretien pour la réalisation et le suivi des Travaux demandés.

Ce poste s'adresse à un Jeune Ingénieur, débutant ou non, ayant outre ses compétences techniques, *le goût des contacts, du travail en équipe,* de l'innovation et de la responsabilité.

De larges possibilités d'évolution et une rémunération motivante existent pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réf. 7935-M à I.C.A. 3, rue *d'Hauteville - 75010 Paris - qui transmettra.*

I.C.A. *International Classified Advertising* NEW YORK PARIS

Nous créons, dans le cadre de notre développement et de la diversification de nos activités à l'Etranger, le poste de

Jeune responsable administratif et financier

Filiale Anglaise (Reading près de Londres)

LES FONCTIONS :
- *la responsabilité des services administratifs* (facturation, paye, suivi commercial) et des services généraux
- *la comptabilité générale* (compte d'exploitation, bilan comptabilité analytique)
- la supervision des magasins (stocks, expéditions...)
- reporting au siège de la maison mère située à BRETIGNY/ORGE (91).

Personnel rattaché : un Chef Comptable
Le profil souhaité : H.E.C., ESSEC, SUP de CO.
Débutant accepté. Anglais courant souhaité.
Si cette description vous convient, envoyez nous votre C.V., photo et prétentions sous référence 699 à Télex P A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Société région Cergy-Pontoise, spécialisée domaines aéronautique, nucléaire, ingeneering, recherche

1 PROGRAMMEUR

Niveau DUT ou équivalent avec 2 ans d'expérience.
MISSION :
création, amélioration et maintenance des systèmes de gestion.
CONNAISSANCES :
ASSEMBLEUR et BASIC exigées.
Envoyer C.V. et photo à N. 2806 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transm.

ETABLISSEMENT FINANCIER
de dimension internationale recherche, pour son siège à PARIS 7ème, de jeunes

ORGANISATEURS INFORMATICIENS

qui seront chargés, soit sous la responsabilité d'un organisateur informaticien confirmé, soit directement, de coordonner la conception, l'exécution et la mise en place de plusieurs projets informatiques importants.
Les candidats recherchés ont une formation supérieure soit de gestion (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise ou Doctorat de Gestion) soit scientifique avec un goût affirmé pour la gestion.
Il auront 1 à 4 ans d'expérience dans un service informatique, une bonne capacité de synthèse et des qualités de contact.
Merci de nous adresser votre Curriculum-Vitae sous référence BR 32 en précisant votre salaire actuel, à :

CGS CARRIERES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS

Senior Project Manager

Filiale d'un important groupe multinational industriel (produits de consommation), *nous recherchons le* **RESPONSABLE ENGINEERING DE NOTRE PRINCIPALE UNITE.**

Il aura à gérer l'ensemble des activités engineering de l'usine, (process, packaging, *automatismes, ...), coordonnera et dirigera les études et la réalisation des projets* majeurs et sera assisté dans sa tâche par **UNE EQUIPE DE 4 INGENIEURS ET TECHNICIENS.**

Ce poste convient à un ingénieur de formation type AM ou équivalent disposant d'une expérience d'environ 5 années dans le domaine.
Il est évolutif et doit permettre à son titulaire de devenir l'expert technique du groupe *pour la principale activité en France.*
Anglais indispensable.
Siège : proche banlieue Parisienne.

Envoyer votre CV sous réf. M 1033 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

SOCIÉTÉ DISTRIBUTION COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES MICRO INFORMATIQUE

100 millions de C.A.

recherche

COMPTABLE

2 ans expérience cabinet comptable, possédant certificat comptable DECS.

Lieu de travail : PETIT-CLAMART 92.

Envoyer C.V. *et photo* à P.E.P. Mme Ruffet, 4, rue René-Barthélemy, 92120 MONTROUGE.

INGENIEUR CHIMISTE MARKETING

Vous êtes ingénieur chimiste diplômé,
Vous avez complété votre formation de base par une formation économique,
Vous êtes à l'aise avec l'anglais.

Débutant ou ayant une première expérience, nous vous offrons de commencer votre carrière dans notre Société (C.A. supérieur à 600 millions de Francs), comme

CHARGE D'ETUDES MARKETING ET RESPONSABLE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT.

Si vous êtes intéressé, adressez votre c.v. sous référence 1868 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

serete ingénierie

Nous sommes l'un des premiers groupes français d'ingénierie. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs équipements dans les meilleures conditions tant en France qu'à l'étranger (chimie, offshore, bâtiment, industries de transformation, techniques avancées...). Compte tenu de notre développement, nous recherchons le(la)

RESPONSABLE RECRUTEMENT

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur et bien que jeune, votre expérience professionnelle d'au moins 2 ans en cabinet ou en entreprise vous permet de prendre en charge notre important programme de recrutement (Ingénieurs principalement). Au sein du Département du Personnel vous serez très autonome dans votre action. Vous définirez les postes à pourvoir avec les responsables concernés et les méthodes appropriées pour y parvenir dans les meilleurs délais et dans le cadre d'un budget défini. Vous serez le correspondant de la société et le garant de son image auprès des prestataires de services, des écoles, des organismes professionnels...

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6677 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

Plain Champs

MEMBRE DE SYNTEC

Pour renforcer son action commerciale en AFRIQUE, EUROPE et MOYEN-ORIENT dans les industries Informatique et de Télécommunications, ITS recherche :

Jeune cadre marketing

De **formation ESC** ou équivalent, possédant des qualités de gestionnaire, il aura acquis une **expérience de 2 à 3 ans** dans la **distribution de produits informatiques ou de télécommunications.**

Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission de **coordonner les actions marketing menées par la Société.**

Commercial export

Vendeur confirmé, disponible *pour de nombreux déplacements, nous lui* confierons la vente d'équipements et de services de Télécommunications.

Pour ces 2 postes basés à PARIS, la **maîtrise de la langue anglaise** est nécessaire.

La connaissance de l'industrie du transport aérien et des télécommunications serait un avantage.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **ITS** - 34, rue Camille-Pelletan - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

MEDIA PA

think international its

THOMSON-TITN

recherche pour son Département

Logimétrie

Pour le développement de la gamme des logimètres DPMS, destinés à l'évaluation des performances des ordinateurs et des réseaux :

• ***Ingénieurs matériel***
débutants ou quelques mois d'expérience. Connaissances logique et microprocesseurs appréciées (réf. LOG1).

• ***ATP***
connaissances hautes fréquences, rayonnement, EMI, VDE très appréciées (réf. LOG2).

• ***ATP***
pour diriger une équipe de techniciens de production (réf. LOG3).

• ***AT3/AT2***
bonnes connaissances logique, mémoire et microprocesseurs. Débutants acceptés (réf. LOG4).

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à **THOMSON-TITN** - 5 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

MEDIA PA

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

FAIRCHILD
A Schlumberger Company
recherche :

ADJOINT AU RESPONSABLE INFORMATIQUE

Cet ingénieur analyste-programmeur, *rompu au travail en* équipe, sera chargé du contrôle des travaux et de la mise en place des systèmes.

Le candidat maîtrisera parfaitement l'analyse sur IBM 38. Il entretiendra de nombreux contacts avec ses homologues européens (Munich, Londres, Milan).
De courts déplacements sont donc à prévoir.

Pour un premier contact, merci d'envoyer votre c.v. plus photo et prétentions à:

JOB CONSEIL
JOB CONSEIL
15, rue Saussier-Leroy
75017 PARIS

M.J.C. RECHERCHE
ANIMATEUR SECTEUR « JEUNES »
formation et expériences exigées.
Envoyer C.V. à :
CLUB DE CRETEIL,
RUE CHARPY,
94000 CRETEIL.

L.T.P. SAINT-NICOLAS
recherche
PROFESSEUR
pour enseignement professionnel en fabrication mécanique.
Diplôme BTN F1 et BTS + 3 ans d'expérience profession.
Téléphone : *222-83-60.*

Pour son siège social en banlieue OUEST,
Impte Société d'ISOLATION
recherche
INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
CNAM - BREGUET *ou ESSEC*

- Liaisons et contacts entre clientèle et ses succursales.
- Prospection à court et moyen terme des affaires potentielles.
- Suivi technique et commercial des devis.

Le candidat devra posséder une forte personnalité, être dynamique et ambitieux.

Adr. C.V. et prét., nº 62.102 *Contesse Publicité, 20, avenue* de l'Opéra, Paris 1er.

Pour banlieue NORD
Impte Société d'ISOLATION
recherche
TECHNICO-COMMERCIAL
de FORMATION SUPERIEURE

- expérience second œuvre bâtiment,
- aptitude commandement,
- introduit milieu prescripteurs, bâtiment, architectes.

Adr. C.V., prét., nº 62.104, Contesse publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris 1er.

Société à Thiais
recherche
RESPONSABLE INFORMATIQUE
Expérience 3 ans minimum.
Bonne connaissance GAP 2.
Sera chargé de la mise en place de notre nouveau matériel (I.B.M. 38).

Envoyer C.V. et prétentions à :
CASTEL FRERES
2, rue du Courson,
94320 Thiais.

CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES DE LA FONDERIE
recrute pour son département
D'ASSISTANCE TECHNIQUE

DEUX INGENIEURS

35 ans minimum

- REGION NORD :
  - expérience grosses pièces fonte
  - résidence Paris ou Nord.
- REGION LYONNAISE :
  - expérience alliages légers en moules permanents.
  - résidence Lyon.

UN TECHNICIEN SUPERIEUR

30 ans minimum

- pour son service d'essais en usine.
- résidence Paris.

Déplacements fréquents.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions à CTIP - 12, av. Raphaël 75016 PARIS

Société Informatique recherche urgent

jeunes analystes programmeurs et programmeurs

Nous demandons le niveau IUT minimum ou AFPA ; débutants acceptés, libérés des O.M. De bonnes connaissances sur «Réalité 2000» et langage Basic seraient un plus.
Les candidats seront responsables d'un projet, dotés d'une grande responsabilité et d'un sens aigu des contacts.
Ces postes exigent une grande disponibilité pour *déplacements fréquents en province, voiture personnelle souhaitée.*
Le salaire que nous proposons est motivant et nous sommes prêts à tenir compte de vos aspirations.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi s/réf. 7302 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

INFOGEM
SOCIETE DE DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

recherche pour renforcer ses équipes d'études à **PARIS 12e**

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

(MIAGE, DUT ou équivalent)

AYANT :

Référence 8307 :
- au moins 2 ans d'expérience dans la fonction sur mini-systèmes (HP 3000),
- la pratique du COBOL et du FORTRAN,
- l'expérience des systèmes interactifs.

Référence 8308 :
- débutants ou ayant déjà une première expérience *de 2 ans sur gros systèmes (CHB 64),*
- connaissant le COBOL

Ils devront participer à la réalisation de nouvelles applications et assurer la maintenance des programmes actuels.
Une bonne maîtrise de la langue anglaise serait appréciée. Des déplacements sont à envisager. Une formation complémentaire pourra leur être assurée. Larges possibilités d'évolution.

Adresser C.V. et prétentions à :
INFOGEM - SERVICE DU PERSONNEL
- BP 26 - 75562 PARIS Cédex 12

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
CENTRE D'ESSAIS EN VOL
recherche

INGÉNIEUR
DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLES

Orientation aéronautique et micro-informatique pour développement matériel de mesure.

Adresser C.V. au Chef du Personnel,
CENTRE D'ESSAIS EN VOL
Base d'Essais de Brétigny,
91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Société Promotion Hospitalière et Hôtelière
FIM
recherche son
Chef Comptable
BTS minimum.
Expérience en cabinet indispensable.
Envoyer CV à FIM, 22 place Vendôme, 75001 Paris.

IMPORTANTE ASSOCIATION DE TOURISME CULTUREL
recherche pour son siège à Paris

UN RESPONSABLE DU PERSONNEL ET DE LA FORMATION

Expérience dans ces deux domaines nécessaire
Sens des relations humaines
Connaissance de la législation du travail souhaitée

Adresser C.V. A ARTS et VIE
39, rue des Favorites.
75015 Paris.

SOCIETE T.P. recherche

RESPONSABLE TRAVAUX SOUTERRAINS

35 ans min. Ingénieur diplômé. Expérience chantiers travaux souterrains, comme ingénieur de travaux ou adjoint au Directeur de chantiers.

180.000 +

Ecrire sous réf. 334/M, à SWEETRS B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09, qui trans.

Société d'Ingénierie
LA DEFENSE
85 % du C.A. à l'export
filiales à l'étranger
recherche
pour son département financier

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Connaissant bien si possible l'audit anglo-saxon.
Il devra assister le Responsable de la comptabilité des Sociétés associées au groupe et effectuera quelques déplacements à l'étranger.
Anglais courant indispensable.

Ecr. avec C.V. et prét. sous nº 82.015 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

Cabinet d'Expertise Comptable
recherche

OPÉRATRICES

Traitement de textes
intéressées par contrat
à durée déterminée.

Adresser C.V. à GIE SECCC
Mme VERRECCHIA,
100, rue Lafayette, Paris 10e.

UN LABORATOIRE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE *(91128 PALAISEAU) rech.* pour AIDE-GESTION A LA DIRECTION DU LABORATOIRE

POSTE MI-TEMPS

Monsieur ou Dame moins de 60 ans diplôme niveau licence avec compétence administrative Finances et Personnels. Nationalité française.

Ecrire avec C.V. à nº 28.694 Centrale d'Annonces, 121, rue *Réaumur, 75002 Paris,* qui transmettra.

Organisme parapublic
recherche

JEUNE CHARGÉ D'ÉTUDES STATISTIQUES

Diplômé d'une école supérieure de statistiques, ou de formation universitaire, pour assurer la gestion d'une enquête statistique dans le milieu hospitalier et participer à l'élaboration du système d'information.

Lieu de travail : Paris 7e.
Nombreux déplacements de courte durée en province.

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous réf. 2849 à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Compagnie secteur privé
recherche

1º) pour son bureau de Paris

UN RÉDACTEUR

multirisques divers.

2º) pour son service production provinces

UN EXAMINATEUR RÉDACTEUR

confirmé en risques incendie des entreprises.

Adresser C.V. + prétentions sous référence 8795 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
recherche pour son SIEGE SOCIAL
situé en banlieue Sud

COLLABORATRICE EXPÉRIMENTÉE

pour service paye
- Gestion de 200 paies informatisées (CCMC).
- Déclarations sociales et administratives.
- Liaisons avec les organismes sociaux.

Connaissance de la dactylo souhaitée.
Statut Agent de maîtrise.
Horaire libre
tickets restaurant.

Envoyer C.V. manuscrit, *photo et prétentions à :* nº M. 56050 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

UTI-SERVICES

recherche
DANS LE CADRE DE
SON DEVELOPPEMENT

ANALYSTES ET ANALYSTES-PROGRAMMEURS

MICRO avec CP/M
IBM 4341 Modèle 2
- MVS - JES 2 - TSO/SPF
DB/DC
Réseau-Transpac
PROTEE

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
M. COURVOISIER
Service du Personnel
6/14, rue de La Pérouse
75784 Paris cedex 16.

secrétaires secrétaires

Secrétaire de direction

bilingue anglais

Horaires décalés : 11 h - 19 h 45

Les **ASSURANCES GENERALES DE FRANCE** recherchent pour leur siège social à **Paris-2e** une **Secrétaire de direction.**

Sous la responsabilité d'une autre secrétaire de direction qui débute plus tôt dans la matinée, vous travaillerez tous les jours, **de 11 h à 19 h 45 pour le secrétariat de la Présidence.**

Votre fonction comportera tous les aspects habituels d'un secrétariat de direction.

Pour ce **poste stratégique** où la prise de **responsabilités** est indispensable, nous souhaitons rencontrer une candidate âgée de **25 ans minimum**, possédant le **BTS** de secrétariat de direction et étant *parfaitement* **bilingue anglais.** *De plus, une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire* est nécessaire.

Une **forte personnalité** alliée à une **grande souplesse** ainsi qu'une **bonne disponibilité** constituent des atouts fondamentaux pour cette fonction.

Le salaire que nous proposons dépendra de votre expérience et de votre potentiel. Nous vous offrons tous les avantages sociaux dûs à l'importance de notre Groupe.

Lieu de résidence souhaité : **Paris** (proximité centre).

Vous êtes **disponible rapidement.**

Veuillez adresser C.V., photo aux A.G.F. - Service Recrutement - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.

MEDIA PA



ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

Christian Godefroy, Author-publisher
requires

EXPERIENCED DIRECTION SECRETARY

(male/female) French B.T.S. or equivalent. Fluent english a must. Spanish an advantage. Age preferred 24-35. *I will only consider applicant who can handle responsability* (publishing contracts, relations with authors, printers, publishers,... proof-reading etc.) Discreet, good relationship with others, interest in the field of self-improvement. *Salary : 80-90.000 F yearly. Work in a charming normand* village. Please send written application with curriculum vitae and picture to :
Christian Godefroy - B.P. 6 - 27760 la Ferrière-sur-Risle.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche
pour son siège Paris 16e

UNE HOTESSE-SECRÉTAIRE

bilingue anglais et sténodactylo indispensable

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 55918 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX
(qui transmettra)

PME HAUTE TECHNOLOGIE
PARIS 3e
Une équipe de jeunes ingénieurs
recherche

DACTYLO

24 ANS ENVIRON
Pour travail rapide et soigné sur traitement de textes.
Notions d'anglais appréciées.
Rémunération fonction motivation et résultats.
Téléphone : 274-21-30
le 22 et 23/02 pour R.V.

Pour service artistique
DISQUES POLYDOR
recherchent

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

EXPÉRIMENTÉE
organisée, méthodique.
Parfaite bilingue anglais.
Libre rapidement.

Ecr. avec prét. C.V. et photo, service du personnel, 2, rue Cavallotti, PARIS-18e.

Etablissement financier
rech. pour son Siège Social
Paris-5e

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

pour un remplacement de 10 mois à compter du 15 mars 1983.
B.T.S. apprécié.
Salaire intéressant.
Avantages sociaux.

Ecr. avec photo et C.V. sous nº 82.031 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

Le Comité International Olympique cherche
SECRET. STENODACTYLO
langue maternelle française.
Ecr. pour envoi questionnaire Comité Internation Olympique,
Château de Vidy
CH-1007 LAUSANNE.

Société d'Edition
de logiciels grand public
de la librairie
FERNAND NATHAN
PARIS :
QUARTIER LATIN
recherche :

SECRÉTAIRE

excellente DACTYLO

pour seconder l'assistante du directeur.

Il faut une solide culture générale et une bonne souplesse d'esprit pour s'adapter à des tâches variées au sein d'une petite équipe créative et enthousiaste.

Rémunération : 65.000/an.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé sous réf. 326 M à Denis JOUSSET.

PLEIN EMPLOI
10, rue du Mail,
75002 PARIS
Conseil en ressources humaines.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ NÉGOCE INTERNATIONAL MATIÈRES PREMIÈRES
Recherche pour son département :

MARCHÉS A TERME
JEUNE COLLABORATEUR COMMERCIAL

Pour suivi et développement clientèle.
Français/anglais courants néces.

Adresser C.V. et lettre manuscrite :
s/nº T 038.445 M à :
REGIE PRESSE,
85 bis, rue Réaumur,
75002 PARIS.

MICRO-ARCHIE
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME 80/86

Réalisation du logiciel de base et des langages d'un micro-ordinateur de conception avancée. Petite équipe de haut niveau. Projet de dimension internationale.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à : MICRO ARCHIE.
79, rue du Temple.
75003 Paris. T. : 274-21-30.

L'ACTAC
ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
recherche
pour son siège parisien

UN INGÉNIEUR STATISTICIEN

Grandes écoles ou 3e cycle universitaire. Formation de base biologique ou agronomique appréciée.

Env. C.V. et prétentions à :
ACTAC, 149, rue de Bercy,
75595 Paris Cedex 12.

École techn. centre Paris rech.
PROFESSEURS très qualifiés
math. physique, chimie.
Écrire UBI,
38, r. des Mathurins,
Paris, 8e, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE
recherche

UNE COMPTABLE CONFIRMÉE

28 ans, niveau DECS comptable ;

Tél. : 562-15-13.
Mr PETIT pour rendez-vous

P.M.E. ÉDITION
DIFFUSION DE LIVRES
en expansion
recrute

JEUNE COMPTABLE

Hme ou Fme niveau DUT ou BTS ou équival. 1re expér. requise lieu de travail : Châtelet libre rapidement.

Envoyer CV. + photo + prét. à : Alternative Diffusion Mr MAGNIEZ 36, rue des Bourdonnais 75001 — PARIS
Tél : 233-06-40.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE
recherche

TECHNICIEN — CADRE DU BATIMENT — ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE ENTRETIEN

Le titulaire de ce poste assure la mise en œuvre des moyens dans le secteur d'activité qui lui est confié, permettant dans les domaines de l'entretien général des locaux, des installations et de tous les aménagements nouveaux, d'atteindre les objectifs arrêtés.

Les candidats devront posséder une connaissance approfondie de la pratique de la série centrale des architectes.

Un entretien avec un jury départagera les candidats.

Adresser lettre + CV. détaillé à Monsieur le CHEF DU PERSONNEL DE LA CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE
17/19, rue de Flandre
75935 Paris cedex 19.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE
recherche

TECHNICIEN CADRE DU BATIMENT

pour son service entretien. Le titulaire de ce poste sera chargé d'organiser les travaux des ateliers techniquement et administrativement. Pour ce faire, il a sous ses ordres le chef de chaque atelier.

Les candidats devront posséder des connaissances réelles tous corps d'État du bâtiment, confirmées par une solide expérience

Un entretien avec un jury départagera éventuellement les candidats

Adresser lettre et CV. détaillé à Monsieur LE CHEF DU PERSONNEL de la CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE
17/19, rue de Flandre 75935 Paris cedex 19.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE FINANCIER HAUT NIVEAU

38 ans, expérience financ. 12 ans, recherche : contrôle de gestion, direction financière (ou adjoint), conseil financier en entreprise.
LIBRE IMMEDIATEMENT.
Accepte missions ou contrat temporaire.
Ecrire : BINET, 11, rue Jean-Mermoz,
95230 Soisy-sur-Montmorency
Tél. : 412-90-44.

Jeune fille 18 ans ch. emploi Aide Comptable. Paris et/ou région Paris + départ. 16, 17, (dipl. C.A.P. compt., B.E.P. compt. Écrire Mlle E. REAUX à Échebrune, 17800 Paris. (Charente-Maritime).

Technicien géomètre, chef brigade formation F.P.A. préliminaire DPLG, 7 ans expér. rech. emploi étranger. Écr. nº 81.872 Contesse, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

DOCTEUR EN MÉDEC.

30 ans
Titulaire DUES ès-sciences et autres certificats scientifiques. Bonne expérience en micro-informatique.
Deux ans de médecine d'urgence. Cherche situation préf. province.
Ecr. s/nº 0.843 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ma nièce, jeune Anglaise de 17 ans et demi (aînée d'une famille de 4 enfants), capable, sympathique, ayant de la personnalité et aimant les enfants et les animaux, souhaiterait passer 6 mois dans une famille française pour s'occuper des enfants afin de progresser dans cette langue. Étudie actuellement le français, la biologie et les mathématiques en Angleterre. Libre de suite.
S'adresser à : la comtesse de Winchilsea, South Cadbury House, vers Yeovil, Somerset, ou téléphoner au :
194 496 340 361.

JURISTE CONFIRME, maîtrise + DES droit privé, IDA, spécialiste recouvrement créances, contentieux divers, assurances, transports, droit travail, sens rel. hum. cherche sit. RESPONSABLE mil. jurid. ou aff.
Ecr. s/nº 7.661 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 23 ans, dipl. B.T.S. assistante tech. d'ingénieur, exp. 7 mois. Libre de suite cherche empl. stable Paris ou banlieue.
Ecr. s/nº 0.824 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNAL. ET JURISTE

J. F. 25 ans. Maîtrise Droit des Affaires. 4 ans d'exp. journalisme. Bonnes connaissances Anglais, Espagnol. Rech. poste stable et motivant. Étudie toutes propositions.
Écrire à Cavali-Pastrie, 162, rue Gallieni, 92100 Boulogne.
Téléphone : 825-47-80.

J.F. 10 ans d'expérience professionnelle en droit des Sociétés et droit des affaires, étudierait toute proposition d'emploi de juriste au sein du service juridique d'une société ou holding, ou de conseil juridique au sein d'un cabinet.
Ecr. s/nº 7.776 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 25 ans Sciences-Po Paris. Anglais courant. 3 ans exp. Radio-Télé, ch. emploi pour attaché de presse. J.-M. Iribarren, 4, rue du Pot-de-Fer, 75005 Paris. Tél. : 707-37-00.

SERRURIER, MONTEUR, MENUISIER ALUMINIUM
rech. emploi sur chantiers à l'étranger. (32) 44-67-16.

J.F. diplômée information et communication + expér. édition, recherche poste collaboration. Service de presse mi-temps si possible.
Mlle CASSABOIS. T. 973-00-05.

CHEF DE FABRICATION
10 ans d'expérience édition, recherche situation d'avenir.
Ecrire sous le nº T 038 434 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Responsable de département, édition 10 ans d'expérience. (préparation de manuscrit, devis, composition, mise en page, impression et brochage). recherche poste ouvert sur l'avenir des méthodes et des idées.
Ecrire sous le nº T 038 436 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INFORMATICIEN

Gde expér. pédagogique, ch. emploi, service recrutement, formation. 883-48-15.

DIPL. EXPERT COMPTABLE PAR L'ÉTAT
47 ans, expérience 20 ans en entreprises et cabinet expertise.
- Anglais, motions All., Espagnol.
- Gestion et analyse financière, audit, contrôle de gestion, droit fiscal social et sociétés.
- Spécialisé en exportation

recherche :

DIRECT. FINANC.

dans entreprise dimension nationale ou internationale axée sur l'exportation.
Ecrire sous le nº 038.483 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RESPONSABLE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE

32 ans.
10 ans exp. informatique en petite et grande entreprise, actuellement en poste recherche place identique sur gamme IBM. Salaire mini souhaité 140.000 F/an.
Écrire M. MANYRI, 14, la Roseraie, 27420 CAHAIGNES.

CADRE 40 ans. Ht niveau, IARD, cherche poste :
VÉRIFICATEUR-SOUSCRIPTEUR
Cie ou cabinet, courtage
Libre rapidement.
Ecr. s/nº 6.463 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Direction comptable et financière recherchée par cadre confirmé expérience 15 ans en Entreprise.
Ecrire sous le nº T 038 447 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune homme 23 ans, dégag. obl. mil. Niv. bac G3. Ch. place stable. Emploi administratif ou autre. Étudierait toutes propositions.
Téléphone : 737-73-35.

Secr.-assistante-direction, 39 ans, bon. présent., faculté adapt. polyvalente rech. poste stable évolutif Pontoise-Paris. 878-00-81 (6/18 h) 030-39-18.

travail à domicile

Tous travaux, copies thèses, rapports, etc.
Téléphone : 306-08-88.

formation professionnelle

— Vous êtes intéressé par le phénomène d'informatisation des bureaux et par les matériels eux-mêmes.
— Vous avez le goût du contact et de la négociation et êtes âgé de 23 à 40 ans.
— Vous êtes demandeur d'emploi.
— Vous avez le baccalauréat minimum.

Un stage de

FORMATION A LA VENTE DE MATÉRIELS INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

vous est proposé
— Durée : 10 mois.
— Rémunération.
— Début du stage : 15 mars.

Envoyer C.V. d'urgence à :
GRETA DU TERTIAIRE
70, bd Bessière, 75017 Paris.
Tél. : 627-63-33 — Tests de sélection prochainement.

Stage rémunéré (Bourse du Conseil Général de Paris).

INGÉNIEURS CCIAUX

en systèmes informatiques.
Formation pratique et théorique (720 heures à temps plein) pour demandeurs d'emploi. Homme/Femme diplômés de l'enseignement supérieur ou exp. équivalente, résidant à Paris intra-muraux.
Inscription immédiate.
G.F.N. 14, avenue de l'Opéra — 75001 Paris.
Téléphone : 296-12-58.

propositions diverses

L'ETAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C16) Boîte Postale 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon
75429 PARIS CEDEX 09.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

GS Club 1977
61.000 km
Pneus cloutés, radio.
Prix Argus 11.300 F.
Téléphone : 003-52-60.

A vendre cause départ

R5 TS

année 76, modèle 77.
Toit ouvrant, glaces teintées. Bon état mécanique (factures).
Prix : 7.000 Francs.
Téléphone : de 20 h à 22 h. au 531-44-79.

diverses



L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Forum Halles bel imm. pierre studio 150.000 F. 2 pièces 400.000 F 3/4 pièces. Tt cft 800.000 F - 508-41-35.

LOUVRE IMM. 17e siècle, 3 P., 62 m², 3e ét. et 2 P., 28 m², 6e ét., conft, 589-49-34.

3e arrdt

MARAIS BEAUBOURG

Beaux 2 p., 48 m² tt cft, refait neuf, cuis. équipée, soleil, calme, bel immeuble.
560 000 F. T. 280-06-94.

4e arrdt

SAINT-PAUL. Plein sud, 4e ét., beau 3-4 pces, imm. ravalé, 830.000, S.D.G., 634-06-20.

ARSENAL. Superbe 3-4 pces, 90 m², récent, 2e, asc., park., 950.000, S.D.G., 634-06-20.

ARCHIVES. Pierre de t., superbe 3-4 p., sud, 5e ét., asc., 790.000, S.D.G., 634-06-20.

5e arrdt

JARDIN DES PLANTES
2 p. confort, 4e, ascenseur. 320.000 F. 526-54-61.

CENSIER. Imm. réc. 3-4 pces, park., parfait état, 1.000.000 F. Tél. : 374-37-88, 587-37-42.

7e arrdt

BAC. 6e, asc., plein soleil, récept. 65 m² + 3/4 chbres, 2 bains. Studio serv. 190 m², parfait état. 742-26-88.

CHAMBRE DÉPUTÉS

EXCEPTIONNEL Pptaire vend 2-3 pces 70 m² envir., parfait état, cuis. équipée, park., imm. gd stand. Px intéressant. Vis. le mercredi 14 h 30 à 17 h.
276, BD SAINT-GERMAIN.

TOUR EIFFEL (près)
bel imm. pierre de T., standing

6-7 P. + 2 services.

RÉNOVATION LUXUEUSE
PRIX 2 450 000 F.
T. 267-39-34.

8e arrdt

PLAINE MONCEAU
Bel imm. 4e ét., balc., appt d'angle 310 m², habitation et professionnel, park. serv. 2.600.000 F - 563-17-77.

ST-PHILIPPE-DU-ROULE
Stand. 200 m², 3 chbres, triple récep., serv., box. 578-17-38.

9e arrdt

Rue Lamonnet, pierre de taille asc., 5 pces, 98 m², libre, 4 pces 81 m², occupé.
Tél. : 380-75-20.

CADET grenier aménagé 78 m², refait neuf, caractère, 550 000 F. T. 233-58-45.

12e arrdt

12e, Métro Dugommier, 3 p., cuis. équipée, salle d'eau, w.-c., rénové, papiers, peintures, moquettes neufs, chauf. ind., cave. Faibles charges. 295.000 F. 327-83-06 de 9 h à 15 h, ou après 20 h.

DAUMESNIL
3 P., CONFORT, à rénover. Bas prix. - 526-89-04.

NATION PICPUS
Immeuble XVIIIe, rénové, à aménager, 78 m² + jardin privatif. T. 272-40-19.

13e arrdt

TOLBIAC Récent standing 5 Pces, 112 m², balcon, park., soleil, 1.050.000. 535-58-92.

GLACIÈRE gd 3 P. tt cft pft état
290 000 F. 325-97-16.

15e arrdt

COMMERCE, je vds R.-Ch., studio état neuf. 110.000 F. à débattre - 557-70-08.

EXCEPTIONNEL
récent, près Parc de Vaugirard, liv. 28 m² + 3 chbres, 3 bns, calme. 870.000 F. 577-74-38.

LOURMEL, RÉCENT, 10e ÉT. charmant 3/4 P. 3 BALCONS. 799.000 F. Tél. : 577-96-85.

Mo DUPLEIX

PR. CH.-DE-MARS 4 P. 110 m², imm. bourg. 970.000 F.
Brancion 575-73-94.

PONT MIRABEAU SUD
1e ét., asc., 4 pces + service. Px 830.000 F. 577-96-85.

METRO DUPLEIX

Beaux 2 et 4 p. tt cft. refait neuf, asc., à partir de 370 000 F. 280-62-11, p. 214.

METRO DUPLEIX

Maison individuelle, 140 m² s/jardin privatif, séjour dble, 4 chbres, 2 bains, 2 w.-c., entier, aménagée à la demande.
1 450 000 F. T. 280-06-94.

16e arrdt

DAUPHINE 60 m² sur jardin, liv. + chbre, imm. récent. GARBI - 567-22-88.

TROCADÉRO

emplacement exceptionnel vue sur Seine et Tour Eiffel 200 m², 8e ét. 2 chbres serv. APPARTEMENT D'ANGLE. GARBI - 567-22-88.

Pt Kennedy 354-42-70, calme.

5 P. sur JARDIN

ALPHAND-PICCINI

Dernier ét., 360 m², triple récept., 5 chbres. 3.000 000 F.

COMADIM. 296-15-63.

ETOILE GD 5 pces, r.-de-ch., clair, calme, soleil. 960.000 F 233-51-36 (580-80-47, soir).

BON 16e. ORIGINAL

100 m² Duplex. 522-02-00.

PASSY

160 m² de bel immeuble, ét. noble 5-6 pces, parf. état, clair, soleil, salon d'angle, prof. lib.

SANTANDREA

20, pl. Vendôme, 75001 Paris.
Tél. : 260-67-36/66.
VOUS OFFRE UN SERVICE DE QUALITÉ POUR DES APPARTEMENTS DE PRESTIGE.

EXCEPTIONNEL

Porte Saint-Cloud, grand studio, vue panoramique, immeuble de classe, boiseries Regence, bains et cuisine équipés neufs, 266-27-55.

JASMIN. Immeuble récent

BEAU STUDIO 30 m²

Libre, calme, refait neuf, 320.000 F. ANJOU 266-27-55.

AUTEUIL TRÈS BEL IMM.
GD STUDIO 3e ét. s/jardin
510 000 F. T. 651-56-84.

AUTEUIL gd beau 3 P., 84 m². PARF. ÉTAT. 890 000 F. Poss. park. 651-56-84.

RAYNOUARD CHARMANT DUPLEX
S VERDURE, LIVING, 2 CHBRES.
Px 780 000 F., 605-10-06.

17e arrdt

BD PÉREIRE, STUDIOS et 2 P., rénovés à partir de 160.000, et surfaces à aménager. D.T.I. 855-02-87

PL. DES TERNES

Immeuble en rénovation, asc.
LIBRE
— 2 P. 38 m², 280.000 F
LOUE
— 2 P. 16.000 F/an, 230.000 F
— 2 P. Loi de 48, 150.000 F
7, AV. DES TERNES 14-17 h.

BOULEVARD PEREIRE
Imm. bourgeois, gd standing

TRÈS BEAU 4 P., 90 m²

5e ét., asc., réception 40 m² ABSOLUMENT IMPECCABLE RARE. ANJOU 266-27-55.

18e arrdt

Pieds Buttes-Montmartre immeuble récent, studio tout confort. Prix : 162.000 F. IMMO-MARCADET : 252-01-82.

JULES-JOFFRIN. Très bel imm. p. de t., gd 3 p., entrée, cuis., w.-c., s. de bs, chauff. centr., 73 m² env. 540.000 F. IMMO MARCADET, 252-01-82.

Mo LAMARCK, SQUARE CARPEAUX, Imm. stand., gd studio tt cft. 36 m² env. 260.000 F. IMMO MARCADET, 252-01-82.

MONTMARTRE-ABBESSES
Beau 3-4 p., cft, impeccable, 520.000, S.D.G., 634-06-20.

20e arrdt

Mo GAMBETTA, 5 P. 120 m², TERRASSE. 1.140.000 F. + studio éq. 40 m². - 577-06-61.

GAMBETTA, Immeuble récent sur jardin, calme.

BEAU 4 P., 90 m²

Bien conçu, état neuf, park., une affaire, 266-27-55.

92 Hauts-de-Seine

MEUDON

8, route des Gardes

VUE PANORAMIQUE

IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE
2 et 3 pces avec GD BALCON
Livraison mars 1983

PRÊT CONVENTIONNÉ

Appartement témoin, samedi, mardi, vendredi 14 à 18 h.
507-15-98 ou 200-23-20.

MALAKOFF PORTE PARIS
5' Mo, 2 P., 49 m², cuis., bains, parfait état. Prix 315.000 F. N.J.H. 535-05-09.

COURBEVOIE CENTRE CHARRAS
ch. liv. + ch. 50 m², balc., park. 375.000 F 605-10-08.

Fontenay-aux-Roses :
part. à part. vd 70 m², 3 P. parf. état + 20 m² terrasse, gar. 580.000 F. T. le soir : 702-50-04.

A SAINT-CLOUD

12 bis, rue Dailly

LOCATION VENTE

- Deux pièces 42 à 50 m² tout équipés. Jamais habités. Bon standing, balcons, parking.

A part. de 4.100 F/mois (+ c.)
ANJOU : 266-27-55.

SAINT-CLOUD-ÉGLISE

Immeuble neuf grand standing

VRAI 3 PIÈCES 78 m²

Très bon plan, cuisine équipée.
ANJOU : 266-27-55.

NEUILLY-CHARCOT

MODERNE, LUX., TERRASSE
1 réception, 2 chambres, bains.
1 douche, cuis. équipée, park.
2.900.000 F.

720-54-00.

NEUILLY
Immeuble récent, ensoleillé et calme, 115 m², aménagé luxueusem., réception except., park., balcons, possib. studio sur même palier. 359-02-50.

Dans immeuble style

HOTEL PARTICULIER

beau 4 p. calme, soleil, terrasse, limite Neuilly-Levallois. Prix intéressant direct. pptaire
Tél : 329-58-55
(apr. 18 h, 326-13-00).

93 Seine-Saint-Denis

NEUILLY VUE DÉGAG.

7 P., gd stand. 567-47-47 mat.

94 Val-de-Marne

SAINT-MANDÉ
CHAUSSÉE-DE-L'ÉTANG
Imm. stand. Pierre de taille. 115 m², récept. dble, 2 chbres, cuis., service. 1.050.000 F.
Tél. 296-15-83, Poste 216.

Province

SUPER DEVOLUY

(Alpes du Sud)
copropriété, 30 m², s. de bains, orienté au sud avec balcon, séjour 3 lits, chambre 2 lits, kitchenette.
381-96-94 après 20 heures.

TOURS part. à part., vend superbe duplex 140 m² + gde terrasse dominant ville, Prix 880 000 F.
Tél. (47) 61-01-85
ou (47) 54-64-28.

appartements achats

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine 75008-PARIS
recherche URGENT APPT

180 à 220 m²

ACHAT ou LOCATION
16e-8e ou 7e. Tél. : 562-16-40.

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

Recherche 1 à 3 P., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire.
873-20-67 même le soir.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet (15e). 566-00-75. Rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

DORESSAY

3, r. Vieux-Colombier, 6e
POUR CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE ET DIPLOMATES
DU STUDIO au 8 PIÈCES ET HOTEL PARTICULIER
624-93-33 -548-43-94.

URGENT

pour clients de qualité recherche appartements

HAUT STANDING

Quartiers résidentiels
M. RANDI : 296-59-59.

MALESHERBES 73

PARIS-8e - 522-05-96
pour consulats ou ambassades rech. appart. toutes surf., hôtels particuliers et bureaux.

locations non meublées offres

Paris

PRES TOUR EIFFEL

FLATOTEL PROPOSE REMISE EXCEPTIONNELLE

POUR LOCATION 1 MOIS OU + dans des grands appartements du 3 au 5 pièces duplex TOUR COENSON, 14, rue du Théâtre, 75015 Paris.
Téléphone : 575-62-20.

ST-PHILIPPE-DU-ROULE

4e ét., 170 m² environ, SOLEIL, 2 récept. + 2 chbres, + 2 bains. 8.500 F env. C.C. rep. d'équipement.

720-54-00.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES

Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS
OFFICE DES LOCATAIRES.
Téléphoner au : 296-58-10.

URGENT
Artiste peintre Suisse cherche ATELIER A PARIS
Zurich 19-41-1-252-14-11 ou Paris. Tél. : 258-71-04.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées offres

Paris

GEORGE V
Beau 4 pces, 110 m², pierre de taille, stand., soleil. 10.000 F Ch. compr. + reprise justifiée. 357-79-67.

Province

Part. à part., à louer gd F.2 super standing, piscine, tennis privés, superbe vue sur mer. T. (42) 23-06-76, apr. 20 h.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus - 281-10-20.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris rech. pour clientèle étrangère et diplomates APPARTS, HOTELS PART. et BUREAUX.
LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

immeubles

JE SOUHAITE ACQUERIR UN IMMEUBLE
Paris, banlieue. Libre ou occupé. Intermédiaire souhaité. Pierre AMANOU 329-71-67.

Mo VOLTAIRE

RUE DE LA ROQUETTE Imm. pierre de taille 1900 occupé 400 m² habitables + 50 m² commerces. Prix 1.700.000 F. N.J.H. 535-05-09.

hôtels particuliers

à MONTMARTRE

AVEC JARDIN PLANTÉ.
Charmante maison Mansart sud. Toit refait. Tout confort. CALME - CACHET PROVINCE 9 pièces 220 m² environ + ATELIER D'ARTISTE.
Garages et sous-sol clair. Claude ACHARD 637-14-56.

villas

6 km Forcalquier, vds villa tt cft 1600 m², clos. Arbres. Cheminée. Vue magnit. Tél. : (92) 75-12-94.

A VENDRE de préférence Particulier à particulier, à 1 km de la mer et à 10 km de LA BAULE, maison rénovée, 4 pces 130 m², (séjour 50 m²), poutres apparentes, cheminée pierre, salle d'eau + salle de bains, cave, garage. Terrain 850 m² clôturé et planté, avec bassin. Tél. : 588-37-38 après 18 heures.

---

95 HERBLAY

Maison Île-de-France 1977 350 m² habitables + pavillon gardien, sur 4 000 m², parc paysagé. Prix justifié. Tél. : heures bureau 280-66-13.

maisons de campagne

PRÈS AVIGNON

Vends maison XVIIe, 500 m², 3 ét., libre vente 3 appts + r.-de-ch. poss. gd commerce + caves. - Tél. : (90) 25-17-18.

Particulier vend Espagne, 7 km Perthuis, maison catalane, 4 p. confort + dépend. Jardin, pinède 2 000 m². 350.000 F. T. (73) 80-38-10.

PROVENCE VIEIL EYGALIÈRES Maison 2 ét., cave voûtée, 4-p., s. de bs, cuis., loggia, tt cft. T. (90) 92-14-84. 500.000 F.

propriétés

EN BOURBONNAIS GENTILHOMMIÈRE 18e S.

vendue cause décès
parfait état, tout confort, 10 pièces, parc 4 ha.

S'adresser Cabinet ROBIN

28, av. Max-Dormoy, B.P. 50, 03104 MONTLUÇON Cedex. Tél. (70) 05-28-44.

— PROVENCE à 15 km sud d'AVIGNON vue sur les ALPILLES mas ancien, 6 P. princip. + partie aménageable. Jardin 35 a. AGENCE GARCIN, 8, boulevard Mirabeau, 13210 SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE
Tél. : (90) 92-01-58.

LOT-ET-GARONNE (47)
17 Km D'AGEN

Verdoyante propriété de 33 ha, d'un seul tenant, en coteaux moyens et plaines. Élevage, culture, céréale, possibilité de vignes « Chasselat, Muscat ».
MAISON D'HABITATION,
3, gdes pces, grenier aménag. 2 belles granges + hangar et dépendances.
Prix : 1.200.000 F.
Tél. : (16-56) 45-05-93.

manoirs

LOT - VALLÉE DU CÉLÉ

Manoir XIIIe. 10 P. 550 m² sur 3 niveaux. Maison gard. Terrain 5 hectares. 281-07-94.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

Libre de suite, studio cft, près Mo Tolbiac. 34.000 F compt. + 1.000 F mensuel. Couple 74/81 ans. Tél. 266-19-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

CREEZ VOTRE ENTREPRISE
AVEC L'**ASPAC** LE 1ER RESEAU FRANCAIS
- Siège Social et domiciliation (de 150 à 350 Frs par mois).
- Secrétariat, télex, permanence téléphonique.
- Loc. bureaux meublés, recrutements, assist. commerciale.
- Constitutions de sociétés, toutes démarches et formalités.

Contactez un de nos bureaux-boutiques de gestion :
CAEN, GENEVE, LUXEMBOURG, LYON, MONTPELLIER, NANCY, NANTES, NICE, ORLEANS, RENNES, VAL DE MARNE, VAL D'OISE, PARIS (8ème - 9ème - 15ème)
Renseignements et réservation centrale : (1) 293.60.50 +

DOMICILIATION 8e
RM-RC 220/330 MOIS
PERMANENCE TÉLÉPH.
TÉLEX SECRÉTARIAT
CRÉATION DE SOCIÉTÉ
TOUTES DÉMARCHES
AGECO 294-95-28
(STATIONNEMENT AISÉ)
DÉPT ASSURANCE 580-43-87.

BUILDING ÉLYSÉES BUREAUX

Service-Secrétariat
DOMICILIATION 600 F

66, CHAMPS-ÉLYSÉES

B.E.B. — Tél. : 562-66-00.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS :
1 domiciliation + services.
SARL Artisans. 296-36-74.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. — R.C. — R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services.
Permanence téléphonique.

355-17-50.

8e Mo MIROMESNIL

BUREAUX ÉQUIPÉS

9 à 50 m², indépendants loc. courte longue durée, av. secrétariat tél. télex télécopie-traitement/textes, standart/hôtesse trilingue, salle de réunions équipée.
DES CENTRES D'AFFAIRES égal. en provinces et R.F.A.

ACTE. 359-77-55.

EMBASSY-SERVICE

Tél. 562-62-14

Rech. 150 A 200 m²

Bureaux quartier affaires.

Architecte cherche colocataire pour bureau de dessin installé 70 m² à Grigny-Essonne. 1.000 F/mois.
T : 905-16-76 ou 898-47-32.

locaux commerciaux

Achats

MALESHERBES 73

Rech. Dépôts Usines Terrains Achat ou Location 522-05-96.

Ventes

AUBERVILLIERS Z. I.

STOCKAGE ENTREPOT
2 200 m². Accès camions.
Affaire exceptionnelle

1.200.000 F

LOCATION POSSIBLE
Etude BOSQUET - 705-06-76.

Locations

Emplacement sur deux niveaux de 116 m², à usage commercial, à concéder en façade de la gare de VILLIERS-sur-MARNE.

Renseignements :
S.N.C.F. — Service du Domaine, Concessions Commerciales dans les Bâtiments Voyageurs, 5, rue de Florence 75008 PARIS
Téléphone : 285-63-54.

MALESHERBES 73

P. DUFFOUX 522-05-96
ROMAINVILLE, A.3, 4 000 m²
SURVILLIERS, S/N.17, 1 200 m²
NANTERRE, USINE 1 450 m²
THIAIS, terrain 2 500 m²
ROISSY, terrain Z.I. 250 F.
RECHERCHE DÉPOTS USINES.

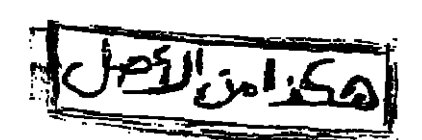
fonds de commerce

Ventes

IDÉAL pour RESTAURANT DE PRESTIGE
Près FONTAINEBLEAU (77)
Propriétaire vend
BELLE DEMEURE 750 m² habitables, entièrement restaurée, site classé, sur terrain 2 800 m² en bord de rivière avec île privée.
Ecrire à : S.I.P. Pté (réf. P.A.) 11, rue d'Uzès (75002) PARIS ou tél. : (1) 354-58-54.

MARCHÉ AUX PUCES SAINT-OUEN
ANTIQUAIRE CÈDE BAIL TRÈS BON EMPLACEMENT
Tél. : 520-47-48.

هكذا من الأصل



Le Monde
SCIENCES ET TECHNIQUES

LA RESTAURATION DU TEMPLE DE BOROBUDUR EST ACHEVÉE

Records scientifiques pour 504 bouddhas

Le président de la République indonésienne, M. Suharto, et le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou-Mahtar M'Bow, présideront le 23 février la cérémonie marquant la fin des opérations de sauvegarde du temple de Borobudur. Ce sanctuaire bouddhique, situé à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Yogyakarta (dans le centre de l'île de Java), menaçait ruine, et, dès 1955, l'Indonésie a demandé l'assistance technique de l'UNESCO pour sauver ce chef-d'œuvre. Les recherches sur les causes de ce délabrement et sur les moyens à mettre en œuvre pour y mettre fin n'ont vraiment commencé qu'en 1966.

Au total, le sauvetage de Borobudur a coûté 20 millions de dollars (environ 140 millions de francs), dont 6,5 millions ont été fournis par la communauté internationale. L'Indonésie, à elle seule, a donc dépensé 13,5 millions de dollars.

BOROBUDUR, le plus grand temple dédié au Bouddha qui ait jamais été construit, a retrouvé sa splendeur et sa solidité. Désormais, cette pyramide de pierre — cinq terrasses carrées surmontées de trois terrasses circulaires ; 123 mètres de côté, 32 mètres de haut et 55 000 mètres cubes en tout — est bien d'aplomb ; les pavages ne se gondolent plus ; les balustrades et les murs ne penchent plus ; les pierres des panneaux sculptés ne sont plus disjointes. Bref, les 504 statues du Bouddha peuvent rayonner de toute leur sérénité sans crainte d'être entraînées dans un effondrement fatal. Douze siècles après sa construction, le temple-montagne de Borobudur non seulement survit, mais, mieux encore, il rajeunit pour entreprendre une nouvelle vie.

Cette cure de jouvence a nécessité dix années de travail. Mais, à cette décennie de labeur, il faut ajouter les quatre années d'études et de recherches scientifiques sans lesquelles le résultat de cette opération aurait été hasardeux. Certes, le démontage et le remontage des temples de Nubie égyptienne et soudanaise ont constitué la plus grosse opération de sauvetage de patrimoine archéologique jamais réalisée. Mais la restauration de Borobudur détient probablement le record des études scientifiques.

Le « pied caché »

Sans le travail des spécialistes relevant de multiples disciplines (hydrologie, géologie, pétrographie, mécanique des sols et des fondations, sismologie, microbiologie, physique et chimie des pierres et de divers matériaux, informatique, photogrammétrie, météorologie, techniques de conservation et d'étanchéité), il est certain que le temple de Borobudur n'aurait pu être sauvé.

Borobudur a été construit dans la plaine de Kedu aux alentours de l'an 800 de notre ère par la dynastie des rois Saïlendra. Pour un sanctuaire bouddhiste, ce temple est inhabituel. Il ne comporte aucune salle où les fidèles auraient pu se réunir et vénérer le symbole d'une divinité ou des reliques. Mais avec ses terrasses superposées, il permet aux pèlerins de parcourir les étapes successives qui, partant de la sphère des désirs dont l'homme est esclave, montent d'abord à la sphère des formes, où l'homme, ayant abandonné ses désirs, conserve cependant sa forme et son nom, pour, enfin, parvenir à la sphère du détachement des formes, où l'homme, définitivement affranchi de tout lien avec le monde, peut goûter à la sagesse, peut-être même, comme le Bouddha, atteindre à l'illumination et au nirvâna, et ainsi se libérer à tout jamais du cycle sans fin des naissances et des renaissances successives.

La représentation de la sphère des désirs est invisible : les 160 bas-reliefs et les inscriptions qui l'illustrent sont dissimulés, en effet, par un très épais revêtement de pierre. On s'interroge sur les raisons de la dissimulation de ce « pied caché ». Les concepteurs du temple ont-ils voulu éviter aux pèlerins les distractions que n'auraient pas manqué de leur donner les scènes de la vie quotidienne jalonnée d'actes condamnables (avec leurs châtiments) et d'actes louables (avec leurs récompenses) ? C'est une hypothèse, mais il y a peut-être une raison beaucoup plus prosaïque à cela qui justifie l'énormité de ce revêtement de pierre (*12 750 mètres cubes*) : à une époque indéterminée, peut-être dès la construction, le temple aurait été — déjà — menacé de glissement, et sa base aurait été recouverte d'une lourde chape de pierre, seule capable de stabiliser le monument.

Pendant la campagne de restauration qui vient de s'achever, on a songé un moment à dégager ce « pied caché », mais la crainte de déstabiliser le monument et le prix qu'auraient coûté les travaux de consolidation ont fait renoncer à ce projet.

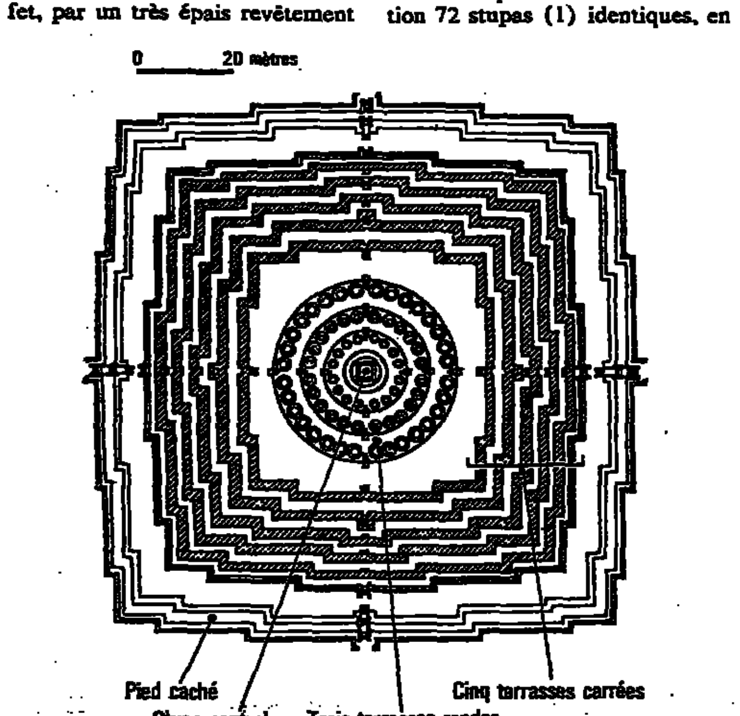
En revanche, la sphère des formes, tout autour des cinq terrasses carrées, est parfaitement visible : outre de nombreux panneaux décoratifs, 1 460 panneaux narratifs (*2 500 mètres carrés*) ont été sculptés sur les murs et les balustrades pour raconter les vies antérieures puis la dernière vie du Bouddha et, enfin, l'accession de celui-ci à la sagesse suprême.

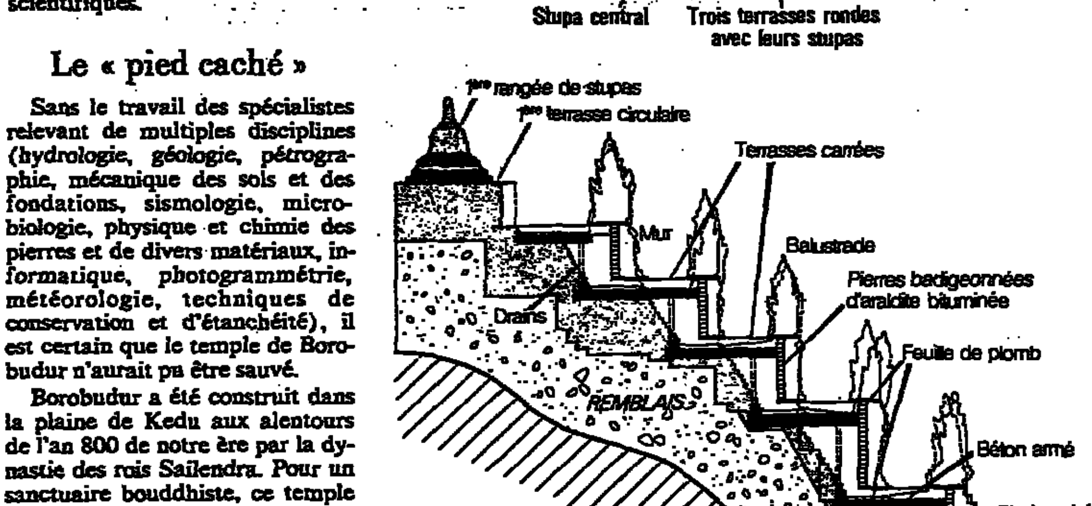
Comme il se doit, la représentation de la sphère du détachement des formes est d'une sobriété admirable : les trois terrasses circulaires ont pour toute ornementation 72 stupas (1) identiques, en treillis de pierre, abritant chacun une statue du Bouddha, et un grand stupa central aveugle.

On ne sait trop combien de temps Borobudur fut utilisé comme lieu de culte, étant donné que, dans la région, l'hindouisme supplanta le bouddhisme à partir du milieu du neuvième siècle. Mais on pense que l'influence de l'islam à Java, à partir du quinzième siècle, provoqua l'abandon définitif du temple. L'énorme sanctuaire disparut peu à peu sous la végétation et les débris de toutes sortes. En 1814, Sir Thomas Stamford Raffles, lieutenant-gouverneur général britannique (2), fit dégager le monument.

Cette exhumation eut le mérite de « ressusciter » un des monuments majeurs du patrimoine de l'humanité. Mais elle a eu aussi pour effet néfaste d'exposer le temple aux agents météorologiques, dont les agressions ont failli faire disparaître à nouveau — et cette fois définitivement — Borobudur.

Le climat de Borobudur est chaud et rythmé par le régime de la mousson : d'octobre à mars, il tombe, en moyenne 2 000 millimètres d'eau, le plus souvent en averses formidables. De mars à octobre, les pluies ne sont pas rares. Or le temple, dont les fondations sont très peu profondes, est posé sur une colline naturelle de tufs volcaniques et d'argile régularisée par un remblai hétérogène où se mêlent terre, cailloux et débris divers. L'eau de pluie s'infiltre dans cette colline semi-artificielle qu'elle a tendance à faire « couler ».





Le profil en pointillés indique quelle était la position de certains éléments du temple avant sa restauration.

340 000 pierres numérotées

Le travail accompli par les experts indonésiens et étrangers a été gigantesque (*le Monde* du 15 septembre 1977). Les terrasses carrées ont été démontées pierre par pierre. Ainsi ont pu être installées des dalles de béton armé, des feuilles de plomb et des drains qui diminuent et canalisent les infiltrations d'eau et qui assurent la stabilité du monument.

Les 240 000 pierres sculptées composant la couche externe du temple et la centaine de milliers de pierres situées juste derrière cette couche externe ont été numérotées, nettoyées, réparées au besoin et remises à leur place originelle. Seule l'informatique a permis de mener à bien ce déménagement d'un genre exceptionnel.

Avant d'être remises en place, chacune des pierres a été brossée à l'eau, débarrassée des organismes végétaux par des applications de pâtes contenant une faible proportion de produits chimiques très soigneusement testés au préalable. De même ont été testés la colle utilisée pour réparer les pierres cassées, les algicides et herbicides pulvérisés sur les pierres pour empêcher la réinstallation des micro-organismes.

Les quelque 750 000 pierres de la masse interne du monument ont été, bien entendu, réutilisées, et celles situées juste derrière la deuxième couche des murs ont été imperméabilisées par un mortier fait d'araldite bituminé et de sable, suffisamment élastique pour supporter les tremblements de terre assez fréquents à Java.

Il y avait aussi les 504 statues du Bouddha à nettoyer et à réparer. Et il a fallu retrouver, parmi les 273 bouddhas sans tête, les propriétaires des 54 têtes sans corps. Encore une fois, l'informatique a été une aide précieuse.

Au total, une œuvre de titan a été accomplie dans les délais prévus grâce à la coopération de l'Agence indonésienne pour la restauration de Borobudur, du Comité consultatif international mis sur pied par l'UNESCO, du Nedeco (Netherlands Engineering Consultants) et de l'association de deux entreprises de travaux publics (la P.T. Nindya Karya indonésienne et la Construction et Development Corporation Philippine), des experts envoyés par l'UNESCO et de ceux qui sont venus dans le cadre de nombreux accords bilatéraux, avec la France notamment.

Il ne reste plus qu'à résoudre le problème de l'environnement du temple. Il faut, en effet, être en mesure d'accueillir les touristes sans défigurer le site et ses abords. Et il faut, en même temps, maintenir le genre de vie et les activités agricoles traditionnels des habitants du voisinage, tout en permettant à ceux-ci de profiter du tourisme. Une vraie gageure que se propose de tenir le futur parc de Borobudur, dont les différentes zones de servitudes devraient couvrir 36 kilomètres carrés.

YVONNE REBEYROL.

(1) Les stupas, caractéristiques du bouddhisme, sont des constructions qui ont, en général, la forme d'une cloche.

(2) Profitant des guerres napoléoniennes en Europe, les Britanniques occupèrent Java de 1811 à 1816.

En toute logique

A NEUF TROIS PAR TROIS

Solution du problème n° 237 et suite

Chacun des neuf joueurs pouvant s'opposer à quatre couples successifs, quatre soirées par semaine sont envisageables. Elles sont effectivement réalisables selon les tableaux qui suivent, où chaque ligne représente une table :

ABC	ADG	AEI	AFH
DEF	BEH	BFG	BDI
GHI	CFI	DHC	CEG

Sur ces mêmes conventions, où chacun joue exactement une fois avec chaque autre, combien de semaines différentes peuvent être organisées ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » du 9 mars.)

PIERRE BERLOQUIN.

Les Japonais aux confins du « zéro absolu » ?

UNE équipe de chercheurs de l'Institut de physique du solide de l'université de Tokyo, conduite par M. Kazuo Ono, serait parvenue à abaisser la température d'un petit échantillon de matière à 30 millionièmes de kelvin, soit à une fraction de degré au-dessus du zéro absolu qui s'établit à — 273,15 degrés Celsius. Pour *inhabituelle qu'elle paraisse*, cette formulation cache, en fait, une réalité relativement simple. En effet, les kelvins — ou degrés absolus — sont des degrés Celsius ordinaires mais qui sont comptés à partir du « zéro absolu » et non à partir du point de fusion de la glace.

Ce nouveau record de froid effacerait donc des tablettes, selon les Japonais, le précédent résultat obtenu voici environ deux ans par une équipe ouest-allemande de l'Institut de recherche de Julich avec 38 millionièmes de kelvin, soit un gain de huit millionièmes de kelvin en deux ans. Sorti de son contexte, ce nouveau record n'a pas grande signification. Dans un passé récent, en effet, une équipe finlandaise avait réussi à abaisser la température d'un petit échantillon de cuivre à 50 milliardièmes de kelvin seulement, ravissant ainsi la palme aux Français, ce qui avait permis d'écrire d'une manière imagée que *« le pôle du froid était passé de France en Finlande »* (*le Monde* du 17 janvier 1979). Dans ces conditions, comment s'y retrouver ?

Refroidir un matériau, c'est lui retirer de l'énergie. L'amener au zéro absolu, c'est le placer dans son état d'énergie minimum, ce qui, d'un point de vue expérimental, est pratiquement impossible à atteindre, la seule latitude offerte aux chercheurs étant de s'en approcher le plus près possible. Mais, lorsque l'on arrive à de pareilles limites, il y a froid et froid. Les uns mesurent des températures de « spin nucléaire » et les autres des *températures « électroniques »*, d'où l'absence de corrélation apparente entre les différents records obtenus, d'une part, en France et en Finlande et, de l'autre, en Allemagne de l'Ouest et au Japon.

En schématisant à l'extrême, on peut dire que les expériences finlandaises et françaises, qui portent sur une mesure de température de spin nucléaire, prennent en compte la température des noyaux d'atomes qui constituent l'échantillon de matière étudié et non celle, beaucoup plus élevée, du cortège d'électrons qui les entourent. Voilà pourquoi le laboratoire japonais peut se targuer, à juste titre, d'avoir obtenu un nouveau record.

La physique de l'ordre

Compte tenu des résultats — 50 milliardièmes de kelvin — obtenus en janvier 1979 par l'équipe finlandaise, il y a tout lieu de croire, en effet, que celui des Japonais, en dépit d'un certain manque d'information sur les conditions de l'expérience, concernait donc une mesure de température électronique. Cette percée fournira-t-elle, comme certains le prétendent, *« un nouvel et important outil »* aux ingénieurs ? Cela reste à prouver. Dans ce type d'expérience physique, comme dans beaucoup d'autres, la prudence doit être de mise.

Il est clair, en effet, que l'important n'est pas tant de battre des records à toute force, mais d'étudier le comportement de la matière aux très basses températures, et plus précisément ce que certains scientifiques appellent la physique de l'ordre, étant entendu que plus cette relation d'ordre dans la matière est subtile, plus la température nécessaire pour l'observer doit être basse. Dans ce contexte, certains travaux n'excluent pas la possibilité de montrer que des éléments comme le sodium ou le lithium, pour lesquels il n'a pas encore été possible de prouver qu'ils pouvaient être, dans certaines conditions, supraconducteurs, c'est-à-dire capables de laisser passer le courant sans résistance, pourraient le devenir à des températures extrêmement basses. L'expérience japonaise permettra peut-être d'en savoir plus sur ce sujet.

J.-F. AUGEREAU.

Recherche et musique

L'ordinateur du futur abolira-t-il l'antagonisme entre logique et création ?

Que peut apporter la recherche musicale aux compositeurs ? Qu'attendent ceux-ci de celle-là ? Ces questions étaient centrales pour le colloque international « Le concept de recherche en musique » qui a eu lieu du 9 au 18 février à l'IRCAM (Institut de recherche et coordination acoustique-musique). Il est douteux que cette large semaine d'exposés, de tables rondes, de concerts, ait fourni une réponse claire à ces questions. Le sentiment s'est exprimé d'une insatisfaction des compositeurs face à la recherche musicale. Si celle-ci apporte un savoir qu'ils ne peuvent négliger, elle ne fournit pas – encore – les clefs nécessaires à l'utilisation de ce savoir pour leur travail artistique.

TOUT d'abord il fallait tenter de définir la recherche musicale et de la distinguer de cette « recherche » constante qu'est l'activité du compositeur. Une réponse originale a été proposée par M. François Bayle : *recherche musicale et composition sont identiques au départ ; il s'agit, dans les deux cas, de choisir des sons à partir d'une conception, et aussi de « construire l'oreille »* qui écoutera la musique. *La distinction se fait à la « bifurcation »* vers l'originalité. Le chercheur se méfie de ce qui ne peut se répéter, il veut dégager des relations stables et pérennes. Au contraire, « *une fois suffit pour un artiste* ».

Une définition plus classique avait été donnée par M. Tod Machover, organisateur du colloque et responsable de la recherche à l'IRCAM, à l'occasion de la séance d'ouverture : c'est « *l'exploration des moyens, formes et matériaux qui sont exigés par la constante recherche d'une expression renouvelée* ». Une telle définition est d'ailleurs un peu stricte, et rend mal compte d'une *obligation majeure* : la recherche musicale « *doit élaborer une logique de son propre développement qui lui permette d'explorer les problèmes fondamentaux de la musique contemporaine* ». Et ses résultats doivent guider l'intuition des créateurs et théoriciens de la musique de demain.

Ce point plus ou moins acquis, l'assistance s'est divisée en trois catégories. L'une formée de compositeurs n'ayant qu'une petite expérience, souvent très individuelle, de la recherche musicale ; ils estiment que celle-ci n'aborde guère les vrais problèmes. Leur leitmotiv : « *Je peux faire de la recherche musicale chez moi.* »

Une autre était formée de scientifiques – informaticiens, musicologues... – engagés dans cette recherche. Leur cri unanime : « *Que les compositeurs me laissent faire mon travail !* »

Quant au troisième groupe, le seul à l'intérieur duquel « le courant passait », il était constitué de compositeurs ayant beaucoup travaillé dans des équipes de recherche mais aussi de certains scientifiques, en particulier des psycho-acousticiens. Pour M. Machover, l'objet du colloque était d'amener les membres des groupes un et deux à partager avec ceux du groupe trois la volonté d'une communication renouvelée. Il estime qu'à la fin du colloque, les progrès étaient nets.

De nouvelles générations d'outils

La communication n'interdit pas les oppositions tranchées. Ainsi, vit-on, à propos des directions d'avenir de la recherche musicale, un fort antagonisme entre le compositeur Hugues Dufourt – à formation philosophique, – qui insista sur l'importance de la formalisation et de la systématisation *a priori*, et le compositeur Georges Lewis – qui fut tromboniste de jazz – pour qui la systématisation est plus un moyen de sécuriser le compositeur qu'une véritable aide à la création artistique. Entre ces deux pôles, toutes les nuances intermédiaires étaient représentées.

Recherche implique progrès. Si cette *notion n'a guère de sens en art*, le colloque a été l'occasion d'une *comparaison avec une manifestation similaire, organisée* deux *ans plus* tôt et qui a fait apparaître des évolu*tions notables. Il y a deux ans, on* abordait essentiellement des questions technologiques : la *synthèse* des sons complexes en réel était encore à l'ordre du jour. Ce problème est actuellement dépassé : le synthétiseur 4-X, outil assez souple pour satisfaire presque tous les besoins des compositeurs, a *été* construit à l'IRCAM par le physicien Peppino di Giugno ; il est aujourd'hui commercialisé par la société Sogitec.

La dominante porte maintenant sur des problèmes plus difficiles de structures musicales. Des travaux importants en musicologie sur une « *grammaire générative de la musique tonale* » donnent l'espoir de trouver les règles de construction d'une « *théorie musicale* a priori », théorie que les compositeurs pourraient ensuite appliquer pour créer des œuvres. D'autre part, les psycho-acousticiens ont établi des *contraintes sur ce qui peut être* perçu, contraintes auxquelles les compositeurs ont peut-être un peu trop tendance à se soumettre.

Pour l'avenir, M. Machover pense que trois générations d'outils sont à *mettre au service des musiciens.* D'abord, des outils informatiques *d'usage plus commode, qui n'exigent* pas du compositeur l'entrée de *séries de chiffres, mais obéissent* à des commandes gestuelles analogues *au « jeu » des instruments de musique*. Ensuite des outils d'aide à la *conception, du type conception assistée* par ordinateur (C.A.O.), puis *d'autres enfin faisant appel* à l'intelligence artificielle sans but déclaré – *que laissent entrevoir des travaux* récents. A très long terme, il y a es*poir de doter les ordinateurs d'intel*ligence musicale, de leur faire défi*nir une notation, établir des relations* entre sonorités complexes, voire *même induire des langages musi*caux, c'est-à-dire des relations hié*rarchiques entre sons* qui auraient une généralité du même ordre que *les relations du système tonal.*

MAURICE ARVONNY.

La gamme des timbres

Il est bien connu que la relation entre l'échelle musicale des hauteurs et l'échelle physique des fréquences est une relation logarithmique, au moins pour des sons harmoniques et pas trop aigus. Si les physiciens n'avaient pas établi cette relation, des musiciens pourraient la découvrir à *l'intérieur de leur propre système* de pensée, sans savoir ce qu'est *une fréquence, grâce simplement* à un instrument de commande et *de mesure de fréquences. Ils uti*liseraient alors la notion musicale *de transposition, c'est-à-dire* d'invariance d'une forme musicale, quand *on modifie en bloc* sa hauteur. En manipulant les commandes de *fréquences* pour transposer, disons, d'une octave, ils constateraient expérimentalement le doublement des fréquences et en induiraient la loi logarithmique.

C'est une démarche de cet ordre que M. David Wessel, responsable de la formation à l'IRCAM (Institut de recherche et coordination acoustique-musique), tente d'appliquer aux timbres, cette « notion-poubelle » qui englobe tout ce qui n'est ni hauteur, ni intensité, ni durée. Par des procédés d'analyse multi-dimensionnelle, il a construit, ces dernières années, une correspondance entre la notion subjective de timbre et des représentations en forme de grandeurs physiques ; par exemple, la densité d'énergie spectrale paraît reliée à la notion de « brillance », au sens où un son de hautbois est plus brillant qu'un son de cor de même hauteur. Cela lui permet maintenant, à partir de sensations d'analogie musicale entre timbres, similaires à l'analogie mélodique entre une phrase musicale et sa transposée, de rechercher des « fonctions phsychophysiques » liant *les caractéristiques musicales* et les grandeurs physiques.

Ces fonctions seraient, dans le domaine du timbre, les correspondants de la loi logarithmique liant hauteur et fréquence. Même s'il n'est pas certain qu'un tel travail aboutisse à des lois universelles – les analogies de timbre dont on part ont un caractère très *subjectif et dépendent du* contexte musical, – les résultats *pourraient permettre à un compositeur* de construire sa propre *hiérarchie de timbres, puis d'utiliser* celle-ci pour la composition.

Autre résultat possible de ces recherches : le découplage des *caractéristiques musicales* d'un son. La variation de fréquence *d'un son sinusoïdal modifie* sa hauteur musicale, mais affecte sa *brillance. L'établissement de lois* psychophysiques pour les di*verses caractéristiques musicales* – hauteur, « sonie », etc. – *permettrait donc au compositeur* d'agir sur les unes sans changer les *autres*.

M.A.

La performance d'une montgolfière

Soleil et infrarouge pour un tour du monde en cinquante-deux jours

Tombées en désuétude depuis leur invention en 1783, réservées le plus souvent à des activités de loisirs sportifs, les montgolfières viennent de démontrer qu'elles restent un précieux instrument d'expérimentation scientifique dans l'atmosphère terrestre : une montgolfière à infrarouges – utilisant, pour son fonctionnement, *les effets du rayonnement* infrarouge de la Terre, – développée par la division « ballons » du Centre national d'études spatiales (CNES), vient de faire pour la première fois un tour du monde en cinquante-deux jours. Elle emportait des appareils destinés à l'étude de la circulation stratosphérique. Jusqu'à présent, seuls les ballons pressurisés *pouvaient voler plus d'un mois.*

LANCÉE le 11 décembre 1982 du centre de recherches spatiales sud-africain de Pardefonteine, cette montgolfière – d'un volume de 36 000 mètres cubes, de 40 mètres de diamètre et 35 mètres de hauteur, et de forme cylindrique – a dérivé d'est en ouest, à une altitude comprise entre 18 et 28 kilomè*tres, et à une latitude presque* constante, entre 25 et 15 degrés sud, *pour repasser au-dessus du continent* africain le 1er février dernier. Elle *continuera son vol pendant plusieurs* semaines, jusqu'à ce que l'hiver austral, entraînant un abaissement de la température, l'oblige à descendre en dessous de dix-huit kilomètres, altitude à laquelle elle est automatiquement détruite pour des raisons de sécurité dans la circulation aérienne. Le CNES espère parvenir ultérieurement à des durées de vie beaucoup plus longues, principale motivation de ce nouveau type de ballon, qui est surtout développé par la France.

Partie aluminisée
Partie transparente
Câble
Charge utile 50 kg
Flux infra-rouge = 300 W/m²
TERRE

La montgolfière à infrarouges, *étudiée depuis 1977, utilise, pour se* maintenir en altitude, non plus du gaz (hélium ou hydrogène) mais de l'air chaud. Le chauffage de l'air est assuré le jour par le rayonnement solaire, et la nuit par le rayonnement infrarouge réémis par la Terre, ce qui en fait un outil non polluant, d'une durée de vie *potentiellement* indéfinie. La montgolfière n'a pas non plus besoin d'avoir une enveloppe aussi étanche et résistante que les ballons pressurisés.

Au moment du lancement, il est nécessaire, pour ce type d'engin, *d'utiliser de l'hélium pour faire* monter la montgolfière – qui est un *ballon ouvert – jusqu'à l'altitude* souhaitée. Au bout de trois ou quatre *jours, l'hélium, par le* jeu des contractions et des dilatations dues *aux changements* des températures diurne et nocturne, est expulsé, et *remplacé par de l'air. L'enveloppe* du ballon, en polyester de quinze microns d'épaisseur, a été conçue pour conserver la chaleur (voir schéma) : *la partie supérieure, aluminisée*, absorbe le maximum d'énergie ; la par*tie inférieure, transparente, laisse* passer le rayonnement infrarouge. Le jour, le rayonnement solaire chauffe l'air du ballon, augmentant sa température d'environ dix degrés par rapport à l'air extérieur, ce qui contribue à le faire monter jusqu'à vingt-huit ou trente kilomètres. La nuit, la température baisse, mais le rayonnement infrarouge que le ballon capte lui permet de se maintenir à une altitude de vingt à vingt-deux kilomètres.

Les « excursions d'altitude »

Ce changement d'altitude quotidien permet de réaliser systématiquement ce que les scientifiques appellent une « excursion d'altitude » : la composition chimique des constituants minoritaires de l'air (ozone, oxyde d'azote, vapeur d'eau) est captée de jour comme de nuit, à différentes altitudes, et transmise au système spatial ARGOS, qui sert aussi à la localisation du ballon. Ultérieurement, il est envisagé d'effectuer des « excursions d'altitude » *pendant la journée, grâce à l'adjonc*tion d'un clapet sur la partie supé*rieure de l'enveloppe* de la *montgolfière* ; l'ouverture du clapet par *télécommande* ferait baisser la *tem*pérature du ballon, qui perdrait *ainsi de l'altitude. La fermeture* contribuerait au réchauffement de *l'air, donc à la remontée du ballon.*

Un problème, néanmoins, n'a pas encore été résolu : si la montgolfière survole, la nuit, une masse nuageuse importante, celle-ci fait écran au rayonnement infrarouge venu de la Terre, ce qui contribue à faire perdre de l'altitude au ballon, et même à le faire tomber.

*Pour ses expériences scientifi*ques, le CNES lance, en métropole, *de trente à quarante ballons strato*sphériques ouverts par an, à l'inten*tion de scientifiques français et* étrangers. Les lancements de ballons *à longue durée de vie (ballons pres*surisés ou montgolfière à infra*rouges), sont beaucoup moins nom*breux (cinq environ) et se font *obligatoirement depuis* l'hémisphère Sud, pour des raisons à la fois de *survol de territoire et de circulation* aérienne.

Malgré l'essor des satellites et le programme Spacelab, les ballons demeurent nécessaires, parce qu'ils permettent de faire un certain nombre d'expériences à moindre coût, et des mesures *in situ* impossibles à réaliser par un satellite en orbite : une revanche, sur la technologie de pointe, d'une invention de 1783...

CHRISTIANE GALUS.

Depuis 1962...

Le Centre national d'études spatiales (CNES) envoie, depuis longtemps déjà, des ballons dans l'atmosphère pour faire des études d'astronomie de haute *énergie, de biologie et d'aéronomie* (étude de la circulation des *masses d'air et de leur composition* chimique). Deux types de *ballons sont employés :*

● LES BALLONS STRATOSPHERIQUES OUVERTS, *utilisés* depuis 1962, remplis d'hélium ou d'hydrogène, peuvent atteindre un volume d'un million de mètres cubes, et transporter des charges très lourdes (de l'ordre de la tonne) jusqu'à une altitude de 40 kilomètres. Ils emportent des expériences coûteuses que l'on récupère ensuite à l'aide de parachutes. Les ballons lancés depuis le territoire français ne permettent pas des expériences supérieures à sept heures. Mais un accord signé en 1978 entre la France, l'Italie et l'Espagne, permet de lancer des ballons depuis la Sicile – la charge utile étant récupérée ensuite dans le sud de l'Espagne, – ce qui augmente la durée de l'expérience jusqu'à vingt heures.

● LES BALLONS STRATOSPHERIQUES PRESSURISES FERMES, développés depuis 1975-1976, *transportent* des charges beaucoup plus faibles – 50 à 100 kilos – *à une altitude* comprise entre 22 et 25 kilomètres. Leur *durée de vie peut être* très grande, jusqu'à cent vingt-six *jours (durée d'un vol en* 1981), mais ils nécessitent une *enveloppe particulièrement* solide, capable de résister aux dif*férences de température* et de pression.

Le Monde

société

« JE REVIENS DE SUITE »

Une femme a disparu

Football : Ferreri passe à Stopyra. But ! La télévision hurle à se décrocher l'antenne. Le concierge et Bidou, cinq ans, prennent à son écran noir et blanc un peu d'air, de lumière. Et la toile cirée jette ses éclats de victoire dans des ronds de vin. A l'arrière, les jouets de Bidou montent jusqu'au plafond de la loge ; ils dégringolent aussi dans le creux métallique du lit. Un camion jaune reste en panne sur le linoléum. Bidou cabriole dans ce galetas de père célibataire (l'angle de la table touche le coin du lavabo). *« Arrête,* dit le concierge, *hein, Bidou, qu'ils nous l'ont piquée ? ».*

Le 12 juillet 1982, justement le soir de la finale de la Coupe du monde, Christine, la maman, la concubine, n'est pas rentrée. Un petit café, après le repas au bar d'en face. Quelques mètres dans la nuit d'été. Seule, parce que l'enfant et son père dansaient devant la télé. *« Je reviens de suite. »* Christine a disparu sur le boulevard en robe légère. Pfuitt !

« C'est incroyable ! Si elle était partie avec un homme elle n'aurait pas laissé sa carte d'identité, son livret de caisse d'épargne, Bidou surtout, et Jeannot, le caniche. » François Fresquet, l'homme volé, ne sait plus qu'imaginer. Un enlèvement ? « Sa » Christine embarquée dans un claquement de portière ? *« Elle était si belle, blonde, une femme comme elle vaut de l'or. »* Il compte sur ses doigts les sept mois d'attente, de démarches, de recherches « dans l'intérêt des familles », de commissariats, pour un dossier retrouvé dans la poussière d'un entrepôt de police. Il l'attend de cœur ferme : *« elle finira bien par leur échapper ».*
Alors on verra.

Carré dans sa loge avec son voltigeur de fils, il sera exemplaire et peigné comme pour le premier rendez-vous. Pas de questions, pas de reproches, plus de gifles. Aux mains que des caresses. *« Depuis qu'on a changé le code, la nuit, dès qu'on gratte à la porte, je me lève. »* De la peine ? De l'angoisse ? *« Pas vraiment mais j'y tiens, c'est là qu'on s'en rend compte. »* Il a perdu, dit-il, le goût des autres femmes. Ils ont décidé d'espérer encore *« deux mille jours ». « Hein, Bidou, qu'on est bien tous les deux ? »* Pour égrener le temps d'hiver sans quitter la loge, le repère, il entaille, entre deux retransmissions, des quintaux de châtaignes.

Trois mille deux cents cas...

La disparition de Christine Devauchelle, trente ans, 1,69 m., 59 kilos, un néant de signes particuliers, n'a pas inquiété les autorités. La police judiciaire de Paris a traité en 1982 trois mille deux cents cas de disparus. Ils quittent le domicile conjugal. Ils abandonnent parfois leurs enfants. Ils reviennent... parfois. M. Dubois, le commissaire, ne se fait pas d'illusions sur la tyrannie des désirs. *« Il y a aussi les suicides, les amnésies sur la voie publique, les homicides par conjoints, pas un seul enlèvement par des proxénètes. C'est une rumeur »*, affirme-t-il.

Mais François, du 2, rue Pascal, plaint Christine la droguée, la soumise là-bas. *« Dès qu'elle rentre, on déménage. C'est aussi parce qu'on était trop à l'étroit. »* Puis, au mois d'octobre — mauvais chien de la chienne du sort, — on leur a « piqué » Jeannot, le caniche. Un petit tondu de frais qui, sur le polaroïd., frétillait sans flair. *« Alors là, Bidou a pleuré. »* Repliés dans l'ombre de leur loge, sans compagnon ni compagne, Bidou et son concierge se débrouillent comme des fatalistes. *« Hein, Bidou, que je te fais des soupes meilleures ? »* But et rebut. *« On a gagné ! »*

CHRISTIAN COLOMBANI.

UN COLLOQUE DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

Il est difficile de passer d'un discours défensif sur la sécurité à un langage réaliste. le discours défensif, c'est celui de la gauche à l'époque des *opérations* « coup de poing » de M. Michel Poniatowski et de la loi « sécurité et libertés » de M. Alain Peyrefitte. Ces coups de boutoir contre les libertés dispensaient de faire ce que Lénine appelait *« l'analyse concrète d'une situation concrète »*. Le langage réaliste sur la sécurité, c'est celui auquel s'est essayé, après le parti socialiste et le P.C.F. récemment, le syndicat des avocats de France (gauche) qui réunissait le 19 février un colloque sur ce thème.

L'insécurité vue de Gennevilliers

Il y a un mois, socialistes et communistes avaient, chacun de leur côté, préféré le confort ouaté de salles de réunion du septième arrondissement de Paris. Le SAF a choisi, lui, de débattre de la sécurité à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), à deux pas de la cité des Grésillons, l'un de ces quartiers dont la *mission* que préside M. Hubert Dubedout, maire (P.S.) de Grenoble, s'efforce de freiner la dégradation physique et sociale. Ayant ainsi opté pour le « symbolisme », comme l'a expliqué Me Jean-Luc Rivoire, de
Nanterre, le SAF s'est néanmoins efforcé de cerner les *« réalités »*, opposées à ce qu'il appelle la *« démagogie »*.

Pour Me Gérard Boulanger, de Bordeaux, la démagogie, c'est le discours *« sécuritaire »* que la droite a tenu des années durant. Ce discours, selon lui, influence encore la gauche, qui devrait pourtant savoir que c'est une *« chimère »* de vouloir *« rallier ses ennemis »*. A ces critiques politiques, Mes Francis Jacob et Rolland Rappaport, de Paris, opposent le langage du réalisme. De l'abolition de la peine de mort aux propositions de la commission des maires sur la sécurité que préside M. Gilbert Bonnemaison, député (P.S.) de Seine-Saint-Denis, la gauche qui, par le passé, s'est quelque peu écartée des réalités, démontre aujourd'hui qu'elle a trouvé sa voie.

Il y aurait une *« paresse de la pensée »*, selon Me Henri Leclerc, de Paris, à dénoncer encore et toujours l'*« idéologie sécuritaire »*, alors que l'augmentation de la délinquance, petite et moyenne, appelle des solutions originales, solutions que les personnalités présentes à ce colloque étaient invitées à exposer.

M. Michel Jeol, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, a ainsi annoncé que, en plus du travail d'intérêt général, le Parlement discuterait au printemps de projets, qui, comme les jours-amendes ou la confiscation des véhicules, permettent d'éviter l'emprisonnement. *« Ces cavaliers législatifs*, a-t-il dit, *seront mis en selle sur le cheval un peu essoufflé de l'abrogation de la loi « sécurité et libertés. »*

Responsable à la chancellerie de la prévention, Mme Myriam Ezratty, directrice de l'éducation surveillée, voit des motifs de satisfaction dans le succès des opérations « anti-été chaud » des mois de juillet et août derniers, et dans la stabilisation depuis le changement de majorité et malgré l'augmentation de la délinquance, du nombre des mineurs incarcérés. Il y a là l'esquisse d'une politique qui vise moins à sévir qu'à guérir et qui rejoint les réflexions des commissions Dubedout et Bonnemaison. Présents à ce colloque, les maires de Grenoble et d'Epinay-sur-Seine ont rappelé les propositions qui sont les leurs et qui, résumées à l'extrême, entendent remédier à la délinquance, non plus depuis Paris, mais, concrètement, sur le terrain.

Vue de Gennevilliers, l'insécurité n'a évidemment pas les mêmes contours que vue de la chancellerie où, à coups de projets de loi, on s'efforce d'adapter le code pénal aux préoccupations de l'heure. C'est du moins l'opinion des avocats du SAF qui, comme Me Yann Choucq, de Nantes, voient dans l'augmentation continue du nombre des détenus la preuve de la résistance du corps judiciaire aux directives venues d'en haut.

BERTRAND LE GENDRE.

DÉFENSE

BASÉ A TOULON

Le premier sous-marin français d'attaque nucléaire devient opérationnel

De notre envoyé spécial

Toulon. — Un « fauve » qui profiterait de l'anonymat pour porter ses coups. Sur sa robe noire, aucun signe distinctif : ni chiffres ni lettres. Ceux qui devront tenter de le domestiquer font assaut d'imagination pour qualifier au mieux ce bâtiment de 2 670 tonnes en plongée, le plus petit des sous-marins nucléaires d'attaque (S.N.A.) existant dans le monde et, en même temps, le premier de sa catégorie en France.

Accosté au quai de la darse de Missiessy, nouvellement aménagée dans la petite rade de Toulon, le *Rubis* est devenu, ce mardi 22 février, bon pour le service et opérationnel.

Préfet maritime de Toulon et commandant en chef en Méditerranée, le vice-amiral d'escadre Jean-Paul Orosco compare ce premier S.N.A. français à *« un chien courant »* qui, à la différence du *« chien d'arrêt »* à l'affût, pisterait son gibier. Commandant la Force océanique stratégique (FOST) et les S.N.A., le vice-amiral d'escadre Jacques Bonnemaison parle, lui, d'un « mutant » par rapport aux sous-marins classiques : *« un coureur de grands espaces »* face à *« ces mines dérivantes intelligentes »* que sont restés les sous-marins diesel.

Commandant l'escadrille des sous-marins de la Méditerranée, à laquelle le *Rubis* appartient désormais, le capitaine de vaisseau Francis Orsini décrit, avec lyrisme, *« ce fauve agressif, hargneux, qui choisira le moment de son attaque »*, parce que sa mobilité lui confère *« le don d'ubiquité »*.

La quarantaine souriante, le capitaine de frégate Hervé Caron prend le commandement du *Rubis*. Cet ancien de Navale a derrière lui seize années de « sous-marinade », dont les commandements des sous-marins classiques *Vénus*, *Psyché*, puis *Espadon*. De son S.N.A., il préfère dire : *« C'est un fauve qui ne doit pas avoir de laisse. »* Il sait que la vitesse du *Rubis* — 18 nœuds sans jamais faiblir lorsqu'il est en chasse et jusqu'à des pointes de 25 nœuds — lui permettra de couvrir toutes les distances. A la condition que le haut commandement préserve son autonomie de décision en opération et lui reconnaisse une certaine liberté d'initiative pour faire respecter, sur mer, cette relation *« du faible au fort »* qui est le fondement de la dissuasion à la française.

Plus vite et plus loin

En plusieurs occasions récentes, les sous-mariniers français ont tenté d'obtenir, de leurs homologues américains ou britanniques qui les ont précédés sur la voie des S.N.A., les quelques renseignements pouvant les aider à connaître les services que peut rendre un tel outil militaire.

Sans davantage expliciter leur propre expérience, les Américains ont prévenu leurs interlocuteurs français qu'ils iraient de surprise en surprise avant d'apprendre, au fil des années, à manier correctement une flotte de S.N.A.

Quant aux Britanniques, l'aventure de leur *Conqueror*, qui torpilla le croiseur argentin *Belgrano* aux Malouines, plaide en faveur de ce nouveau *« capital ship »* pour nettoyer — *« sanitarise »*, disent les marins anglo-saxons — les océans.

A la différence des sous-marins diesel qui doivent venir, à intervalles réguliers, « respirer » en *surface* l'air nécessaire à l'équipage et à leurs batteries, le S.N.A. peut aller plus vite et plus loin. Il n'attend pas l'action, en demeurant à l'affût. Il la provoque avec l'avantage de pouvoir refuser le combat corps à corps — ses torpilles portant à 20 kilomètres lui permettent de s'éloigner de la cible ainsi pistée — ou en caracolant à l'avant, sur les côtés, puis à l'arrière de la force aéronavale qu'il escorte.

Son autonomie n'est limitée que par l'endurance physique de l'équipage. Le « cœur » nucléaire ne sera changé qu'une seule fois, à mi-vie du bâtiment. Sa vitesse lui confère des performances spectaculaires, illustrées par le récent transit de longue durée du *Rubis* en Atlantique : entre le 16 novembre 1982 et le 17 janvier 1983, il a parcouru l'équivalent de 27 000 kilomètres en quarante-six jours de mer, à la vitesse moyenne de 13,2 nœuds (24 kilomètres à l'heure).

LE PREMIER EMPLOYEUR DU VAR

« La marine a été la première à introduire la vapeur dans le département du Var, affirme un vieux Toulonnais . *Elle est aujourd'hui la première à y introduire le nucléaire. »*

A ce jour, le rattachement du *Rubis* à l'escadre de la Méditerranée basée à Toulon n'a provoqué aucune levée de boucliers de la part des adversaires locaux de l'énergie nucléaire, ni même des défenseurs de l'environnement.

Située au milieu du sous-marin qui mesure 72 mètres de long, la chaufferie nucléaire développe une puissance de 48 mégawatts et fournit la vapeur à deux turbo-alternateurs qui produisent l'électricité nécessaire à la distribution et au moteur électrique principal. A quai, des bâtiments en cours de montage permettent la manipulation des produits radioactifs et l'entretien du sous-marin et de ses armes (des torpilles L 17 filoguidés pour la destruction des cibles).

Avec quarante-cinq mille personnes, dont vingt-deux mille officiers de marine, officiers mariniers et marins et douze mille civils, l'armée est le premier employeur du Var (environ 6,4 % de la population varoise). Elle est aussi le premier propriétaire foncier du département, avec 40 547 hectares, soit 6,75 % de la superficie totale du Var.

1 200 millions de francs

Les états-majors se sont divertis à comparer les performances des S.N.A. avec celles de leurs prédécesseurs.

Au départ de Toulon, le *Rubis* se présentera devant les côtes du Maghreb ou de la Sicile après un *jour de mer*. Le sous-marin diesel sera au large de la Corse, avec obligation de recharger en surface. Après trois jours de mer, le S.N.A. est au-delà de la Crète et de Chypre, *ou dans le golfe de Gascogne*, et le sous-marin classique devant l'Afrique du Nord.

« Le fait de diposer, avec le S.N.A., d'un objet qu'on ne voit pas ou, au contraire, auquel on peut demander de faire une indiscrétion volontaire permet une gesticulation de la crise par le pouvoir politique », explique le vice-amiral d' escadre Bonnemaison. *« C'est un bonus incomparable »* et un outil qui accroît très notablement *« la productivité »* de la marine.

A bord du *Rubis*, huit officiers — dont deux ingénieurs — et cinquante-huit officiers mariniers, quartiers-maîtres et matelots. Un équipage enfermé pour des patrouilles de soixante jours, sous les ordres d'un « pacha » pour lequel la mission représente *« une tension extraordinaire »* et qui connaît la valeur de son outil : 1 200 millions de francs, sans le coût des armes, soit le prix d'une corvette de lutte anti-sous-marine.

Dans dix-huit mois, très exactement en juin 1984, un second S.N.A., baptisé *Saphir*, rejoindra le *Rubis* à Toulon. Un troisième en 1987 et deux autres avant 1990. Chaque bâtiment naviguera deux cent quarante jours par an, avec deux équipages.

La France compte aujourd'hui seize sous-marins d'attaque. Elle *n'en aura plus que neuf, dont cinq* S.N.A., en 1991. Cette diminution du nombre des sous-marins diesel entraîne, du même coup, une réduction des possibilités de commandement à la mer. Or, il est indispensable qu'un « pacha » de sous-marin stratégique lance-missiles (S.N.L.E.), comme *le Redoutable*, ait fait ses classes à bord d'un sous-marin d'attaque. Un délicat problème d'équilibre à résoudre pour l'état-major de la marine.

JACQUES ISNARD.





DÉFENSE

Le chef d'état-major des armées est partisan d'un effort en faveur de la protection civile

« *L'esprit de défense des citoyens et la crédibilité de notre dissuasion ne pourraient que se trouver renforcés par des mesures de protection civile des populations et des installations.* » C'est en ces termes que le général Jeannou Lacaze, chef d'état-major des armées, s'est récemment prononcé en faveur d'un effort de protection civile, qui relève en France du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

Constatant que « *l'histoire nous fournit maints exemples de conflits résultant d'une analyse erronée de la situation ou d'un comportement irrationnel des protagonistes* », le général Lacaze a notamment expliqué : « *Il serait imprudent de miser exclusivement sur l'efficacité de la dissuasion nucléaire et de se désintéresser de ce qui se passerait si l'adversaire se montrait irrationnel. Dans le cas d'une crise majeure, sous chantage nucléaire, les mesures préalables de protection signifieraient à l'adversaire notre détermination de recourir aux représailles massives, renforçant ainsi la crédibilité psychologique de la dissuasion.* » Toutefois, le chef d'état-major des armées a admis que « *la France, en raison de ses ressources financières limitées, ne peut se lancer dans une politique de protection de l'ensemble des populations* ».

A cette occasion, le général Lacaze a qualifié d' « *exemplaire* » la construction, à Chartres, ville dont le maire est M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat à la défense, d'un parc de stationnement souterrain rendu apte, dès sa conception, à la protection de la population. Ce parc de quatre cents places, qui a coûté environ 20 millions de francs, peut servir d'abri pendant une quinzaine de jours. M. Lemoine considère que le sur-coût, lié à l'adaptation du parc aux conditions d'une guerre nucléaire, est de l'ordre de 8 % du prix normal de sa construction.

« *Il apparaît qu'un ensemble de mesures appropriées*, a commenté le chef d'état-major, *serait de nature à constituer un complément non négligeable dans la manœuvre dissuasive en temps de crise, comme par exemple la mise sur pied d'un système d'alerte permanent, le recensement des abris existants, l'aménagement ou la construction d'abris antiretombées, la mise en place d'abris dans les zones les plus sensibles, une organisation de l'hébergement, des secours et des soins.* »

Le général Lacaze a, d'autre part, indiqué que les armées attachent la plus grande attention aux problèmes des mouvements possibles de population, notamment un afflux de réfugiés éventuels qui gênerait le déploiement des forces. « *C'est la raison pour laquelle*, a-t-il précisé, *les armées étudient, en liaison avec les services intéressés, les mesures appropriées de protection civile qui pourraient faciliter les déplacements tant civils que militaires.* »

M. GUY-JEAN BERNARDY PRÉSIDERA LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

Précédemment directeur des affaires financières au ministère de la défense, M. Guy-Jean Bernardy, contrôleur général des armées, sera prochainement appelé à prendre la présidence de la Société nationale des poudres et explosifs (S.N.P.E.) en remplacement de M. Jean Tison.

Le successeur de M. Jean Bernardy au ministère de la défense a été désigné par le conseil des ministres du 16 février. Il s'agit de M. Jacques Barthélémy, contrôleur général des armées et, précédemment, directeur du cabinet du secrétaire d'État à la défense, M. Georges Lemoine.

Créée en octobre 1971 après la dissolution de l'ancien Service des poudres au ministère de la défense, la S.N.P.E. emploie environ sept mille personnes. Elle dispose d'un centre de recherches au Bouchet (Essonne) et de sept unités de production (Angoulême, Bergerac, Pont-de-Buis, Saint-Médard-en-Jalles, Sorgues, Toulouse et Vonges). Le chiffre d'affaires attendu pour 1982 est de 2 200 millions de francs, dont 40 % avec les armées françaises (en particulier la propulsion des missiles de la force nucléaire), 40 % à l'exportation et 20 % avec des clients français (productions civiles industrielles et chimiques, chasse, etc.).

[Né le 7 mars 1926 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), M. Guy-Jean Bernardy, ancien officier d'active, est entré, après l'École nationale d'administration, dans le corps du contrôle général des armées en 1964. Il a appartenu, en 1969, au cabinet de M. Michel Debré, alors ministre d'État chargé de la défense nationale, puis dirigé, en 1972, le cabinet de M. Michel Cointat, alors ministre de l'agriculture. De 1972 à 1974, il est conseiller technique au ministère des transports (successivement auprès de M. Robert Galley et de M. Yves Guéna) avant de devenir, en 1974, directeur des affaires financières au ministère de la défense.]

Faits et jugements

QUINZE KILOS D'HEROINE SAISIS A ROISSY

Les douaniers de l'aéroport de Roissy ont découvert, le 18 février, 15 kilos d'héroïne – 13 kilos d'héroïne-base et 2 kilos d'héroïne numéro 4 – dans les bagages d'un ressortissant marocain, M. Fares Miloudi, quarante-six ans, agent comptable à l'ambassade du Maroc en Inde, en transit entre New-Delhi et Londres. M. Miloudi, après avoir été entendu par les enquêteurs de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (ORCTIS), a été déféré, lundi 21 février, au parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Cette saisie est la plus importante effectuée par les douanes françaises depuis trois ans. L'héroïne grise provient du Proche-Orient et probablement du Pakistan où les « chimistes », peu expérimentés, ne parviennent pas encore à raffiner totalement le produit. La destination de Londres indique que le marché de la drogue en Grande-Bretagne est essentiellement approvisionné par le Pakistan. Selon les douanes, la valise du passeur aurait été repérée par les chiens antidrogue du service des enquêtes douanières, malgré la naphtaline que le trafiquant avait placée dans sa valise pour égarer leur flair. Les services officiels constatent, avec cette importante saisie, que si la France est un pays de destination pour l'héroïne du Sud-Est asiatique, elle demeure essentiellement un pays de transit pour celle du Proche et du Moyen-Orient.

● *Mise en liberté d'Anthony Delon et de Marc Mil.* – Anthony Delon, dix-huit ans et demi, fils de l'acteur Alain Delon, et son ami Marc Mil, vingt-deux ans, qui avaient été écroués le 31 janvier à Bois-d'Arcy (Yvelines), et inculpés de « *vol et port d'arme* », ont été remis en liberté, dans la soirée du lundi 21 février.

Les deux jeunes gens avaient été interpellés le 29 janvier, alors qu'ils circulaient à bord d'une voiture volée, dans laquelle les policiers avaient découvert un pistolet Mac 50, volé en juillet 1982 à un gendarme. Anthony Delon avait déclaré qu'il avait acheté cette arme dans un bar de Pigalle (*le Monde* des 2 et 5 février).

● *Deux nouvelles constitutions de partie civile contre Klaus Barbie* ont été déposées le 21 février. L'une émane de Mme Zlatin, ancienne directrice de la maison d'enfants juifs d'Izieu (Ain), dont une quarantaine avaient été déportés à Auschwitz, en août 1944, par le chef de la Gestapo de Lyon. L'autre plainte a été constituée par le docteur Reifman, qui était à l'époque médecin de cet établissement et avait pu s'enfuir. Arrêté lors de la rafle, le mari de Mme Zlatin devait être fusillé peu après, tandis que le père, la mère, une sœur et un neveu du docteur Reifman étaient déportés et devaient tous les quatre mourir à Auschwitz.

● *L'indemnité allouée à certaines victimes d'infractions* passe de 210 000 F à 250 000 F. Un décret paru au *Journal officiel* du 20 février fait état de cette augmentation de 19 %.

RELIGION

UN ENTRETIEN AVEC LE PROVINCIAL DES JÉSUITES

« La Compagnie n'est pas une deuxième Église de prétendus parfaits »

nous déclare le Père Henri Madelin

A la fin de 1982, le Père Paolo Dezza, délégué du pape pour la Compagnie de Jésus, a annoncé la convocation d'une congrégation générale, qui doit se réunir à Rome à partir du 1er septembre 1983. Trente-troisième « sommet » jésuite en quatre siècles, cette réunion importante devra non seulement élire un nouveau supérieur général, en remplacement du Père Pedro Arrupe démissionnaire, mais aussi communiquer à la Compagnie tout entière les souhaits de renouveau formulés par Jean-Paul II. Dès à présent, dans les quatre-vingt-sept provinces et vice-provinces de l'Ordre, des démarches ont été entreprises pour élire les délégués qui participeront à la congrégation générale. Chaque province et vice-province réunira une congrégation particulière avant le 10 avril prochain pour élire les délégués qui accompagneront les cinquante-sept provinciaux, membres d'office de la congrégation. Les membres élus forment environ les deux tiers de l'assemblée. Nous avons demandé au Père Henri Madelin, provincial de France de la Compagnie de Jésus, qui participera à la congrégation générale avec six délégués français élus, de nous parler des problèmes que connaissent les Jésuites français dans la phase préparatoire de cette assemblée déterminante pour l'avenir de la Compagnie, notamment après l'intervention de Jean-Paul II pour nommer un « délégué personnel » à la tête de la Compagnie.

« *Existe-t-il toujours un contentieux entre la Compagnie de Jésus et le Saint-Siège ? La convocation d'une congrégation générale des jésuites pour septembre 1983 – longtemps souhaitée par les supérieurs de la compagnie – ne signifie-t-elle pas que ce contentieux est levé ? Avez-vous des raisons de penser que le pape interviendra personnellement dans le déroulement des délibérations ?*

La convocation de la congrégation générale en septembre 1983 est, pour nous, une heureuse nouvelle, le signe parmi d'autres, que le pape actuel fait confiance à la Compagnie de Jésus pour qu'elle poursuive sa route dans le monde d'aujourd'hui. Cette assemblée représentative des vingt-six mille jésuites aura pour but de permettre l'élection d'un nouveau supérieur général pour la Compagnie de Jésus, mais aussi, selon les formules de Jean-Paul II lui-même, de « *donner à la Compagnie tout entière un nouvel élan pour accomplir sa mission avec un regain de courage, comme l'espèrent l'Eglise et le monde* ».

Personnellement, je pense que le pape, en laissant convoquer cette congrégation, accepte par le fait même les processus très stricts qui sont codifiés pour favoriser la liberté la plus grande dans une telle élection.

» Une assemblée de ce type ressemble à un parlement souverain, mais elle s'en différencie par le souci d'écarter toute espèce de candidature personnelle, toutes formes de pressions externes ou toute action de minorité agissant en son sein. Ajoutons que, comme pour les autres ordres religieux, le pape ne choisit pas le supérieur général des jésuites ; il « reconnaît » celui qui a été choisi et qui vient, dès son élection, se mettre à sa disposition. En termes ecclésiologiques, la vie religieuse appartient à l'ordre du charisme que l'Eglise hiérarchique authentifie mais ne peut organiser.

» Cela dit, il est clair que, comme Paul VI, Jean-Paul II s'adressera à cette congrégation au cours de son processus de délibération pour lui dire, ou lui redire, quelles sont ses préoccupations essentielles. Nul jésuite ne peut remettre en cause ce genre d'intervention qui fait partie des préalables de la décision que chacun doit assumer en son âme et conscience.

» Quant au contentieux dont vous parlez, il fait l'objet de discussions approfondies dans chaque province de la compagnie. Chacun peut envoyer des « postulats » ou demandes écrites sur n'importe quel point concernant la vie personnelle ou institutionnelle des jésuites. Nul doute que les recommandations de Jean-Paul II pourront s'y couler. Mais chacun peut passer outre et envoyer ses « postulats » directement à Rome. La congrégation générale s'efforcera certainement de reprendre les termes du contentieux pour essayer d'y porter remède.

» Jean-Paul II a attiré notre attention sur les déficits possibles dans le caractère sacerdotal et religieux que doivent conserver toutes nos activités, dans notre fidélité au magistère de l'Eglise, dans l'équilibre de notre vie religieuse, dans la rigueur avec laquelle doit être entreprise la formation des jeunes jésuites, dans la façon dont doit se faire l'annonce de la foi à travers la promotion de la justice.

» Les jésuites sont conscients des dérapages possibles dans la phase actuelle en tous ces domaines ; mais il y a un vaste débat entre nous pour savoir comment concilier ces exigences avec notre volonté de nous porter résolument au centre des réalités ecclésiales et aussi vers les frontières les plus lointaines et les plus négligées dans la pastorale de l'Eglise sur les cinq continents.

« Le pape nous a rendu service ! »

En outre, la Compagnie vit ce service dans l'Eglise ; elle n'est pas une deuxième Eglise de prétendus parfaits. Sa tradition insiste au contraire sur la nécessité de ne pas contester l'autorité ecclésiale, comme si nous étions placés au-dessus d'elle. Des déficiences peuvent exister toujours à tous ces niveaux. Nous devons continuer à les corriger, sans casser les ressorts d'un apostolat qui, pour les meilleurs, est toujours risqué, et doit le demeurer, compte tenu des urgences actuelles.

– *Vous avez qualifié la suspension du gouvernement normal de la Compagnie, par la nomination d'un délégué pontifical, comme une « mise à l'épreuve de notre foi ». Qu'entendez-vous par cela ? Comment les jésuites français ont-ils supporté l'épreuve ?*

– Ce terme de « *mise à l'épreuve de notre foi* » n'a pas toujours été bien compris. Pourtant, toute la tradition biblique parle de « l'épreuve » que doivent traverser les croyants, comme l'or pur jeté dans la fournaise, pour rester fidèles au Dieu des promesses.

» Le pape semble avoir ratifié cette présentation théologique dans son discours aux provinciaux du 27 février 1982, lorsqu'il a déclaré : « *La situation particulière et exceptionnelle sans nul doute semblait appeler une intervention, une* « *mise à l'épreuve* » *(proba en italien) qui – je le dis avec une profonde émotion – ont été accueillies par les membres de l'ordre dans un esprit authentiquement ignatien.* » *(1)*.

» Voilà de quoi répondre à ceux qui n'ont pas très bien lu la lettre que j'avais envoyée à tous les jésuites français, à la suite de la nomination d'un délégué personnel du pape ; j'y disais qu'elle s'inscrivait « *hors du déroulement normal du droit qui nous régit* ». Ce n'était pas « *l'état de siège* », mais une « *situation particulière et exceptionnelle* ».

– *Quel est le sens précis du « quatrième vœu » qui vous lie particulièrement au pape ? Les jésuites ont-ils des obligations envers le Saint-Siège qui les distinguent des autres religieux ?*

– Oui, plus que les autres religieux, nous sommes liés par un vœu spécial d'obéissance au pape. Saint Ignace nous a voulus ainsi. Il s'en est remis lui-même au pape comme « *souverain vicaire du Christ* », pour que les jésuites soient envoyés dans tous les lieux où la plus grande gloire divine et profit des hommes requéraient leur présence.

» Dans la pratique, c'est généralement le supérieur général et les provinciaux qui envoient en mission « *parmi les fidèles et les infidèles* », puisque la Compagnie n'est pas faite pour un lieu déterminé mais pour être répandue à travers le monde en différentes régions et en différents pays. C'est ainsi que, dans les provinces de la Compagnie d'Europe et des Etats-Unis, entre 20 et 30 % des membres sont « missionnaires » hors de leur pays d'origine. La question se redouble aujourd'hui dans la mesure où la mission n'est plus seulement géographique, extensive, mais aussi intensive, c'est-à-dire qu'elle doit s'accomplir dans l'épaisseur des cultures et des milieux sociaux fort éloignés de l'Eglise, dans les profondeurs des vieilles terres dites autrefois de chrétienté, comme la nôtre.

Les exigences de la justice

– *Le changement de statut de l'Opus Dei, d'institut séculier en prélature personnelle, a provoqué bien des commentaires. On a parfois opposé l'œuvre de Mgr Escriva de Balaguer à la Compagnie de Saint-Ignace, en laissant entendre qu'elles sont en concurrence, et plus précisément que l'Opus Dei essaie de supplanter la Compagnie dans certains secteurs traditionnellement gérés par les jésuites (universités, aumôneries, revues, Radio-Vatican). Qu'en pensez-vous ?*

– Je ne connais guère l'Opus Dei et, comme tout un chacun, je lis ce qu'on écrit sur cet institut dont les tenants et les aboutissants ne semblent pas faciles à décripter, provoquant ainsi une sorte d'inflation journalistique.

» Je connais tel ou tel jeune Français qui est passé entre les mains de l'Opus. J'ai rencontré en Amérique latine tel ou tel professeur d'université de qualité qui s'en disait membre. Mais j'ignore ce que font précisément les 2 % de clercs qui sont, manifestement, le cœur privilégié de l'organisation. Je ne puis guère parler de ses projets, mais j'entends parler de ses implantations dans des universités, des écoles spécialisées, des revues, des agences de presse, surtout dans les pays hispanophones. Vous comprendrez que je ne puisse pas parler à sa place.

» Mais comme on compare souvent l'Opus Dei à la Compagnie de Jésus, je puis dire ce que nous avons appris au cours de plus de quatre siècles d'histoire, où les adversités ne nous ont pas manqué et nous ont fait réfléchir. Car il est vrai qu'historiquement la Compagnie a été plusieurs fois tentée de se tourner exclusivement vers les élites. Au temps où la société civile et politique était bâtie selon un modèle pyramidal, cela pouvait se comprendre et permettre une certaine efficacité quand ses membres savaient garder la saveur de la liberté évangélique. On doit, par exemple, aux jésuites, la création des bourses dans les collèges, qui était une manière de faire payer les riches pour que les pauvres puissent parvenir à une certaine instruction. Mais, dans une société démocratique comme la nôtre, notre projet consiste, au nom du Christ qui nous rassemble, à nous adresser *à la fois aux leaders et aux plus démunis* de notre société.

» Dans la province de France aujourd'hui, avec une mission ouvrière qui compte plus de soixante-dix membres, avec une école technique qui compte 20 % de fils d'immigrés, avec des missionnaires nombreux au Tchad, par exemple, nous sommes à contre-courant d'un élitisme un peu facile qui nous détournerait du courage d'un engagement au service de tous les hommes qui sont appelés à une égale dignité au regard de Dieu.

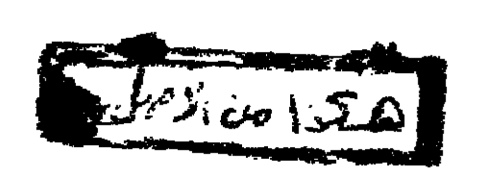
» Au surplus, le Père Arrupe a beaucoup poussé les jésuites, ces dernières années, à allier les exigences de la justice à l'évangélisation du monde actuel. Jean-Paul II lui-même, insistant sur notre vocation de religieux et de prêtres, nous l'a redit en termes forts : « *Si l'on tient compte des véritables exigences de l'Evangile et, en même temps, de l'influence qu'exercent les conditions sociales sur la pratique de la vie chrétienne, on comprend pourquoi l'Eglise considère la promotion de la justice comme une partie intégrante de l'évangélisation.* » Les jésuites, en Amérique latine ou centrale, aux Philippines, vivent cette exigence écartelante sans jamais verser dans la subversion révolutionnaire.

» Bien sûr, apparaissent d'inévitables ratés dans un processus aussi délicat. Mais la liste des vrais martyrs s'est allongée douloureusement au cours des dernières années. C'est notre honneur devant Dieu, et probablement une chance insoupçonnée encore pour l'évangélisation de sociétés qui se proclament chrétiennes de façon caricaturale.

» Ailleurs, dans les pays de l'Est par exemple – avec des coudées un peu plus franches en Pologne, – le combat est plus souterrain. Car l'idéologie monolithique au pouvoir cherche à reléguer les clercs dans les sacristies et prétend bien empêcher quiconque de remettre en cause la justice radieuse que le parti au pouvoir est censé avoir fait advenir une fois pour toutes pour le plus grand bien du peuple tout entier. »

Propos recueillis par
ALAIN WOODROW.

(1) *Documentation catholique*, n° 6, 21 mars 1982, p. 302.





ÉQUIPEMENT

MIEUX CONNAITRE « SES » COMMUNES

Le département du Maine-et-Loire se veut pionnier dans l'information par la télématique

Le conseil général du Maine-et-Loire commence, cette année, la mise en place du système Melcom (Maine-et-Loire communications). Il s'agit de la première application de la télématique à l'échelon d'un département. Réalisé avec le logiciel « Sophie » du G. CAM (filiale informatique de la Caisse des dépôts et consignations, qui a participé notamment à la création du système « Claire » à Grenoble) et du matériel C.I.I.-Honeywell-Bull, Melcom permettra la mise en place de liaisons informatisées entre les banques de données nationales, l'hôtel du département d'Angers et les mairies.

Il s'ordonne autour de trois thèmes : documentation, communication et courrier. Le coût total (2 millions de francs) n'est supporté qu'en partie par le département, le caractère « pilote » de cette opération ayant conduit les prestataires de services et l'ADI (Agence de développement de l'informatique) à prendre en charge près de la moitié de l'investissement de départ.

De notre envoyé spécial

Angers. – Le département du Maine-et-Loire (1), qui compte près de 650 000 habitants, dispose depuis trois ans seulement d'une gestion informatisée. Ce qui pouvait apparaître comme un handicap dans le développement de la technique informatique devient aujourd'hui un atout, car aucune structure lourde ou sclérosée n'a donc obéré la recherche d'une solution d'ensemble. Plutôt que de résoudre cas par cas les problèmes d'informatisation des différents secteurs (documentation, communication, courrier...), la démarche choisie a été la recherche des différents besoins pour élaborer une maquette d'ensemble. La loi sur la décentralisation (2 mars 1982) a permis d'élargir encore cette approche, donnant au système Melcom un caractère exemplaire.

A la différence des expériences urbaines, les destinataires de ce service ne sont pas des particuliers mais des organismes administratifs et des élus locaux. La connaissance de leurs relations réciproques, des besoins qu'ils expriment et des types de demandes qu'ils peuvent formuler, permet une application techniquement plus simple.

Documentations pratiques

Dans sa fonction de documentation, Melcom permet à l'hôtel du département, siège du conseil général, d'avoir accès aux grandes banques de données nationales qui répondent à des appellations parfois évocatrices : CEDIJ (textes législatifs) ; AGORA (Agence France-Presse) ; SAGA (documentation française) et RAMA (audiovisuel). Il intègre, d'autre part, le fond documentaire du système « Claire », comprenant un guide des droits et démarches. Cette première application permettra de créer un nouveau courant de fréquentation des mairies, à l'image de ce qui existe déjà dans certaines grandes villes. Les demandes de cartes grises, de passeports, par exemple, ne nécessitent plus un déplacement aux bureaux de la préfecture.

Au fonds documentaire national ainsi disponible s'ajoute une base de données spécifiquement départementale. Outre le fichier d'adresses des élus, elle assure la gestion des délibérations du conseil général et des réunions du bureau. Cet archivage immédiatement disponible permettra aux élus de mieux suivre les projets et les affaires en cours. D'autre part, les dossiers d'équipement (voirie, urbanisme...) des communes seront classés et enregistrés. Les maires pourront ainsi avoir accès, *par référence*, aux expériences lancées par d'autres communes dans des domaines les concernant.

Les matériels et les programmes, c'est-à-dire les logiciels, devant être livrés au cours du premier semestre, l'ensemble de cette réalisation débutera au mois de septembre avec une dizaine de communes. Le système pourra, à terme, en accueillir une soixantaine sur les trois cent soixante-quatre que compte le département. Le faible coût supporté par les communes (70 F par mois de location pour le terminal vidéotex et 4000 F d'investissement pour la machine imprimante) posera très vite le problème de la répartition des frais de fonctionnement. Le conseil général supporte seul, pour l'instant, l'ensemble de ces frais (deux documentalistes et un technicien assurant le fonctionnement du système). En outre, des organismes comme la chambre des métiers ou des associations pourraient devenir client, du département.

Le système Melcom a déjà suscité l'intérêt de plusieurs autres départements. Ainsi, le Calvados, qui a mis en place une « aide aux mairies », envisage son informatisation sur le modèle du Maine-et-Loire.

Devenir la « courroie de transmission » entre le pouvoir national et les pouvoirs et contre-pouvoirs locaux conduit naturellement les départements à la solution informatique. Encore faudra-t-il en maîtriser l'évolution et les coûts.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(1) Le conseil général est présidé par M. Jean Sauvage (U.D.F.).

TRANSPORTS

M. ANDRÉ JAEGLÉ DEVIENT DIRECTEUR ADJOINT DU CABINET DE M. FITERMAN

M. André Jaeglé est nommé directeur adjoint du cabinet de M. Charles Fiterman, ministre des transports, et est chargé des affaires économiques. Il remplace M. Claude Martinaud, devenu récemment directeur du cabinet du ministre.

[Né le 11 mars 1930 à Uccle (Belgique), ancien élève de l'École polytechnique, M. André Jaeglé fut ingénieur en chef à l'Institut géographique national, puis président, jusqu'en 1975, de la *Commission française d'automatisation* de la cartographie. Secrétaire national de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T., il est nommé, en 1982, membre de la Mission nationale de lutte pour l'emploi, qu'anime alors M. Jean Saint-Geours, puis membre de la Mission de réflexion sur les structures et les méthodes de gestion de la S.N.C.F.]

CARNET

Naissances

– Nicolas DOMENACH et Michèle FITOUSSI ont la joie d'annoncer la naissance de
Léa,
le 17 février 1983, à 16 h 30.

– Serge et Patricia FORLINI ont la joie d'annoncer la naissance de
Gregory,
le 16 février 1983.

Mariages

– Victoria ABAD et Bernard KERBLAT sont heureux d'annoncer leur mariage dans la joie, à Manille, le 2 janvier 1983.
Quetta (Pakistan),
Aix-en-Provence.

Décès

– *Levallois. Limoges. Montpellier.*
Mme Jeanne Bartaud, sa mère,
Mme Mireille Bartaud, son épouse,
Le docteur Jean Bartaud et Mme,
M. Claude Bartaud et Mme, ses enfants,
Sébastien, Virginie, Jérôme et Alexandra, ses petits-enfants,
Daniel Moléon, son filleul,
Les familles Antoine, Tricard, Moléon, Ayach, Cheltiel, Vercelot, Morali,
Ses neveux, nièces, cousins et cousines, ainsi que ses nombreux amis,
ont la tristesse de faire part du décès de leur regretté
Léonard, Marcel BARTAUD,
ingénieur A. et M.,
survenu accidentellement à Tunis, le 13 février 1983.
Ses obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité, à Montpellier, ce 22 février 1983.
Cet avis tient lieu de faire-part.
98, rue Jean-Jaurès,
92300 Levallois-Perret.

– *Oran. Châtenay-Malabry.*
Mme Charles Bénaich, née Claire Tolédano,
M. Sébastien Laurentie et Mme, née Luce Bénaich, et leurs enfants,
Marie-Josèphe, Claire, Christophe,
Mme Josette Acher, née Bénaich, et ses enfants, Elena, Louis-Henri,
Mme Maurice Benjou,
M. et Mme Paul Benjou et leurs enfants,
Les familles Bénaich, Benjo, Kovacks, Azérad, El-Haïck, Bensoussan, Allouche, Gabay, Jambon, Madec, Bénichou, parentes et alliées,
ont la grande douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père, frère, parent et allié,
Charles BÉNAICH,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre,
le 20 février 1983, à l'âge de quatre-vingt-six ans.
Réunion à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux le mercredi 23 février, à 14 heures.

– Mme T. Brahmi et ses enfants,
M. et Mme Avi Rochberger et leurs enfants,
M. et Mme Alfred Brahmi et enfants,
Mlle Fefine Brahmi,
Mme veuve Yvonne Etmezguine,
M. et Mme Jacques Amor et enfants,
M. et Mme David Elofer et enfants,
M. et Mme David Bitton,
Les familles Bitton, Levy, Ohayon, Chetrit, Truman, Diaz, Labboz et Lebeau,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Joseph, David, Edouard BRAHMI,
ancien combattant
de la 2e division blindée,
né à Casablanca le 15 décembre 1924 et décédé le mercredi 16 février 1983 à Villejuif.
Les obsèques auront lieu le mercredi 23 février 1983 à Jérusalem.

– Le grand rabbin Joseph Haïm Elmaleh, ses enfants et sa famille ont l'immense douleur de faire part du décès de
Mme Simy ELMALEH,
née Elkaïm.
La levée du corps aura lieu le mercredi 23 février 1983, à 8 h 30, à l'amphithéâtre de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu à Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 15 février 1983, de
Mme Georges FERRAGE,
née Marthe Audebeau,
docteur en médecine.
De la part de :
M. Georges Ferrage,
Marcelle Audebeau,
Marie-Louise Audebeau,
Marie-Thérèse Audebeau,
M. et Mme Bernard Audebeau et leurs enfants,
M. Louis Ferrage,
Mme Lou Bonin,
M. et Mme Jean Ferrage et leurs enfants,
Son époux,
Ses sœurs, frère, beau-père, belles-sœurs, beau-frère, neveux et nièces,
Et de tous ses amis.
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 19 février 1983.
4, rue de Seine, 91000 Evry.

– Mme Jean Gény,
M. et Mme de Noirfontaine,
M. et Mme Pierre Gény et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean GÉNY,
survenu le 10 février.
Les obsèques ont eu lieu le 15 février dans la plus stricte intimité.
8 *ter*, rue La Fontaine, 75016 Paris.

– Mme Charles Grimaldi d'Esdra, son épouse,
Mme Léon Maratuech, sa belle-mère,
M. et Mme Pierre Ebrard et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Grimaldi d'Esdra et leurs enfants,
M. et Mme Sami Gemayel et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Gustave Desjeux et leurs enfants,
M. et Mme Georges Alingrin,
ses sœurs et beaux-frères,
Les familles Bartoli, Canioni et Savelli,
ont la douleur de faire part du décès de
l'ingénieur général des eaux et forêts Charles Félix GRIMALDI D'ESDRA,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur du Mérite agricole,
grand officier du Ouissam alaouite,
membre de l'Académie d'agriculture,
survenu le vendredi 18 février 1983, dans sa quatre-vingt-unième année.
La levée du corps se fera le vendredi 25 février, à 9 h 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Louis, 18, rue de la Grange-aux-Belles, Paris-10e.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, à Castifao (Corse), le mercredi 6 avril 1983, à 15 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
62, rue Brancion, 75015 Paris.

– Le président et les membres de l'Amicale des anciens forestiers du Maroc ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris le 18 février 1983, de leur président d'honneur,
Charles Félix GRIMALDI D'ESDRA,
ingénieur général
des eaux et forêts (E.R.),
ancien directeur des forêts
et de la restauration des sols
au Maroc.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– M. et Mme Michel Captier,
M. et Mme Jean Lanoizelée,
M. et Mme Louis Lanoizelée,
et leur famille
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Geneviève LANOIZELÉE.
L'inhumation aura lieu le 23 février, à 11 h 30, au cimetière du Père-Lachaise (entrée principale).
164, quai Louis-Blériot, 75016 Paris.
13, rue Gambetta,
33290 Blanquefort.

– On nous prie d'annoncer le décès, jeudi 10 février 1983, de notre dépositaire de Dinan (Côtes-du-Nord),
M. Paul LEMESLE.
Les obsèques ont été célébrées le vendredi 12 février 1983, en l'église Saint-Malo de Dinan.

– Mme Jean Marie, son épouse,
M. et Mme Pierre Calvet,
M. et Mme Dominique Pedinielli,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part de la mort de
M. Jean MARIE,
ingénieur général
du génie maritime,
président d'honneur
de la Compagnie générale transatlantique,
grand-croix
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
pieusement décédé, le 21 février 1983, dans sa quatre-vingt-treizième année.
Les obsèques auront lieu le jeudi 24 février 1983, à 13 h 45 précises, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, Paris-7e, où l'on se réunira.
Cet avis tient lieu de faire-part.
19, avenue Emile-Deschanel,
75007 Paris.

– *Nice. Marseille. Paris.*
M. et Mme Armand Silvera et enfants,
M. et Mme David Zittoun et enfants,
Mme et M. Moïse Saal et enfants,
Mme Ginette Silvera et enfants,
M. et Mme Georges Bellaiche et leurs enfants,
Les familles Silvera, Zittoun, Saal, Messika, Bellaiche,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de leur très regrettée
Mme Alice SILVERA,
née Cammeo,
leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère,
survenu à Nice, le 18 février 1983.
Les obsèques ont eu lieu le lundi *21 février 1983*, à 16 h 45, au cimetière israélite du Château, à Nice.
Ni fleurs ni couronnes.
Silvera, 411, avenue du Prado,
13008 Marseille.

Remerciements

– Mme Suzanne Salles et sa famille,
Le groupe socialiste à l'Hôtel-de-Ville de Paris,
profondément émus, expriment leurs plus sincères remerciements à toutes celles et tous ceux qui leur ont témoigné tant d'amitié et de sympathie lors du décès de
Michel SALLES.

Anniversaires

– La famille de
Raymond COGNIAT
rappelle son souvenir à ses amis en ce sixième anniversaire de sa mort.

– *Pour le dixième anniversaire de la* mort de
Mme Louis FRIDERICH,
une messe a été célébrée le 20 février, à Cély-en-Bière (77).

Avis de messes

– Un service religieux sera célébré à la mémoire du
président Alexandre BONJEAN,
le lundi 28 février 1983, à 17 heures, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 *bis*, rue Legendre,
Paris 17e, (métro Villiers).

Messes anniversaires

– Une messe anniversaire sera célébrée à la mémoire de
M. Michel FRANÇOIS,
membre de l'Institut,
commandeur de la Légion d'honneur,
en la chapelle des Carmes de l'Institut catholique de Paris, le jeudi 24 février, à 18 heures.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-II, jeudi 24 février, à 14 heures, salle des Commissions, M. Jean-Michel Calendini : « Le régime juridique des sociétés commerciales en règlement judiciaire ou en liquidation de biens. Recherches sur l'interaction du *droit des sociétés et du* droit des procédures collectives. »

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

économie

AFFAIRES

L'ACCORD G.M.-TOYOTA

Quand les syndicalistes américains déchantent

Washington (*A.F.P.*). – Après avoir applaudi à *l'association* de General Motors et de Toyota pour la construction en Californie d'une « petite » voiture, parce qu'ils pensaient qu'elle était créatrice d'emplois, le Syndicat américain de l'automobile (U.A.W.) *commence à s'inquiéter* de l'introduction aux Etats-Unis d'une gestion à la japonaise.

Lorsque G.M. avait fermé son usine de Fremont (Californie), en *mars* 1982, *elle avait pris l'engagement* de traiter avec le syndicat *la réembauche des six mille* huit cents ouvriers licenciés, lorsque les temps meilleurs le permettraient. Or M. Eiji Toyoda, président de la société Toyota, a *été très clair. « Cette société est entièrement nouvelle,* a-t-il dit, *nous allons repartir de zéro et embaucher des gens nouveaux. Ce seront peut-être en partie d'anciens adhérents de l'U.A.W., peut-être pas. Nous n'avons aucun engagement pour embaucher qui que ce soit. »*

Voilà pourquoi, à Fremont, où doit être construite la voiture nippo-américaine, on commence *à parler de « piquets de grève »* et de *« grabuge »* parmi les anciens ouvriers de G.M. De quoi mettre des grains de sable dans une gestion japonaise qui, selon *la société new-yorkaise* d'analystes financiers Harbour and C°, donne à Toyota un avantage de 1 400 dollars (9 500 francs) sur la Corolla par rapport à la Chevette de Chevrolet, sans même tenir compte des différences de salaires.

● **L'*Association des journalistes* économiques et financiers** (A.J.E.F.) organise, le jeudi 10 mars, au Sénat, une journée d'étude consacrée à la conjoncture : *méthodes* d'élaboration des analyses conjoncturelles le matin ; perspectives pour 1983 l'après-midi ; discussion générale en fin de journée.

Dix instituts d'analyse conjoncturelle (INSEE, BIPE, OFCE, IPECODE, GAMA, OCDE, Centre d'*observation* économique de la Chambre de commerce de Paris, DIW de Berlin...) participeront à cette journée qui débutera à 9 heures, salle Médicis. Déjeuner *sur place (120 F). S'inscrire auprès* de M[lle] Dagoury, bureau de presse (2 C. 3), 93, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 261-76-25.

L'ORÉAL CÉDERAIT A UN GROUPE JAPONAIS SA PARTICIPATION DE 50 % DANS COURRÈGES

La société L'Oréal a demandé aux pouvoirs publics l'autorisation de vendre la participation (50 %) qu'elle détient dans le capital de la société de haute couture André Courrèges. Celle-ci cherchait depuis quelque temps déjà un partenaire professionnel (et non financier, comme l'est L'Oréal). Faute de l'avoir trouvé en France, des contacts ont été pris avec une firme japonaise, *Itokin* – un fabricant de prêt-à-porter – qui est déjà l'un des deux agents japonais de la société française.

Le chiffre d'affaires de Courrèges est de l'ordre de 90 millions de francs, y compris les redevances qu'il perçoit pour les nombreuses licences qu'il a *cédées. L'Oréal* conserverait la totalité du capital de la société Courrèges-Parfums.

● **Le Koweït** a confirmé, lundi 21 février, sa commande de onze exemplaires de l'Airbus A-300 (*le Monde* du 16 novembre 1982), de construction européenne. Ce contrat atteint la valeur de 1 milliard de *dollars* (*environ 6 700 millions* de francs). Selon le président de la compagnie aérienne koweïtienne, le premier appareil sera livré en septembre. L'accord s'est fait au *détriment de propositions de Boeing* pour des 767.

Plus de deux mille sept cents firmes du textile bénéficient d'allégements de charges sociales

Le coût de ces aides serait de l'ordre de 1 200 millions de francs

Le gouvernement devrait annoncer, très prochainement, son intention de reconduire – avec quelques modifications – le système d'allégements des charges sociales (les « contrats emplois-investissements ») au profit des entreprises du textile et de celles de l'habillement. Ces allégements sont de 8 %, 10 % ou 12 % selon la nature et l'importance des engagements pris en contrepartie par les industriels bénéficiaires de ces aides. Ces engagements portent sur le volume des investissements, qui seront engagés pendant la durée du contrat, et aussi *sur* le nombre de nouveaux emplois qui seront proposés ou les emplois qui seront maintenus.

Créé, en mars 1982, par ordonnance, ce « plan » était prévu pour deux ans (en fait, jusqu'à l'été de 1984). Cependant, il y a quelques semaines, la Commission de Bruxelles l'a considéré comme étant incompatible avec la réglementation de la Communauté et elle a demandé à la France d'y renoncer (*le Monde* daté 16-17 janvier). Telle n'est pas, semble-t-il, l'intention de Paris. Déjà, à peine connue, la position de Bruxelles avait *été* repoussée par M. Chevènement. Le ministre de la recherche et de l'industrie avait alors remarqué que les objectifs de la politique française en faveur du textile devaient être maintenus. *« En mettant en cause des mesures prises ouvertement et sans dissimulation par la France,* avait-il dit, *la Commission* [de Bruxelles] *ne peut faire oublier que les Etats membres, chacun de leur côté, tentent de répondre à la crise du textile, bien souvent de manière peu transparente et qu'il lui est bien difficile de faire toute la lumière sur les mesures prises officiellement au sein de la C.E.E. »*

La France a répondu à Bruxelles le lundi 21 février. Elle avait l'intention de demander à la Commission une « radiographie » des différentes industries nationales du textile et de l'habillement. Quelles aides chacune d'elles reçoit-elle pour se moderniser et aussi résister aux importations d'articles étrangers provenant des pays à bas salaires ?

Car d'autres pays *que* la France parmi les Dix ont accordé ou accordent des facilités financières et fiscales à leurs industries du textile et de l'habillement. Le surprenant est que *pour* ces branches employant des milliers de salariés (580 000 pour la France) cet inventaire n'ait pas encore été fait.

L'amélioration de l'emploi

Ainsi la France devrait prolonger comme prévu les mesures d'allégement des charges sociales. Elles ont eu, jusqu'à présent, un effet très positif assurent les professionnels et les représentants des pouvoirs publics. M. Chevènement avait constaté, à la fin de l'année dernière que *« les effectifs [des deux industries en cause], qui avaient baissé de 6 % en 1981,* [soit environ 20 000 postes de travail] *ont sensiblement remonté au cours du premier semestre de 1982 ; + 0,7 % pour le textile, + 1,7 % pour l'habillement »... « Malgré les pertes d'emploi enregistrées dans les grandes entreprises,* avait commenté le ministre, *les effectifs devraient donc se stabiliser ».*

Le coût des mesures d'allégement *pour les finances publiques* devrait être sensiblement moins élevé qu'il n'avait été prévu (2,5 milliards de francs, avait-on annoncé dans un premier temps). Selon les services du ministère de la recherche et de l'industrie, le coût budgétaire pour 1982 (en fait pour une partie de l'année, les contrats ayant pris effet en mai de l'an dernier et surtout en juin et septembre) aurait été de l'ordre de 687 millions de francs ; il devrait dépasser 1,2 milliard de francs en 1983. Il semble, au reste, que ces dépenses (couvertes par des crédits destinés à la sauvegarde de l'emploi) pourraient s'élever au maximum à 1,8 milliard de francs.

Les bons résultats obtenus dans les entreprises du textile et celles de l'habillement, dont se félicitait à la fin de l'an dernier le ministre de la recherche *et de l'industrie, ont été* obtenus, certes, grâce aux mesures d'aides décidées par les pouvoirs publics ; ils tiennent aussi – sans qu'il soit possible de faire le partage – à la relance de la consommation des ménages, favorisée par les relèvements des *bas salaires* et de diverses allocations aux familles, décidés dans le second semestre de 1982. On peut estimer que le présent exercice sera plus difficile.

Environ quatre entreprises sur *cinq* des *deux* branches *professionnelles* concernées auraient demandé – et obtenu – les allégements des charges instaurées par le gouvernement de M. Mauroy, soit les deux tiers de l'appareil de production. Vingt-sept de ces firmes ont bénéficié des allégements de 8 % (il s'agit essentiellement de firmes en cessation de paiement ; on connaît mal leurs engagements au regard des investissements et de l'emploi). Mille *cent onze sociétés* bénéficieraient d'allégements au taux de 10 % (dont environ 400 pour l'industrie textile) et 1 647 au taux de 12 % (dont un peu moins de 500 pour le textile). Au total, les 2 785 firmes emploieraient 350 000 salariés sur les 580 000 travaillant pour les deux branches professionnelles.

ALPHONSE THÉLIER.

La France est-elle dans le collimateur de la Commission de Bruxelles ?

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – *Depuis plusieurs mois,* l'opinion publique apprend périodiquement l'ouverture de procédure d'infraction contre la France, soit parce qu'elle est accusée d'établir des entraves à la libre circulation des marchandises dans le Marché commun, soit *parce qu'elle accorde* des aides jugées contraires à la législation communautaire en matière de concurrence. La Commission de Bruxelles a-t-elle pour autant un penchant particulier à relever et à désigner du doigt les pratiques françaises ?

Pas vraiment. Il est sûr que la politique *interventionniste de la majorité* coïncide difficilement avec les dispositions du traité de Rome, conçues pour le libre échange et une économie de croissance. S'ajoute à cela la propension de l'administration à ne pas tenir compte dans ses prises de décision des *contraintes dictées* par la réglementation européenne. Ces *deux raisons expliquent pour l'essentiel* un plus grand nombre d'infractions *constatées du côté français* que chez les partenaires de la Communauté.

Il reste qu'une plus large publicité – par le biais d'une fuite dans la presse ou *l'annonce par les services* du porte-parole de la Commission – *est accordée aux manquements* de la France qu'à ceux des autres gouvernements membres. Peut-être une coïncidence, mais en tout cas un fait.

Autre donnée objective. Le marché intérieur (de la C.E.E.) et la concurrence sont placés sous la res*ponsabilité de deux commissaires,* MM. Andriessen (Néerlandais) et Narjes (Allemand), tout deux défenseurs acharnés du libre échangisme. Aussi ne *peut-on* pas leur reprocher *d'appliquer rigoureusement un traité* qui répond à leurs convictions et de défendre les intérêts des autres états membres. Encore que, dans l'affaire de Poitiers, M. Narjes ait réagit – il est vrai que les importations de magnétoscopes en provenance des *autres pays européens étaient également* concernées – avec une célébrité *inhabituelle.* Le lendemain du délai imparti à la France pour expliquer sa décision, la Commission *ouvrait une procédure d'infraction.* Paradoxalement, Bruxelles a utilisé, entre autres, la mesure française – et elle n'a pas pesé d'un faible poids – pour obtenir la limitation des ventes japonaises de *magnétoscopes* dans la C.E.E. Autres données objectives : la Commission a procédé avec prudence et souplesse – comme le veut la tradition – dans des cas où *l'infraction* était *aussi* patente que pour les dossiers français. A titre d'illustration, deux exemples : la fermeture des frontières britanniques aux importations de dindes et de lait, et les aides à l'entreprise sidérurgique allemande Saarsthal contraires, *chacun le sait* à Bruxelles, au code des subventions élaboré par les Dix. *Sans compter que la Commission n'a* jamais poussé très loin son examen sur les normes techniques appliquées dans l'industrie de R.F.A. ni sur le commerce interallemand.

Alors, la Commission *a-t-elle* la France dans le collimateur ? Sans *doute pas, mais il est clair que* certaines filières, encouragées par la perte d'influence des fonctionnaires français dans plusieurs secteurs, s'emploient à faire du zèle.

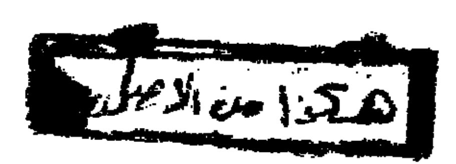
MARCEL SCOTTO.

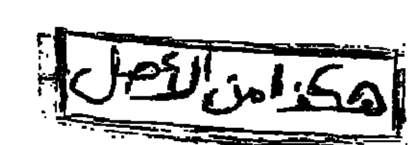
● **L'indice mensuel de la production industrielle** dans le bâtiment et les travaux publics s'est inscrit à 127 en décembre, contre 128 en novembre (*– 0,8 %*), après correction des variations saisonnières. En un an, la baisse est de 3 %.

● ***M. Gérard Israël, député au Parlement européen,*** vient de suggérer, dans une proposition de résolution, la création d'une monnaie fongible européenne. Cette monnaie ne remplacerait pas *les autres, mais son* utilisation *privée serait* assurée notamment par l'émission d'obligations, de certificats, *et par* un mécanisme de compensation interbancaire, ainsi que, sous forme électronique, au moyen d'un réseau de « terminaux-points de vente » accessibles à *des porteurs* de cartes.

● ***Un séminaire sur « le Japon et les nouveaux pays industrialisés du Sud-Est asiatique »*** est organisé les 17 et 18 mars, à Paris, avec notamment MM. Yves Berthelot, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, Christian d'Aumale, président du *Comité des sages franco-japonais,* François Missoffe, *président* de l'Association pour la compensation des échanges commerciaux (Aceco), Jean-Pierre Gomane, directeur des études au Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes.

★ Renseignements et inscriptions : *CEFRI,* 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. : 336-04-41.





SOCIAL

SELON PLUSIEURS ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Le futur directeur général du B.I.T. devrait être originaire du tiers-monde

Une polémique est ouverte à Genève à propos de la vacance prochaine du poste de directeur général du Bureau international du travail. Bien que le statut du personnel du B.I.T. fixe l'âge de la retraite des fonctionnaires à soixante ans, et à soixante-cinq ans dans les cas exceptionnels, M. Francis Blanchard, âgé de soixante-sept ans, sollicite un nouveau mandat à la tête du B.I.T., qui le maintiendrait à ce poste jusqu'à l'âge de soixante-treize ans.

Un certain nombre d'institutions non gouvernementales viennent de publier à ce sujet une déclaration dont nous donnons ci-dessous les principaux extraits, défendant l'idée qu'un représentant du tiers-monde devrait devenir maintenant le directeur général du B.I.T.

Créé en 1919, le Bureau international du travail est la plus ancienne organisation dans l'ensemble du système des Nations unies. Or, durant ses soixante-quatre années d'existance, elle n'a jamais eu de directeur général originaire du tiers-monde. Le temps nous semble venu de rompre un *tel monopole*, surtout en cette période de crise où les pays en voie de développement sont affectés plus gravement encore que les pays industrialisés par les problèmes sociaux et du travail.

Une occasion se présente, puisque *deux personnalités* du tiers-monde sont candidates pour le prochain mandat : M. Albert Tévoédjrè, du Bénin, et M. Alberto Martini, du Venezuela. M. Francis Blanchard, Français, est titulaire du poste depuis dix ans et demande à nouveau à être *reconduit dans ses fonctions*. Agé de soixante-sept ans, il est déjà le seul directeur dans l'histoire du B.I.T. à ne pas s'être retiré avant soixante-cinq ans, et un nouveau mandat le maintiendrait en poste jusqu'à l'âge de soixante-treize ans.

Le statut du personnel du B.I.T. fixe l'âge de la retraite des fonctionnaires à soixante ans, et à soixante cinq ans dans des cas exceptionnels. Le directeur général est nommément rattaché à ce statut et devrait par là même être le premier à donner l'exemple. Si devant un tel cas, le conseil d'administration du B.I.T., organe de décision, ne considérait pas la non-recevabilité de la candidature de M. Francis Blanchard, il se placerait au-dessus de ses propres lois et passerait d'un pouvoir réglementaire à un pouvoir arbitraire. Il prendrait alors la responsabilité d'un *dangereux précédent dommageable* pour la crédibilité même de l'organisation.

La candidature de M. Albert Tévoédjré nous apparaît particulièrement crédible. Nous apprécions en particulier son souci d'explorer les champs de solidarité possibles malgré les contraintes imposées par la crise, sa sensibilité à tous les travailleurs exclus du progrès social et sa volonté de renforcer les actions en faveur du respect des droits de l'homme. Nous sommes directement concernés par la coopération qu'il souhaite engager avec les organisations non gouvernementales et qu'il considère comme *« porteuse d'une grande richesse »*.

∴

Cette déclaration est signée conjointement par les institutions non gouvernementales suivantes Mani Tese (organisme contre la faim et pour le développement des peuples), via Cavenaghi 4. 20149 Milan (Italie) ; Pax romana (mouvement international des intellectuels catholiques), 37-39, rue de Vermont, B.P. 85, CH 1211 Genève ; Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, 117, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris Mouvement international des étudiants catholiques, 171, rue de Rennes, 75006 Paris ; Jeunesse fédéraliste européenne (section française), 17, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris.

● **Les prix de gros ouest-allemands** ont diminué de 1 % en janvier après avoir déjà reculé de 0,6 % en décembre. Ils avaient augmenté de 0,2 % en novembre. Sur *douze mois, pour la première fois* depuis octobre 1978, les prix de gros ont enregistré une baisse de 0,2 %, alors que l'augmentation annuelle avait été de 2,6 % en décembre et de 3,2 % en novembre. *(A.F.P.)*

LE LICENCIEMENT DES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

• RENAULT-FLINS : la C.F.D.T. envisage une nouvelle grève jeudi
• CITROEN : des failles dans l'unité d'action

La situation était calme, mardi matin 22 février, à l'usine Renault de Flins, après une journée d'avertissement, lundi 21 février : l'avis défavorable donné par le comité d'établissement *(C.E.) à la demande, par la direction, du* licenciement de trois délégués C.F.D.T. a été accompagné de mouvements de grève et de manifestations sans incident à l'appel de la C.F.D.T. et de la C.G.T.

Selon la Régie, cinq cents voitures au lieu de huit cents ont été produites. Après le vote du C.E., *la direction de Renault-Flins devrait* faire connaître, mercredi, sa position, son intention étant toujours de poursuivre la procédure de licenciement, en s'adressant maintenant à l'inspection du travail.

La section C.F.D.T., qui, la semaine dernière, avait envisagé une grève à durée illimitée, s'est prononcée pour la reprise du travail, mais elle a indiqué qu'elle renouvellera son appel à la grève, jeudi, si la direction *campe sur ses positions.*

La fédération de la métallurgie C.F.D.T. a pris contact avec le ministère du travail pour s'étonner des disproportions existant entre les sanctions prises à Aulnay-sous-Bois et à Flins, où les incidents ont, selon elle, été moins graves qu'à l'usine de Citroën.

A l'établissement Citroën d'Aulnay, la journée de lundi a surtout été marquée par une action symbolique des cégétistes, accompagnant les ouvriers licenciés, *qui se sont rendus* à leur poste, mais ont évité toute provocation.

Affirmant n'avoir pas été convoquée, la C.G.T. n'a *pas participé* à la réunion de la commission des libertés, qui va poursuivre, en mars, ses travaux sur l'amélioration des relations entre ouvriers et maitrise.

Des failles sont cependant apparues dans l'action unitaire de protestation. La section C.F.D.T. D'Aulnay, non prévenue des initiatives de la C.G.T., refuse d'être *« partie prenante à l'action de réintégration des licenciés »* e n les faisant pénétrer dans l'usine ; *la fédération socialiste de Seine-Saint-denis* a refusé aussi de *« participer à toute action de nature à engager le conflit dans l'engrenage dangereux de la violence et des provocations d'où qu'elles viennent »*. Elle *« s'étonne en effet d'avoir appris par la radio la décision de la C.G.T. de faire entrer les salariés menacés de licenciement »* avant que soit terminé la procédure légale.

A Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas a estimé que *« ce qui se passe à Aulnay-sous-Bois et à Flins, est rien moins qu'une tentative pour capter la direction de ces entreprises »*.

Le* maire de Bordeaux, qui participait à une réunion de soutien aux candidats de l'opposition, a ajouté : *« Si les syndicats, sortant complètement de leur rôle, prétendent obtenir le maintien ou la réintégration de ces éléments violents et disqualifiés, alors c'est terminé : la hiérarchie sera brisée, découragée, révoltée. La direction elle-même devra en passer par les volontés des syndicats, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus d'entreprise. »

Mardi matin, la situation à Aulnay était normale, malgré la présence des licenciés qui ont voulu reprendre le travail. (Lire page 1.)

AULNAY : nous, on veut travailler

Soleil pâle et bise glaciale, petits drapeaux rouges à la marque de la C.G.T., badges vert pomme où l'on pouvait lire, sous les fameux chevrons de la firme, les quatre mots d'ordre de jour : *« Dignité, calme, détermination, sang-froid »*, haut-parleurs en batterie sur le parc de stationnement, ouvriers en cotte verte tout juste sortis de leurs ateliers, militants veillant au grain et sympathisants de tout poil venus en voisins. Rien ne manquait — hormis quelques marchands de boissons chaudes ! — pour donner au rassemblement d'Aulnay, lundi à 13 heures, l'air d'une de ces fêtes que le syndicat de M. Krasucki sait si bien orchestrer.

« Non ! Pas de licenciements ! » A de nombreuses reprises, depuis le toit de la camionnette où il avait été juché par cent bras enthousiastes, Akka Ghazi, délégué C.G.T., lui-même ouvrier licencié et héros du *jour, a fait reprendre le slogan.* Tantôt en françqis, tantôt en arabe dialectal marocain — sa langue maternelle — et d'autres fois en « francarabe », étonnant langage où les mots-clés dits en français n'en sont pas moins conjugués sur le mode arabe, l'orateur a fait acclamer son syndicat, vilipendé les patrons, crié victoire, rassuré ses troupes.

« C'est Roussel, le directeur, qui veut casser l'usine ! Pas nous, les immigrés ! Nous, on veut travailler. » On hurle, on applaudit lorsqu'il lance : *« C.S.L. à la poubelle ! »*, on trépigne aux : *« Nous étions des moutons, aujourd'hui nous sommes les bergers ! »* Après, on va porter en triomphe jusque devant les ateliers les huit licenciés et on a recommencé de plus belle : *« Nous voulons travailler dans le calme, nous ne sommes pas des terroristes ni des provocateurs... »* Et puis *« le comité s'est prononcé à la majorité contre le licenciement »*. Peut-être, mais de la volonté exprimée par la direction de ne pas revenir sur ses décisions, on n'aura pas soufflé mot. A quoi bon gâcher, par des propos alarmistes, la joie de cette longue cohorte en fête *qui fait symboliquement, les grilles* s'étant ouvertes comme par miracle, le tour de l'usine ? Demain, il fera jour...

J.-M. D.-S.

● **Manifestation des mineurs de Carmaux.** — *Les* mineurs des Houillères d'Aquitaine, à Carmaux (Tarn), en grève depuis le 10 février, ont manifesté lundi 21 février, dans les rues de la ville avec leurs femmes et leurs enfants. Ils ont déversé deux bennes de charbon devant le siège des houillères et une devant le domicile du directeur, M. Claude Babey.

La grève, lancée par l'intersyndicale (C.G.T. et F.O.), est suivie par environ 2 000 mineurs de fond

L'INDIFFÉRENCE DE LA PROVINCE

LE MANS : c'est loin, Flins

De notre correspondant

Le Mans. – C'est loin, Le Mans, par rapport à Flins, presque aussi difficile à rapprocher que Dunkerque et Tamanrasset. *« Quand tu ne vis pas les conflits, tu as du mal à en saisir l'importance »*, dit un syndicaliste manceau en guise de justification. Etrange. C'est pourtant chez les Manceaux que le conflit des O.S. de Flins aurait dû faire naître le plus de résonance. N'est-ce pas au Mans que les grèves d'O.S. les plus dures ont éclaté en mai 1972 ? C'est leur lutte qui avait fini par entraîner la *modification des chaînes* et l'avènement des modules. Le ras-le-bol des ouvriers de Flins ne possède-t-il pas un petit air de ressemblance avec leur propre refus du taylorisme d'il y a dix ans ? *« C'est vrai qu'à Flins ils se sont battus pour des questions d'amélioration des conditions de travail dans les ateliers de peinture. Au début, tout au moins. Ils ont vite préféré monnayer la pénibilité de leur travail. On n'a toujours pas compris »*, ajoutent d'autres syndicalistes.

Le discours sur les travailleurs immigrés de Flins *« plus prompts à se battre pour un bulletin de salaire amélioré que pour des problèmes fondamentaux »*, pas plus attachés *« au losange Renault façon syndicat qu'au double chevron façon direction »* n'en a que plus d'incidence, même au Mans où l'on ne compte que douze étrangers sur neuf mille salariés.

Les menaces de sanctions dans un pareil contexte ne peuvent guère mobiliser la base non plus. Mais elles ont le mérite de permettre un discours plus cohérent aux états-majors de la C.G.T. comme de la C.F.D.T. *Le silence* ou les demi-teintes ne sont plus de mise : *« La preuve que leurs revendications étaient justifiées, c'est qu'il y a eu discussion et que la direction a fini par les prendre en considération. Que cette direction soit animée aujourd'hui d'un esprit de revanche nous obligerait à réagir »*.

ALAIN MACHEFER.

RENNES : une usine sage

De notre correspondant

Rennes. – A Citroën Rennes (14 000 salariés dans les deux usines de La Barre-Thomas et 12 000 à La Janais), les licenciements décidés à l'usine d'Aulnay n'ont provoqué aucune réaction particulière. En milieu d'après-midi, lundi, des affiches placées sur les panneaux d'information syndicale annonçaient le résultat du vote du comité d'entreprise, et une distribution de tracts était prévue par la C.G.T. pour mardi 22 février.

Depuis le début du conflit, Citroën Rennes a conservé l'image d'une sage usine de province assez peu sensibilisée au conflit de la région parisienne. Seul moment d'inquiétude : l'annonce le 27 janvier, par la direction, d'une menace de chômage technique (depuis écartée) faute d'un approvisionnement suffisant. Unique réaction enregistrée à Rennes lorsque a été prise, le 16 février, la décision de procéder à des licenciements à Aulnay : un *communiqué de la fédération départementale* du P.C.F. pour laquelle la direction prenait ainsi un risque de relancer un conflit dont le groupe P.S.A. se passerait bien. Absolument rien du côté syndical. A Citroën Rennes, les relations entre la C.G.T. (23,9 % des voix aux élections prud'homales de décembre 1982) et la C.F.D.T. (19,4 %) sont plutôt tendues. Sur les chaînes de montage, aucun arrêt de travail : si ces derniers temps le taux d'absentéisme est passé de 4 % à plus de 12 %, c'est en raison d'une épidémie *de grippe*.

Il faut aussi savoir que le pourcentage d'ouvriers immigrés est inférieur à 0,5 % de l'ensemble de l'effectif des deux usines rennaises, dont quatre mille salariés habitant des communes rurales, certaines distantes de *50 kilomètres, quittent* chaque jours leur maison et leur jardin et utilisent les transports en commun Citroën pour aller faire leurs huit heures à l'usine.

Depuis deux mois, en raison du succès de la BX, il y a eu un millier d'embauches à *La Janais*. On parle davantage de ce succès que du conflit d'Aulnay.

CHRISTIAN TUAL.

AGRICULTURE

EN 1983

Les crédits bonifiés pour l'agriculture augmenteront de 6,75 % en volume

Par rapport à 1982, l'enveloppe des crédits bonifiés disponibles pour l'agriculture – et dont le Crédit agricole détient le monopole de la distribution – augmente en 1983 de 6,75 % et atteindra 21 820 millions de francs contre 20 440 millions (enveloppe initiale à laquelle sont venus s'ajouter 400 millions, crédit décidé en conférence annuelle et affecté aux prêts d'installation et de modernisation). La bonification d'intérêt (différence entre le taux des prêts et le coût de la ressource monétaire) accordée par l'Etat est un instrument de politique agricole. Les fluctuations de telle ou telle partie de l'enveloppe constituent donc des signes de cette politique. Dans un total en hausse modeste, trois catégories de prêts progressent plus fortement : ce sont ceux qui concernent l'installation des jeunes agriculteurs (+ 13 %), ceux affectés à la modernisation des entreprises et aux coopératives de matériel agricole (+ 13,8 %), les prêts d'élevage enfin (+ 14,3 %). A elles trois, ces catégories de prêts représentent 8 400 millions, en hausse de 13,5 % en un an et de 48 % par rapport à 1981, puisque les deux premières avaient déjà obtenu la priorité l'an passé. Bénéficient encore d'un coup de pouce les crédits destinés aux artisans ruraux (+ 19 % avec 2 800 millions) et aux départements d'outre-mer (+ 15,6 % avec 260 millions).

Par contre, dans le domaine foncier, le volume des prêts, qui était resté inchangé pendant trois années consécutives à hauteur de 1 900 millions, diminue même cette année de 5,3 % et atteint 1 800 millions. Visiblement, l'Etat se désengage peu à peu du financement du foncier pour lequel d'ailleurs les caisses de Crédit agricole ont souvent pris le relais avec des crédits non bonifiés. Le maintien au niveau de 1982 – 510 millions – de l'enveloppe consacrée aux Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) participe de la même démarche. Est étale également le crédit destiné à l'équipement agricole et rural des collectivités (3 500 millions).

Enfin l'enveloppe dite des prêts à moyen terme ordinaire (M.T.O.) qui permet de financer les équipements individuels et les coopératives, sans que cette catégorie de crédits revête une orientation bien précise, diminue de 6,7 %, avec 4 250 millions.

Cette régression peut être analysée comme la volonté du gouvernement de réduire les crédits non spécifiques et, *a contrario*, de favoriser la sélectivité.

D'autre part, apparaît une catégorie nouvelle de prêts : 300 millions exceptionnellement dégagés pour les exploitants et propriétaires forestiers, touchés par la tempête des 6 et 7 novembre qui fut la plus grosse catastrophe forestière que la France ait connu depuis que les statistiques existent. Pour exploiter et stocker les chablis, les professionnels disposeront donc de crédits à 7 % la première année et à 9 % la seconde.

UNE ÉTABLE A PARIS POUR MIEUX CONNAITRE LE LAIT

Une étable place de la Bastille : c'est l'idée retenue par le Centre interprofessionnel de documentation et d'information laitières (CIDIL), qui organise cette manifestation pour améliorer la connaissance des consommateurs sur le lait. Du 27 février au 6 mars fonctionnera une vraie ferme avec quatorze vaches (venues de la ferme modèle de l'Institut national agronomique Paris-Grignon), une installation de traite et de pasteurisation. De 9 heures à 18 heures sans interruption l'entrée est gratuite, au pavillon de la Bastille, dans le hall de l'ancienne gare, pour les scolaires et les groupes constitués. Autour de la ferme : mini-musée du lait, films et panneaux d'information et enfin dégustation.

La France est le premier pays producteur européen de lait. Or des enquêtes révèlent que le consommateur français se perd un peu dans les laits cru, pasteurisé, stérilisé, entier ou encore écrémé... Il en résulte des erreurs d'utilisation (continuer à faire bouillir le lait pasteurisé par exemple) qui nuisent à l'image du produit et à la consommation des produits laitiers. Mme Cresson inaugurera cette manifestation de la ferme dans la ville, le dimanche 27 février.



ÉNERGIE

APRÈS LA FORTE BAISSE DU PÉTROLE NIGÉRIAN

Les représentants des pays du Golfe se réunissent à Ryad le 22 février

Les ministres du pétrole des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (C.G.C.) – Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Émirats Arabes unis, Bahreïn et Oman – devaient se réunir, mardi 22 février à Ryad, pour étudier « *un plan visant à stabiliser les prix et la production de pétrole* », selon les termes du ministre omanais des affaires étrangères qui a annoncé la tenue de cette réunion. La tâche des pays du Golfe, qui représentent traditionnellement la tendance « modérée » au sein de l'OPEP, est délicate.

Après la Grande-Bretagne et la Norvège, le Nigéria, membre de l'OPEP, a annoncé, samedi une baisse très importante des prix de son pétrole brut. Cette initiative, vivement dénoncée par le ministre vénézuélien de l'énergie M. Calderon-Berti, qui a estimé la décision nigériane « *regrettable et malheureuse* », accroît les risques d'un effondrement en cascade des prix du pétrole, en incitant nombre de pays soucieux de préserver leur part de marché, à faire de la surenchère à la baisse.

Le Mexique, important exportateur de pétrole et, comme la Grande-Bretagne, non-membre de l'OPEP, a annoncé lundi 21 février qu'il modifierait vendredi 25 février les prix de ses bruts. Les nouveaux tarifs, fixés en conformité avec « *les tendances du marché mondial* », seront rétroactifs au 1er février, a précisé la compagnie nationale mexicaine, le PEMEX.

La décision du Nigéria et l'anticipation d'une baisse générale des prix a provoqué, lundi, une chute des prix sur le marché libre au jour le jour. Les bruts « Brent » de la mer du Nord sont passés de 29 dollars par baril en fin de semaine dernière à 28,10 dollars par baril, soit 2,40 dollars de moins que le nouveau prix officiel proposé par la Compagnie nationale britannique à ses clients (30,50 dollars par baril). Le pétrole saoudien « Arabian light » de référence n'était quasiment plus coté, la rumeur ayant couru sur les marchés que les pays du Golfe allaient annoncer une baisse massive de 7 dollars par baril, le prix officiel tombant de 34 dollars à 27 dollars par baril.

La nervosité du marché et l'ampleur de la baisse nigériane, qui a porté les bruts légers africains à 30 dollars par baril, soit un prix inférieur à celui des pétroles équivalents de la mer du Nord, ont conduit les clients de la B.N.O.C. à réserver leur accord sur les nouveaux prix proposés.

Dans ce climat tendu, des initiatives se multiplient pour tenter de rétablir un accord au sein de l'OPEP. L'Algérie a demandé lundi 21 février la convocation, le plus tôt possible, d'une conférence extraordinaire de l'OPEP. De son côté le Venezuela a annoncé qu'il lançait une « *vaste offensive diplomatique* » pour éviter un effondrement des prix. Plusieurs délégations officielles se rendront cette semaine dans seize pays producteurs, membres ou non de l'OPEP, pour leur transmettre des propositions concrètes afin de renforcer la structure des prix, mettre fin à la pratique des rabais, restaurer l'échelle des prix relatifs et définir un programme de production fondé sur une production OPEP de 17 millions de barils par jour en moyenne pour 1983.

Selon un dirigeant irakien

L'ARABIE SAOUDITE A AUTORISÉ LA CONSTRUCTION D'UN OLÉODUC RELIANT L'IRAK A LA MER ROUGE

L'Arabie Saoudite aurait accepté, selon M. Tariq Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, cité par le *Wall Street Journal* du 22 février, d'autoriser l'Irak à construire un oléoduc traversant la péninsule arabe pour relier les champs pétrolifères irakiens à la mer Rouge. Ce pipe-line, d'une capacité de 1,5 million de barils par jour, devrait, selon M. Tariq Aziz, être terminé en 1986. Les négociations sur ce projet, qui sera financé par les compagnies pétrolières, étaient engagées depuis un an. Le ministre irakien a également précisé que l'Arabie Saoudite et le Koweït avaient commencé à donner à l'Irak environ 300 000 barils par jour de pétrole, afin qu'il le vende et puisse ainsi financer ses frais de guerre.

L'Irak, depuis le début de la guerre avec l'Iran et surtout depuis la fermeture des frontières syriennes, ne peut plus exporter, faute de moyens de transports, que 600 000 barils par jour environ, sa seule voie pétrolière d'accès à l'extérieur étant un oléoduc qui aboutit à Dortyol, sur la côte méditerranéenne turque.

LE VENEZUELA FERME SON MARCHÉ DES CHANGES

Le Venezuela a suspendu le commerce des devises pour deux jours avant de prendre, le 22 février, des mesures accrues de contrôle des changes. L'économie vénézuélienne est en effet caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis de l'étranger, tant pour ses exportations (pétrolières à 97 %) que pour ses importations (46 % des produits alimentaires sont importés).

Le gouvernement cherche donc à endiguer une fuite de capitaux provoquée par des rumeurs persistantes de dévaluation. Les réserves de change ont diminué de 50 % ces derniers mois (dont 736 millions de dollars au cours de la première quinzaine de février).

Afin d'enrayer la crise actuelle qui risque de s'aggraver avec la chûte des prix pétroliers, le Venezuela envisage il est vrai de dévaluer le bolivar ou de mettre en place un système de double parité. Mais cette sortie de devises risquait de rendre plus difficile la renégociation de la dette extérieure à court terme du Venezuela (9 milliards de dollars) que doit mener à New-York le ministre des finances, M. Arturo Sosa.

Faits et chiffres

Agriculture

● RECTIFICATIF : Le budget de Food from Britain, organisme britannique chargé de promouvoir la consommation des produits alimentaires fabriqués en Grande-Bretagne est assuré par une aide financière de l'Etat de 20 millions de livres (210 millions de francs) pour les cinq premières années de son existence. Au bout de ces cinq années, il devra s'autofinancer. Nous avions écrit (*le Monde* du 1er février) en comparant le budget de la SOPEXA (Société pour l'exportation des produits alimentaires) française et celui de Food from Britain que ce dernier s'élevait à 200 millions de francs pour une année.

Etranger

GRANDE-BRETAGNE

● **Le produit intérieur brut britannique** (P.I.B.) s'est redressé de 0,5 % en 1982, après deux années de baisse. Cette reprise est toutefois due presque entièrement à l'accroissement de la production de pétrole, une amélioration de 2 % de l'activité dans le commerce de distribution et les communications n'ayant fait que compenser la poursuite de la récession de l'industrie manufacturière et des transports. L'indice officiel (base 100 en 1975) s'est établi à 105,1 contre 104,5 en 1981 et un record de 110,3 en 1979. Fin 1982, le P.I.B. accusait une reprise de 1,4 % (0,6 % sans le pétrole) par rapport au creux de la récession enregistré au printemps 1981, mais demeurait inférieur de 6 % (7,2 % sans le pétrole) au niveau enregistré à la veille de la récession au deuxième trimestre 1979. – (*A.F.P.*)

MONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	6,7950	6,8000	+ 190	+ 225	+ 415	+ 465	+1215	+1310
$ can.	5,5500	5,5555	+ 110	+ 150	+ 280	+ 330	+ 890	+ 990
Yen (100)	2,9140	2,9190	+ 130	+ 155	+ 280	+ 315	+ 900	+ 955
DM	2,8335	2,8365	+ 150	+ 170	+ 335	+ 360	+1010	+1065
Florin	2,5635	2,5660	+ 150	+ 170	+ 335	+ 370	+1020	+1070
F.B. (100)	14,3800	14,3970	– 170	– 35	– 375	– 200	– 885	– 520
F.S.	3,3975	3,4025	+ 260	+ 285	+ 560	+ 595	+1595	+1670
L (1 000)	4,9070	4,9125	– 340	– 250	– 750	– 640	–2030	–1865
£	10,3955	10,4000	+ 75	+ 160	+ 200	+ 215	+ 900	+1090

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 11/16	9 1/16	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8	9 1/16	9 7/16
DM	5 1/16	5 11/16	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8
Florin	4 1/2	5	4 1/2	5	4 1/2	5	4 3/4	5 1/4
F.B. (100)	11 1/2	12 1/2	13 1/4	14 3/4	13 3/4	15 1/4	13 3/4	15 1/4
F.S.	3/4	1 1/2	2 1/4	2 7/8	2 9/16	2 15/16	3 1/8	3 5/8
L (1 000)	15 1/2	18	19 3/4	22	20 1/2	22	21 1/4	22 1/2
£	11 1/4	11 7/8	11 1/4	11 7/8	11 3/16	11 9/16	10 9/16	11 7/16
F. franç.	14 1/4	16 1/4	21 1/4	22 1/2	23	24 1/4	20 3/4	22

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AMREP

Le conseil d'administration, dans sa séance du 14 février 1983 :

– A arrêté les comptes de l'exercice 1982 se soldant par un bénéfice net de 36 198 338,16 F (41 933 242 F en 1981, 36 967 110 F en 1980) et une marge brute d'autofinancement de 50 510 338 F (49 795 535 F en 1981, 38 490 305 F en 1980).

– A décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 27 F + 13,5 F d'impôt déjà payé au Trésor, un acompte de 12 F sur le dividende 1982 a déjà été mis en paiement le 10 décembre 1982 (dividende 1981 : 25 F + 12,5 F d'impôt déjà payé au Trésor, acompte sur dividende : 11 F).

Bien que le bénéfice de la société mère soit en diminution, le résultat consolidé attendu sera voisin de celui de l'exercice 1981, qui était de 80,5 millions de francs (75,7 millions intérêts minoritaires exclus), la marge brute d'autofinancement attendue étant de 160 millions de francs (178,5 millions de francs en 1981).

ACTIONS INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration d'Actions-Investissement, société d'investissement à capital variable, réuni le 16 février 1983 sous la présidence de M. Georges Henry, a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Le montant de l'actif net en fin d'année s'établissait à 353,80 millions de francs contre 298,65 millions de francs fin 1981 et la valeur liquidative unitaire ressortait à 199,58 F contre 170,33 F. Compte tenu du dividende brut mis en distribution le 30 avril 1982, la progression ressort à 24 %.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires qui sera convoquée le mercredi 20 avril 1983 à 11 heures la distribution d'un dividende unitaire net de 10,90 F, en hausse de 20 % par rapport au précédent, assorti d'un crédit d'impôt de 1,15 F, soit au total 12,05 F.

VOLVO CAR CORPORATION

Ventes record en 1982

Plus de 317 000 voitures Volvo ont été vendues en 1982 – un record dans l'histoire de Volvo.

Les ventes pour les séries 240 et 760 se sont élevées à 227 000 unités (+ 9 % par rapport à 1981).

Les ventes des séries 340 et 360 ont été de 90 255 unités (+ 15 %).

SÉLECTION COURT TERME

Sous la présidence de M. Henry de Blanchard, le conseil d'administration, dans sa séance du 16 février 1983, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983.

Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires du 28 mars 1983 la mise en paiement d'un dividende de 1 406,28 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 37,14 F, soit un dividende global de 1 443,42 F.

La valeur liquidative de Sélection Court Terme s'établit à 11 482,33 F à la date d'arrêté des comptes de l'exercice. Au 16 février 1983, elle s'élevait à 11 766,23 F, dividende inclus.

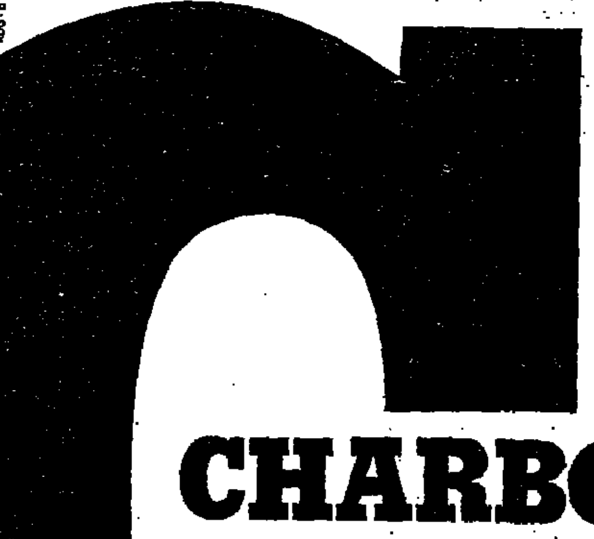
Depuis la fondation, le rythme de progression est de l'ordre de 15,50 % l'an, à comparer à une progression d'environ 14,90 % du taux du marché monétaire.

SÉLECTION-RENDEMENT

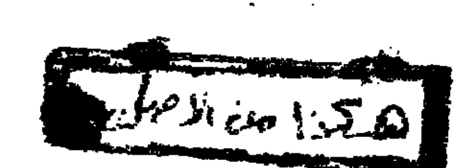
Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale des actionnaires la distribution au titre de l'exercice 1982 d'un dividende global de 16,26 F (dont 0,64 F d'avoir fiscal), contre 14,39 F (dont 0,96 F d'avoir fiscal) pour l'exercice précédent, soit une progression de 13 %.

De fin 1981 à fin 1982, la performance de l'action Sélection-Rendement, dividende global payé en 1982 compris, aura été de 30 %.







MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

21 février

Un bon début de mois

Après un démarrage difficile, la cote s'est résolument orientée vers la hausse lundi. L'indicateur instantané des valeurs françaises a progressé de 0,9 %.

La Bourse a mis a profit cette première séance du nouveau terme boursier, celui de mars, pour s'offrir une petite hausse. Mouvement favorisé d'autre part par une baisse du loyer de l'argent (– 3/16 % à 12,75 %).

La décision du Nigéria de réduire le prix de son pétrole n'a pas eu d'incidence véritable sur les valeurs pétrolières. Elles se sont effritées, à l'exception de B.P. (+ 8,3 %) et d'Esso (+ 7 %), sur des rumeurs, pour cette dernière, du maintien du dividende cette année.

Le taux de report pour ce mois s'élève à 13 3/8 % contre 13 %.

Les écarts à la hausse se sont situés entre 4 % et 9,5 %. Après une suspension de cotation de quelques minutes en raison d'une demande trop importante, Valéo a gagné 5 %. A.D.G. a progressé de 9,5 %. Cetelem de 7 %, D.M.C. et Saunier-Duval de 6,8% et A.D.G. de 6,3 %. Sanofi et Damart ont fini la séance en hausse de 4,5 %.

Quelques baisses étaient également signalées en clôture : celles de Générale de Fonderie – 5 %, de Crouzet et des Galeries Lafayette – 3 %.

La devise-titre s'est légèrement effritée à 8,68-8,71 F en raison de la baisse du dollar. Les valeurs allemandes ont fortement progressé, notamment Bayer et B.A.S.F. (+ 4 %). Fermeté des titres américains et de Quilmès + 10 %. En revanche, baisse de 4 % de Norsk-Hydro.

L'or s'est maintenu à Paris au-dessus de la barre des 500 dollars à 502,83 dollars contre 501,73 vendredi. Le lingot a cédé 350 F à 109 650 F et le napoléon 10 F à 726 F. Malgré cette baisse du « Nap », l'emprunt 4,5 % 1973 a sensiblement progressé à 2 155 F (+ 4 %) après le tirage au sort annuel.

WALL STREET VA RÉDUIRE LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE AMÉRICAIN

Agefi. – Le gouvernement américain a tout lieu de se féliciter de la fermeté de Wall Street. D'abord parce qu'elle témoigne d'un regain de santé de l'économie des Etats-Unis, mais aussi parce qu'elle accroît les rentrées d'impôt dans les caisses du Trésor. Un point qui n'a rien de négligeable compte tenu du déficit budgétaire de 200 milliards de dollars prévu pour l'exercice courant.

M. William V. Sullivan Jr., analyste monétaire de la Bank of New York, estime que les bénéfices réalisés par les investisseurs individuels au cours des derniers mois vont se traduire par une importante progression des impôts perçus par l'État fédéral. Selon lui, le Trésor aurait ainsi reçu 14 à 15 milliards de dollars de taxes (non compris celles faisant l'objet d'une retenue à la source) lors de l'échéance trimestrielle de janvier, chiffre record pour la période de référence et supérieur de 20 % à celui de l'année dernière à pareille époque.

M. Sullivan considère que la progression sera encore plus marquée lors du prochain terme, car l'avis d'imposition d'avril (35,3 milliards de dollars en 1982) *prend en compte l'ensemble de* l'exercice fiscal et non pas une période de trois mois comme celui de janvier. S'appuyant sur la hausse du marché obligataire et de celui des actions en 1982, l'analyste de la Bank of New York avance que le gonflement des recettes fiscales du Trésor *« pourrait s'avérer suffisant pour atténuer ses besoins de financement du second trimestre ».*

CLOS

Tous les marchés financiers et les Bourses de commerce ont chômé le 21 février aux États-Unis pour la célébration de l'anniversaire de George Washington.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES. – Après la récente annonce d'une augmentation de capital par attribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes (*le Monde* du 11 février dernier), la société a apporté quelques précisions sur cette opération, qui doit permettre de porter le capital de Bouygues de 288,4 à 384,5 millions de francs. Au total, 961 333 actions nouvelles de 100 F ont été créées, jouissance du 1er janvier 1982, qui seront attribuées gratuitement aux propriétaires des 2,88 millions d'actions anciennes. Ces actions nouvelles bénéficieront de l'acompte sur dividende de 12 F par titre mis en paiement le 20-12-1982.

CIMENTS FRANÇAIS. – Le bénéfice net de la société mère pour 1982 atteint 98 millions de francs contre 81 millions pour un chiffre d'affaires accru de 7 %. Le résultat net consolidé est, au vu des premières estimations, légèrement inférieur au précédent (141 millions). La *marge brute doit atteindre* 400 millions de francs (+ 10 %).

Dans l'ensemble du groupe, les filiales françaises touchées par la contraction de leurs marchés et la politique des prix apportent une contribution aux résultats consolidés voisine de celle pour 1981.

CEDEST. – Pour 1982, le bénéfice d'exploitation serait de 150 millions de francs contre 113 millions. Le résultat net dépassera 35 millions de francs contre 27,6 millions. Le bénéfice consolidé devrait marquer une progression. Rappelons que les deux principaux actionnaires sont la C.G.I.P. (51,03 %) et Lafarge (25,3 %).

PRÉCISION. – L'information communiquée dans nos éditions du 19 février, sous le sigle de Sainrapt et Brice, est à mettre au compte de la Société générale d'entreprises Sainrapt et Brice, nouveau nom de cette entité, constituée en septembre 1982.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	18 fév.	19 fév.
Valeurs françaises	105,9	
Valeurs étrangères	111,5	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	18 fév.	21 fév.
Indice général	104,8	105,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 22 février ..... 12 11/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 fév.	22 fév.
1 dollar (en yens)	232,60	233,15

BOURSE DE PARIS — Comptant — 21 FEVRIER

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	100	....
Akzo	149 90	161
Alcan Alum	255	....
Algemeine Bank	1010	1060
Am. Petrofina	460	....
Arbed	174	....
Asturienne Mines	47	45
Bco Pop Español	76	75 90

◆ : prix précédent

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1973	2070	2145	2145	2159
3030	C.N.E. 3 %	3038	3030	3029	3030
560	Facom	562	574	574	563
735	Fichet-Bauche	735	720	725	720
151	Finextel	151 10	152 10	152 10	152
92	Vallourec	93	94 40	94	93 05
1150	V. Clicquot-P.	1145	1150	1150	1150
640	Vinprix	640	640	645	650
910	Elf-Gabon	900	910	911	892
210	Amax Inc.	214	214 30	215	214 90
475	Amer. Express	634	480	480	480
595	Amer. Teleph.	598	600	600	600
170	Anglo Amer. C.	173 50	174 50	174 50	173
1110	Amgold	1105	1140	1140	1118
51	Imp. Chemical	50 85	50	50 50	49 05
113	Inco. Limited	113 20	117 50	117 50	115 10
880	IBM	878	879	882	875
44	Ito-Yokado	42 40	44	44	44 05
285	ITT	284 50	287 90	287 90	290 50
44	Matsushita	43 70	42 60	42 70	43 40
735	Merck	737	736	736	742
670	Minnesota M.	672	675	675	675
260	Exxon Corp.	260 50	261 50	262	256 30
380	Ford Motors	359	382	361 70	363
480	Free State	485	489	488	480
265	Gencor	265 20	278	283	273
230	Gén. Belgique	228	230	230	226 50
900	Gén. Electr.	904	925	924	922
560	Gen. Motors	555	551	558	556
73	Goldfields	73 05	74 30	74 40	75
225	Harmony	224 50	226	227	228
30	Hitachi	29 70	28 80	28 80	29
480	Hoechst Akt.	464	478	470 50	468
980	Siemens A.G.	985	1000	995	983
120	Sony	119 70	119 70	120	122
158	T.D.K.	157	158 80	158 60	160
650	Unilever	649	646	646	....
566	Unit. Techn.	583	575	575	570
1100	Vaal Reefs	1115	1115	1112	1093
560	West Deep	563	564	569	555
515	West Hold.	522	529	521	519
330	Xerox Corp.	328 50	337 90	337 90	337 90
3 49	Zambia Corp.	3 49	3 55	3 55	3 50

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 819	6 783	6 570	6 950
Allemagne (100 DM)	283 550	283 520	275	289
Belgique (100 F)	14 388	14 392	13 400	14 500
Pays Bas (100 fl.)	256 730	256 510	250	262
Danemark (100 krd)	80 050	80 050	76	82
Norvège (100 k)	96 430	96 160	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 532	10 438	10 100	10 800
Grèce (100 drachmes)	8 157	8 153	7	9
Italie (1 000 lires)	4 916	4 912	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	341 280	340 600	331	349
Suède (100 krs)	92 440	92 110	89	95
Autriche (100 sch)	40 360	40 350	39 500	41 200
Espagne (100 pes.)	5 280	5 263	5 050	5 500
Portugal (100 esc.)	7 460	7 380	6 700	7 800
Canada ($ can 1)	5 566	5 549	5 370	5 640
Japon (100 yens)	2 909	2 914	2 790	2 930

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/2
Or fin (kilo en barre)	110300	110000
Or fin (en lingot)	110000	109650
Pièce française (20 fr)	736	726
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	743	739
Pièce latine (20 fr)	694	689
Souverain	839	839
Pièce de 20 dollars	4005	4005
Pièce de 10 dollars	1870	1500
Pièce de 5 dollars	1002 50	.....
Pièce de 50 pesos	4390	4390
Pièce de 10 florins	703	700

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE A M. SHULTZ

Les Dix manifestent leur solidarité face aux Etats-Unis

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Le conseil des ministres des Dix délibère, ce mardi 22 février, des relations commerciales avec les Etats-Unis et le Japon. M. Jobert, ministre français du commerce extérieur, sera présent à Bruxelles. *La veille, au cours du déjeuner, les Dix* avaient déjà rapidement évoqué le différend agricole avec les Etats-Unis. Ils ont alors décidé que M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, et président en exercice du conseil de la C.E.E., adresserait une lettre à M. Shultz, secrétaire américain, faisant état de l'inquiétude et du mécontentement de la Communauté devant l'attitude de Washington.

« La Commission européenne essaie de faire ce qu'elle peut pour limiter le contentieux et éviter que les Américains prennent de nouvelles initiatives qui auraient pour effet de l'aggraver. Le président en exercice fera part au secrétaire d'Etat américain de l'unanimité du conseil derrière la commission. L'important pour l'instant est de manifester la solidarité communautaire », a commenté M. Chandernagor, ministre français chargé des affaires européennes, à l'issue de la réunion.

Les Britanniques, qui sont à l'origine de cette démarche, expliquent qu'il est nécessaire, en dehors et au-delà des contacts informels entre la C.E.E. et les Etats-Unis, de faire connaître formellement aux Américains la position de la C.E.E. C'est ainsi, ajoutent-ils, un moyen de clarifier les choses, d'empêcher Washington de se prévaloir ensuite de prétendues divergences d'interprétations ou de malentendus.

Le fait que cette lettre soit adressée au chef de la diplomatie des Etats-Unis n'est pas indifférent. M. Shultz conduisait la délégation des cinq ministres, qui avait rendu visite à la Commission à la mi-décembre et avait alors décidé avec celle-ci la création d'un groupe de travail à haut niveau chargé d'examiner le contentieux agricole et d'essayer de le régler cas par cas et de façon pragmatique.

L'administration Reagan a délibérement saboté cet exercice en vendant à très bas prix 1 million de tonne de farine à l'Egypte, client traditionnel de la C.E.E., et en négociant avec ce même pays la fourniture de 24 000 tonnes de beurre, également à des prix de dumping. On peut donc considérer que la rupture de la trêve agricole par Washington constitue un échec pour le clan qui au sein de l'administration Reagan est le plus conciliant à l'égard de l'Europe, clan à la tête duquel est placé habituellement M. Shultz.

Manifester par lettre une mauvaise humeur collective n'a rien d'une réplique « musclée ». Les Dix, conscients de l'enjeu – il s'agit des relations avec leur principal allié, – conscients aussi des dégâts que pourrait causer au commerce agricole, avec les énormes moyens financiers dont il dispose, leur concurrent américain, réagissent avec prudence. Cette riposte graduée leur permet – *ce n'est pas son moindre* avantage – de préserver et d'affirmer leur solidarité.

Equivaut-elle à de la faiblesse ? Une réponse affirmative serait prématurée. Si les efforts conjugués de la Commission et des gouvernements aboutissent à dissuader les Etats-Unis de poursuivre dans la voie de l'affrontement, certainement pas. Apparemment, depuis la vente de farine à l'Egypte, l'escalade n'est que verbale.

Les déclarations provocatrices de M. Block, secrétaire à l'agriculture, concernant notamment la percée des négociants américains au Maroc (*le Monde* du 18 février), sont certes de très mauvais goût, il s'agit d'un mauvais goût ancien. Si les Etats-Unis passaient à nouveau aux actes, autrement dit s'ils se substituaient à nouveau à la C.E.E. sur un de ses marchés traditionnels, la patience manifestée jusqu'alors donnerait des arguments à ceux des Dix qui inclinent en faveur de contre-mesures moins anodines qu'une plainte supplémentaire devant le GATT.

PHILIPPE LEMAITRE.

LES SECONDES ÉLECTIONS EUROPÉENNES AURONT LIEU DU 17 AU 20 MAI 1984

Les secondes élections à l'Assemblée européenne auront lieu le jeudi 17 et le dimanche 20 mai 1984, a décidé lundi 21 février le Conseil des ministres des Dix.

Les élections européennes doivent avoir lieu pendant la même période, faute de pouvoir se dérouler le *même jour pour respecter les traditions nationales* (les Britanniques ne *votent pas le dimanche*). *Selon toute* vraisemblance, chaque pays votera *commme en 1979 selon la loi électorale* de son choix (la proportionnelle *dans une circonscription unique* pour la France).

Les ministres sont convenus « *en principe* » que les ressortissants de la Communauté résidant dans un autre État membre pourront voter pour les candidats de leur pays d'origine.

Le gouvernement français n'a pas encore décidé de la date des premières élections régionales, certains souhaitant que celles-ci aient lieu le même jour que les européennes, le dimanche 20 mai.

Aux Pays-Bas

LA FILIALE DU CRÉDIT LYONNAIS A ROUVERT DANS LE CALME

(De notre correspondant.)

Rotterdam. – A l'ouverture lundi matin 21 février, de la banque Slavenburg's, investie le 18 février par des policiers et des inspecteurs du service de recherche fiscale, aucune foule ne se pressait aux guichets pour retirer de l'« argent noir », (*le Monde* du 22 février).

Le même calme régnait dans les filiales de Slavenburg's, propriété à 80 % du Crédit Lyonnais, dans d'autres villes néerlandaises.

Les assurances prodiguées en fin de semaine par les ministres de la *justice et des finances y étaient* peut-être pour quelques chose. Ils avaient souligné que les perquisitions au siège social et dans trois filiales ne concernaient pas la banque elle-même, mais seulement les activités de « *quelques employés* ». La Banque centrale néerlandaise, pour sa part, a publié un communiqué affirmant qu'au besoin elle serait prête à soutenir Slavenburg's si celle-ci éprouvait des difficultés pour faire face à une forte demande inopinée de liquide.

Enfin les clients qui auraient déposé des fonds non déclarés au fisc pourraient hésiter à les retirer, alors que l'attention de la presse est braquée sur eux. Toutefois, selon le syndicat F.N.V., bon nombre d'entre eux ont d'ores et déjà retiré leurs économies par l'annulation téléphonique de leurs comptes courants.

RENÉ TER STEEGE.

M. Chirac déclare :

Tous les grands chantiers de Paris ne pourront être financés

***« Il est impossible de financer tous les grands projets de l'État pour la capitale »*, a dit M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui était l'invité de l'Association des journalistes de l'habitat (Ajihat) le lundi 21 février.**

Racontant avec ironie l'entretien qu'il avait eu avec M. Mitterrand à l'Elysée *en février 1982*, avant l'annonce des « grands chantiers », M. Chirac a *notamment déclaré* : *« Cela allait du ministère des finances à l'Opéra en passant par le Grand Louvre et La Villette. Des grands projets, en veux-tu, en voilà. Pas de raison de se gêner avec Paris... Vous devez être content, m'a dit le Président. »* En tant que *« maire de Paris, et en tant que député »* (puisque la province doit aussi recevoir des équipements), *je suis satisfait ; mais comme contribuable, je suis paniqué, terrorisé, stupéfait* ; a ajouté M. Chirac.

Même chose pour l'exposition de 1989. *« La ville a approuvé le principe*, dit M. Chirac, *mais je serai très vigilant en ce qui concerne le financement... Pour les Jeux olympiques de 1992, aucun équipement supplémentaire ne pourra être fait. Il faudra aller jusqu'à Lyon, ce qui est techniquement possible. »* L'ensemble de ces projets témoignent, selon M. Chirac, d'un « *mépris à l'égard de l'intendance* » et d'une « *irresponsabilité totale* ».

A propos des maquettes présentées par l'équipe de M. Robert Bordaz, chargé de préparer l'Expo de 1989, M. Chirac a précisé quelles ne lui convenaient pas. Le pont de Tolbiac qui serait doublé par deux bâtiments se prolongeant dans les jardins de Bercy lui a semblé être *« une énorme barre qui coupe la Seine, incompatible avec l'idée qu'il se fait de cet environnement »*. *« Je n'en veux pas »*, a affirmé le maire en précisant que ces projets pourraient être révisés. En revanche, le maire est favorable au projet d'Opéra à la Bastille, bien qu'il doute que le coût d'un tel équipement (et de son fonctionnement) soit supportable.

Interrogé sur ceux des projets qui ont une chance d'être réalisés, le maire a précisé que *« La Villette est engagée »*, et pourra se faire, en rappelant que la Ville demandait la construction de mille logements (et les candidats socialistes aussi, *« ce qui est à la limite de l'outrecuidance »*, a dit M. Chirac). La reconstruction du ministère des finances, *« très ancienne idée »*, est maintenant engagée : *« Architecturalement parlant, le projet demande à être revu. C'était le moins mauvais de tous ceux qui ont été présentés, mais pas le meilleur de ce qu'on pouvait imaginer. »*

A propos du logement, M. Chirac a déclaré : *« Je n'ai pas l'intention de me substituer à l'Etat pour consentir un effort supplémentaire pour le logement. Il y a des terrains disponibles* (la Ville préempte systématiquement, a précisé M. Chirac), *mais pas les moyens financiers correspondants »*, ce qui entraîne *« le blocage total de la construction sociale à Paris »*.

Le fichier des locataires d'H.L.M.

Quant à l'utilisation du fichier des locataires de l'Office public d'H.L.M. de la Ville de Paris par *plusieurs candidats* de la « majorité municipale » pour leur courrier électoral, M. Jean Tibéri, adjoint au maire et président de l'Office a répondu : *« Une enquête est en cours. Toutefois les noms des locataires figurent sur les boîtes aux lettres. (...) Il n'y a donc pas d'atteinte à la vie privée ni aux textes régissant l'informatique. »* M. Chirac a renchéri : *« Les candidats ont de bons militants, qui sont allés relever les noms aux portes des immeubles, et ont fait des enveloppes. »*

Selon un communiqué de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de l'Office, ce sont *« plusieurs milliers de locataires »*, des 12e, 14e et 20e arrondissements, qui ont reçu des lettres de personnalités de la majorité municipale dans des enveloppes *« comportant la codification* [H.L.M.] *du logement et de l'immeuble des destinataires »*.

Au Sénat

M. Tizon remplacera M. Jozeau-Marigné

Le docteur Jean-Pierre Tizon, qui va remplacer M. Jozeau-Marigné au Sénat, est né le 26 octobre 1920 à Ducey, dans la Manche. Médecin dans cette ville, il est élu conseiller général du canton de Ducey en octobre 1951, succédant à son père. Vice-président du conseil général depuis avril 1982, il avait longtemps été président de la commission départementale. Adjoint au maire de Ducey, le docteur Tizon est le suppléant de M. Jozeau-Marigné depuis la dernière réélection de celui-ci au sénat en septembre 1974. Il n'est pour l'instant inscrit à aucun parti.

APRÈS L'ARRESTATION DU MILITANT NÉO-NAZI EN GRANDE-BRETAGNE

Les témoins de l'attentat de la rue des Rosiers n'ont pas « reconnu » Walter Kexel

Les deux militants néo-nazis allemands, Walter Kexel et Ulrich Tillmann, arrêtés, le 18 février, par la police britannique à la demande des autorités ouest-allemandes, resteront en détention à Londres au moins jusqu'au 28 février, a décidé, lundi 21, le tribunal londonien de Bow Street.

Dès que les autorités britanniques leur donneront le feu vert – ce mardi, probablement, – deux inspecteurs de la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle de Paris se rendront à Londres pour interroger les deux activistes. S'ils sont suspectés d'avoir participé, l'un *et l'autre, à des attentats contre des* soldats américains en R.F.A. ainsi qu'à des hold-up, Kexel est, *pour sa* part, mis en cause en raison de sa ressemblance avec le plus précis des portraits-robots établis après la tuerie de la rue des Rosiers, en août 1982 à Paris

Cependant, dès les samedi 19 et dimanche 20 février, la brigade criminelle a convoqué treize témoins de l'attentat et leur a présenté des photos de Kexel datant d'il y a un à deux ans. Cette vérification n'avait pas été faite plus tôt, le juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Louis Bruguière, préférant, par sécurité, attendre que Kexel soit interpellé. Or aucun de ces treize témoins, et, notamment, ceux qui avaient participé à la confection du portrait-robot « ressemblant » à Kexel, n'a reconnu, dans l'extrémiste néo-nazi, le terroriste « à la tête carrée » de la rue des Rosiers.

Les responsables de la brigade criminelle disent cependant être *« très intéressés »* par l'interrogatoire des deux néo-nazis, qui devrait permettre *d'« en savoir plus sur les liens de ces groupes avec certains secteurs du terrorisme palestinien »*. Il semble, en effet, établi que des membres du groupe allemand Hoffmann, dissous en 1980, ont séjourné dans des camps au Liban.

A Fleury-Mérogis

LE SUICIDE DE YOUSSEF DIX-SEPT ANS

Youssef S..., dix-sept ans, s'est pendu samedi 19 février dans sa cellule de Fleury-Mérogis, trente-neuf heures après son incarcération. Ni trafiquant de drogue, ni criminel endurci, il avait été arrêté le jeudi précédent pour recel et défaut de carte de séjour. Un « sans papiers » parmi d'autres que M. Hervé Hamon, juge des enfants à Paris, a envoyé en prison sans que le parquet le demande, peut-être parce que Youssef S..., de nationalité syrienne, avait déjà eu quelques ennuis avec la justice.

***La détention des mineurs, dit la loi, doit être l'exception, la recherche de mesures éducatives, la règle.* M. Badinter, qui, depuis des mois, demande aux magistrats de respecter scrupuleusement cette règle, a obtenu quelques succès. De 1980 à 1982, le nombre de mises en détention de mineurs est passé de 6 087 à 5 706. Mais il reste quelque cinq mille adolescents en prison. Malgré les consignes. Youssef S... était l'un de ceux-là. Une enquête, comme l'on dit, est en cours...**

FAIBLESSE DE LA LIVRE

La livre, dont le cours était tombé, lundi 21 février, à son plus bas niveau depuis plus de quatre ans, du fait de la baisse du prix du pétrole, est restée faible, mardi, s'échangeant à 1,53 dollar, contre 1,5340 dollar la veille.

Dans l'ensemble, cependant, les marchés étaient calmes. En l'absence d'indication en provenance des Etats-Unis – les marchés financiers étaient fermés le 21 février à l'occasion du *Washington Birthday* – le dollar a légèrement monté. Il valait ainsi 6,80 F, contre 6,783 F à Paris, 2,3975 DM, contre 2,3935 DM à Francfort, et 1,9975 F.S., contre 1,9935 F.S. à Zurich.

L'or a peu varié, son prix fluctuant entre 502 et 503 dollars, contre 504,50 dollars (la veille).

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1983 a été tiré à 535 421 exemplaires

